



RAPPORT ANNUEL
2018

SOMMAIRE

1 RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

I.1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT	5
I.2 CAPITAL SOCIAL DE L'ÉTABLISSEMENT	6
I.3. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE	7
I.4. ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES	13

2 RAPPORT DE GESTION

2.1 CONTEXTE DE L'ACTIVITÉ	22
2.2 DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE	26
2.3 ACTIVITÉS ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'ENTITÉ	58
2.4 ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DE L'ENTITÉ SUR BASE INDIVIDUELLE	62
2.5 FONDS PROPRES ET SOLVABILITÉ	63
2.6 ORGANISATION ET ACTIVITÉ DU CONTRÔLE INTERNE	66
2.7 GESTION DES RISQUES	69
2.8 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE ET PERSPECTIVES	92
2.9 ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES	94

3 ÉTATS FINANCIERS

3.1 COMPTES CONSOLIDÉS	110
3.2 COMPTES INDIVIDUELS	228

4 DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

4.1 PERSONNE RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE RAPPORT	269
4.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE	277

I RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

I.1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

I.1.1 Dénomination, siège social et administratif

Banque Populaire Grand Ouest (la « Société » ou la « Banque »). Siège social: Saint Grégoire (35), Boulevard de la Boutière, numéro 15.

I.1.2 Forme juridique

La société est une société anonyme coopérative de banque populaire à capital variable enregistré au registre du commerce et des sociétés de Rennes sous le numéro 857 500 227 régie par les articles L. 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires, la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les titres I à IV du livre II du code de commerce, le chapitre Ier du titre I du livre V et le titre III du code monétaire et financier, les textes pris pour leur application, ainsi que par les statuts.

I.1.3 Objet social

La Société a pour objet :

- De faire toutes opérations de banque avec les entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ou libérales, à forme individuelle ou de société, et plus généralement, avec toute autre collectivité ou personne morale, sociétaires ou non, d'apporter son concours à sa clientèle de particuliers, de participer à la réalisation de toutes opérations garanties par une société de caution mutuelle constituée conformément à la section 3 du chapitre V du titre I du livre V du code monétaire et financier, d'attribuer aux titulaires de comptes ou plans d'épargne-logement tout crédit ou prêt ayant pour objet le financement de leurs projets immobiliers, de recevoir des dépôts de toute personne ou société et, plus généralement, d'effectuer toutes les opérations de banque, visées au titre I du livre III du code monétaire et financier.
- D'effectuer toutes opérations connexes visées à l'article L. 311-2 du code monétaire et financier, fournir les services d'investissement prévus aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du code précité et exercer toute autre activité permise aux banques par les dispositions légales et réglementaires. A ce titre, elle peut notamment effectuer toutes opérations de courtage d'assurance et plus généralement d'intermédiation en assurance. Elle peut également exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, conformément à la réglementation en vigueur.
- D'effectuer tous investissements immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités, souscrire ou acquérir pour elle-même tous titres de placements, prendre toutes participations dans toutes sociétés, tous groupements ou associations, et plus généralement,

effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la Société et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

I.1.4 Date de constitution, durée de vie

Immatriculée en date du 15 octobre 1957 (la Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Rennes depuis le 18 décembre 2017), la durée de la société est fixée à 99 ans, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Rennes sous le numéro 857 500 227.

I.1.5 Exercice social

L'exercice social a une durée de 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre. Les documents juridiques relatifs à la Société (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux) peuvent être consultés au greffe du tribunal de commerce de Rennes.

I.1.6 Description du Groupe BPCE et de la place de l'établissement au sein du Groupe

Le Groupe BPCE, deuxième groupe bancaire en France, exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance, au plus près des besoins des personnes et des territoires. Il s'appuie sur deux réseaux de banques commerciales coopératives et autonomes, celui des 14 Banques Populaires et celui des 15 Caisses d'Épargne, détenus par 9 millions de sociétaires. Il est un acteur majeur de l'épargne et de l'assurance, de la banque de grande clientèle et des services financiers spécialisés avec Natixis.

Le Groupe BPCE compte plus de 30 millions de clients et 105 000 collaborateurs.

La Banque Populaire Grand Ouest est affiliée à BPCE. Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constitué sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50 % par les Banques Populaires. La Banque Populaire Grand Ouest en détient 4.60 %.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, d'organiser la garantie des déposants, d'agrérer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe. Il détermine aussi les orientations stratégiques et coordonne la politique commerciale du groupe dont il garantit la liquidité et la solvabilité. En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe. Il détient et gère les participations dans les filiales.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Banques Populaires et de réaliser

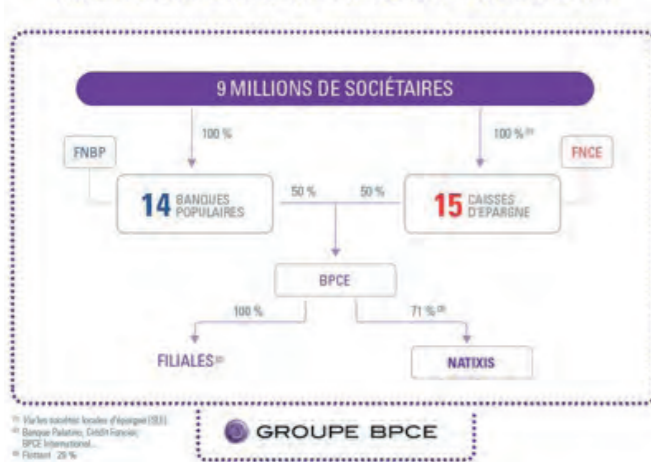
toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

Chiffres clés au 31 décembre 2018 du Groupe BPCE

30 millions de clients
9 millions de sociétaires
105 000 collaborateurs

2^e groupe bancaire en France⁽¹⁾
 2^e banque de particuliers⁽²⁾
 1^{re} banque des PME⁽³⁾
 2^e banque des professionnels et des entrepreneurs individuels⁽⁴⁾
 Le Groupe BPCE finance plus de 20 % de l'économie française⁽⁵⁾

ORGANIGRAMME DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2018



⁽¹⁾ Parts de marché : 21,5 % en épargne clientèle et 21,1 % en crédit clientèle (Banque de France T3-2018 toutes clientèles non financières).
⁽²⁾ Parts de marché : 22,6 % en épargne des ménages et 26,3 % en crédit immobilier aux ménages (Banque de France T3-2018). Taux de pénétration global de 30,1 % (rang 2) auprès des particuliers (étude SOFIA TNS-SOFRES, avril 2018).
⁽³⁾ 51 % (rang 1) de taux de pénétration total (enquête Kantar-TNS 2017).
⁽⁴⁾ 41 % (rang 2) de taux de pénétration auprès des professionnels et des entrepreneurs individuels (enquête Pépites CSA 2017-2018).
⁽⁵⁾ 21,1 % de parts de marché sur encours en crédits toutes clientèles non financières (Banque de France T3-2018).

□ .2 CAPITAL SOCIAL DE L'ÉTABLISSEMENT

□ .2.1 Parts sociales

Le capital social est composé exclusivement de parts sociales d'une valeur nominale de 14 euros, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Au 31 décembre 2018 le capital social de la Société s'élève à 1 033 252 419 euros.

Evolution et détail du capital social de la Banque Populaire Grand Ouest

AU 31/12/18	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales et parts sociales maritimes détenues par les sociétaires	1 033 252	100 %	100 %
AU 31/12/17	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales et parts sociales maritimes détenues par les sociétaires	1 021 352	100 %	100 %
AU 31/12/16	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les sociétaires	430 489	100 %	100 %
AU 31/12/15	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les sociétaires	404 368	100 %	100 %

En application de l'article L. 512-5 du code monétaire et financier, aucun sociétaire ne peut disposer dans les assemblées, par lui-même ou par mandataire, au titre des droits de vote attachés aux parts qu'il détient directement et/ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, de plus de 0,25 % du nombre total de droits de vote attachés aux parts de la société. Cette limitation ne concerne pas le président de l'assemblée émettant un vote en conséquence des procurations reçues conformément à l'obligation légale qui résulte de l'article L. 225-106 du code de commerce. Le nombre de droits de vote détenus directement ou indirectement s'entend notamment de ceux qui sont attachés aux parts qu'un sociétaire détient, à titre personnel, aux parts qui sont détenues par une personne morale qu'il

contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce et aux parts assimilées aux parts possédées, telles que définies par les dispositions des articles L. 233-7 et suivants dudit code.

□ .2.2 Politique d'émission et de rémunération des parts sociales

Les parts sociales et parts sociales maritimes de la Banque Populaire sont obligatoirement nominatives et inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires.

Elles donnent potentiellement droit à un intérêt annuel dont le taux est fixé par l'assemblée générale annuelle de la BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST sans qu'il puisse dépasser la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

L'intérêt est calculé proportionnellement au nombre de mois entiers de possession des parts. Par ailleurs le sociétaire participe, dans les conditions fixées par la loi et les statuts aux assemblées générales et au vote des résolutions.

L'assemblée générale peut valablement décider une opération d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction du capital, de fusion ou autre opération sociale, nonobstant la création de rompus à l'occasion d'une telle opération ; les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis pour participer à l'opération doivent, pour exercer leurs droits, faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente des titres ou droits nécessaires.

Sont admises comme sociétaires participant ou non aux opérations de banque et aux services de la Banque Populaire toutes personnes physiques ou morales.

Les sociétaires ne sont responsables qu'à concurrence du montant nominal des parts qu'ils possèdent.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

L'offre au public de parts sociales s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients, de rajeunir le sociétariat et de le diversifier. Cette démarche contribue, par ailleurs, à assurer la pérennité du capital social de la Banque Populaire.

Intérêt des parts sociales versé au titre des trois exercices antérieurs :

L'intérêt à verser aux parts sociales et parts sociales maritimes, au titre de l'exercice 2018, proposé à l'approbation de l'assemblée générale, est estimé à 15,2 M€, ce qui permet une rémunération des parts sociales et des parts sociales maritimes à un taux de 1,50%.

Intérêt des parts sociales versé au titre des trois exercices antérieurs :

EXERCICES	Taux versé aux sociétaires	Montant total des intérêts versés aux parts
2017	1,50 %	14 951 771,75 €
2016 <i>Banque Populaire Atlantique</i>	1,50 %	6 160 872,56 €
2015 <i>Banque Populaire Atlantique</i>	1,65 %	6 383 235,81 €

□ .3 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

□ .3.1 Conseil d'administration

□ .3.1.1 Pouvoirs

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu de ces circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président du conseil d'administration prépare conjointement avec le directeur général et soumet au conseil d'administration la définition de la politique générale et de la stratégie de la banque que le directeur général va mettre en œuvre sous le contrôle du conseil d'administration.

Conformément à l'article L. 225-108 alinéa 3, les sociétaires, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, peuvent poser des questions écrites au conseil d'administration auquel ce dernier répond au cours de l'assemblée, quelle que soit sa nature. Ce droit ne peut cependant pas être utilisé dans un but étranger à l'intérêt social.

□ .3.1.2 Composition

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des sociétaires parmi les sociétaires possédant un crédit incontesté.

Le conseil d'administration comprend par ailleurs deux administrateurs représentant les salariés. Leur nombre est déterminé en fonction du nombre d'administrateurs nommés par l'assemblée générale des sociétaires (un administrateur lorsque le nombre d'administrateurs est inférieur ou égal à douze ; deux administrateurs lorsque le conseil comprend plus de douze administrateurs). La désignation des administrateurs représentant les salariés a été effectuée, telle qu'approuvée par l'assemblée générale du 15 avril 2018, par

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

les deux organisations syndicales les plus représentatives aux élections professionnelles de la Société.

S'agissant de leur indépendance, la société se réfère au rapport « Coopératives et mutuelles : un gouvernement d'entreprise original », rédigé dans le cadre de l'Institut français des administrateurs en janvier 2006, qui développe les raisons pour lesquelles les administrateurs élus des entreprises coopératives, et donc de la Banque Populaire Grand Ouest, correspondent pleinement à la notion de « administrateurs indépendants » :

- « la légitimité et le contrôle d'un dirigeant mutualiste, donc son indépendance, tiennent bien au mandat qu'il exerce par le biais de son élection. Soustraire un administrateur au processus électoral le désolidariserait des intérêts de l'organisation et des sociétaires ;
- les administrateurs de coopératives et de mutuelles s'engagent par conviction et non pas par intérêt financier. Ils mobilisent une part importante de leur temps et de leur énergie dans leur responsabilité d'administrateur. Ils sont largement ouverts sur le monde local, associatif et/ou politique. Ces caractéristiques font d'eux des administrateurs véritablement indépendants, une indépendance qui n'a pas à être remise en cause, mais continuellement confortée par un processus démocratique authentique. »

Les administrateurs représentent l'ensemble des sociétaires, ils doivent donc se comporter comme tel dans l'exercice de leur mandat.

Ils s'assurent du respect des règles légales relatives au cumul des mandats en matière de sociétés et s'engagent à participer objectivement et avec assiduité aux débats du Conseil. S'agissant des informations non publiques dont ils pourraient avoir connaissance dans l'exercice de leurs mandats, ils sont tenus à une obligation de confidentialité et au respect du secret professionnel.

Ils doivent informer le conseil de toute situation de conflit d'intérêt même potentiel. Plus généralement ils sont tenus à un devoir de loyauté envers la Banque.

Au 31 décembre 2018, avec 8 femmes au sein de son conseil d'administration sur un total de 20 membres, la Banque Populaire Grand Ouest atteint une proportion de 44 %, étant précisé que, conformément à l'article L.225-27-1 du Code de commerce, les 2 administrateurs représentant les salariés de la Banque et de ses filiales, directes ou indirectes, ayant leur siège sur le territoire français, ne sont pas pris en compte dans ce calcul. Au 31 décembre 2018, la Banque Populaire Grand Ouest respecte donc la proportion minimum de 40 % de membre de chaque sexe au sein de son conseil d'administration et est ainsi conforme aux dispositions de l'article L.225-18-1 du Code de commerce.

Liste des administrateurs et censeurs de la Banque Populaire Grand Ouest au 31 décembre 2018

Administrateurs :

Prénom	Nom	Date de naissance	Activité professionnelle actuelle
Gilles	BARATTE	08/05/1960	Gérant des sociétés FOB, DGX, BRETAGNE AUTO CONTROLE, PACHAMAC
Isabelle	BELLANGER	30/05/1960	Directrice Générale des sociétés OMC et NEGOSOLAR
Françoise	BEURY	28/05/1955	Conseiller en PME
Jean-Pierre	BILLIARD	08/04/1956	Président de la société APPCELL
Luc	BLIN	30/08/1951	Patron-pêcheur
Ange	BRIERE	24/08/1949	Artisan retraité
Martine	CAMEAU	18/12/1951	Éditrice honoraire
Carine	CHESNEAU	24/08/1974	Présidente du Groupe LAMBERT MANUFIL
Bruno	HUG DE LARAUZE	26/05/1960	Président Directeur Général de IDEA GROUPE
Philippe	LANNON	04/10/1956	Co-gérant Société THIERRY LANNON ET ASSOCIES
Valérie	LE GUERN-GILBERT	23/06/1967	Présidente Etablissements MAUVIEL 1830
Nathalie	LE MEUR	27/10/1970	Présidente du Groupe NASS AND WIND
Wilfried	LE ROUZES	02/12/1975	Directeur d'agence Banque Populaire Grand Ouest
Catherine	LEBLANC	11/02/1955	Directrice Générale Groupe ESSCA
Robert	MONNIER	19/02/1951	Président de la société MONEFIS
Laurent	POTTIER	20/02/1966	Conseiller assurances et prévoyance des professionnels Banque Populaire Grand Ouest
Emmanuel	POULIQUEN	05/10/1948	Chirurgien Retraité
Eric	SAUER	13/01/1962	Président MAX SAUER SAS, Gérant SARL TAD ARTIX
Jean-Claude	SOULARD	29/01/1956	Dirigeant Grande Distribution
Betty	VERGNAUD	05/04/1977	DG PATISMATIQUE SARL Cogérante LES DELICES DE LOUISON

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Censeurs :

Prénom	Nom	Date de naissance	Activité professionnelle actuelle
José	JOUNEAU	11/02/1960	Armateur
Jacques	PERSON	06/11/1952	Consultant retraité

1.3.1.3 Fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins six fois par an.

En 2018, le conseil d'administration de la Société s'est réuni à 10 reprises, avec un taux de présence de 89%.

Les principaux sujets traités par le conseil d'administration ont été les suivants :

- Approbation du budget de fonctionnement et d'investissements,
- Présentation des résultats commerciaux et financiers,
- Présentation des rapports d'activité trimestriels,
- Évolution du Sociétariat & Agréments et radiations des sociétaires,
- Arrêté des comptes annuels individuels et consolidés,
- Examen des conventions réglementées en cours précédemment autorisées,
- Préparation de l'Assemblée Générale,
- Décision sur le mode de désignation des administrateurs représentant les salariés,
- Détermination des critères objectifs de disparition de l'engagement coopératif des sociétaires et information sur le dispositif de mise en œuvre,
- Information sur le dispositif de révision coopérative,
- Questionnaire d'auto-évaluation du fonctionnement du Conseil,
- Point d'avancement sur le plan stratégique et les orientations générales de la Société,
- Information sur la Fusion Informatique, Bancaire et Organisationnelle,
- Présentation de thématiques d'activités (Ouest Croissance, Gestion d'actifs,...),
- Décisions d'opérations sur titres de filiales et de participations,
- Compte-rendu des comités spécialisés,
- Conclusions de la mission de l'Inspection Générale Groupe BPCE sur l'ex Banque Populaire de l'Ouest,
- Information sur les engagements les plus significatifs et spécifiques,
- Informations du Groupe BPCE et mise en œuvre des décisions de BPCE.

1.3.1.4 Comités

Pour l'exercice de leurs fonctions par les administrateurs, des comités spécialisés composés de quatre membres au moins et de six au plus ayant voix délibérative sont constitués au sein du Conseil. Les membres émettent des avis destinés au conseil et sont choisis par le Conseil au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles et sur proposition du Président pour la durée fixée lors de leur nomination. Les membres sont indépendants c'est-à-dire sans lien de subordination avec la banque.

Le conseil d'administration a de nouveau modifié son règlement intérieur le 7 décembre 2017, et a été ainsi réaffirmée l'existence des comités suivants :

- un Comité d'audit,
- un Comité des risques,
- un Comité des rémunérations,
- un Comité des nominations,
- un Comité Sociétariat & RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises).

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, le conseil d'administration a procédé à la désignation des nouveaux membres et présidents desdits comités.

Le Comité d'audit

Conformément aux dispositions de l'article L 823-19 du Code de commerce, il assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières et notamment le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière,
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques,
- du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes,
- de l'indépendance des Commissaires aux Comptes.

A ce titre, il analyse les comptes ainsi que les documents financiers diffusés par la Société à l'occasion de l'arrêté des comptes et en approfondit certains éléments avant qu'ils soient présentés au Conseil. Il prend connaissance, pour la partie ayant des conséquences directes sur les comptes de la Banque, des rapports d'inspection de BPCE, de l'ACPR et de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Il formule un avis sur le choix des commissaires aux comptes, veille à leur indépendance, examine leur programme d'intervention ainsi que leurs recommandations et les suites données par la Direction générale.

Le comité d'audit est composé de 6 membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'administration, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles. Un membre au moins du comité d'audit présente des compétences particulières en matière financière ou comptable.

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En vertu du règlement intérieur du Conseil, il se réunit au moins trois fois l'an dont deux fois en présence des commissaires aux comptes.

Membres avec voix délibérative :**Bruno HUG de LARAUZE - Président**

Isabelle BELLANGER - membre

Ange BRIERE - membre

Philippe LANNON - membre

Catherine LEBLANC - membre

Jean-Claude SOULARD - membre

En 2018, le Comité d'audit s'est réuni à 5 reprises, avec un taux de présence de 90%.

Les principaux sujets traités par le Comité d'audit ont été les suivants :

- Examen des comptes trimestriels, semestriels et annuels,
- Examen du budget de fonctionnement et d'investissements,
- Information sur la mise à jour du dispositif d'audit légal,
- Présentation des travaux et de la lettre de mission des CAC.

Le Comité des risques

Il formule des avis sur la stratégie globale de la banque, l'appétence en matière de risques actuels et futurs, l'assiste dans le contrôle de la mise œuvre de cette stratégie par les dirigeants effectifs de la banque et par le responsable de la fonction de gestion des risques.

A ce titre, il examine notamment :

- les grandes orientations de la politique de crédit de la Banque, les limites de risques et les conditions dans lesquelles elles sont respectées.
- les résultats de contrôle interne au moins deux fois par an. Il examine, en particulier dans ce cadre, les principales conclusions de l'audit interne et les mesures correctrices, ainsi que celles de l'Inspection de BPCE, de l'ACPR et des autres régulateurs.
- L'évaluation du système de contrôle interne et de son efficacité. Il examine, en particulier, dans ce cadre, les rapports annuels préconisés par la réglementation bancaire avant présentation au Conseil.

Le Comité des risques est composé de 6 membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'administration, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles. Plus généralement, les membres du Comité des risques disposent de connaissances, de compétences et d'une expertise qui leur permettent de comprendre et de suivre la stratégie et l'appétence en matière de risques de la Banque.

En vertu du règlement intérieur du Conseil, il se réunit au moins quatre fois par an.

Membres avec voix délibérative :**Gilles BARATTE - Président**

Françoise BEURY - membre

Jean-Pierre BILLIARD - membre

Bruno HUG de LARAUZE - membre

Catherine LEBLANC - membre

Valérie LE GUERN-GILBERT - membre

En 2018, le Comité des risques s'est réuni à 4 reprises, avec un taux de présence de 83%.

Les principaux sujets traités par le Comité des risques ont été les suivants :

- Le dispositif d'appétit au risque : validation et suivi,
- Le rapport annuel au titre des Articles 258 à 264 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne,
- La fixation des limites internes, la mesure et la surveillance des risques de crédit et financiers,
- La mesure et la surveillance des risques de crédit et des risques financiers,
- La mesure et la surveillance des risques de non-conformité et des risques opérationnels : cartographie, collecte des incidents et pertes, plans d'actions éventuels, Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité, Sécurité des Systèmes d'Information,
- Les principales conclusions des missions d'audit dont celles de la mission de l'Inspection Générale Groupe BPCE sur l'ex Banque Populaire de l'Ouest, le suivi des recommandations et le plan pluriannuel d'audit.

Le Comité des rémunérations

Il propose au Conseil :

- toutes questions relatives au statut personnel des mandataires sociaux, notamment leurs conditions de rémunération et de retraite, dans le cadre de la politique du Groupe en ce domaine.
- le montant de l'enveloppe globale, à soumettre à l'assemblée, des indemnités compensatrices à allouer aux membres du Conseil et des comités ainsi que les modalités de répartition ;

Il procède à un examen annuel des principes de la politique de rémunération de la banque, des mandataires sociaux, des dirigeants effectifs, du responsable de la fonction des risques, des personnes exerçant une fonction de contrôle et de tous salariés preneurs de risques ou exerçant une fonction de contrôle.

En vertu du règlement intérieur du Conseil, il se réunit au moins une fois par an.

Membres avec voix délibérative :**Catherine LEBLANC - Présidente**

Françoise BEURY - membre

Philippe LANNON - membre

Laurent POTTIER - membre

Jean-Claude SOULARD - membre

En 2018, le Comité des rémunérations s'est réuni 3 fois, avec un taux de présence de 75%.

Les principaux sujets suivants ont été traités par le Comité des rémunérations, notamment dans les domaines suivants :

- rémunération fixe et variable du directeur général,
- montant global des indemnités compensatrices des membres du conseil d'administration,
- examen de la politique de rémunération de la population dite « Preneurs de risques » et du rapport d'audit sur ledit dispositif.

Le Comité des nominations

Il identifie, recommande au Conseil les candidats aptes à exercer des fonctions d'administrateurs en vue de proposer leur candidature à l'assemblée des sociétaires.

Il évalue, tant individuellement que collectivement, les connaissances, compétences et expériences des membres du conseil.

Il précise les missions et qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions et évalue le temps à consacrer à ces fonctions.

Il fixe les objectifs à atteindre en matière de représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du conseil et élabore une politique à cet effet.

Il examine périodiquement les politiques du Conseil en matière de sélection et de nomination des dirigeants effectifs de l'établissement de crédit et du responsable de la fonction de gestion des risques.

Il s'assure que le Conseil n'est pas dominé par une personne ou un petit groupe de personnes dans des conditions préjudiciables aux intérêts de la banque.

En vertu du règlement intérieur du Conseil, il se réunit au moins une fois par an.

Membres avec voix délibérative :**Eric SAUER - Président**

Jean-Pierre BILLIARD - membre

Martine CAMEAU - membre

Bruno HUG de LARAUZE - membre

Philippe LANNON - membre

Catherine LEBLANC - membre

En 2018, le Comité des nominations s'est réuni à 2 reprises, avec un taux de présence de 92%.

Les principaux sujets suivants ont été traités par le comité des nominations, notamment dans les domaines suivants :

- Composition du Conseil d'Administration,
- Analyse des connaissances, compétences et expériences des administrateurs,
- Validation du questionnaire d'auto-évaluation du Conseil d'Administration.

Le Comité Sociétariat & RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises)

Il est en charge de la politique du Sociétariat et de la RSE.

À ce titre, il fait des propositions au conseil d'administration relatives au développement et à l'animation du sociétariat, à la promotion de l'image coopérative de la Banque, aux actions régionales susceptibles de valoriser le concept de Banque Populaire coopérative régionale et citoyenne.

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

De même, il suit le dividende et le Bilan Coopératif & RSE de la Banque, a un rôle d'inventaire et de suivi des pratiques en la matière et formule, en tant que de besoin, des recommandations et préconisations, voire des propositions d'actions au conseil d'administration.

En vertu du règlement intérieur du Conseil, le Comité Sociétariat & RSE se réunit au moins trois fois par an.

Membres avec voix délibérative :**Nathalie LE MEUR - Présidente**

Isabelle BELLANGER - membre

Luc BLIN - membre

Robert MONNIER - membre

Jean-Claude SOULARD - membre

Betty VERGNAUD - membre

En 2018, le Comité Sociétariat & RSE s'est réuni à 3 reprises, avec un taux de présence de 94%.

Les principaux sujets suivants ont été traités par le comité Sociétariat & RSE, notamment dans les domaines suivants :

- Animation du sociétariat,
- Fondation d'entreprise,
- Reporting réglementaire RSE,
- Dividende Coopératif et RSE,
- Labellisation ISO 26000.

□ . 3.2 Direction Générale

□ . 3.2.1 Mode de désignation

Le conseil d'administration nomme, sur proposition du président, un directeur général qui exerce ses fonctions pendant une durée de cinq ans. Le directeur général est choisi en dehors du conseil d'administration. Son mandat est renouvelable.

En application de l'article L. 512-107 du code monétaire et financier, la nomination et le renouvellement du mandat du directeur général sont soumis à l'agrément de BPCE.

□ . 3.2.2 Pouvoirs

Le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

□ .3.3 Gestion des conflits d'intérêts

Tout administrateur doit informer le conseil de toute situation de conflit d'intérêt même potentiel et s'abstient de participer au vote de la délibération correspondante.

Par ailleurs, conformément aux statuts de la Banque Populaire, les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et l'un des membres du conseil d'administration ou le directeur général et plus généralement toute personne visée à l'article L. 225-38 du code de commerce sont soumises à la procédure d'autorisation préalable par le conseil d'administration puis d'approbation a posteriori par l'assemblée générale des sociétaires dans les conditions légales et réglementaires.

Il en est de même pour toute convention intervenant entre la société et une autre entreprise si le directeur général, l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de la plus prochaine assemblée générale ordinaire des sociétaires.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à cette procédure.

Aucune convention conclue par la Banque n'a été soumise à ces obligations pendant l'exercice 2018.

□ .3.4 Commissaires aux comptes

Le contrôle des comptes de la Société est exercé par au moins deux commissaires aux comptes, titulaires, nommés pour six exercices par l'assemblée générale ordinaire et exerçant leur mission dans les conditions prévues par la loi.

Les commissaires aux comptes titulaires sont les suivants :

- KPMG AUDIT FS I dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- DELOITTE ET ASSOCIES dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les honoraires des commissaires aux comptes sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute

assemblée de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.

Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du conseil d'administration où leur présence paraît opportune.

Commissaires aux comptes titulaires et suppléants de la Banque Populaire Grand Ouest

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom	Associé responsable du dossier	Adresse
KPMG AUDIT FSI	Marie-Christine JOLYS	Tour Eqho 2 avenue Gambetta 92066 Paris la Défense cedex
FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL	Frédéric PLOQUN	4 rue Fernand Forest 49000 Angers
DELOITTE ET ASSOCIES	Charlotte VANDEPUTTE	6 place de la Pyramide 92908 Paris-La Défense Cedex

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

Nom	Associé responsable du dossier	Adresse
KPMG	Isabelle GOALEC	3 cours du Triangle Immeuble le Palatin 92939 Paris la Défense cedex
Florence SCOUPE - SALVATOR	Florence SCOUPE - SALVATOR	4 rue Fernand Forest 49000 Angers

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

□ .4 ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES

□ .4.1 Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et leur utilisation

Usant des pouvoirs qui lui ont été conférés, le Conseil d'Administration de la Banque a décidé, dans sa séance du 15 mai 2018 de procéder au cours de la période d'un an à compter de la date du Prospectus, visa du 07 août 2018, à

des émissions par placement direct dans le public de, au plus, 21 428 572 parts sociales nouvelles de 14 € de valeur nominale, soit un montant maximum brut prévisible d'émission de 300 000 008 euros (« Plafond d'émission pour l'Offre au public »). Ces parts sociales seront émises en continu corrélativement aux demandes de souscriptions présentées et agréées par le Conseil d'Administration en vertu des pouvoirs qui lui sont statutairement conférés.

□ .4.2 Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux

	Société dans laquelle est exercé(e) le mandat ou la fonction	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée
Gilles BARATTE	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur	
	GROUPESOCOMORE	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	Administrateur	
	FOB	Gestion de fonds	Gérant	
	DGX	Fonds de placement	Gérant	
Isabelle BELLANGER	PACHACAMAC	Immobilier	Gérant	
	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administratrice	
	O.M.C	Holding	Directrice générale	
	NEGOSOLAR	Négoce de gros	Directrice générale	
	ZENTO	Immobilier	Gérante	
	SOLAR PRODUCTION LASSAY	Production d'électricité	Gérante	
	NAKA	Production d'électricité	Gérante	
	BOCAGE SOLAR PRODUCTION	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation.	Gérante	
	ARMORIS	Immobilier	Gérante	
	BASTIDE	Production d'électricité	Gérante	
	BROCELIANDE	Immobilier	Gérante	
	SOCIETE CIVILE PAULA	Immobilier	Gérante	
	SCI DU QUARANTE TROIS RUE DES BOURRETS	Immobilier	Gérante	
	DIPA	Immobilier	Gérante	
	SCI DE LA JACQUELINIERE	Immobilier	Gérante	
	SAT	Locations de logements	Gérante	
	SCI EPIQUE	Immobilier	Gérante	
	SCI JANUS	Immobilier	Gérante	
	SCI SAINT NICOLAS	Immobilier	Gérante	
	SCI ICJ	Immobilier	Gérante	
SCI LA FONTAINE	Immobilier	Gérante		
SCI IRDB	Immobilier	Gérante		
SCI PYPYRUS	Immobilier	Gérante		
BELIER	Holding	Présidente		
GROUPEMENT FORESTIER DU BOIS ROUILLERES	Groupement forestier	Gérante		

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

I .4.2 Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux

	Société dans laquelle est exercé(e) le mandat ou la fonction	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée
Françoise BEURY	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administratrice	
	SCI AZURI	Immobilier	Co-gérante	
Jean-Pierre BILLIARD	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur	
	BOREAL	Conseil	Président	
	APPCCELL	Société Commerciale	Président	BOREAL
Luc BLIN	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur	
	SA COOPERATIVE DE DEVELOPPEMENT MARITIME GRAND OUEST	Activité de l'ingénierie, études techniques	Administrateur	
	SOCIETE FINANCIERE DE L'UNION BRETONNE DES COOPERTIVES MARITIMES	Activité des supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier	Président du Conseil d'Administration	
	UNION BRETONNE DES COOPERATIVES MARITIMES	Holding	Président du Conseil d'administration	
	SOCIETE CENTRALE DES CAISSES DE CREDIT MARITIME MUTUEL	Union des Caisses Régionales de Crédit Maritime Mutuel	Président du Conseil d'administration	
	COOPERATIVE BRETAGNE NORD - COBRENORD	Organisation de producteurs de la pêche maritime	Président du Conseil d'administration	
Maurice BOURRIGAUD (Directeur Général)	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Directeur général	
	OUEST CROISSANCE	Société capital risques	Président	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST
	OUEST CROISSANCE GESTION	Société de gestion de portefeuille	Membre du Conseil de Surveillance	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST
	GRAND OUEST GESTION D'ACTIFS	Société de gestion de portefeuille	Administrateur	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST
	SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS	SCPI	Membre du Conseil de Surveillance	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST
	SCI GC2I	Immobilier	Gérant	
	FONDATION D'ENTREPRISE BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST	Fondation d'entreprise	Administrateur	
	INFORMATIQUE BANQUE POPULAIRE	GIE informatique Banques Populaires	Administrateur	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST
	BANQUE PALATINE	Banque	Administrateur	
	BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT	SA de fonds de placement et entités financières similaires	Administrateur	SOCIETE OUEST CROISSANCE
	NATIXIS INVESTMENT MANAGERS	Société de gestion de portefeuille	Administrateur	
	COMITE REGIONAL FBF DES PAYS DE LA LOIRE	Comité	Vice-président du comité	
	COMITE REGIONAL FBF DE BRETAGNE	Comité	Vice-président du comité	

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

I .4.2 Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux

	Société dans laquelle est exercé(e) le mandat ou la fonction	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée
Ange BRIERE	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur	
	AG2R LA MONDIALE BRETAGNE PAYS DE LOIRE	Assurance	Administrateur	
Martine CAMEAU	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administratrice	
Carine CHESNEAU	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administratrice	
	LAMBERT MANUFIL INDUSTRIES FINANCIERE CC	Métallurgie Holding	Présidente Gérante	
	ETS PAUL LAMBERT	Distribution Grillage	Présidente	
	KOCH SAS	Commerce de gros	Présidente	
Bruno HUG de LARAUZE	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur	
	IDEA GROUPE	Société commerciale	Président Directeur Général	
	MUSTIERE AUTOMOBILES	Société commerciale	Membre du Conseil de Surveillance	
	SARL MATICOTOLO	Société commerciale	Gérant	
	EURL LINDBERGH	Société commerciale	Gérant	
	SAS EUROTORBES	Société commerciale	Président	
	SAS IDEA INVESTISSEMENTS	Société commerciale	Président	
	SAS IDEA LOGISTIQUE	Société commerciale	Président	
	SARL INVEXT	Société commerciale	Gérant	
	IDEA PARTICIPATIONS	Société commerciale	Président	
	SAS IDEA SERVICES VRAC	Société commerciale	Président	
	SARL IDEA TRANSPORT	Société commerciale	Gérant	
	ELANCOOP	Société commerciale	Gérant	
	IDEA TRANSPORT	Société commerciale	Président	SA IDEA GROUPE
	IDEA PORT	Société commerciale	Président	SA IDEA GROUPE
	COFIPME	Société commerciale	Président	SAS IDEA INVESTISSEMENTS
	Philippe LANNON	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur
THIERRY-LANNON ET ASSOCIES		Commissaires-priseurs	Co-gérant	
CHAMBRE NATIONALE DES COMMISSAIRES DE JUSTICE - BUREAU NATIONAL		Commissaires-priseurs	Membre	
CHAMBRE NATIONALE DES COMMISSAIRES DE JUSTICE - COMMISSAIRES-PRISEURS JUDICIAIRES PRISEURS JUDICIAIRES		Commissaires-priseurs	Secrétaire	
Valérie LE GUERN-GILBERT	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administratrice	
	ETABLISSEMENTS MAUVIEL	Articles métalliques ménagers	Présidente	

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

I .4.2 Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux

	Société dans laquelle est exercé(e) le mandat ou la fonction	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée
Nathalie LE MEUR	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administratrice	
	NASS & WIND SAS	Société commerciale	Présidente du Conseil d'administration	
	CELTIC PANORAMIC SAS	Société commerciale	Présidente du Conseil d'administration	
	LA VERLANAISE SC	Holding	Gérante	
	KER KOSE SCI	Société Immobilière	Gérante	
	LE VENT DE TRESCOET SCI	Société Immobilière	Gérante	
	ASALO SCI	Société Immobilière	Gérante	
	N&W SMART SERVICES	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	N&W INDUSTRIE	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	N&W ENERGIES NOUVELLES	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	N&W BOIS ENERGIE	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	N&W SOLAR	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	N&W PARTICIPATION	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	N&W ENERGIE VERTE	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	NWR	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	WINACELLES	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	N&W FORETS	Gestion Forestière	Gérante	NASS & WIND SAS
	CELTIC ENERGIE SCI	Société Immobilière	Gérante	NASS & WIND SAS
	N&W AIR	Société commerciale	Présidente	NASS & WIND SAS
	Wilfried LE ROUZES	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur
BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST		Banque	Administratrice et Vice-Présidente	
Catherine LEBLANC	SCI LE BOUBOU BLEU	Immobilier	Gérante	
	NATIXIS FACTOR	Distribution de crédit	Administratrice	
	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur	
Robert MONNIER	L'ARGILE	Fabrication de produits réfractaires	Administrateur	

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

I .4.2 Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux

	Société dans laquelle est exercé(e) le mandat ou la fonction	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée
Robert MONNIER	SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS	SCPI	Président du Conseil de Surveillance	
	MONEFILS	Fonds de placement et entités financières	Président	
	COMO CERAMIQUE SERVICES	Fondation d'entreprise	Président	MONEFILS
	SCI DE LA GENDRONNIERE	Société Immobilière	Gérant	
Laurent POTTIER	SCI INOKNIDO	Société Immobilière	Gérant	
	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur	
Emmanuel POULIQUEN	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Président du Conseil d'Administration	
	NATIXIS INTEREPARGNE	Epargne salariale, épargne retraite et actionnariat salarié	Administrateur	
	CREDIT FONCIER DE FRANCE	Banque	Censeur	
	FONDATION D'ENTREPRISE BANQUE POPULAIRE	Fondation d'entreprise	Président du conseil d'administration	
Eric SAUER	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur	
	ISLAND BRUSH COMPANY - Ile Maurice	Fabrication d'articles de broserie	Directeur du Conseil d'administration	
	MAX SAUER	Fabrication d'articles de broserie	Président	
	ARTFIX CANVAS	Fabrication d'articles de broserie	Gérant	
	DHYAN ART MATERIALS AND CANVAS - Inde	Fabrication d'articles de broserie	Président du Conseil d'administration	
	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administrateur	
	SOCIETE CENTRALE DES CAISSES DE CREDIT MARITIME MUTUEL	Union des Caisses Régionales de Crédit Maritime Mutuel	Administrateur	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST
Jean-Claude SOULARD	SA COOPERATIVE DE DEVELOPPEMENT MARITIME GRAND OUEST	Activité de l'ingénierie, études techniques	Président du Conseil d'administration	
	SAS SOCIETE HERBRETAISE DE DISTRIBUTION SAS SHEDIS	Holding	Président	
	SAS QUATRESOU	Holding	Président	
	SCI DE LA BIGNORERIE	Immobilier	Gérant	
	SCI D'HERBAUGES	Immobilier	Gérant	
	SCI GROSSE TERRE	Immobilier	Gérant	
	SARL AN TSA HOLDING	Holding	Gérant	
	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST	Banque	Administratrice	
	SOCAMA ATLANTIQUE	Société de caution mutuelle	Administratrice	BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST
	QUEENY	Publicité	Présidente	
Betty VERGNAUD	MARC&BETTY	Société commerciale	Co-gérante	
	PATISMATIQUE	Distribution de produits alimentaires	Directrice Générale	
	LES DELICES DE LOUISON	Fabrication de produits de boulangerie	Co-Gérante	
	SCI JBMM	Immobilier	Co-Gérante	

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

I .4.3 Conventions significatives
(article L.225-37-4 du code de commerce)

Aucun mandataire social et aucun sociétaire disposant plus de 10% des droits de vote n'a signé, en 2018, de convention avec une société dont la Banque Populaire Grand Ouest détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social.

I .4.4 Projets de résolutions

I .4.4.1 Ordre du jour à l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2019

- Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de l'exercice 2018
- Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels individuels et consolidés de l'exercice 2018
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du code de commerce
- Approbation des comptes annuels individuels et consolidés de l'exercice 2018 et quitus aux administrateurs
- Constatation en application de l'article 223 quater du code général des impôts des dépenses non déductibles du résultat fiscal visées à l'article 39-4 du code général des impôts
- Affectation du résultat ; paiement de l'intérêt aux parts sociales et parts sociales maritimes
- Constatation du montant du capital social
- Ratification de la radiation de sociétaires pour perte de l'engagement coopératif en lien avec le critère de l'inactivité depuis 4 années au moins
- Ratification de la nomination d'un censeur
- Nomination d'un administrateur
- Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées aux dirigeants effectifs et catégories de personnel visés à l'article L511-73 du code monétaire et financier, au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2018
- Fixation de l'enveloppe annuelle d'indemnités compensatrices allouées aux administrateurs
- Prise d'acte du rapport du réviseur coopératif
- Pouvoirs pour formalités.

I .4.4.2 Texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2019

Première résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport sur les comptes annuels des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2018, tels qu'ils lui ont été

présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, prend acte que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du code général des impôts, à hauteur de 64 711 euros au titre des loyers sur les véhicules de tourisme, entraînant une imposition supplémentaire de 22 280 euros.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions relevant de l'article L225-38 du code de commerce et statuant sur ce rapport, prend acte qu'une convention conclue et autorisée antérieurement s'est poursuivie et qu'aucune convention visée à l'article L225-38 dudit code n'a été conclue au cours de l'exercice.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constatant que le bénéfice de l'exercice clos au 31 décembre 2018 s'élève à 52 970 816,10 euros approuve la proposition du Conseil d'Administration, et décide d'affecter le bénéfice de 52 970 816,10 euros de l'exercice de la manière suivante :

- bénéfice de l'exercice	52 970 816,10 €
- Report à nouveau précédent	48 000 000,00 €

Total à affecter	100 970 816,10 €
Affectation	
- Réserve légale	2 648 540,80 €
- Réserve ordinaire	35 105 658,41€
- Intérêts aux parts sociales	15 216 616,89 €
- Report à nouveau	48 000 000,00 €

fixant pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, à 1.50% l'intérêt servi aux parts sociales et parts sociales maritimes, soit 0,21 € par part sociale et part sociale maritime.

L'Assemblée Générale reconnaît avoir été informée que cet intérêt est soumis, pour les personnes physiques résidant fiscalement en France, au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, composé d'une part d'une imposition forfaitaire à l'impôt sur le revenu au taux de 12,80% et, d'autre part, des prélèvements sociaux applicables au taux de

■ RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

17,20%. Le PFU s'applique de plein droit à défaut d'option pour l'application du barème progressif de l'impôt sur le revenu (auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux au taux de 17,20%) exercée dans le cadre de la déclaration de revenu ; étant précisé que cette option est annuelle et globale, dès lors qu'elle s'applique à l'ensemble des revenus et gains entrant dans le champ du PFU perçus ou réalisés par tous les membres du foyer fiscal au cours d'une même année.

Le paiement des intérêts aux parts sociales et parts sociales maritimes sera effectué à partir du 21 juin 2019.

La totalité de l'intérêt aux parts sociales est payable en numéraire.

Conformément à la loi, il est rappelé que le montant des distributions effectuées au titre des trois exercices précédents, ainsi que celui des revenus éligibles à la réfaction, ont été les suivants :

Exercices	Montant total des intérêts distribués aux parts	Montants (versés aux parts) éligibles à la réfaction de 40%	Montants (versés aux parts) non éligibles à la réfaction de 40%
2015	6 383 235,81 €	5 651 187,50 €	732 048,31 €
2016	6 160 872,56 €	5 431 738,80 €	729 133,76 €
2017	14 951 771,75 €	13 018 539,22 €	1 933 232,53 €

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration dans sa partie relative au groupe et du rapport sur les comptes consolidés des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils lui ont été présentés.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate qu'au 31 décembre 2018, le capital social, c'est-à-dire net des remboursements effectués aux parts sociales et parts sociales maritimes, s'élève à 1 033 252 419 euros, étant précisé qu'il s'élevait à 1 021 352 264 euros au 31 décembre 2017 et qu'en conséquence, il s'est accru de 11 900 155 euros au cours de l'exercice 2018.

Septième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, ratifie la radiation des sociétaires pour perte de l'engagement coopératif en lien avec le critère de l'inactivité depuis quatre années au moins, et ayant fait l'objet d'une décision du Conseil d'Administration en date du 22 janvier 2019, à effet au 31 décembre 2018.

Sur délégation du Conseil d'Administration, le Président du Conseil a procédé à l'actualisation de la liste des personnes

initialement radiées, qui se sont manifestées préalablement à l'Assemblée Générale et qui ne sont donc plus concernées par le présent dispositif.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la nomination de Madame Séverine YVARD en qualité de censeur faite par le Conseil d'Administration lors de la séance du 26 février 2019, ledit mandat de censeur étant conféré pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2025 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de nommer Madame Séverine YVARD en qualité d'administrateur pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2025 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

En conséquence, l'Assemblée Générale prend acte de la démission de Madame Séverine YVARD de son mandat de censeur.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, consultée en application de l'article L511-73 du code monétaire et financier, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice clos le 31 décembre 2018 aux dirigeants effectifs et catégories de personnel visés à l'article L511-71 du code monétaire et financier (soit 80 personnes), s'élevant à 6 495 056,58 euros.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide en application de l'article 6 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée de fixer le montant global des indemnités compensatrices du temps passé à l'exercice de leurs fonctions allouées aux administrateurs, y compris le président, à la somme maximum de 350 000 euros.

Douzième résolution

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur la révision coopérative, en prend acte.

Treizième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

I .4.4.3 Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2019

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

Le présent rapport a pour objet de présenter les projets de résolutions soumis par votre Conseil d'Administration à votre Assemblée Générale Ordinaire.

I - Comptes de l'exercice 2018 – Dépenses non déductibles - Conventions réglementées – Intérêt aux parts sociales – Comptes consolidés

La première résolution concerne l'approbation des comptes annuels individuels de l'exercice 2018. Les commentaires détaillés sur ces comptes, les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes, faisant état d'une certification, figurent dans le rapport annuel.

La deuxième résolution est relative aux dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du code général des impôts. Cette résolution constate la prise en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal dans les comptes de l'exercice 2018 pour un montant de 64 711 euros au titre des loyers sur les véhicules de tourisme, en hausse limitée de 11 035 euros par rapport à l'exercice précédent.

La troisième résolution est relative aux conventions relevant de l'article L225-38 du code de commerce. Après prise de connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes figurant dans le rapport annuel, cette résolution prend acte de la poursuite d'une convention relevant de l'article L225-38 du code de commerce conclue et autorisée antérieurement par votre Conseil et de l'absence de conclusion de nouvelle convention visée à l'article L225-38 dudit code au titre de l'année 2018.

La quatrième résolution a pour objet de déterminer l'affectation du résultat et la fixation de l'intérêt aux parts sociales. Le Conseil propose le versement d'un intérêt brut de 1,50% aux parts sociales et parts sociales maritimes, à un niveau stable par rapport à l'exercice précédent. Cet intérêt, versé en numéraire, serait mis en paiement à partir du 21 juin 2019.

La cinquième résolution vise à l'approbation des comptes annuels consolidés de l'exercice 2018. Les commentaires détaillés sur ces comptes, les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes, faisant état d'une certification, figurent dans le rapport annuel.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de ces résolutions.

II – Capital social - Radiation des sociétaires pour disparition de l'engagement coopératif

La sixième résolution constate que le capital social, s'élève au 31 décembre 2018 à 1 033 252 419 euros, en hausse de 11 900 155 euros au cours de l'exercice 2018.

La septième résolution a pour objet la ratification de la radiation de sociétaires, en application du principe coopératif introduit par la loi Economie Sociale et Solidaire de 2014 et de l'article 19 des statuts. Définie au titre de la perte de l'engagement coopératif en lien avec le critère de l'inactivité depuis quatre années au moins, votre Conseil a, en date du 22 janvier 2019, décidé de la radiation avec un effet au 31 décembre 2018, de 784 sociétaires détenant 10 907 parts sociales. Dans le cas d'une manifestation de leur part après le 31 décembre 2018 et avant l'Assemblée Générale du 21 mai 2019, la radiation serait considérée comme sans effet. Ainsi, le nombre définitif de sociétaires et de parts sociales concernés sera communiqué lors de l'Assemblée Générale du 21 mai 2019.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de ces résolutions.

III – Ratification d'un censeur - Nomination d'un administrateur - Enveloppe globale des rémunérations - Indemnités compensatrices

La huitième résolution vise à ratifier la nomination de Madame Séverine YVARD en qualité de censeur, faite par le Conseil d'Administration lors de la séance du 26 février 2019.

La neuvième résolution a pour objet de proposer sa nomination aux fonctions d'administrateur. Après examen par le Comité des Nominations, votre Conseil émet un avis favorable sur cette proposition de nomination qui renforce la diversité, l'expertise et les compétences de son instance représentant les sociétaires.

La dixième résolution vise à consulter l'Assemblée Générale, en application des dispositions de l'article L511-73 du code monétaire et financier, sur l'enveloppe globale des rémunérations versées aux dirigeants effectifs de la Société ainsi qu'aux administrateurs et à certaines catégories de personnels visées par la loi, à savoir celles dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe. Après examen par le Comité des Rémunérations ayant constaté une réduction de la population considérée par rapport à l'exercice clos au 31 décembre 2017 (112 personnes pour un montant global de 8 751 060,89 euros) étant précisé notamment qu'avait été pris en compte l'ensemble des personnes concernées durant tout l'exercice 2017 dans les 4 établissements de crédit objets de la fusion-absorption dont est issue Banque Populaire Grand Ouest, votre Conseil émet un avis favorable sur l'enveloppe globale, au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2018, portant sur 80 personnes et s'élevant à 6 495 056,58 euros.

La onzième résolution a pour objet la fixation du montant global des indemnités compensatrices pouvant être allouées au Conseil d'Administration pour le temps consacré à l'administration de la coopérative conformément à la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée applicable aux sociétés à statut coopératif. Il appartient à l'Assemblée Générale de déterminer chaque année cette somme globale maximum au titre de ces indemnités compensatrices, dont la répartition sera décidée par le Conseil d'Administration. Après examen par le Comité des Rémunérations, votre Conseil émet un avis favorable sur le maintien du montant alloué au titre de l'exercice précédent et donc de fixer le montant de cette enveloppe globale maximum à la somme de 350 000 euros.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de ces résolutions.

IV – Révision coopérative

Les coopératives se soumettent tous les cinq ans à une procédure de révision coopérative. Cette procédure de révision, menée par un réviseur coopératif nommé lors de la précédente Assemblée Générale, a pour objet de procéder à un examen critique et analytique de l'organisation et du fonctionnement de la coopérative au regard des principes coopératifs et des règles spécifiques de la Société. Après prise de connaissance préalable par votre Conseil, le réviseur coopératif présentera son premier rapport en séance lors de l'Assemblée Générale du 21 mai 2019, lequel figure dans le rapport annuel et ne fait état d'aucune réserve. **La douzième résolution** vise à prendre acte du rapport du réviseur coopératif.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de cette résolution.

V – Pouvoirs

La treizième résolution vient attribuer les pouvoirs généraux pour la réalisation des formalités consécutives à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de cette résolution.

I .4.5 Révision coopérative

Banque Populaire Grand Ouest a fait l'objet d'une révision coopérative couvrant l'année 2018 enrichie des évolutions intervenues au premier trimestre 2019 et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Cette révision coopérative a été réalisée par Monsieur Raymond OLIGER, agréé par arrêté du 22 décembre 2016 publié au Journal Officiel du 03 janvier 2017, en qualité de réviseur coopératif nommé par l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2018.

Conformément à la réglementation applicable, sa mission a consisté :

- à vérifier la conformité de l'organisation et du fonctionnement de Banque Populaire Grand Ouest ainsi que des sociétés de caution mutuelle Socama Ouest, Socama Atlantique, Socamio et Socami Atlantique conformément aux principes et aux règles générales de la coopération ainsi qu'aux règles coopératives spécifiques qui leur sont applicables; et
- à établir le rapport de révision correspondant qui est communiqué aux dirigeants de Banque Populaire Grand Ouest, à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution ainsi qu'à BPCE SA en sa qualité d'organe central.

Dans ses conclusions, le réviseur coopératif n'a émis aucune réserve.

Le rapport du réviseur coopératif qui sera présenté à l'assemblée générale ordinaire du 21 mai 2019 sera mis à disposition des sociétaires dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

2 RAPPORT DE GESTION

2 RAPPORT DE GESTION

2.1 CONTEXTE DE L'ACTIVITÉ

2.1.1 Environnement économique et financier

2018 : L'ENTRÉE EN PHASE DE RALENTISSEMENT ET DE DOUTES

Après une année 2017 de renforcement synchronisé des synergies internationales, 2018 a été marquée par l'entrée de la conjoncture mondiale dans une phase de ralentissement économique plutôt hétérogène - hormis l'exubérance conjoncturelle des Etats-Unis - et de doutes sur la pérennité d'un cycle atypique de plus de neuf ans : l'expansion fût modérée et sans véritable dérive inflationniste susceptible de freiner brutalement sa cadence. Après avoir dépassé un pic, le cycle s'est donc orienté sur un rythme plus lent mais aussi plus soutenable, à mesure que des signes inflationnistes, encore modestes en Europe, sont apparus dans les pays avancés, en raison de l'émergence d'un mini-choc pétrolier dès la mi-2017, de tensions sur l'offre de production et de l'ampleur des liquidités déversées par les banques centrales de part et d'autre de l'Atlantique.

Les divergences de trajectoire entre les grandes économies se sont alors renforcées, dans un contexte d'endettement plus élevé des agents non-financiers au regard de la crise financière de 2007-2008. Si les Etats-Unis sont restés portés par une relance budgétaire et fiscale pro-cyclique aux effets inflationnistes, la zone euro, désormais en ralentissement confirmé, s'est trouvée dans l'incapacité de soutenir une progression conjoncturelle très supérieure à sa croissance potentielle. De même, la conjoncture des pays émergents s'est fragmentée entre d'une part, la Chine, dont le rythme d'activité s'est atténué de manière mesurée, car piloté par les autorités politiques, et d'autre part des pays structurellement fragiles, à l'exemple du Brésil, de l'Argentine ou de la Turquie, qui ont pâti de sorties non contrôlées de leurs capitaux, du fait surtout de la tendance à la remontée des taux d'intérêt américains.

A partir de l'été, la balance des risques s'est dirigée dans un sens beaucoup plus négatif qu'auparavant, perception que la deuxième correction boursière assez sévère à partir du mois d'octobre, après celle de la mi-janvier, a plutôt accentuée. Au-delà de l'accroissement de la volatilité sur les marchés actions, le CAC 40 s'est finalement contracté de 11%, pour atteindre 4730,69 points le 31 décembre, soit son plus important décrochage depuis 2012. Ce pessimisme a été nourri par l'accumulation de plusieurs incertitudes, qu'il s'agisse de la réanimation progressive mais encore timide de l'inflation cyclique - d'abord d'origine énergétique, puis salariale -, des menaces d'escalade protectionniste entre les Etats-Unis et la Chine, voire l'Europe avec l'automobile allemande, de la surévaluation potentielle des actions américaines. Les turpitudes italiennes en matière de finance publique - devenue presque hors de contrôle après les élections -, les inquiétudes de non aboutissement des

négociations liées au Brexit et plus généralement, une conjoncture américaine et chinoise potentiellement moins favorable se sont ajoutées, sans parler de la fragilité de plusieurs économies émergentes.

De plus, en prévision de la réactivation de l'embargo à l'encontre de l'Iran et face aux difficultés de production au Venezuela et en Libye, les prix du pétrole n'ont pas cessé de se tendre jusqu'au 3 octobre, pour atteindre un pic à plus de 85 dollars par baril. Depuis lors, ils se sont brusquement effondrés de 39% pour finir à 52,23 dollars le 28 décembre, du fait de la réapparition d'une situation inattendue de surapprovisionnement sur le marché pétrolier mondial dès l'été. Celle-ci a été due à plusieurs causes conjointes : la hausse de la production saoudienne et russe, dans une logique de reconquête de parts de marché ; la forte augmentation de la production de schiste américain ; la dérogation américaine donnée le 5 novembre à huit pays, dont la Chine et l'Inde, leur permettant de continuer à acheter du pétrole iranien ; les doutes entourant la croissance économique mondiale, d'où la peur d'une surabondance de l'offre d'or noir.

En conséquence, malgré la relance inflationniste de Donald Trump et un taux de chômage pratiquement au plus bas depuis cinquante ans, la crainte d'un resserrement monétaire américain plus vif que prévu pour 2019 s'est apaisée. Cependant, la Fed a procédé en 2018 à quatre nouveaux relèvements de 25 points de base de ses taux directeurs pour les porter dans une fourchette comprise entre 2,25% et 2,5% en décembre, tout en poursuivant en douceur son programme de dégonflement de la taille de son bilan. La BCE, dont la normalisation monétaire est à peine engagée, a laissé ses taux directeurs inchangés. Elle a pourtant réduit ses achats nets d'actifs au cours de l'année, face notamment à l'épuisement rapide du stock d'actifs rachetables : de 30 Md€ mensuels jusqu'en septembre 2018, ils sont passés à 15 Md€ mensuels d'octobre à décembre, avant de s'interrompre au 1er janvier 2019.

Les taux d'intérêt à 10 ans ont d'abord augmenté jusqu'à la mi-février 2018, avec un plus haut pour l'OAT 10 ans légèrement supérieur à 1%, sous l'effet de l'arrêt progressif ou anticipé des politiques monétaires accommodantes et du retour modeste de l'inflation cyclique, lié surtout à la flambée des prix du pétrole. Depuis lors, ces rendements souverains ont diminué un peu, avant de remonter légèrement puis de reculer à nouveau en fin d'année jusqu'à atteindre des niveaux toujours anormalement bas. En moyenne annuelle, ils ont été d'environ 2,9% aux Etats-Unis, de 0,4% en Allemagne et de 0,78% en France. L'écart au profit des taux américains n'a jamais été aussi élevé depuis les années 1980 : il a tenu à la fois à la désynchronisation des rythmes de ressernements monétaires de part et d'autre de l'Atlantique et au différentiel de croissance au profit des Etats-Unis. Ces deux phénomènes ont également expliqué la faiblesse de l'euro face au dollar en 2018, sans parler de l'impact de la résurgence du risque politique en Europe avec l'Italie, à

l'instar de la crise des dettes souveraines de 2011-2012.

L'activité économique française (1,5%) est venue buter en 2018 sur les contraintes d'offre, notamment de recrutement de personnels qualifiés, après une forte progression du PIB (2,3%) en 2017, supérieure à la croissance potentielle (1,25% l'an). Ce ralentissement relativement brutal, non spécifique à la France en début d'année, s'est expliqué par des facteurs tant internes et ponctuels qu'externes et structurels. Au premier semestre, outre les grèves dans les transports du 2ème trimestre (l'impact négatif serait d'au plus 0,1 point sur la croissance du PIB), cette décélération a trouvé sa source dans le contrecoup mécanique de la performance de l'année antérieure, en particulier pour les matériels de transport, et dans les effets distributifs temporairement négatifs liés au calendrier fiscal, qui ont fortement pesé sur la consommation. En effet, le pouvoir d'achat des ménages a momentanément pâti du relèvement de la CSG et de la fiscalité indirecte sur les produits énergétiques et sur le tabac. La baisse partielle des cotisations sociales, le reliquat attendant octobre, a d'autant moins compensé ces augmentations d'impôts que l'envolée des prix du pétrole a induit une hausse de l'inflation vers 2% l'an. De plus, le commerce extérieur a contribué négativement à l'activité, en raison du lancinant déficit de compétitivité, que la forte appréciation de l'euro en 2017 et la dégradation de l'environnement international ont aggravé.

Au second semestre, la situation économique s'est légèrement améliorée, grâce à la contribution positive du commerce extérieur - en partie due à d'importantes livraisons aéronautiques et navales fin 2018 -, à la bonne tenue de l'investissement des entreprises au 3ème trimestre - déjà en rebond au 2ème trimestre, compte tenu des conditions d'accès au crédit toujours favorables - et aux mesures fiscales de fin d'année avec l'allègement des cotisations sociales salariales et de la taxe d'habitation. Elle a cependant pâti au 4ème trimestre de la révolte des « gilets jaunes » de novembre-décembre, dont le coût estimé sur l'activité serait autour de 0,1 point de PIB selon l'INSEE. Le taux de chômage de métropole a ainsi diminué de seulement 0,4 point à 8,7%, soit un rythme moins important qu'en 2017. L'inflation s'est accrue de 1,9%, contre 1% en 2017. Ainsi, le contexte de ralentissement économique et de revendications sociales plus virulentes rend désormais l'agenda politique de réformes structurelles et de consolidation des finances publiques plus difficile à mener, alors même que l'inversion de la dette publique n'est toujours pas amorcée.

2.1.2 Faits majeurs de l'exercice

2.1.2.1 Faits majeurs du Groupe BPCE

Le conseil de surveillance du Groupe BPCE, sous la présidence de Michel Grass, a approuvé la nomination de Laurent Mignon à la présidence du directoire après le départ de François Pérol. Un nouveau directoire a été nommé pour une durée de quatre ans ainsi que plusieurs nouveaux membres au sein du comité de direction générale. Le comité de direction générale du Groupe BPCE est ainsi composé de

- Laurent Mignon, président du directoire du Groupe BPCE ;
- Laurent Benatar, directeur général adjoint, en charge des systèmes d'information et de l'excellence opérationnelle ;
- Jacques Beyssade, secrétaire général du Groupe BPCE en charge du juridique, de la gouvernance, de la conformité, du contrôle permanent et des relations de place ;
- Géraud Brac de la Perrière, Directeur général adjoint des Risques groupe ;
- Christine Fabresse, membre du directoire, directrice générale en charge de la banque de proximité et assurance ;
- Jean-Yves Forel, directeur général en charge de la banque de proximité en Europe et du projet des Jeux olympiques Paris 2024 ;
- Dominique Garnier, directeur général en charge du pilotage du projet d'intégration des métiers d'affacturage, cautions et garanties, crédit-bail, crédit à la consommation, et activités de titres ;
- Catherine Halberstadt, membre du directoire, directrice générale en charge des ressources humaines ;
- Nicolas Namias, membre du directoire, directeur général en charge de la finance et de la stratégie ;
- François Riahi, membre du directoire, directeur général de Natixis ;
- Yves Tyrode, directeur général en charge du digital.

Dans ce contexte le Groupe BPCE a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique et lancé des projets structurants pour renforcer son modèle et rechercher une plus grande efficacité :

- le Groupe BPCE a lancé un projet d'intégration des activités et des équipes du Crédit Foncier visant à conforter sa position de leader sur le marché des financements immobiliers, grâce notamment à l'apport des compétences, des expertises et des talents du Crédit Foncier, à la puissance des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne dans les territoires, et avec un objectif de bancarisation des clients. Le projet, qui a fait l'objet d'un accord avec les instances représentatives du personnel du CFF le 26 octobre 2018, sera mise en œuvre au premier semestre 2019 et conduit avec deux exigences :
 - d'une part, le Groupe a, l'ambition de prolonger et d'accroître sa présence auprès de tous les clients, au premier rang desquelles les clientèles de l'accession à la propriété notamment sociale ;
 - d'autre part l'intégration des salariés du Crédit Foncier au sein des autres entreprises du Groupe BPCE sera conduite, de façon socialement responsable, conformément à leurs traditions en la matière ;
- Projet de cession par Natixis et d'acquisition par BPCE SA

des métiers Affacturage, Cautions & garanties, Crédit-bail, Crédit à la consommation et Titres. Le 12 septembre 2018, Natixis et BPCE ont annoncé le projet de cession par Natixis et d'acquisition par BPCE SA des métiers Affacturage, Cautions & garanties, Crédit-bail, Crédit à la consommation et Titres, pour un prix de 2,7 Md€. Cette opération en cas de réalisation, contribuera de façon significative à la réalisation des plans stratégiques de Natixis et de BPCE. Elle permettra notamment à Natixis d'accélérer le développement de son modèle asset-light et à BPCE de renforcer son modèle de banque universelle. L'opération de cession devrait intervenir d'ici la fin du 1er trimestre 2019, sous réserve de la levée des conditions suspensives et notamment la réalisation d'une augmentation de capital de BPCE souscrite par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne et l'obtention des autorisations réglementaires. Le quatrième trimestre 2018 a été mis à profit pour préparer la mise en œuvre opérationnelle du projet et lancer les différentes étapes qui conduiront à la réalisation de l'opération.

- le Groupe a par ailleurs engagé l'évolution de sa présence en banque de proximité à l'international. Il est entré en négociations exclusives avec le groupe Marocain Banque Centrale Populaire en vue de la cession des participations détenues par BPCE International en Afrique⁽¹⁾. Ce projet s'inscrit dans la continuité de la cession de la Banque des Mascareignes au groupe Banque Centrale Populaire finalisée en octobre 2018.

Axe clé de la stratégie du groupe, le métier Assurance a poursuivi son excellente dynamique en 2018 avec une progression des encours d'assurance vie de 9,8 % à 60,1 milliards d'euros⁽²⁾. En Assurance non vie, le portefeuille augmente de 5 % pour atteindre 5,8 millions de contrats. Les primes acquises des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne sont en hausse de 7 % et s'élèvent à 1,5 milliard d'euros. Les synergies de revenus entre Natixis et les réseaux ont atteint 280 millions d'euros en 2018 pour un objectif de 750 millions d'euros à fin 2020. L'Assurance en représente 57 %, reflétant la montée en puissance du modèle de Bancassurance.

De nouveaux produits et services ont été lancés dans les deux réseaux :

- les Banques Populaires ont lancé la première offre bancaire en France à destination des familles qui combine tous les services de la banque au quotidien et le meilleur du digital. Un conseiller dédié accompagne toute la famille aussi bien dans sa gestion quotidienne que dans ses projets de vie ;
- les Caisses d'Epargne ont lancé une nouvelle offre bancaire mobile et 100 % digitale baptisée « Enjoy ». Disponible pour deux euros par mois, les clients bénéficient de tous les services essentiels de la banque au quotidien : un compte, une carte bancaire, une appli mobile et l'accès à l'ensemble de l'offre Caisse d'Epargne en matière de crédit, d'épargne et d'assurance via leur

conseiller Enjoy ;

- après avoir lancé Apple Pay en 2017, le Groupe BPCE a été le premier à lancer la solution de paiement mobile Samsung Pay pour les clients Banque Populaire et Caisse d'Epargne équipés des smartphones Samsung compatibles Samsung Pay ;
- les Banques Populaires et Caisses d'Epargne ont lancé pour les professionnels (petites entreprises, artisans, commerçants, agriculteurs et professions libérales) une solution de fidélisation clé en main, simple, digitale et personnalisée. Elle permet aux professionnels, par une plateforme dédiée, de proposer des offres de fidélisation sur mesure aux clients et d'animer les ventes via la création de campagnes marketing ciblées ;
- par ailleurs, l'assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat et le Groupe BPCE ont lancé « pacte artisan », un dispositif de soutien et d'accompagnement des artisans. Ce dispositif comporte cinq engagements dont la mise à disposition d'une enveloppe de 1 milliard d'euros de crédits moyen-long terme dédiée au financement des artisans ;
- concernant les PME, le Groupe BPCE a signé une nouvelle convention de garantie avec le Fonds européen d'investissement (FEI), filiale du Groupe Banque Européenne d'Investissement, avec une enveloppe de prêts de 500 millions d'euros pour les Banques Populaires et de 200 millions d'euros pour les Caisses d'Epargne.

Le Groupe BPCE s'est engagé auprès de l'ensemble de sa clientèle Banque Populaire, Caisse d'Epargne et Banque Palatine à ne pas pratiquer de hausse des tarifs bancaires (dès le 1er janvier 2019) et à un plafonnement des commissions à 25 € par mois pour les clients identifiés comme fragiles et non détenteurs de l'Offre Clientèle Fragile. Pour les détenteurs de l'Offre Clientèle Fragile une baisse du plafond unique pour les frais d'incidents à 16,50 €/mois sera mise en vigueur.

En 2018, les fusions entre banques régionales se sont poursuivies. Les Caisses d'Epargne d'Alsace et de Lorraine Champagne-Ardenne ont fusionné pour donner naissance à la Caisse d'Epargne Grand Est Europe. Avec son siège social situé à Strasbourg, la nouvelle Caisse d'Epargne rayonne sur les 10 départements de la région administrative Grand Est. S'appuyant sur plus de 3 000 collaborateurs, 436 000 sociétaires et 2,6 milliards de fonds propres, la Caisse d'Epargne Grand Est Europe accompagne 1,7 million de clients particuliers, professionnels et entreprises et contribue au développement de l'économie régionale. Elle dispose de sites administratifs à Metz, Reims et Nancy.

Natixis a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique New Dimension, au service du développement de solutions à forte valeur ajoutée pour ses clients. Ainsi, Natixis Investment Managers a renforcé son modèle multiboutiques marqué par :

- la signature d'accord en vue de l'acquisition d'une

participation de 24,9 % dans la société de gestion américaine WCM Investment Management (WCM) et d'un accord de distribution exclusif à long terme. WCM conservera son indépendance et son autonomie de gestion, sa philosophie et sa culture, tout en bénéficiant d'un partenaire international solide ;

- le renforcement de l'offre en dette privée avec l'acquisition de MV CREDIT expert du crédit européen, dont la stratégie d'investissement est ciblée sur le financement d'entreprises « upper mid-cap ». MV Credit, comme les autres affiliés, conservera son autonomie de gestion tout en bénéficiant de la plateforme de distribution internationale de Natixis Investment Managers. le lancement de Flexstone Partners, un spécialiste du capital-investissement d'envergure mondiale regroupant trois filiales de Natixis Investment Managers (Euro-PE, Caspian Private Equity et Eagle Asia) en une même entité pour offrir aux investisseurs une approche du capital-investissement à la fois dynamique et vraiment globale.

Natixis Asset Management, affiliée de Natixis Investment Managers, a par ailleurs adopté la marque Ostrum Asset Management en se recentrant sur son expertise historique en gestion obligataire, ses compétences ciblées en gestion actions et son savoir-faire en gestion assurantielle.

Natixis gestion de fortune a achevé, en 2018, la première étape de son processus de simplification du business model, désormais focalisé sur le segment gestion de fortune. La mise en œuvre de cette stratégie a été marquée par les actions suivantes :

- la communication autour de la nouvelle marque qui est le vecteur d'une notoriété accrue ;
- la cession de Sélection 1818 ;
- l'acquisition de Masséna Partners (signing à ce stade) ;
- l'acquisition des 40 % non détenus jusque-là du capital de Véga-IM.
- En cohérence avec les objectifs du plan stratégique, les métiers du pôle Services Financiers Spécialisés (hors Paiements) ont poursuivi l'intensification de leurs relations avec les réseaux de BPCE et lancé une refonte front-to-back des parcours clients. Reflets d'une dynamique commerciale forte, de nouveaux relais de croissance ont été mis en place avec notamment : pour Natixis Lease et Natixis Financement, une solution de Location avec Option d'Achat (LOA) destinée aux particuliers ; pour Natixis Financement, une offre de restructuration de dettes visant à internaliser au sein du groupe des solutions permettant de reprofiler les dettes des clients ; pour Natixis Factor, une offre à la carte, simple et sans engagement qui simplifie l'accès des professionnels à l'affacturage.

Avec Natixis Payments, le Groupe BPCE est devenu le premier groupe bancaire en France à proposer l'Instant Payment à ses clients. Ainsi, Natixis Assurances a été le

premier assureur en France à proposer à ses clients un service inédit et exclusif d'indemnisation instantanée des sinistres des assurés : à la suite immédiate de sa déclaration du sinistre, l'assuré est crédité en temps réel sur son compte bancaire de l'indemnisation octroyée. Par ailleurs, la Caisse d'Epargne Ile-de-France et la banque espagnole Caixa Banque ont échangé un paiement instantané en utilisant le nouveau service TIPS (Target Instant Payment Settlement) lancé officiellement par la Banque centrale européenne (BCE).

Natixis a pris une participation majoritaire de 70 % de la société Comitéo, en avril 2018. Cette opération a pour objectif d'accélérer le développement de Natixis dans ses activités de paiement et plus particulièrement dans le domaine du prépayé.

TransferWise, Natixis Payments et le Groupe BPCE ont signé un partenariat qui permettra aux 15,1 millions de clients particuliers actifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne d'effectuer des transferts d'argent vers plus de 60 pays au meilleur taux de change. Ce partenariat sera mis en œuvre début 2019, après une phase pilote.

Enfin, Natixis est devenu l'unique actionnaire de l'entreprise Titres Cadeaux cocréée avec La Banque Postale en 2006, en procédant à l'acquisition de la part de 50 % détenue par la Banque Postale et de Dalenys avec l'acquisition des 46 % des actions restantes suite à l'OPA et au squeeze-out.

Dans le conseil en fusions & acquisitions, Natixis s'est renforcé avec des investissements stratégiques dans Fenchurch Advisory Partners au Royaume-Uni, Vermilion Partners en Chine et Clipperton en France. Ces investissements sont venus compléter les acquisitions déjà réalisées de Leonardo & Co France et 360 Corporate (rebaptisés Natixis Partners et Natixis Partners España) en 2015, puis de PJ Solomon à New York en 2016.

En soutien de la bonne performance des métiers, la digitalisation des activités du groupe s'est poursuivie. L'écosystème 89C3 initié en 2017 s'est renforcé et s'appuie désormais sur 40 Digital Champions dont le rôle est d'animer la transformation au sein de chacun des établissements du groupe, 40 Chief Data Management Officer, référents de la gouvernance des données au sein de leurs établissements, 6 espaces 89C3 interconnectés entre eux et au plus près des établissements et de leurs écosystèmes en région animés par des collaborateurs dédiés.

De nouveaux services digitaux, à destination des clients des entreprises et des collaborateurs du groupe, ont été lancés tout au long de l'année 2018 :

- pour la Banque au quotidien, Secur'pass, solution d'authentification forte pour les opérations sensibles (ajouts de bénéficiaires, virement, signature électronique) a été déployé ;
- de nouveaux services en « selfcare » ont vu le jour comme la prise de rendez-vous en ligne (plus de 13 000 prises de rendez-vous par mois), la gestion des mots de passe / identifiants oubliés (90 000 codes confidentiels ou

2 RAPPORT DE GESTION

- identifiants renvoyés en moyenne par mois), le pilotage de la carte bancaire avec la consultation du plafond, des opérations en cours ou l'opposition en cas de perte ou de vol (95 000 mises en opposition en ligne en 2018) ;
- trois parcours de souscription ont été digitalisés : crédit immobilier (proposition commerciale personnalisée), crédit à la consommation (offre de crédit 100 % digitale et omnicanale, permettant à chaque bénéficiaire de définir l'autonomie qu'il souhaite sur toutes les phases de souscription du crédit consommation), crédit d'équipement (possibilité de financer les équipements professionnels en ligne grâce à une enveloppe pré-accordée) ;
 - en assurances, le chatbot de Natixis Assurances « Anna » a été créé . Il permet aux gestionnaires de diviser par deux les temps de recherche sur des expertises spécifiques (rachats, démembrement, successions...) ;
 - un hub digital pour les professionnels et entreprises baptisé « Services en ligne » a été développé: il s'agit d'une plateforme clients accessible à partir des sites transactionnels Banques Populaires et Caisses d'Épargne qui agrège et centralise l'ensemble des services digitaux proposés ;
 - pour les collaborateurs chargés d'affaires entreprises, l'outil de relation clientèle Digital briefcase a été créé. Outil de centralisation et partage avec un client Entreprise des données sur son activité professionnelle, il permet aux chargés d'affaires de favoriser les échanges stratégiques avec lui, d'identifier des axes de coopération et de créer des opportunités de rebonds commerciaux ;
 - les outils collaboratifs ont continué de simplifier le quotidien de tous les collaborateurs avec l'enrichissement du programme d'acculturation au digital B'digit (32 % des collaborateurs formés), le déploiement du réseau social interne Yammer dans 90 % des établissements du groupe et le lancement progressif de Microsoft Office 365.

A ces réalisations, est venu s'ajouter en 2018 l'engagement du Groupe BPCE auprès du monde olympique et paralympique français, en devenant le premier partenaire premium de Paris 2024. A travers les Jeux, le Groupe BPCE s'est associé à l'un des événements les plus puissants au monde sur le plan médiatique et le plus important jamais organisé en France.

2.1.2.2 Faits majeurs de l'entité (et de ses filiales)

L'année 2018 a été marquée par deux principaux événements.

Le premier porte sur la Fusion Informatique, Bancaire et Organisationnelle dont le point d'orgue a été la bascule de quatre systèmes d'information en un seul finalisée le 16 septembre. Consécutifs à la fusion juridique intervenue le 07 décembre 2017, ses travaux ont été menés avec une forte implication des collaborateurs et intervenants du Groupe. La bascule s'est déroulée sans incident technique majeur. L'ensemble de ces travaux ont visé également à structurer l'organisation et le fonctionnement de la Banque.

Le second correspond au lancement de son plan stratégique « Let's GO ! Conquérants, fiers, en confiance » pour la période 2018-2020, qui a été présenté devant 3 300 collaborateurs le 15 février. La Banque a poursuivi la mise en place des 5 Grandes Orientations de ce Plan, résolument positif, offensif et centré sur l'humain.

Dans cet environnement spécifique, les résultats commerciaux ont été de bonne tenue et ceux de qualité perçue par les clients maintenus à très bon niveau.

2.1.2.3 Modifications de présentation et de méthodes d'évaluation

Dans les comptes individuels, à compter du 1er janvier 2018, les modalités d'estimation des engagements non douteux présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale sont alignées avec celles de la norme IFRS 9 retenue pour les comptes consolidés. L'impact du changement de modalités de calcul se traduit par une charge de 39 637 milliers d'euros en compte de résultat au poste Coût du risque.

Dans les comptes consolidés, une nouvelle méthodologie d'évaluation du risque de crédit introduite par IFRS 9 conduit à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements de financement et de garantie . La norme IFRS 9 impose dorénavant aux entités de reconnaître les dépréciations à un stade plus précoce, c'est à dire dès la date de première comptabilisation de l'instrument financier. C'est l'application de ce principe qui conduit à une augmentation du montant des dépréciations constatées sur les actifs concernés. L'impact de la première application de la norme IFRS 9 sur les capitaux propres d'ouverture lié à la mise en place du nouveau modèle de dépréciation est de -87 043 milliers d'euros avant impôts (-66 814 milliers d'euros après impôts).

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2018, la société de capital-risque SA Ouest Croissance, détenue à 60% par la Banque Populaire Grand Ouest est consolidée par la méthode d'intégration globale.

2.2 DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

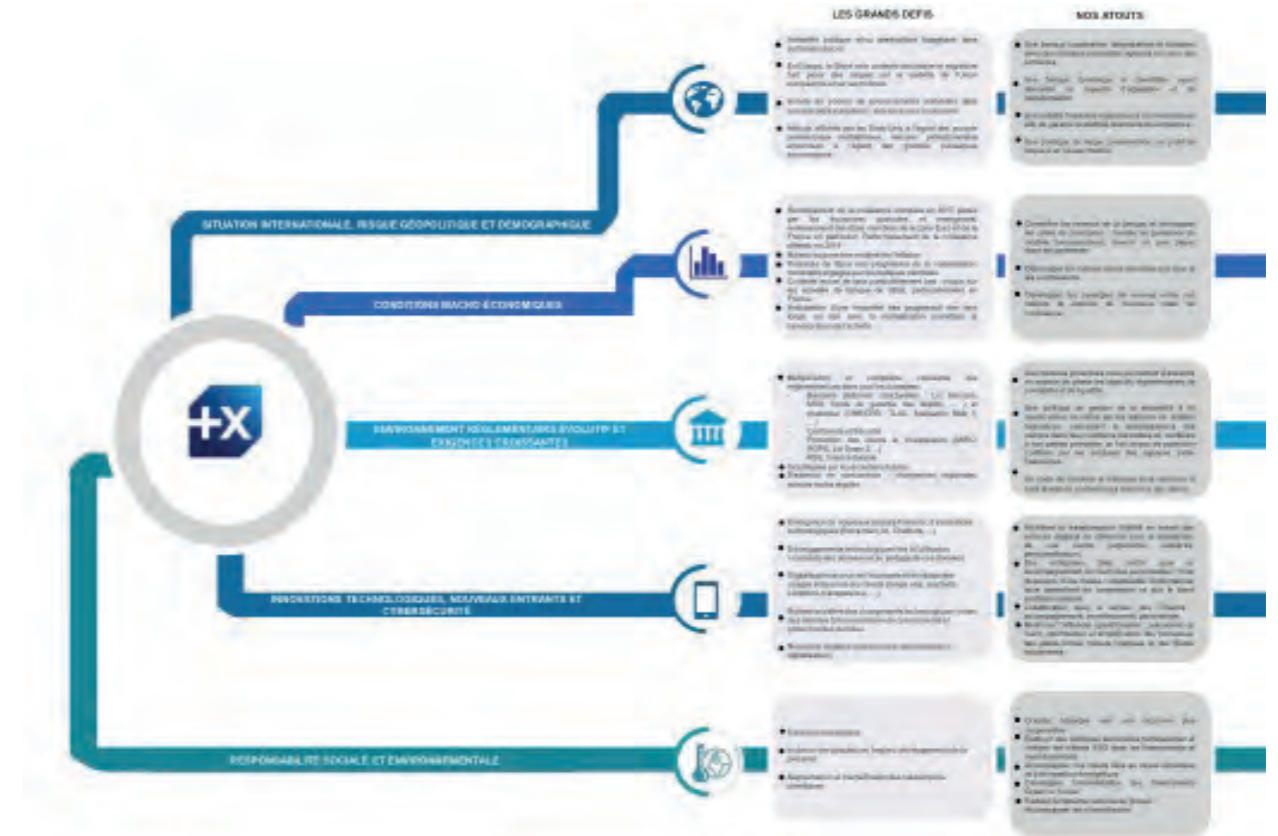
2.2.1 La différence coopérative des Banques Populaires

2.2.1.1 Le secteur bancaire face à ses enjeux

Les grands défis liés à notre environnement

La capacité de la Banque Populaire Grand Ouest à servir ses clients et à créer de la valeur est fortement influencée par l'environnement dans lequel elle évolue : une économie mondialisée, des changements sociétaux profonds, une régulation évolutive et de plus en plus exigeante.

2 RAPPORT DE GESTION



2.2.1.2 Le modèle coopératif, garant de stabilité et de résilience

Depuis leurs origines, les Banques Populaires sont des banques coopératives au service de leurs sociétaires. Cela est vrai depuis la création de la première Banque Populaire à Angers en 1878, et plus encore depuis la loi officialisant la naissance des Banques Populaires de 1917. La mission confiée aux Banques Populaires est de servir les artisans et les commerçants qui constituent alors la totalité de leur sociétariat. Cette mission sera rapidement étendue aux PME. A partir de 1962, les évolutions réglementaires permettent aux Banques Populaires de s'ouvrir vers les particuliers. Avec la création des ACEF et l'arrivée en 1974 de la CASDEN Banque Populaire, elles s'ouvrent aux fonctionnaires et personnels de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture. En 2002, c'est au tour du Crédit Coopératif, tourné vers les structures de l'Économie Sociale et Solidaire, de rejoindre les Banques Populaires.

Riche de toute cette diversité, la Banque Populaire Grand Ouest fait vivre au quotidien ces valeurs d'esprit d'entreprendre et de solidarité. Elle a constamment su accompagner les évolutions de la société. Cet engagement historique fonde son identité. Ancrage territorial, réponses concrètes aux besoins de l'économie réelle et des clientèles locales, soutien aux acteurs de la vie économique et sociale : le modèle Banque Populaire a fait la preuve de sa pertinence, de son efficacité et de sa capacité de résilience. La responsabilité sociale et environnementale constitue l'expression de cet engagement renouvelé.

Le modèle coopératif Banque Populaire, et plus particulièrement de la Banque Populaire Grand Ouest, repose sur 4 piliers :

Un modèle coopératif transparent

Le capital de la Banque Populaire Grand Ouest appartient à ses 335 142 sociétaires. Les membres du Conseil d'administration sont des clients locaux qui représentent les sociétaires. Chaque année, l'ensemble des Banques Populaires consacre plus de 8 millions d'euros à l'information et à la participation coopérative.

Un ancrage régional actif

Grâce à l'épargne de ses clients, la Banque Populaire Grand Ouest finance l'économie locale. Elle recrute en local, elle entretient des liens forts avec les acteurs du territoire (mécénat, partenariats...). Elle valorise également les initiatives régionales via des prix dédiés (Stars & Métiers, Dynamique Agricole, Prix de la Fondation...).

Une culture entrepreneuriale agissante

Issues d'un mouvement humaniste il y a plus de 100 ans, les Banques Populaires ont été créées par des artisans et commerçants qui n'avaient pas accès au crédit. La Banque Populaire Grand Ouest est présente dans les grands réseaux d'accompagnement à la création d'entreprise. La Banque Populaire Grand Ouest est notamment très impliquée auprès de l'ADIE, d'Initiative France ou encore de France Active. Ensemble, les Banques Populaires accompagnent 41 % des entreprises françaises.

Un engagement évalué et prouvé

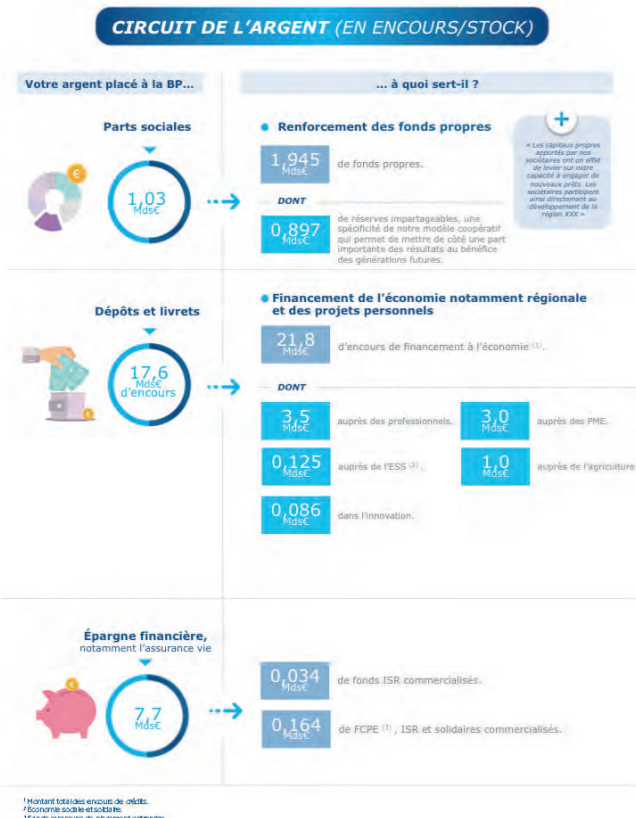
Les Banques Populaires sont les seules à avoir mis en place un outil, basé sur la norme ISO 26000, qui mesure, trace et restitue en euros l'ensemble des 2600 actions coopératives et responsables menées sur le territoire. Il s'agit du Dividende Coopératif et RSE (cf. 2.2.2.3).

2.1.3 Un modèle d'affaires centré sur le développement de l'économie des territoires

Un acteur majeur du financement des territoires

Si les Banques Populaires sont des banques universelles, qui s'adressent à toutes les clientèles, leur modèle d'affaire est caractérisé par un positionnement fort sur le marché des professionnels, qui représente une part importante de leur PNB et par un rôle de premier plan vis-à-vis du secteur de l'économie sociale et solidaire, des PME, des artisans, commerçants et agriculteurs. La Banque Populaire Grand Ouest fait partie des principaux financeurs des entreprises et des structures de l'économie sociale sur les régions Bretagne, Pays de la Loire et Normandie (uniquement sur les départements de la Manche, de l'Orne et du Calvados avec la marque Crédit Maritime). Sa responsabilité est d'être présente aux côtés de ces acteurs pour accompagner les initiatives régionales qui alimentent le dynamisme des territoires. La Banque Populaire Grand Ouest a ainsi poursuivi une politique de financement soutenue en réalisant plus de 2,1 milliards d'euros de financement aux entreprises du territoire en 2018⁽¹⁾.

Par ailleurs, la Banque Populaire Grand Ouest, banque coopérative, est la propriété de 335 142 sociétaires. Banque de plein droit, avec une large autonomie de décision, elle collecte l'épargne, distribue les crédits, définit ses priorités localement. Ainsi, ses ressources sont intégralement orientées vers les besoins des régions et de leurs habitants. Des personnalités représentatives de la vie économique de son territoire siègent à son conseil d'administration.



Le Grand Ouest compte 5 grands secteurs d'activité générateurs de 235 milliards d'euros de PIB :

- l'industrie : agro-alimentaire, automobile, chantiers nautiques,
- l'innovation : plusieurs technopôles ou métropoles sont labellisées « French Tech »,
- l'économie bleue : 156 000 emplois liés à l'économie maritime,
- le tourisme : 8 % du PIB régional de la Bretagne,
- l'agriculture : 18 % des exploitations agricoles.

La Banque Populaire Grand Ouest entend se positionner comme une référente sur son territoire en ambitionnant d'être la banque d'1 habitant sur 10. Elle est au service de l'économie du Grand Ouest et de tous ses acteurs, qu'ils soient particuliers (jeunes, éducation nationale et fonction publique...) ou professionnels (dirigeants et chefs d'entreprise, agriculteurs...).

A travers sa marque Crédit Maritime et son réseau d'agences dédié, elle a renforcé sa présence au sein du monde maritime avec la création d'une Société Coopérative de Développement Maritime et la création d'un nouveau fonds d'investissement, Mer Invest. Ce nouveau fonds d'investissement de 10 millions d'euros entièrement porté par Crédit Maritime Grand Ouest est destiné à soutenir le développement de la croissance bleue. En 2018, déjà près d'1 million d'euros a été investi avec 3 opérations en cours et une vingtaine de projets dans les domaines de la pêche, du nautisme, de l'ingénierie marine, des Energies Marines Renouvelables (EMR), du tourisme ou encore de la construction navale.

Une redistribution locale de la valeur créée

La Banque Populaire Grand Ouest redistribue au sein de son territoire une partie de la valeur qu'elle a créée.



2.2 Les risques et les opportunités d'une RSE coopérative

2.2.1 L'analyse des risques et opportunités extra-financiers pour construire une stratégie RSE coopérative, pertinente et ambitieuse

Afin d'identifier ses enjeux RSE les plus stratégiques, la Banque Populaire Grand Ouest s'est appuyée sur les travaux conduits en 2017 dans le cadre de son plan stratégique et en 2018 sur une analyse de ses principaux risques RSE.

Cette dernière s'est fondée sur la méthodologie d'analyse des risques proposée par le Groupe BPCE, issue des travaux de la Direction des risques, conformité et contrôle permanent et de la Direction développement durable. Cette méthodologie a permis de définir :

- un univers de vingt risques RSE réparti en trois typologies : gouvernance, produits et services, fonctionnement interne. Ils ont été définis en fonction de la réglementation, des pratiques de place, des critères d'évaluation des agences de notation et des standards de RSE et de reporting (ex : Task Force for Climate) ; chaque risque fait l'objet d'une définition précise ;
- une méthodologie de cotation de ces risques, en fonction de leur fréquence et de leur gravité ;
- une méthodologie d'évaluation des dispositifs de maîtrise de ces risques (DMR).

La cotation de ces risques RSE a été réalisée à partir de celle proposée par le groupe sur la base d'entretiens avec des experts métiers nationaux et de tests réalisés dans quatre banques régionales pilotes, de BPCE.

Cette cotation a ensuite été soumise à des experts métiers de la Banque Populaire Grand Ouest. Cette démarche avait, au préalable, fait l'objet d'une présentation auprès des administrateurs du Comité Sociétariat et RSE et du Comité Exécutif de la Banque. L'analyse des risques RSE a été menée en collaboration avec la Direction des Risques, Conformité et Contrôle Permanent. Treize experts métiers ont été sollicités pour coter le risque inhérent, détailler le dispositif de maîtrise des risques et coter le risque résiduel. La synthèse de cette analyse a été présentée aux membres des Comités des Risques et Sociétariat et RSE.

En synthèse

L'analyse finale fait émerger 11 risques bruts majeurs auxquels la Banque Populaire Grand Ouest est exposée.

Quelques éléments clés en ressortent :

- L'analyse conduite n'a pas fait émerger de risques RSE critiques.
- Les risques bruts majeurs pour la Banque Populaire Grand Ouest sont majoritairement des enjeux relatifs à son cœur de métier.
- Concernant la maîtrise de ces risques, après analyse et échanges avec les Directions métiers concernées, il apparaît que plusieurs risques majeurs font l'objet d'engagements précis via le plan stratégique Let's GO ! Ils sont présentés au fil de la DPEF.

Cartographie des risques RSE bruts de la Banque Populaire Grand Ouest



2.2.2 Les indicateurs clés de pilotage RSE

L'évaluation de la maîtrise de nos principaux risques RSE a été réalisée avec les experts métiers concernés qui ont pu détailler les engagements et indicateurs clés de pilotage en face de chaque risque.

Risques prioritaires	Dispositifs de maîtrise des risques associés/ engagements	Indicateurs clés associés	2018
Employabilité et transformation des métiers	CF partie 3.3 «Les salariés au cœur du modèle», volet «développer l'employabilité des collaborateurs»	Taux de salarié ayant suivi au moins une formation dans l'année (hors réglementaire)	93 %
Diversité des salariés	CF partie 3.3 «Les salariés au cœur du modèle», volet «égalité professionnelle et politique de diversité»	% de femmes cadres	35 %
Conditions de travail	CF partie 3.3 «Les salariés au cœur du modèle», volet «Amélioration de la qualité de vie au travail»	Nombre d'accidents de travail avec arrêt de travail Nombre d'accidents de trajet avec arrêt de travail	6 10
Financement de la TEE + solidaire/sociétale	CF partie 4.2 « une offre de produits favorables à la transition énergétique, écologique et solidaire »	Production de produits verts BP	19 817,53 milliers d'€
Inclusion financière	CF partie 4.1 « Un accompagnement personnalisé de tous les clients », volet «Accessibilité et inclusion bancaire»	Production brute annuelle OCF (offre clientèle fragile)	961 clients bénéficiaires
Financement de l'économie réelle et des besoins sociaux	CF partie 5.2 « L'empreinte socio-économique de la Banque en tant qu'employeur, acheteur et mécène », volet « En tant que banquier »	Montant des garanties France Active BP Mise à disposition de lignes de prêts micro-crédits professionnels pour l'ADIE	2 447,2 milliers d'€ 556,1 milliers d'€
Ethique des affaires, transparence & respect des lois	CF partie 3.2 « Une conduite des affaires guidée par l'éthique et l'exemplarité », volet « Lutte contre le blanchiment, prévention de la fraude et prévention de la corruption »	Taux de salariés formés à la lutte anti-blanchiment	31,16 %
Sécurité des données	CF partie 3.2 « Une conduite des affaires guidée par l'éthique et l'exemplarité », volet « Les dispositifs mis en œuvre dans le cadre du règlement général de protection des données »	Taux de réalisation de l'e-learning réglementaire RGPD	85 %
Relation durable client	CF partie « Préserver une relation client durable et de qualité »	NPS (net promoter score) particuliers NPS (net promoter score) professionnels	-5 -13
Protection des clients & transparence de l'offre	CF partie 3.2 « Une conduite des affaires guidée par l'éthique et l'exemplarité », volet « Marketing responsable et protection des intérêts des clients »	Complétude des DRC	87 %
Empreinte territoriale	CF partie 5.2 « L'empreinte socio-économique de la Banque en tant qu'employeur, acheteur et mécène »	Montants décaissés dédiés à des activités de mécénat via les 2 fondations d'entreprise de la Banque	836 440 €

2.2.3 Un engagement coopératif & RSE évalué et prouvé

La Banque Populaire Grand Ouest s'est dotée d'une stratégie coopérative & RSE ambitieuse

C'est le rôle du Comité Sociétariat et RSE de la Banque Populaire Grand Ouest de contribuer à la définition des grandes orientations de la banque en matière de sociétariat et de RSE et de faire des préconisations au Conseil d'administration.

Afin de se prémunir de tout risque opérationnel, mais également réputationnel en matière de RSE, la Banque Populaire Grand Ouest a ainsi mis en place depuis plusieurs années une politique RSE partie intégrante de son projet stratégique. Celle-ci s'articule autour de plusieurs axes.

Impliquée dans une démarche active vis-à-vis de ses clients et sociétaires, elle développe des produits à forte dimension sociale et environnementale : une gamme de prêts « verts » et de prêts « handicap », une gamme de livrets solidaires. A travers sa structure Grand Ouest Environnement, elle est fortement impliquée dans le financement de la transition énergétique.

Les enjeux liés à l'inclusion bancaire et à la lutte contre le surendettement ont amené la Banque à créer l'agence Grand Ouest Coopération. Cette structure vise à accompagner les clients traversant une période d'inconfort financier ou social grâce au microcrédit et à l'accompagnement assuré par des sociétaires volontaires de la Banque.

La Banque poursuit une démarche socialement responsable auprès de ses collaborateurs qui se traduit par la diversité et l'équité des recrutements mais aussi par sa politique de formation pour maintenir et développer l'employabilité de chacun.

Autre axe, elle investit son territoire avec les Fondations d'Entreprise Banque Populaire Atlantique et Banque Populaire de l'Ouest qui apportent leur soutien financier au tissu associatif.

Tous ces enjeux économiques, sociaux et environnementaux sont traduits dans le plan stratégique « Let's Go ! » notamment à travers le cinquième axe de ce plan : « Valorisons notre engagement responsable au cœur de nos métiers ».

Le suivi des actions de RSE est assuré par un référent dédié au sein de la Direction RSE, Vie coopérative et Communication avec l'appui du Responsable du Département Esprit coopératif et RSE et du Directeur RSE, Vie coopérative et Communication. La mise en œuvre des actions repose, de manière plus large, sur l'ensemble des directions de la Banque.

Le suivi des actions d'animation du sociétariat est assuré par 3 référents dédiés, au sein de la Direction RSE, Vie coopérative et Communication.

Preuve de cet engagement, des critères RSE du type collecte responsable ou engagement des salariés sont intégrés dans le calcul de la rémunération du dirigeant et au sein de l'accord d'intéressement de la Banque.

La Banque Populaire Grand Ouest s'appuie sur les initiatives portées par la Fédération Nationale des Banques Populaires

La Banque Populaire Grand Ouest affirme sa différence coopérative

Le Comité Sociétariat et RSE de la Fédération Nationale des Banques Populaires (FNBP) a impulsé en 2017 un chantier portant sur la valorisation de la différence coopérative des Banques Populaires. Celles-ci se sont accordées sur un socle commun de bonnes pratiques, à même de concrétiser de manière probante les valeurs qu'elles portent. Ces pratiques, déjà effectives ou à mettre en place, sont en cours de déploiement dans le réseau, et la Banque Populaire Grand Ouest participe activement à cette démarche. Parmi les actions les plus significatives de ce socle commun déployées au sein de Banque Populaire Grand Ouest figure la création d'une agence dédiée au suivi des clients fragiles. La Banque est également fortement mobilisée sur l'animation de la vie coopérative avec des événements en agence réservés aux sociétaires. L'ensemble de ces actions sont détaillées au fil de la Déclaration de Performance extra-financière (DPEF).

Egalement dans le cadre de ce chantier, pour la 2^{ème} année consécutive, la Banque Populaire Grand Ouest s'est impliquée dans la « Faites de la Coopération », semaine de sensibilisation et d'échanges autour de la coopération et du modèle coopératif Banque Populaire, qui s'inscrit dans le mois de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), en novembre. Parmi les actions organisées par la Banque sur son territoire, les principales sont l'organisation d'un challenge sportif interne au profit de deux associations caritatives, l'invitation de clients et prospects aux journées portes ouvertes d'ateliers d'artisans, lauréats de la Fondation Banque Populaire. Des réunions de sociétaires se sont également tenues sur la période, notamment autour de l'événement Route du Rhum. Par ailleurs, d'autres actions étaient organisées au niveau national par la FNBP, parmi lesquelles le lancement de la plateforme d'idéation « Le Wok, Lab coopératif Banque Populaire » avec une première campagne centrée sur la vision de la banque coopérative, une table ronde sur le thème « Coopération et performance » en partenariat avec la Chaire « Management et Gouvernance des Coopératives Financières » de l'IAE de Paris, un atelier de réflexion entre des administrateurs et des chercheurs de la Burgundy School of Business... La Fondation Banque Populaire s'est aussi largement impliquée dans la « Faites de la Coopération » 2018.

Temps fort de la vie coopérative, l'Université des Administrateurs Banques Populaire réunit tous les deux ans tous les administrateurs et dirigeants du réseau. En juin 2018, les administrateurs de la Banque Populaire Grand Ouest se sont retrouvés à Paris. La rencontre a porté cette année sur les forces de la gouvernance des banques coopératives et sur la façon dont la coopération peut être un atout majeur dans un monde qui change.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une volonté de renforcer la pédagogie sur le statut coopératif de la banque auprès des collaborateurs, des clients (sociétaires ou non), des agences de notation, des régulateurs, etc.

Le Dividende Coopératif & RSE : un outil de mesure du « plus coopératif » des Banques Populaires

La Banque Populaire Grand Ouest s'appuie depuis 2011 sur un outil spécifique commun à l'ensemble du réseau lui permettant de rendre compte auprès de ses sociétaires de ses actions de responsabilité sociétale et coopérative. Fondé sur la norme internationale RSE ISO 26000, le Dividende Coopératif & RSE s'appuie sur une approche « parties-prenantes ». Chaque année, il recense et valorise en euros les actions mises en place au sein de la banque en faveur des sociétaires et administrateurs, des collaborateurs, des clients et de la société civile, principales parties prenantes du réseau Banque Populaire. Reflet du « plus coopératif » des Banques Populaires, cet outil ne prend en compte que les actions allant au-delà des obligations légales, dont la finalité n'est pas commerciale et allant au-delà de l'exercice à minima du métier bancaire. Ces données sont intégrées dans le dispositif d'open data du groupe BPCE.

En 2018, le Dividende Coopératif et RSE de la Banque Populaire Grand Ouest s'est élevé à 5 352 449 euros dont 26,68 % en faveur de la Gouvernance Coopérative, 14,77 % en matière de relation aux clients, 51,04 % en faveur de l'engagement sociétal via des actions de mécénat et des partenariats non commerciaux et 7,51 % en faveur de la réduction de son impact environnemental direct. En 2018, les principaux axes de responsabilité sociétale et coopérative de la Banque Populaire Grand Ouest ont été la participation des sociétaires, notamment lors d'événements dédiés, l'inclusion bancaire avec la mise à disposition d'une structure ad-hoc pour l'accompagnement des clients en situation financière fragile et le mécénat à travers le financement du tissu associatif via les 2 fondations d'entreprise.

La Banque Populaire Grand Ouest a lancé sa procédure de révision coopérative

La loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, pose le principe selon lequel les coopératives se soumettent tous les cinq ans à une procédure de révision coopérative, effectuée par un réviseur indépendant, destinée à vérifier la conformité de leur organisation et de leur fonctionnement aux principes et aux règles de la coopération. Cette obligation, appliquée auparavant par les coopératives agricoles, a été étendue par la loi ESS du 31 juillet 2014 à toutes les coopératives, quel que soit le secteur d'activité.

La Banque Populaire Grand Ouest avait ainsi jusqu'au 1^{er} juillet 2018 pour mettre en œuvre la procédure de révision qui est déclenchée par la nomination du réviseur et de son suppléant. Elle est ensuite renouvelée tous les cinq ans.

La révision coopérative est un acte positif de la gouvernance

coopérative. Elle permet de procéder à l'examen critique et analytique de l'organisation et du fonctionnement de la société coopérative au regard des principes coopératifs.

Effectuée par un réviseur indépendant, elle est destinée à vérifier la conformité de leur organisation et de leur fonctionnement aux principes et aux règles de la coopération et à l'intérêt des adhérents, ainsi qu'aux règles coopératives spécifiques qui leur sont applicables et, le cas échéant, à leur proposer des mesures correctives.

La Banque Populaire Grand Ouest a répondu aux questions de cet expert tiers pour l'exercice 2018 enrichi des évolutions intervenues en 2019.

Au terme de la procédure de révision coopérative concernant la Banque Populaire Grand Ouest, le réviseur n'a établi aucune réserve. Les écrits et les pratiques qui traduisent l'engagement coopératif de la Banque Populaire Grand Ouest attestent d'une réelle mise en œuvre de la dimension coopérative de l'institution telle qu'elle a été apportée par son histoire et telle que la banque a su l'adapter aux évolutions de son périmètre d'activités et des contours du corps social et sociétal qu'elle anime.

La Banque Populaire Grand Ouest s'inscrit dans la stratégie RSE du Groupe BPCE

Les engagements de la Banque Populaire Grand Ouest s'inscrivent également en cohérence avec le projet stratégique du Groupe BPCE, TEC 2020, élaboré notamment avec les contributions des Banques Populaires et de leur Fédération. Cette démarche se décline dans 4 domaines (économique, social, sociétal et environnemental) et se traduit au travers de quatre priorités stratégiques :

- être le groupe bancaire et d'assurance coopératif le plus engagé auprès des clients et territoires ;
- être une banque de référence sur la croissance verte et responsable ;
- concrétiser nos engagements coopératifs et RSE dans nos pratiques internes ;
- être une banque exemplaire dans ses relations avec ses parties prenantes.



2 RAPPORT DE GESTION

Ces engagements se traduisent par des objectifs de progrès d'ici à 2020, auxquels la Banque Populaire Grand Ouest contribue :



La Banque Populaire Grand Ouest s'adosse aussi à l'engagement de BPCE au Global Compact, dont la signature, intervenue en 2012 et renouvelée annuellement, vient prolonger l'engagement initié par le réseau des Banques Populaires. Ce code de bonne conduite est à ce jour le plus reconnu au plan international. Les références sur lesquelles il s'appuie (ONU, OCDE, OIT...) permettent à la Banque Populaire Grand Ouest d'initier, de poursuivre et de développer sa politique développement durable dans le respect des standards internationaux.

L'engagement RSE de la Banque se traduit également à travers la signature des chartes suivantes :

Dirigeants Responsables de l'Ouest

La Banque est engagée auprès de l'association Dirigeants Responsables de l'Ouest. Cette association fédère des chefs d'entreprise des Pays de la Loire et de Bretagne convaincus que la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) améliore la performance économique de leur entreprise. Elle vise l'échange de bonnes pratiques RSE via des réunions thématiques et ateliers.

Charte de la diversité

La charte de la diversité incite les entreprises à garantir la promotion et le respect de la diversité dans leurs effectifs. La Banque Populaire Grand Ouest a signé cette charte en 2006: elle s'engage ainsi à lutter contre toute forme de discrimination et à mettre en place une démarche en faveur de la diversité.

Charte relations fournisseurs responsables

La Banque Populaire Grand Ouest est signataire depuis 2015 de la charte relations fournisseurs responsables. Cette charte a été conçue afin d'inciter les entreprises à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. L'objectif est de faire évoluer les relations entre clients et fournisseurs afin de construire, dans un cadre de confiance réciproque, une relation durable et équilibrée entre ces derniers, ceci afin de soutenir l'économie nationale en

priviliégiant les démarches partenariales, le dialogue et le savoir-faire des professionnels de l'achat.

Charte pour l'équilibre des temps de vie

En 2018, les membres du Comité de Direction de la Banque Populaire Grand Ouest ont signé la charte pour l'équilibre des temps de vie. Par cette charte, ils reconnaissent l'importance fondamentale de l'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle, gage d'une meilleure qualité de vie au travail et d'une meilleure performance de l'entreprise.

Charte égalité professionnelle

Les ex-Banques Populaire Atlantique et de l'Ouest ont obtenu le label Egalité Professionnelle entre les femmes et les hommes en 2017. L'objectif est de renouveler celui-ci à l'échelon de Banque Populaire Grand Ouest en 2019. Ce label évalue les actions déjà mises en place par les entreprises en matière d'égalité et de mixité professionnelles, et reconnaît un processus d'amélioration continue de ces actions dans trois domaines :

- Le premier concerne les relations sociales, l'information et la culture de l'entreprise. Cela se traduit notamment par des actions de sensibilisation des collaborateurs pour lutter contre les stéréotypes ;
- Le deuxième champ est relatif à la gestion des ressources humaines et le management, notamment en matière de formation, d'égalité salariale ou encore la présence des femmes dans les instances de décision ;
- Enfin la prise en compte de l'égalité professionnelle doit concerner la parentalité dans le cadre professionnel (aménagement des horaires, préparation des conditions de départs et retours de congés maternité et/ou parentaux...).

2.3 Gouvernance coopérative: participer à la construction

2.3.1 L'animation du modèle coopératif

Les Banques Populaires, dont la Banque Populaire Grand Ouest, sont des sociétés soumises à un régime juridique spécifique conforme aux valeurs des coopératives :

- Une rémunération limitée du capital hors de toute spéculation ;
- Des réserves impartageables transmises aux générations futures ;
- Le sociétaire dispose d'une double qualité : il est à la fois détenteur et utilisateur de sa coopérative ;
- Une organisation qui fonde sa performance économique sur l'efficacité collective et la gestion sur le long terme ;
- La primauté de l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel ;
- Un ancrage dans les territoires favorisant leur développement (organisation décentralisée).

Les Banques Populaires ont défini conjointement de manière volontaire, un ensemble d'indicateurs répondant aux 7 grands principes de l'Alliance Coopérative Internationale

2 RAPPORT DE GESTION

Les données relatives au sociétariat ont été corrigées par rapport à celle communiquée dans le rapport RSE 2017

		2018	2017	2016	
1	Adhésion volontaire et ouverte à tous L'adhésion à la Banque Populaire Grand Ouest est un acte libre et volontaire, sans discrimination de sexe, d'origine sociale, ethnique, religieuse ou politique.	Nombre de sociétaires	335 142	327 880	312 926
		Évolution du nombre de sociétaires (en %)	+ 2,21 %	+ 4,78 %	+ 4,16 %
		Taux de sociétaires parmi les clients	37,70 %	36,96 %	36,04 %
		Evolution du taux de sociétaires parmi les clients	+ 0,74 pt	+ 0,92 pt	+ 0,62 pt
		NPS (net promoter score) clients sociétaires	3 %	- 4,1 %	Donnée non disponible
		Répartition du sociétariat	83,4 % de sociétaires particuliers 14,6 % de sociétaires professionnels 2,0 % de sociétaires entreprises	83,3 % de sociétaires particuliers 14,7 % de sociétaires professionnels 2,0 % de sociétaires entreprises	83,1 % de sociétaires particuliers 14,9 % de sociétaires professionnels 2,0 % de sociétaires entreprises
		Taux de vote à l'Assemblée générale	28,82 %	26,99 % (données BPAI uniquement en tant que banque absorbante)	21,32 % (données BPAI uniquement en tant que banque absorbante)
		Nombre de membres du Conseil d'administration	19	21	15 (données BPAI uniquement en tant que banque absorbante)
		Nombre de censeurs	2	3	1 (données BPAI uniquement en tant que banque absorbante)
		2	Pouvoir démocratique exercé par les membres Les sociétaires se réunissent chaque année pour participer à l'Assemblée Générale de la Banque Populaire Grand Ouest, élire les administrateurs et voter les résolutions. Le vote des sociétaires est historiquement à la proportionnelle. Un homme = 0,25% maximum des voix exprimées en Assemblée générale.	Taux de participation des administrateurs aux Conseils d'administration	86,32 %
Taux de femmes membres du Conseil d'administration	44 %			43 %	40 % (données BPAI uniquement en tant que banque absorbante)
Nombre de réunions de Comités Spécialisés issus du Conseil d'administration	17			34	14 (données BPAI uniquement en tant que banque absorbante)

2 RAPPORT DE GESTION

			2018	2017	2016	
3	Participation économique des membres	La rémunération des parts sociales est plafonnée. Les excédents sont en grande partie affectés aux réserves. L'actif net est impartageable.	Valeur de la part sociale	14 €	14 €	17 € (données BPAI uniquement en tant que banque absorbante)
			Taux de rémunération de la part sociale	1.50 %	1.50 %	1.65 % (données BPAI uniquement en tant que banque absorbante)
			Montant moyen de détention de parts sociales par sociétaire	2 735.49 €	2 769.36 €	2 737.13 €
			Redistribution des bénéfices	18,5 %	21.6 %	21.09 %
			Concentration du capital	9,30 % des sociétaires détiennent 50 % du capital de la BPGO	9,69 % des sociétaires détiennent 50 % du capital de la BPGO	9,79 % des sociétaires détiennent 50 % du capital de la BPGO
4	Autonomie et indépendance	La Banque Populaire Grand Ouest est une banque de plein exercice. Les parts sociales ne s'échangent pas sur les marchés et ne sont pas cotées en bourse. La banque est détenue à 100% par ses sociétaires.				
5	Éducation, formation et information	La Banque Populaire Grand Ouest veille, avec l'appui de la FNBP, à l'adéquation des contenus de formation des élus avec les exigences et responsabilités de leur fonction au sein des Conseils d'Administration	Conseils d'administration : pourcentage des membres ayant suivi au moins une formation sur l'année (en %)	71	65	53.34
			Conseils d'administration : nombre moyen d'heures de formation par personne (en heures)	11	7.71	4.64
6	Coopération entre les coopératives	La Banque Populaire Grand Ouest est membre de Coop FR, organisme de représentation du mouvement coopératif en France. Elle est représentée au sein du Conseil Supérieur de la Coopération par la Fédération Nationale des Banques Populaires. Elle soutient la Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire sur son territoire.				
7	Engagement envers la communauté	La Banque Populaire fait vivre son territoire, notamment au travers des actions menées envers ses sociétaires.	Nombre de projets soutenus sur le territoire	149	133	133
			Nombre de réunions de sociétaires	251	235	207
			Nombre de clubs de sociétaires	52	65	58
			Nombre de membres de clubs de sociétaires	757	880	762

2 RAPPORT DE GESTION

pour évaluer leurs pratiques coopératives.

Evolution du sociétariat

La Banque Populaire Grand Ouest, notamment via son Comité Sociétariat & RSE, suit régulièrement différents indicateurs de suivi de son sociétariat (pratiques de commercialisation et de rémunération des parts sociales, évolution du capital social et distribution entre les sociétaires, etc.). Au 31/12/2018, le nombre de sociétaires a progressé de 2.21 % et le capital social atteint désormais 1,03 milliard d'euros.

Composition des Conseils d'Administration

En 2018, la Banque Populaire compte 19 administrateurs (et 2 censeurs) qui, par leurs expériences et leur diversité, enrichissent les débats des conseils d'administration dans l'intérêt de l'ensemble des clients et des sociétaires. Ce sont des créateurs de valeurs qui par leurs fonctions, sont impliqués dans la dynamique du développement économique et social de leur région.

Les questions d'indépendance, de diversité et de représentativité au sein des instances de gouvernance sont un sujet important dans le secteur bancaire. Il existe un risque juridique sur l'équilibre hommes/femmes, lié au taux de féminisation des conseils d'administration réglementé à 40%. La Banque Populaire Grand Ouest répond à ces exigences avec un taux de 44%.

Sur ces sujets, le risque est plus largement opérationnel : le manque de diversité et de représentativité pourrait nuire à l'efficacité de la gouvernance, à la diversité des idées et à la performance des décisions prises. Aussi ces questions sont-elles explicitement traitées dans le Règlement Intérieur Cadre de Conseil d'administration de la Banque Populaire et des indicateurs de suivi ont été établis. La Banque Populaire Grand Ouest a toujours été vigilante à ce que son Conseil d'Administration soit représentatif de ses clients et de ses territoires. Le Secrétariat Général de la Banque pilote ces règles de gouvernance.

Fonctionnement des Conseils d'administration

La Banque Populaire Grand Ouest, dans le cadre des dispositions légales prévues par le Code monétaire et financier (articles L. 511-98 et L. 511-100), évalue périodiquement, et au moins une fois par an le fonctionnement de son Conseil d'administration. Cette mission est confiée au Comité des Nominations, constitué au sein de la Banque, qui doit ensuite en rendre compte et soumettre au Conseil d'administration toutes recommandations utiles.

Cette évaluation s'inscrit dans une démarche de progrès car elle permet de renforcer, et d'améliorer le cas échéant, la capacité du Conseil à exercer pleinement ses missions. Sont évalués :

- l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences dont disposent

individuellement et collectivement les membres du Conseil ;

- la structure, la taille, la composition et l'efficacité du Conseil, au regard des missions qui lui sont assignées ;
- les connaissances, les compétences et l'expérience des membres du Conseil, individuellement et collectivement.

Formation des administrateurs

La Banque Populaire Grand Ouest veille à l'adéquation des contenus de formation des administrateurs avec les exigences et responsabilités de leur fonction au sein du Conseil d'Administration. Les administrateurs constituent la clé de voute de la gouvernance de la Banque.

C'est pourquoi, leur formation est construite pour veiller à la compétence individuelle et collective des membres des conseils d'administration. L'environnement du secteur bancaire connaît de profonds bouleversements. Aussi les formations proposées permettent-elles de bien appréhender et comprendre les évolutions et les grands enjeux du secteur bancaire, comme la transformation en cours du business model. En complément, ont été proposées en 2018 des formations sur des sujets tels que l'histoire du réseau Banque Populaire, le modèle coopératif de Banque Populaire, la gouvernance (le rôle et les responsabilités de l'administrateur), la posture de l'administrateur (développement personnel : participation active aux conseils d'administration/challenger les idées), la gestion des risques (notamment la prévention des risques de fraude et de corruption), les opportunités de la RSE et son intégration dans la stratégie d'entreprise.

La Banque Populaire Grand Ouest s'appuie depuis 2014 sur un outil de gestion en ligne des formations dédiées aux administrateurs Banque Populaire, l'Académie des administrateurs, qui répond à plusieurs objectifs :

- offrir une vue complète du catalogue des formations proposées par la Fédération ;
- permettre aux administrateurs de s'inscrire en ligne aux formations et d'accéder à leur historique des formations suivies ;
- faciliter l'accès à l'auto-formation grâce à des modules e-learning et des vidéos ;
- mesurer la satisfaction et la pertinence des thématiques traitées dans le cadre des séminaires de formation pour permettre à la Fédération d'être en adéquation avec les attentes et les besoins des administrateurs.

Le programme de formation permet aux administrateurs de définir les meilleures orientations et de nourrir les débats des instances de la Banque, dans l'intérêt de l'ensemble de ses clients et sociétaires.

Animation du sociétariat

Les 335 142 sociétaires de la Banque Populaire Grand ouest constituent le socle de son modèle coopératif. Ils détiennent son capital social. Ils votent lors de l'assemblée générale et

élistent directement les administrateurs qui les représentent au sein du conseil d'administration. En 2018, ce sont plus de 19 % des sociétaires qui se sont exprimés en votant. Consciente de l'importance d'engager ses sociétaires dans sa gouvernance coopérative, la Banque organise un certain nombre de réunions et d'événements en plus de l'Assemblée Générale. Les sociétaires sont régulièrement conviés à des réunions en agence ou à des soirées dédiées au cours desquelles ils peuvent échanger avec des dirigeants et des administrateurs sur l'actualité de leur banque.

Plusieurs centaines de sociétaires participent chaque année aux initiatives locales organisées en agence dont la vocation est de promouvoir le modèle coopératif et l'engagement responsable des marques Banque Populaire Grand Ouest et Crédit Maritime Grand Ouest.

D'autres sociétaires agissent au sein de clubs locaux pour identifier les associations emblématiques du territoire et leur apporter un soutien financier par l'intermédiaire de la Fondation.

Enfin, 40 d'entre eux accompagnent bénévolement les clients porteurs de microcrédits personnels et professionnels.

2 .2.3.2 Une conduite des affaires guidée par l'éthique et l'exemplarité

Promouvoir une culture déontologique

Le Groupe BPCE s'est doté d'un code de conduite groupe en 2018 conformément à son plan stratégique. Celui-ci a été validé par le comité de direction générale et le comité coopératif et RSE, émanation du conseil de surveillance.

Il s'agit d'un code :

- reposant sur des valeurs et des standards internationaux ;
- pratique, avec des cas concrets illustratifs ;
- en trois étapes: un message de la direction générale et des principes de conduite, une approche métiers pour la conception des cas pratiques (intérêt du client, responsabilité employeur, responsabilité sociétale) et une validation et un déploiement dans les établissements.

LES PRINCIPES D'ACTION

Intérêt du client et du sociétaire	Responsabilité employeur et salariés	Responsabilité sociale
Favoriser un esprit d'ouverture et une relation de confiance	Promouvoir l'exemplarité, l'exigence et la bienveillance	Contribuer à une économie de marché humainement responsable
Garantir un traitement équitable des clients	Promouvoir le respect des collaborateurs et leur développement professionnel	Être un groupe bancaire inclusif et ouvert à tous
Protéger les intérêts du client et du sociétaire	Agir avec éthique professionnelle en toute circonstances	Agir efficacement pour la protection de l'environnement et la mutation énergétique vers une économie carbonée
Communiquer en toute transparence	Assurer la pérennité du groupe BPCE	Promouvoir le respect des droits de l'Homme dans toutes nos activités

La Banque Populaire Grand Ouest s'attèlera en 2019 à en déployer les principes via le dispositif de communication et de formation prévu.

Lutte contre le blanchiment, prévention de la fraude et prévention de la corruption

La Banque Populaire Grand Ouest s'adosse à l'engagement du Groupe BPCE au Global Compact qui a été renouvelé en 2018. Le Global Compact (Pacte mondial des Nations Unies) recouvre dix principes, relatifs au respect des droits de l'Homme, des normes internationales du travail, de la protection de l'environnement et de la prévention de la corruption. Le Groupe BPCE a obtenu le niveau Advanced, qui est le plus haut niveau de différenciation du Global Compact des Nations Unies, et exprime ainsi sa volonté au plus haut niveau de poursuivre la prise en compte de ces principes dans la mise en œuvre de sa stratégie, dans sa culture d'entreprise et l'exercice de ses métiers.

La prévention de la corruption fait partie des dispositifs de sécurisation financière des activités de la Banque Populaire Grand Ouest, et notamment :

- A travers la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la lutte contre la fraude, la surveillance des personnes politiquement exposées, le respect des embargos Ces éléments sont détaillés dans le chapitre 2.7.8.2 de ce rapport annuel.
- Le respect par les collaborateurs des règles de déontologie et d'éthique professionnelles en appliquant les politiques de prévention des conflits d'intérêts, le respect des politiques de cadeaux, avantages et invitations, les principes de confidentialité et de secret professionnel. Des sanctions disciplinaires sont prévues pour manquement au respect des règles professionnelles régissant les activités des entreprises du Groupe.
- La vigilance apportée aux contributions politiques ou à des agents publics, les donations, le mécénat et le sponsoring, ainsi que le lobbying.
- L'encadrement des relations avec les intermédiaires et les apporteurs d'affaires : contrats standardisés dans le groupe décrivant les prestations et obligation réciproques et fixation contractuelle des rémunérations.
- Une cartographie d'exposition aux risques de bonne conduite du personnel
- Une formation réglementaire relative aux règles de l'éthique professionnelle et de lutte contre la corruption sous forme d'e-learning.

Un dispositif de recueil d'alertes est à la disposition des collaborateurs et intégré aux règlements intérieurs. Une procédure est mise à disposition des collaborateurs.

La Banque Populaire Grand Ouest dispose par ailleurs de normes et procédures encadrant la connaissance client et des diligences de classification et de surveillance des clients. Dans le cadre de l'organisation du contrôle interne, des outils d'alertes, de détection et des plans de contrôle permanent contribuent à la sécurité du dispositif. Ces éléments sont

détaillés dans le chapitre 2.6 (Organisation et activité du Contrôle interne) de ce rapport annuel.

La Banque Populaire Grand Ouest dispose également de normes et procédures comptables conformes aux standards professionnels. Le dispositif de contrôle interne relatif à l'information comptable vise à vérifier les conditions d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de l'information, notamment en garantissant l'existence de la piste d'audit au sens de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne. Ce dispositif de contrôle participe au plan de prévention et de détection de fraude et aux faits de corruption ou de trafic d'influence.

Plus globalement, ces dispositifs sont formalisés et détaillés dans la charte faïtière relative à l'organisation du contrôle interne groupe et la charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents.

En 2018, 934 collaborateurs de la Banque Populaire Grand Ouest ont été formés à l'éthique professionnelle et à la lutte contre la corruption.

Marketing responsable et protection des intérêts des clients

Surveillance des produits et analyse RSE des nouveaux produits et services

Une procédure de validation des nouveaux produits et services bancaires et financiers destinés à la clientèle des deux réseaux a été mise en place par le Groupe BPCE en septembre 2010. Cette procédure vise principalement à assurer une maîtrise satisfaisante des risques liés à la commercialisation de ces produits et services auprès de la clientèle par la prise en compte, tant dans la conception des produits, les documents promotionnels que dans les modalités de commercialisation, des diverses exigences réglementaires en la matière, visant en particulier à protéger les intérêts de la clientèle ainsi que de ses données personnelles. Cette attention portée à la protection des intérêts et des données des clients s'est accrue avec le développement des offres de services et des applications digitales dans les domaines bancaire et financier.

Elle mobilise les différentes expertises existant au sein de BPCE (notamment juridique, finances, risques, systèmes d'information, conformité, fiscalité, sécurité) dont les contributions, réunies dans le cadre du comité d'étude et de validation des nouveaux produits Groupe (CEVANOP), permettent de valider chaque nouveau produit ou service avant sa mise en marché par les établissements. Afin de fluidifier et de sécuriser le processus de validation des offres commerciales et de réduire le volume des dossiers sous format papier, un outil informatique collaboratif (i.e. workflow) a été mis en place en juillet 2017 dans le Système d'information (SI) de BPCE appelé 'Plateforme CEVANOP'. Cette procédure mise en œuvre à l'échelon de l'organe central au bénéfice des établissements des deux réseaux est complétée par la Banque Populaire Grand Ouest à l'échelon local pour assurer une mise en marché des produits ainsi

validés auprès de ses clients conforme à leurs besoins et leurs attentes dans une optique de maîtrise des risques.

Un dispositif analogue s'applique aux processus de vente, notamment de vente à distance, ainsi qu'aux supports commerciaux utilisés pour la promotion courante des produits et services auprès de la clientèle.

Par ailleurs, la conformité coordonne la validation des défis commerciaux, s'assure que les conflits d'intérêts sont encadrés et que la primauté des intérêts des clients est prise en compte.

La conformité veille tout particulièrement à ce que les procédures et parcours de vente, ainsi que politiques commerciales, garantissent à tout moment et pour tous les segments de clientèle, le respect des règles de conformité et déontologiques, notamment que le conseil fourni au client est adapté à ses besoins.

La Banque Populaire Grand Ouest n'a pas mis en place de dispositif d'étiquetage systématique de la RSE sur l'ensemble de ses produits bancaires. Les produits à forte connotation RSE, produits environnementaux et produits solidaires et sociaux, sont placés dans une gamme spécifique afin d'être bien identifiés par les clients, notamment les offres de produits financiers (OPCVM) de la gamme Mirova ainsi que de Fonds pour le financement des PME, en particulier innovantes (FIP, FCPI) (voir partie 6.2.1 « Investissement responsable »).

Transparence de l'offre

La Banque Populaire Grand Ouest veille avec une attention particulière à la correcte information du client tant par l'affichage en agence, que dans la documentation contractuelle, précontractuelle ou commerciale. À ce titre, la Banque Populaire Grand Ouest s'appuie sur un guide de conformité listant l'ensemble des obligations en la matière fourni par le groupe. Celui-ci est complété par le dispositif de gouvernance produit, garantissant la validation a priori de l'ensemble de la documentation commerciale par la direction de la Conformité et/ou Juridique. Afin de mobiliser autour de la prévention de ces risques, des formations sont déployées sur la sensibilisation au droit bancaire (protection de la clientèle : obligation de conseil du banquier, protection de l'emprunteur face au surendettement...), le droit au compte et la clientèle fragile.

Protection de la clientèle

La conformité des produits et services commercialisés et la qualité des informations fournies renforcent la confiance des clients et fondent la réputation du groupe. Pour maintenir cette confiance, la fonction conformité place la notion de protection de la clientèle au cœur de ses activités.

A cette fin, les collaborateurs de la Banque Populaire Grand Ouest sont régulièrement formés sur les sujets touchant à la protection de la clientèle afin de maintenir le niveau d'exigence requis en termes de qualité de service. Les formations visent en premier lieu à transmettre une culture de conformité et de protection de la clientèle aux nouveaux

entrants et/ou collaborateurs de la force commerciale. De plus une formation à la déontologie a été mise en place intitulée « Les incontournables de l'éthique professionnelle ». Les nouvelles réglementations relatives aux marchés des instruments financiers (MIF2) et PRIIPS (Packaged Retail Investment and Insurance-based Products pour uniformiser l'information précontractuelle des produits financiers packagés), qui font l'objet d'une attention particulière de la part de la Banque Populaire Grand Ouest, renforcent tout particulièrement la transparence des marchés et la protection des investisseurs.

Conformité des services d'investissement

Concernant le périmètre des services d'investissement, BPCE a fait évoluer dispositif de commercialisation en matière d'épargne financière pour intégrer les impacts de la directive et du règlement européen sur les Marchés d'Instruments Financiers (MIF2), de la directive sur la distribution d'assurance et de la réglementation PRIIPs.

Dans le cadre de la transposition des directives et règlements market abuse, la Banque Populaire Grand Ouest s'appuie sur un outil groupe de restitution et d'analyse des alertes en matière d'abus de marchés.

Elle s'appuie également sur la circulaire groupe relative aux abus de marché mise à jour et sur une formation spécifique à l'analyse des alertes sur les abus de marché qui y est adossée. Celle-ci est proposée aux collaborateurs de la filière conformité de la Banque Populaire Grand Ouest, en charge de ce suivi, permettant de renforcer la vigilance en matière d'abus de marché. 869 collaborateurs ont suivi la formation « Abus de marché ».

Politique satisfaction clients et qualité

Ce volet est traité dans la partie 2.2.4.1

« Un accompagnement personnalisé de tous les clients ».

Protection des données et cybersécurité

Organisation

La Banque Populaire Grand Ouest s'appuie sur la direction Sécurité du groupe BPCE (DS-G) qui définit, met en œuvre et fait évoluer les politiques SSI groupe. Elle assure le contrôle permanent et consolidé de la SSI ainsi qu'une veille technique et réglementaire. Elle initie et coordonne les projets de réduction des risques sur son domaine.

En tant qu'acteur du dispositif de contrôle permanent, le directeur Sécurité groupe est rattaché au département conformité, sécurité et risques opérationnels. La direction Sécurité groupe entretient par ailleurs au sein de l'organe central des relations régulières avec la direction de l'Inspection générale du groupe.

Une filière SSI est mise en place au sein du Groupe BPCE. Elle regroupe le responsable de la sécurité des systèmes d'information groupe (RSSI-G), qui anime cette filière, et les responsables SSI de l'ensemble des entreprises, dont celui de la Banque Populaire Grand Ouest.

À ce titre, le responsable SSI de la Banque Populaire Grand Ouest est rattaché fonctionnellement au RSSI-G. Ce lien fonctionnel se matérialise par des actions d'animation et de coordination. Il implique notamment que le responsable SSI de la banque :

- s'assure de l'adoption de la politique sécurité des systèmes d'information groupe et qu'il soumette les modalités d'application de la politique SSI groupe à la validation du responsable SSI groupe préalablement à son approbation par la direction générale et à sa présentation au conseil d'administration ou au comité de direction de la banque ;
- réalise un reporting concernant son niveau de conformité à la politique SSI groupe, les modalités de contrôle permanent SSI mis en place, le niveau de risques SSI, les principaux incidents SSI et les actions engagées, qu'il transmet au RSSI groupe.

Travaux réalisés en 2018

La Banque Populaire Grand Ouest s'appuie sur la politique sécurité des systèmes d'information groupe (PSSI-G) qui matérialise les exigences de sécurité. Elle est composée d'un cadre SSI adossé à la charte risques conformité et contrôle permanent groupe, de 391 règles classées en dix-neuf thématiques et trois documents d'instructions organisationnelles⁽²⁾. Elle fait l'objet d'une révision annuelle dans le cadre d'un processus d'amélioration continue. La révision 2018 de la PSSI-G prend notamment en compte les résultats des travaux d'évaluation de conformité et d'estimation du niveau d'enjeu de chacune des règles de la PSSI-G, menés au cours de l'année avec l'ensemble des établissements et l'évolution de l'organisation et de la gouvernance.

Le dispositif de pilotage de la gouvernance et des risques SSI a été renforcé en 2018 notamment par l'intégration de nouvelles fonctionnalités dans la plate-forme Archer de cartographie des risques SSI :

- gestion de la PSSI-G permettant de piloter et d'animer :
 - L'identification des règles de la PSSI-G applicables à son périmètre (détourage),
 - L'évaluation de sa conformité aux règles détournées de la PSSI-G,
 - L'instruction de dérogations portant sur les règles détournées pour lesquelles un défaut de conformité est constaté ;
- gestion des plans d'action SSI ;
- classification des actifs du SI.

Les dispositifs mis en œuvre dans le cadre du règlement général de protection des données (RGPD)

La Banque Populaire Grand Ouest s'inscrit dans le dispositif d'accompagnement RGPD des projets mis en place dans le cadre du programme groupe de mise en conformité aux exigences du règlement européen relatif à la protection des données personnelles (RGPD), y compris les projets digitaux :

Organisation

- nomination d'un Data Protection Officer (DPO) ;
- mise en place d'une filière protection des données personnelles ;
- nomination de référents informatique et libertés (RIL) au sein des directions métier ;
- formation du DPO ;
- définition et mise en œuvre d'un parcours de sensibilisation à la protection des données pour l'ensemble des collaborateurs.

Moyens

- mise en œuvre d'un programme groupe RGPD structuré en 12 projets couvrant les différents thèmes : juridique/réglementaire, conformité, informatique, ressources humaines, process, sous-traitance ;
- cartographie des traitements informatiques des données personnelles ;
- mise en place d'un centre d'expertise mutualisé pour l'accompagnement et le support aux projets en matière de protection des données à caractère personnel : analyse de risques, identification de mesures de réduction des risques et de protection, etc.
- capitalisation sur les moyens déjà mis en œuvre pour la sécurité des systèmes d'information et la lutte contre la cyber criminalité :
 - politique de sécurité des systèmes d'Information (PSSI-G) matérialisant les exigences de sécurité ;
 - défense en profondeur notamment par la définition et la mise en œuvre de bonnes pratiques pour le développement sécurisé d'applications ;
 - dispositifs d'identification des fuites d'information ;
 - dispositif collectif de vigilance cyber-sécurité, VIGIE ;
 - CERT (Computer Emergency Response Team).

Contrôles

- vérification de la mise en œuvre effective des règles de la PSSI-G au travers d'un dispositif de contrôle permanent réalisé par la Banque Populaire Grand Ouest ;
- spécification d'un référentiel groupe de contrôle permanent RGPD destiné à vérifier l'application des exigences groupe de protection des données à caractère personnel.

Les dispositifs mis en œuvre pour lutter contre la cybercriminalité

Avec la transformation digitale, l'ouverture des systèmes d'information de la Banque Populaire Grand Ouest sur l'extérieur se développe (cloud, big data, etc.). Plusieurs de ces processus sont progressivement dématérialisés. L'évolution des usages des collaborateurs et des clients

engendre également une utilisation plus importante d'internet et d'outils technologiques interconnectés (tablettes, smartphones, applications fonctionnant sur tablettes et mobiles, etc.).

De ce fait, le patrimoine de la Banque Populaire Grand Ouest est sans cesse plus exposé aux cybermenaces. Ces attaques visent une cible bien plus large que les seuls systèmes d'information. Elles ont pour objectif d'exploiter les vulnérabilités et les faiblesses potentielles des clients, des collaborateurs, des processus métier, des systèmes d'information ainsi que des dispositifs de sécurité des locaux et des datacenters.

La BCE a mené en 2016 un audit cybersécurité au sein du Groupe BPCE portant sur la gouvernance du groupe en matière de risques, de cybersécurité et d'informatique, avec un focus spécifique sur la sécurité de la banque en ligne des Banques Populaires. Les recommandations ont été transmises au Groupe BPCE à l'été 2017.

Plusieurs actions ont été poursuivies en 2018, afin de renforcer les dispositifs de lutte contre la cybercriminalité :

Renforcement des contrôles d'accès aux applications

En lien avec Natixis, le groupe a renforcé le dispositif, initié en 2015, de révision des droits d'accès aux SI transversaux (Natixis, BPCE) accordés aux établissements. Le nombre d'applications du périmètre de révision a été étendu à 58 applications en 2018.

Renforcement de la détection des flux et des événements atypiques au sein des systèmes d'information (détection des cyberattaques) :

- constitution d'un Security Operation Center (SOC) groupe unifié intégrant un niveau I, fonctionnant en 24x7 ;
- intégration du CERT (Computer Emergency Response Team) Groupe BPCE à la communauté InterCERT-FR animée par l'ANSSI ;
- projet en cours de renforcement de la présence au sein de communauté de CERT européenne ;
- élargissement planifié début 2019 de la communauté VIGIE, dispositif collectif de vigilance du Groupe, aux établissements bancaires Banques Populaire pour améliorer les échanges et la veille concernant les SI privés de ces établissements.

Sensibilisation des collaborateurs à la cybersécurité

Outre le maintien du socle commun groupe de sensibilisation des collaborateurs à la SSI, l'année 2018 a été marquée, pour le groupe, par l'élaboration d'un nouveau plan de formation/sensibilisation SSI pour mise en œuvre en 2019 et par la participation au « mois européen de la cybersécurité ». De nouvelles campagnes de sensibilisation des collaborateurs ont par ailleurs été menées :

- parcours de sensibilisation RGPD ;
- test de phishing et campagne de sensibilisation au phishing ;
- participation aux réunions d'accueil des nouveaux collaborateurs.

A la Banque Populaire Grand Ouest c'est ainsi 2604 collaborateurs qui ont été formés à ces enjeux.

Achats et relations fournisseurs responsables

La politique achats de la Banque Populaire Grand Ouest s'inscrit dans celle du Groupe BPCE, signataire depuis décembre 2010 de la charte relations fournisseur responsables. Cette charte a été conçue afin d'inciter les entreprises à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. L'objectif est de faire évoluer les relations entre clients et fournisseurs afin de construire, dans un cadre de confiance réciproque, une relation durable et équilibrée entre ces derniers, ceci afin de soutenir l'économie nationale en privilégiant les démarches partenariales, le dialogue et le savoir-faire des professionnels de l'achat⁽³⁾.

La Banque Populaire Grand Ouest s'est vu décerner le label Relations Fournisseur Responsables, qui distingue les entreprises françaises ayant fait preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs, notamment en matière de délais de paiement. Ce label, d'une durée de trois ans, vient récompenser la mise en application des dix engagements pris par le Groupe BPCE lors de la signature, en 2010, de la Charte Relations Fournisseur Responsables, conçue par la Médiation inter-entreprises et la Compagnie des dirigeants et acheteurs de France. Des audits de suivi annuels permettront de vérifier que les bonnes pratiques vis-à-vis des fournisseurs du Groupe BPCE sont effectivement mises en œuvre de façon permanente par les entreprises labellisées : respect des intérêts fournisseurs, intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans les procédures achats, qualité des relations fournisseurs...

La Banque Populaire Grand Ouest inscrit également ses actions en matière d'achats responsables dans le cadre du projet national « Agir ensemble pour des achats responsables » (AgiR), lancé par BPCE en 2012. Cette démarche a pour objectif de promouvoir une performance globale et durable à travers l'implication des entreprises du Groupe BPCE et les fournisseurs.

Des formations sur les achats solidaires sont également dispensées par le biais des « Matinales achats ». La Banque Populaire Grand Ouest a pu suivre ce dispositif en 2018.

Par ailleurs, la Banque Populaire Grand Ouest met également tout en œuvre afin de limiter le délai de paiement de ses fournisseurs. Ce délai s'est allongé en 2018 (35,46 jours) du fait des travaux relatifs à la fusion informatique, bancaire et organisationnelle, conduits tout au long de l'année. Un plan d'action a été mis en place pour rapidement revenir au délai constaté avant la fusion (28 jours).

Enfin, la Banque Populaire Grand Ouest souhaite évaluer ses fournisseurs sur leur performance RSE. Dans ce cadre, elle fait compléter un questionnaire à ses fournisseurs via un outil d'autoévaluation RSE qui lui permet de mesurer le niveau de maturité de ses fournisseurs en la matière à partir de 50 000 € HT cumulé annuel par fournisseur.

Achats au secteur adapté et protégé

Depuis juillet 2010, la filière achats s'est inscrite dans l'ambition de responsabilité sociétale du Groupe BPCE en lançant la démarche PHARE (politique handicap et achats responsables). Elle est portée par les filières achats et ressources humaines pour contribuer à l'insertion professionnelle et sociale des personnes fragilisées par un handicap en sous-traitant certaines activités au secteur du travail protégé et adapté (STPA). En 2018, la Banque Populaire Grand Ouest confirme cet engagement avec près de 635 000 € HT de dépenses effectuées auprès du STPA. Les achats confiés par la Banque Populaire Grand Ouest contribuent à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap puisqu'ils correspondent à 28.61 Equivalents Temps Plein (ETP).

2.3.3 Les salariés au cœur du modèle

Dans un environnement en pleine mutation, la Banque Populaire Grand Ouest s'attache à mener une politique responsable de développement des ressources humaines :

- Résolument orientée vers la valorisation des compétences et la réalisation professionnelle des collaborateurs ;
- Respectueuse des personnes dans toutes leurs diversités ;
- Tant pour réussir l'intégration de nouveaux salariés, que pour garantir le développement des compétences des collaborateurs, afin d'accompagner à la fois leur adaptation dans leur métier et leur évolution professionnelle.

Emploi et formation

Emploi

L'attractivité employeur, l'employabilité et la formation des collaborateurs sont inscrits dans les axes de développement du plan stratégique « Let's Go ! » de la Banque avec l'ambition que chaque collaborateur ait un projet professionnel formalisé d'ici à 2020 et d'être une entreprise de premier plan pour l'engagement de ses collaborateurs et leur fierté d'appartenance.

Banque Populaire Grand Ouest propose à chaque collaborateur de s'inscrire dans un parcours professionnel qui ouvre de multiples passerelles et permet d'accéder aux différents métiers. Parce que la Banque Populaire Grand Ouest est née d'un esprit entrepreneurial de femmes et d'hommes, le plan stratégique Let's Go traduit la volonté de faire grandir en compétence, autonomie et initiative pour faire la différence.

La politique Ressources Humaines constitue ainsi un moteur essentiel de la dynamique de la Banque et un levier primordial pour l'atteinte de ses objectifs. Cette politique se traduit par une implication forte dans le développement des femmes et des hommes et toujours dans l'intérêt et pour la satisfaction de chacun.

Suite à la création de la nouvelle entité, cette politique est en cours d'harmonisation sur plusieurs thèmes : recrutement,

mobilité interne, développement des viviers, employabilité, Qualité de Vie au Travail (QVT), apprentissage, employabilité durable, posture et pratiques managériales, etc. Le suivi individualisé des salariés y occupe une place centrale. Le développement d'un nouveau portail RH améliore ce suivi en intégrant, au sein d'un même espace, toutes les données de son parcours au sein de la Banque. En parallèle, le déploiement d'un nouvel Entretien Annuel en 2019 et les Comités Mobilité Carrière (CMC) permettent d'examiner chaque année les parcours professionnels des collaborateurs.

En matière d'attractivité et de marque employeur, la Banque redéploie également son processus de recrutement et de mobilités internes, avec notamment l'amplification de sa présence sur les réseaux sociaux et la possibilité de se déclarer mobile fonctionnellement et/ou géographiquement, sur le territoire de la Banque Populaire Grand Ouest et plus largement sur les entreprises du Groupe BPCE.

Malgré un marché de l'emploi tendu, la Banque Populaire Grand Ouest reste parmi les principaux employeurs en région. Avec 3 387 collaborateurs fin 2018, dont 90 % en CDI, elle garantit et crée des emplois ancrés sur son territoire – 100 % des effectifs sont basés en France.

Répartition de l'effectif par contrat, statut et sexe

	2018		2017		2016	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
CDI/CDD						
CDI hors alternance	3 037	90	3 110 ⁽⁴⁾	91	3 158	91
CDD y compris alternance	350	10	322	9	308	9
TOTAL	3 387	100%	3 428	100%	3 466	100%

CDI et CDD inscrits au 31 décembre

Non cadre / cadre

Effectif non cadre	1 939	63,8	1 998	64,3	2 025	64,1
Effectif cadre	1 098	36,2	1 108	35,7	1 133	35,9
TOTAL	3 037	100%	3 106	100%	3 158	100%

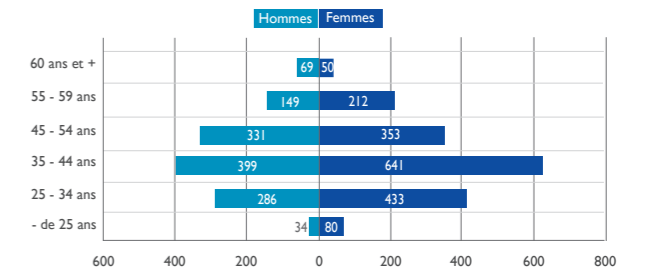
CDI inscrits au 31 décembre

Femmes / hommes

Femmes	1 769	58,2	1 776	57,2	1 781	56,4
Hommes	1 268	41,8	1 330	42,8	1 377	43,6
TOTAL	3 037	100%	3 106	100%	3 158	100%

CDI inscrits au 31 décembre

Pyramide des âges (effectif CDI)



La part importante de collaborateurs âgés de moins de 35 ans (27 % de l'effectif CDI) contribue à l'équilibre de la pyramide des âges et prépare le remplacement progressif des départs en retraite (15 % de l'effectif âgé de plus de 54 ans).

Pour assurer ce remplacement, la Banque Populaire Grand Ouest contribue pleinement à la vitalité du bassin de l'emploi des plus jeunes, au travers de la politique qu'elle mène en faveur de l'alternance – contrat d'apprentissage ou de professionnalisation – et ses actions de tutorat.

Répartition des embauches

	2018		2017		2016	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
CDI/CDD hors alternance	192	29	228	30	257	36
Dont cadres	25		30		31	
Dont femmes	123		139		176	
Dont jeunes moins de 25 ans	60		65		76	
CDD Y COMPRIS ALTERNANCE	470	71	523	70	465	64
TOTAL	662	100%	751	100%	722	100%

CDI et CDD inscrits au 31 décembre.

⁽⁴⁾ Donnée corrigée par rapport à celle communiquée dans le rapport RSE 2017

Répartition des départs CDI et CDD par motifs

	2018		2017		2016	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Départ en retraite	66	11.0	90	13.1	98	15.6
Démission	107	17.8	82	12.0	109	17.3
Mutation groupe	15	2.5	21	3.1	21	3.3
Licenciement	53	8.8	42	6.1	38	6.0
Rupture conventionnelle	18	3.0	29	4.2	28	4.4
Rupture période d'essai	53	8.8	66	9.6	37	5.9
Décès	4	0.7	4	0.6	0	0.0
Transformation CDD en CDI	53	8.8	54	7.9	53	8.4
Fin de CDD	232	38.6	298	43.4	246	39.0
TOTAL	601	100%	686	100%	630	100%

Taux de sortie des CDI et CDD en %

2018	2017	2016
17,7	20,0	18,2

Développer l'employabilité des collaborateurs

Dans cette période de transformation profonde et rapide de l'ensemble des métiers de la banque, la Banque Populaire Grand Ouest souhaite mobiliser les ressources et dispositifs pour favoriser la montée en compétence de ses collaborateurs, les accompagner dans l'évolution de leur métier et concourir ainsi au développement de leur employabilité.

Faire la banque de demain avec les collaborateurs d'aujourd'hui, les accompagner dans la transformation des métiers, créer les conditions favorables aux évolutions professionnelles... Ces ambitions au service de l'employabilité des collaborateurs passent nécessairement par un renforcement de notre politique de développement des compétences. Le plan de formation qui en découle permet d'accompagner les changements, de les encourager et d'adapter les compétences aux enjeux qui contraignent la banque, mais qui lui ouvrent aussi de nouveaux horizons.

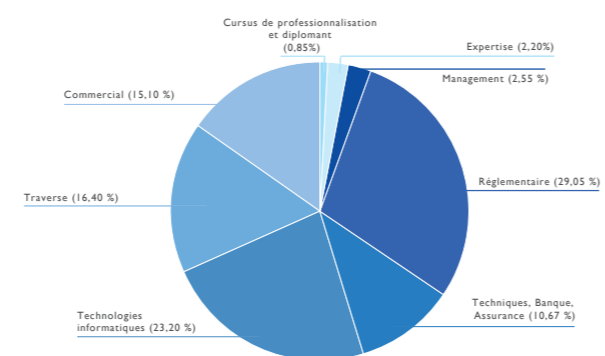
Les ambitions inscrites dans le plan stratégique « Let's Go ! » prévoit un projet professionnel formalisé pour chacun et 100 % des collaborateurs formés avec 1 formation/an et par collaborateur (hors réglementaire). Une direction de la formation a été créée en 2018 pour mieux appréhender la transformation des métiers siège et réseau, où des chargés

d'études formation sont désormais dédiés à des métiers siège ou réseau. Plus largement, la direction de la formation travaille en synergie et en transversal avec les autres services de la Banque Populaire Grand Ouest au succès d'un objectif commun : la réussite de toutes et tous.

De nombreux chantiers accompagnent ces ambitions stratégiques : développement du self-care, programme de formations managériales, former et entraîner les collaborateurs au service client et la qualité relationnelle en proposant différentes méthodes pédagogiques. Enfin, la gestion prévisionnelle des emplois et carrières avec le développement d'un nouveau portail RH permet d'améliorer le suivi individualisé d'un collaborateur. Il intègre les données de son parcours au sein de la banque et lui permet d'avoir un parcours professionnel individualisé. L'entretien annuel et le Comité Mobilité Carrière permettent d'alimenter et d'enrichir les attentes du collaborateur et les besoins de l'entreprise.

En 2018, le pourcentage de la masse salariale consacrée à la formation continue s'élève à 5,06 %. La Banque Populaire Grand Ouest se situe ainsi au-delà de la moyenne du secteur, autour de 4 % et de l'obligation légale de 1 %. Cela correspond à un volume de 93084 heures de formation et 97 % de l'effectif formé. Parmi ces formations, 63,1 % avaient pour objet l'adaptation des salariés à leur poste de travail et le maintien de leur capacité à trouver un emploi et 36,9 % le développement des compétences.

Répartition du nombre de collaborateurs par domaine de formation sur l'année 2018



Des politiques RH au service des salariés dans leur quotidien

Egalité professionnelle et politique de diversité

La Banque Populaire Grand Ouest est une banque universelle, ouverte à tous et proche de ses clients au plus près des territoires.

Il est donc essentiel pour elle de garantir un traitement équitable visant à réduire les inégalités constatées et à développer un environnement respectueux des différences liées à l'identité sociale de chacun (âge, sexe, origine,

ethnie...) en dehors de tout préjugé.

La Banque Populaire s'est ainsi engagée en faveur de la diversité à travers des objectifs affichés et des actions concrètes.

Elle a poursuivi ses objectifs dans quatre domaines prioritaires : l'égalité professionnelle hommes/femmes, l'emploi des personnes en situation de handicap, la gestion intergénérationnelle et l'égalité des chances.

Au titre de la diversité, l'engagement s'est concrétisé pour la Banque Populaire Grand Ouest par la signature de la charte de la diversité. La Banque est également partenaire du réseau national FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) au travers de FACE Loire Atlantique. Elle y est très active et occupe le poste de secrétaire du bureau.

Les collaborateurs en charge du recrutement au sein de la Banque Populaire Grand Ouest ont bénéficié d'une formation « Recruter sans discriminer ».

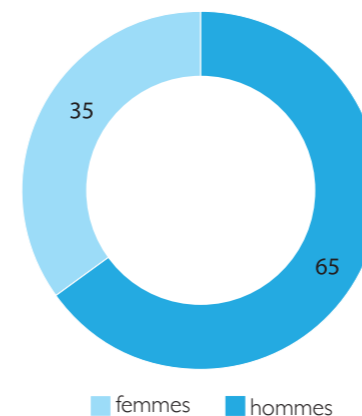
Egalité professionnelle

L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes fait l'objet d'une attention particulière pour la Banque Populaire Grand Ouest. Si 58,2 % des effectifs sont des femmes, ces dernières restent moins représentées aux postes d'encadrement et de direction – la représentation des femmes dans l'encadrement s'élève à 35 %.

La Banque Populaire Grand Ouest affirme de longue date sa volonté d'équité entre les hommes et les femmes qui font l'entreprise et contribuent à sa réussite. La valeur de l'index Egalité Femmes-Hommes 2018 observé dans notre entreprise représente 78 points, pour un seuil minimum à 3 ans de 75 points selon les directives du Ministère du Travail.

La tendance est à la résorption de ces inégalités, grâce à une politique de recrutement et de gestion des carrières qui promeut la mixité et la représentation équilibrée des hommes et des femmes à tous les niveaux de l'entreprise.

Taux de féminisation de l'encadrement (en %)



La part des femmes dans l'encadrement continue à progresser. Elle est passée de 34,1 % en 2017 à 35 % à fin 2018.

Le réseau mixité « Les Elles du Grand Ouest » a été créé en 2017 et compte aujourd'hui plus de 400 membres connectés sur le réseau social interne. Il organise des événements réguliers tels que des conférences et des ateliers de développement professionnel et personnel à l'attention de ses membres, des sensibilisations auprès de la ligne managériale et des rencontres informelles sous forme de petit-déjeuner. Action phare du réseau : un dispositif de mentoring a été lancé et 36 collaboratrices en ont bénéficié.

La Banque Populaire Grand Ouest est partenaire de Capital Filles, association qui accompagne les lycéennes dans leur orientation professionnelle. 21 collaboratrices de l'entreprise se sont engagées bénévolement comme marraine auprès de jeunes filles en classe de terminale (pour les aider dans leurs choix d'orientation, les informer sur les secteurs d'activité et les métiers, témoigner de leur parcours professionnel, leur proposer une immersion...).

La 6^e promotion de la formation « Ambiti'Elles » a été lancée pour accompagner les collaboratrices dans leur réflexion sur leur projet professionnel, notamment sur des fonctions d'encadrement. 20 collaboratrices ont suivi ce programme cette année. Les Comités Mobilité Carrières sont également un outil de détection des projets d'encadrement de femmes.

Des collaboratrices cadres ont également suivi la formation Groupe BPCE « Réussir sa carrière au féminin ».

Afin d'accélérer la progression de la mixité et de viser la parité dans les principaux métiers quel que soit le niveau hiérarchique, la Banque Populaire Grand Ouest a pris l'engagement de mener des actions dans les principaux domaines suivants : le recrutement, la formation, la promotion professionnelle, la rémunération, l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle, la sensibilisation.

Toutes ces actions ont permis aux ex-Banques Populaire Atlantique et de l'Ouest d'obtenir le label Egalité Professionnelle entre les femmes et les hommes décerné par l'AFNOR en 2017. L'objectif est de renouveler celui-ci à l'échelon Banque Populaire Grand Ouest en 2019.

En matière salariale, le ratio du salaire médian entre les hommes et les femmes est de 1.27.

Salaire de base médian de l'effectif CDI par sexe et par statut

	2018		2017	2016
	Salaire médian	Évolution		
Femme non cadre	29 245	+ 0.47 %	29 107	28 391
Femme cadre	44 518	+ 1.73 %	43 761	42 361
TOTAL des femmes	30 770	+ 0.55 %	30 600	30 000
Homme non cadre	30 138	- 0.48 %	30 284	29 360
Homme cadre	47 685	+ 0.72 %	47 345	45 714
TOTAL des hommes	38 989	+ 1.35 %	38 470	37 672

CDI hors alternance inscrits au 31 décembre

Ratio H/F sur salaire médian

	2018	2017	2016
Non Cadre	1.03	1.04	1.03
Cadre	1.07	1.08	1.08
TOTAL	1.27	1.26	1.26

CDI hors alternance inscrits au 31 décembre

En matière de politique salariale, la Banque Populaire Grand Ouest est attentive à la réduction des inégalités. Elle met en œuvre chaque année une procédure d'analyse et de révision des rémunérations individuelles et de leur évolution, par rapport aux objectifs partagés avec les collaborateurs.

Les accords relatifs à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes prévoient des actions et objectifs de réduction des écarts salariaux. A ce titre, l'accord des Négociations Annuelles Obligatoires 2018 dédie une enveloppe spécifique d'un montant de 50 000 euros.

La campagne de rémunération intègre un indicateur d'égalité professionnelle dans les critères de décision.

Emploi de personnes en situation de handicap

Depuis 2007, la Banque Populaire fait de l'intégration des travailleurs handicapés un des axes forts de sa lutte contre toutes les discriminations. En témoigne la signature d'un nouvel accord collectif national conclu pour la période 01/01/2017 au 31/12/2019 signé le 14 novembre 2016 en faveur de l'emploi des personnes handicapées, venu compléter et renforcer les précédents dispositifs, et la nomination de 2 référents « handicap » au sein de la Banque Populaire Grand Ouest.

Emploi de personnes handicapées

	2018	2017	2016
Emplois directs			
Taux d'emploi direct	3,96 %	4,03 %	4,82 %
Nombre de recrutements ⁽¹²⁾	11	24	6
Nombre d'adaptations de postes de travail	29	Donnée non disponible	Donnée non disponible
Emplois indirects			
Taux d'emploi indirect	0,92 %	1,00 %	0,32 %
TOTAL			
Taux d'emploi global	4,88 %	5,03 %	5,14 %

En 2018, la Banque Populaire Grand Ouest a poursuivi sa politique en faveur de l'intégration des travailleurs handicapés à travers diverses actions.

La Banque a continué à être présente sur des salons de recrutement de personnes en situation de handicap. Elle a participé à diverses manifestations de sensibilisation au handicap et a apporté son soutien à des structures telles que l'ADAPEI et l'APHPP dans l'organisation de réunions en mettant à disposition ses locaux. Enfin, 29 adaptations de poste ont été réalisées en 2018 pour des collaborateurs.

Une gestion intergénérationnelle

Dans le cadre de l'accord GPEC 2018/2020, le groupe BPCE s'est engagé en faveur du recrutement des jeunes et du maintien en emploi des seniors.

Pour atteindre cet objectif, des actions sont engagées dans différents domaines :

- Les conditions de travail
- L'évolution professionnelle
- L'aménagement des fins de carrière

La Banque Populaire Grand Ouest accompagne les seniors dans l'évolution de leur carrière professionnelle, sans discrimination relative à l'âge, puis les aide au moment de leur entrée en retraite, au travers de dispositifs spécifiques. Elle offre aux collaborateurs des dispositifs favorisant la transition entre activité et retraite tel que le dispositif de temps partiel senior ou le congé de fin de carrière.

Un entretien retraite et une formation sur la préparation à la retraite sont également proposés.

Amélioration de la qualité de vie au travail

En concertation avec la Commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) et les partenaires sociaux, la Banque Populaire s'attache à fournir à l'ensemble de ses collaborateurs des conditions de vie et de santé au travail garantissant la qualité de leur environnement professionnel et la sécurité de leur personne.

De plus, elle développe, avec l'aide de ses deux référents internes QVT, une politique de Qualité de Vie au Travail (QVT) pour sortir d'une simple logique de prévention des risques et favoriser aussi durablement l'engagement des salariés.

L'année 2018 a vu la poursuite et le renforcement des axes de développement de la Qualité de Vie au Travail impulsés par les accords signés antérieurement, notamment l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, le droit à la déconnexion, le télétravail et les transformations du travail induit par le digital.

La démarche de qualité de vie au travail préconisée au sein de la Banque Populaire Grand Ouest a pour objectif de renforcer son attractivité, d'améliorer l'engagement, la motivation professionnelle et la fidélisation de l'ensemble des collaborateurs, tout autant que de réduire le stress au travail et de diminuer l'absentéisme.

Une enquête d'écoute annuelle « Diapason » est menée auprès des collaborateurs, les résultats sont partagés et donnent lieu à des plans d'actions.

Lors de la refonte de l'entretien annuel initiée en 2018, la question de la QVT a été mise au cœur de celui-ci.

Santé et sécurité

Absentéisme et accidents du travail et de trajet (avec arrêt de travail)

	2018	2017	2016
Taux d'absentéisme	5.60 %	6.12 %	6.48 %
Nombre d'accidents du travail	16	24	24

Même si la Banque Populaire Grand Ouest n'a pas signé d'accord formel sur la santé et la sécurité au travail, elle mène une politique volontariste en la matière.

Elle met en place des actions préventives afin d'accompagner les collaborateurs en contact avec les clients et exposés au risque d'agression, notamment par des formations et des dispositifs de sécurité.

En cas d'incivilité, un dispositif de déclaration, de traitement et d'accompagnement des collaborateurs concernés est mis en place avec notamment un soutien psychologique.

La Banque Populaire Grand Ouest travaille en équipe pluridisciplinaire avec les médecins du travail, les assistantes sociales, les psychologues. La Banque recourt à des experts externes tels que des ergonomes, informaticiens spécialistes des logiciels visuels ou encore des experts de la déficience auditive. Sous l'impulsion coordonnée de la CSSCT et de la Direction des Ressources Humaines, les problématiques identifiées donnent lieu à des mesures d'améliorations.

Les actions de sensibilisation grâce à des jeux concours ou des jeux sportifs ont été poursuivies avec notamment un challenge sportif interne permettent d'offrir des dons à des associations caritatives.

Des indicateurs de suivi de l'absentéisme ainsi que du nombre d'accidents de trajets et de travail sont mis en place et régulièrement partagés avec les partenaires sociaux.

Conciliation vie professionnelle - vie personnelle

La Banque Populaire est soucieuse de l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée de ses salariés. De manière générale, les collaborateurs ont la possibilité d'exercer leur activité à temps partiel : en 2018, 8,13 % des collaborateurs en CDI, dont 7,67 % de femmes, ont opté pour un temps partiel. Par ailleurs, elle accompagne ses collaborateurs dans leurs contraintes parentales en leurs proposant divers services et prestations sociales.

CDI à temps partiel par statut et par sexe

	2018	2017	2016
Femme non cadre	195	205	214
Femme cadre	38	36	38
TOTAL des femmes	233	241	252
Homme non cadre	7	15	19
Homme cadre	7	8	7
TOTAL des hommes	14	23	26

Un accord d'entreprise favorisant le temps partiel a été signé. Par ailleurs, la Banque et le Comité Social et Economique (CSE) accompagnent les collaborateurs dans leurs contraintes parentales en leur proposant divers services et prestations sociales (CESU, frais de garde, prime de rentrée scolaire, etc.).

Le socle social de la Banque Populaire Grand Ouest permet aux collaborateurs de travailler à distance (nomadisme ou télétravail).

Une expérience de services de conciergerie a été également démarrée en 2016.

Dialogue social

100 % des collaborateurs sont couverts par la convention collective de la branche des Banques Populaires. Le rythme de négociations en 2018 a été soutenu. En effet, 24 accords collectifs ont été signés, qui ont permis d'harmoniser le socle social de la Banque suite à la fusion.

Les élections professionnelles se sont tenues en juin 2018 et ont permis la mise en place du Comité Social et Economique (CSE) et ses instances spécifiques (CSSCT, commissions dédiées).

Respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

Dans le cadre de ses activités en France et à l'international la Banque Populaire Grand Ouest s'attache au respect des stipulations des conventions de l'OIT :

- Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective
- Elimination des discriminations en matière d'emploi et de profession (cf. partie « diversité » de ce rapport)

Dans le cadre de ses activités à l'international, chaque entité du groupe veille au respect des règles relatives à la liberté d'association et aux conditions de travail.

- Elimination du travail forcé ou obligatoire et abolition effective du travail des enfants

Conformément à la signature et aux engagements pris dans le cadre du Global Compact, la Banque Populaire Grand Ouest s'interdit de recourir au travail forcé, au travail obligatoire ou au travail des enfants au sens des conventions de l'Organisation Internationale du Travail, même si la législation locale l'autorise.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique achat, le Groupe BPCE fait référence à sa politique Développement Durable et à son adhésion au Global Compact ainsi qu'aux textes fondateurs que sont la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et les conventions internationales de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Les fournisseurs s'engagent à respecter ces textes dans les pays où ils opèrent, en signant les contrats comportant une clause spécifique s'y référant.

2.4 Au plus proche des clients

2.4.1 Un accompagnement personnalisé de tous les clients

Politique qualité

2018, année de lancement de « satisfaction 2020 » : permettre à la Banque Populaire de devenir la banque préférée des clients sur son territoire

En 2017, la Banque Populaire Grand Ouest s'est dotée des outils d'écoute les plus en pointe pour fournir les repères permettant d'engager efficacement l'action en faveur de la satisfaction client, et ceci sur l'ensemble des marchés.

A titre d'illustration, nos clients sont interrogés « à froid » une fois par an sur l'ensemble de l'expérience vécue avec la banque mais aussi « à chaud » à chaque fois qu'ils ont un entretien avec leur conseiller.

En 2018, ces dispositifs ont permis d'interroger au total 191 625 clients après un entretien et 100 % de clients (écoute à froid) sur la relation avec la Banque.

Au travers de ces volumes, nous captions la satisfaction client en temps réel afin d'engager en continue l'amélioration de l'expérience client que ce soit sur le mobile ou avec l'agence et le conseiller.

Cette satisfaction est aujourd'hui rendue visible en temps réel sur une application mobile pour tous les collaborateurs.

2018 a permis de franchir un cap significatif, puisqu'au-delà de l'écoute clients, le dispositif « satisfaction 2020 » met en œuvre deux grands programmes de transformation permettant à chaque établissement du groupe de challenger les meilleurs acteurs du marché sur son territoire :

- 1. « simple et proche et expert engagé » pour les marchés particuliers et professionnels.
- 2. « réactif et proactif » pour le marché des entreprises.

Ces programmes sont destinés à performer sur l'expérience dans la banque au quotidien mais aussi dans les moments clé et projets de nos clients.

Les leviers de la satisfaction client y sont clairement exprimés ainsi que les modalités pour chaque établissement pour les mettre en œuvre avec succès.

L'intelligence collective, les dimensions mutualistes et régionales du groupe ont permis d'identifier les meilleures pratiques au bénéfice de tous.

Ces programmes sont un succès d'adhésion et dès cette première année ont fait progresser significativement le Net Promoter Score (NPS) de 8 points sur le marché des particuliers, premier bénéficiaire du déploiement.

Les points de progrès portent notamment sur l'accessibilité et la réactivité de nos agences et conseillers aux sollicitations de nos clients qui sont des « basiques » en matière d'attente client.

La Banque engage à fin 2018 et en 2019, une nouvelle phase du programme avec le déploiement des « attitudes relationnelles » favorisant la recommandation des clients.

L'ambition est bien de proposer un service fiable, solide, réactif au quotidien et une expérience génératrice d'enchantement client au travers des postures relationnelles mise en œuvre sur tous les canaux de contact avec nos clients.

	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017	Evolution 2017-2018
Net Promoter Score SAE (dispositif écoute à froid)	Part : -5 Pro : -13	Part : -13 Pro : -16	+8 +3
NPS (QHD : écoute à chaud)	Part + Pro : 77	Part + Pro : 75	+2

Les leviers qui construisent le Net Promoter Score (NPS)



Gestion des réclamations

La Banque Populaire Grand Ouest est attentive à l'écoute des insatisfactions ou réclamations exprimées par la clientèle, que ce soit en agence ou à distance, y compris via les réseaux sociaux.

Le traitement des réclamations est organisé autour de trois niveaux successifs : l'agence ou le centre d'affaires en charge de la relation, le service relations clientèle et enfin le médiateur, indépendant, qui peut être saisi gratuitement si le désaccord persiste. Le médiateur, dont les moyens sont renforcés, dispose de son propre site internet, permettant notamment le dépôt en ligne des demandes de médiation.

Ce dispositif de traitement des réclamations ainsi que les modalités de contact des niveaux de recours sont communiqués aux clients sur les sites internet des établissements du groupe et à travers les guides tarifaires et les conditions générales.

Toutes les entités du Groupe BPCE disposent d'un service en charge des réclamations clients. Les modalités d'échange ou de transfert des réclamations entre les services relations clientèles des banques du groupe et ceux des filiales sont organisées afin que toute réclamation puisse recevoir une réponse dans les meilleurs délais.

Le dispositif de traitement des réclamations fait l'objet d'un pilotage attentif sur les motifs de plainte, les produits et services concernés par ces plaintes ainsi que les délais de traitement. Ce pilotage est communiqué périodiquement aux dirigeants des banques du groupe, aux directions chargées du contrôle interne ainsi qu'à toutes les structures commerciales.

35 % des réclamations sont traitées en moins de 10 jours. Le délai moyen de traitement en 2018 était de 17 jours.

Les collaborateurs s'efforcent de détecter au travers des réclamations tout dysfonctionnement, tout manquement, toute mauvaise pratique, afin de définir les actions correctrices à mener avec les directions concernées.

Cette démarche d'amélioration continue se nourrit également des commentaires transmis par les clients par le biais d'enquêtes de satisfaction et de la veille pratiquée sur Internet.

De manière complémentaire et pour répondre aux exigences réglementaires en matière de RELC (règlement extra-judiciaire des litiges de la consommation), depuis 2017, le réseau des Banques Populaires s'est doté d'un dispositif de médiation de la consommation adossé à sa Fédération Nationale. La Banque Populaire Grand Ouest bénéficie depuis le 7 décembre 2017 de ce service centralisé, destiné à proposer une solution amiable aux litiges opposant les établissements à leur clientèle non professionnelle.

Accessibilité et inclusion bancaire

Des agences proches et accessibles

La Banque Populaire Grand Ouest a fait du concept de proximité et de présence sur l'ensemble de son territoire une des clefs de sa réussite. Aujourd'hui encore, la Banque

Populaire Grand Ouest reste attentive à maintenir une forte présence locale. Fin 2018, la Banque Populaire comptait ainsi 6 agences en zones rurales et 10 agences en zones prioritaires de la politique de la ville ou à moins de 50m d'un quartier prioritaire⁽⁶⁾.

La Banque Populaire s'attache à rendre ses services accessibles aux personnes en situation de handicap. La priorité est la mise en conformité avec l'obligation légale d'assurer l'accessibilité des lieux publics aux personnes handicapées : à ce jour, 86 % des agences remplissent cette obligation.

Réseau d'agences	2018	2017	2016
Réseau			
Agences, points de vente	419	418	418
Accessibilité			
Nombre d'agences en zone rurale	6	7	5
Nombre d'agences en zone urbaine sensible (ZUS) ou à moins de 50m d'une ZUS	10	11	5
Agences accessibles aux personnes handicapées (loi handicap 2005)	86 % (données BPGO)	72 % (données BPArl)	65 % (données BPArl)

Portant haut les couleurs d'une banque responsable et engagée, la Banque Populaire Grand Ouest a ouvert la voie en incluant dans sa réflexion la notion d'égal accès pour tous à la communication et à l'information. Ainsi, elle propose un service de rendez-vous assisté par un traducteur en langue des signes, via un partenariat mis en place dès 2012 avec la société ACCEO. Chaque client sourd ou malentendant peut ainsi dialoguer avec son propre conseiller en local. Elle propose également l'édition gratuite sur demande des relevés de compte en braille.

Accompagner les clients en situation de fragilité financière

La Banque Populaire Grand Ouest actionne de multiples leviers pour une finance plus inclusive, en étant d'une part engagée dans le développement du microcrédit (cf. partie 5.2) et la prévention du surendettement.

Sur un total de 766 638 de clients particuliers, 7788 ont été identifiés comme étant en situation de fragilité financière. Ces clients sont contactés par courrier et par mail, afin que leur soit proposée l'Offre Clients Fragiles, adaptée à leur besoin et dont le montant des frais d'incident est plafonné.

L'action de la Banque Populaire Grand Ouest repose sur trois axes :

- **Renforcement de l'accès aux services bancaires**, par la mise en marché dès fin 2014, de l'offre spécifique destinée aux clients en situation de fragilité (OCF). Sur le fondement de la loi bancaire du 26 juillet 2013 instituant

⁽⁶⁾ Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont définis par la loi 2014-73 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Les zones concernées sont définies sur la base d'un critère unique de niveau de revenus des habitants, déterminant 1300 quartiers prioritaires. La liste est établie par les décrets 2014-1750 et 2014-1751, du 30 décembre 2014, respectivement pour la métropole et les DOM-TOM. Les délimitations sont consultables sur le géoportail.gouv.fr.

une offre destinée à la clientèle en situation de fragilité financière, les Banques Populaires ont élaboré et lancé en 2018, leur plan d'action pour renforcer la distribution de cette offre spécifique. L'objectif de la Banque Populaire Grand Ouest est de réaliser 30 % de souscriptions brutes entre fin 2018 et fin 2020.

- **Prévention du surendettement**, grâce à un dispositif complet qui comprend l'élaboration, par BPCE, d'un score de détection précoce des clients exposés à ce type de risque, une proposition d'entretien pour réaliser un diagnostic de la situation financière clients, des solutions et un accompagnement. C'est pour aller encore plus loin dans la prévention du surendettement que la Banque Populaire Grand Ouest a créé en 2013 une agence dédiée à l'accompagnement des clients fragiles : Grand Ouest Coopération.
- **Formation des personnels** à ces dispositifs et au suivi des mesures mises en place, à travers un module e-learning sur l'OCF déployé auprès des chargés de clientèle particuliers : 453 collaborateurs ont suivi ce module en 2018 à la Banque Populaire Grand Ouest. Concernant la prévention du surendettement, BPCE a élaboré un socle commun de sensibilisation à cette démarche, présentée sous la forme de classes virtuelles.

2.4.2 Une offre de produits favorables à la transition énergétique, écologique et solidaire

Financement de la transition énergétique pour une croissance verte

La Banque Populaire Grand Ouest travaille à l'intégration de la RSE au cœur même de son offre de service et de financement. Ses encours de financement de la transition énergétique s'élèvent à plus de 150 millions d'euros⁽⁷⁾. Elle s'est attachée à identifier sur quelles dimensions environnementales, sociales et sociétales l'attendaient ses clients et parties prenantes. Ainsi, dans le cadre de sa stratégie RSE elle se fixe comme objectif de :

- proposer une offre d'épargne et de placements permettant de protéger et de faire fructifier le capital de ses clients par le fléchage vers des activités économiques durables;
- répondre aux besoins de financement de porteurs de projets à forte valeur ajoutée environnementale et sociale;
- gérer les risques et opportunités liés aux transitions énergétiques, climatiques et écologiques.

La Banque Populaire Grand Ouest se mobilise pour maîtriser les marchés de la transition énergétique et en saisir les opportunités. Pour cela, elle s'est constituée un réseau de partenaires impliqués sur le sujet : organisations professionnelles, industriels, collectivités locales, think-tanks,

associations, ONG...

Elle s'appuie également sur les travaux du Groupe BPCE qui a réalisé un état des lieux des marchés de la croissance verte comprenant :

- l'identification et évaluation des différentes filières économiques concernées ;
- l'analyse du positionnement et des performances actuels des banques du groupe BPCE sur ces marchés ;
- l'évaluation des potentiels de développement commercial pour les banques du groupe BPCE.

Ces travaux ont permis d'identifier 8 filières, dont 4 prioritaires (amélioration énergétique des bâtiments, énergies renouvelables, agroalimentaire durable, mobilité décarbonée) :



La diversité de ses expertises et de ses implantations permet à la Banque Populaire Grand Ouest d'accompagner les projets de dimension locale, nationale mais aussi internationale en lien notamment avec Natixis. Elle s'est concentrée sur 3 filières majeures que sont les énergies renouvelables, les éco-innovations et la croissance bleue.

En 2017, les travaux conduits par le Groupe BPCE ont permis de fixer un objectif ambitieux et structurant dans le cadre de son projet stratégique : sur la période de 2018-2020, augmenter de 50 % l'encours d'épargne responsable, dépasser 10 milliards d'euros d'encours de financement sur la croissance verte et émettre pour compte propre deux émissions financières green bonds et sustainable bonds s'appuyant sur des projets identifiés et financés au sein des territoires.

Les solutions aux particuliers

La Banque Populaire développe une gamme de « prêts écologiques » destinés aux particuliers pour faciliter l'acquisition de véhicules propres ou peu polluants, ou permettre l'amélioration de l'habitat, notamment pour le financement des travaux d'économie d'énergie.

⁽⁷⁾ Energies renouvelables (financement de projets structurés + financements corporate 100% EnR) + bâtiment vert (= produits Eco PTZ + PREVair + PROVair) + transports décarbonés (produits AUTOVair)

Crédits verts : stock en nombre et en montant

	2018		2017		2016	
	Encours (k€)	Nbre	Encours (k€)	Nbre	Encours (k€)	Nbre
Eco-PTZ	43 245 390	5 078	44 246 730	4 873	44 774 300	4 639
PREVair (prêt sur ressources LDD)	7 015 950	1 435	10 016 570	1 724	13 589 611	2 086
PREVair (sur ressources CODEVair)	5 460 230	208	6 229 072	227	7 326 510	253
PREVair Auto	14 740 890	1 601	8 115 461	1 089	9 316 866	1 213
PROVair	5 435 320	96	5 609 798	91	7 681 326	107

Crédits verts : stock en nombre et en montant

	2018		2017		2016	
	Encours (k€)	Nbre	Encours (k€)	Nbre	Encours (k€)	Nbre
Livret Développement Durable	932 013 310	216 517	883 333 259	212 470	846 518 267	211 773
CODEVair	305 985 790	8 129	226 502 554	6 029	139 769 778	4 492

Les projets de plus grande envergure

La Banque Populaire Grand Ouest accompagne les différents acteurs de son territoire – collectivités, entreprises, économie sociale... – dans leurs projets environnementaux, en leur apportant son expertise, des solutions de financements adaptés ou des offres de services clés en main.

Pour les projets de grande envergure nécessitant des ressources financières significatives, tels que l'éolien, la méthanisation ou encore les centrales solaires au sol par exemple, la Banque peut compter sur la collaboration de Grand Ouest Environnement et de Grand Ouest Syndication permettant de mettre en place des crédits syndiqués qui sécurisent les projets sur les plans techniques, juridiques et financiers. Grand Ouest environnement, structure spécialisée créée en 2011, intervient dans le cadre de l'accompagnement et du financement de projets environnementaux portés par les clients entreprises, professionnels ou agriculteurs de la Banque Populaire Grand Ouest dans le domaine du photovoltaïque, de l'éolien, de la méthanisation, de la cogénération, de la pyrogazéification ou encore de la culture de spiruline ou de micro algues.

Quatre experts et un apprenti sont dédiés à cette activité pour prendre en charge les 60 à 80 opérations qui sont prévues en 2019.

En 2018, plus de 70 projets ont été étudiés pour une puissance cumulée sur l'année de 95 MW. Par ailleurs, 55

millions d'euros ont été débloqués sur les énergies renouvelables et l'encours de la Banque Populaire Grand Ouest sur ce secteur s'élève à 90 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Les solutions aux secteurs agricole et agroalimentaire

Le monde agricole et agroalimentaire vit actuellement une transformation profonde : transition vers un modèle plus durable, rentable et respectueux des parties prenantes et des ressources naturelles. La Banque Populaire Grand Ouest, via différents leviers, a la capacité d'adopter une position différenciante et de proposer des offres pour capter ce potentiel de croissance. On peut citer par exemple :

- Pour accompagner les start-up agricoles, la Banque Populaire Grand Ouest déploie son dispositif d'accompagnement NEXT INNOV, porté par des conseillers référents spécifiquement formés à l'analyse des projets de pointe ;
- La banque a également lancé le concours INNOVA'BIO qui distingue les entreprises innovantes en lien avec la filière agricole ou agroalimentaire biologique ;
- A travers le Prix de la Dynamique Agricole, la Banque récompense et valorise les performances de femmes et d'hommes passionnés par leur métier. Les dossiers sont soumis à un jury local, réunissant des représentants de syndicats et d'organisations professionnelles agricoles ;
- La filière Agriculture de la Banque est également très présente auprès des organisations professionnelles agricoles : intervention et accompagnement des foires et salons (salons Innova Bio, Biogaz, SIVAL, SPACE, comices agricoles...), partenariats locaux avec la chambre d'agriculture (sur l'installation et la transmission), Jeunes Agriculteurs, les coopératives agricoles et l'interprofession.

Contribution aux initiatives régionales et nationales en faveur de la croissance verte

La Banque Populaire Grand Ouest participe à des événements, des programmes de recherche et de travail consacrés au développement des éco-filières en région, ce qui profite à l'ensemble du réseau des Banques Populaires tout en valorisant leurs pratiques de responsabilité sociale et environnementale :

- participation aux forums régionaux sur les énergies renouvelables/écoclusters, clubs d'entreprises ;
- partenariat sur des événementiels consacrés au développement durable et à la RSE...

Finance solidaire et investissement responsable

Au-delà de leur activité de financement de l'économie locale, les Banques Populaires proposent plusieurs produits d'investissement socialement responsable (ISR) afin de répondre aux attentes des clients soucieux de l'impact de leurs décisions d'investissement. Il s'agit notamment de la gamme de placements responsables gérée par Mirova, la

filiale de Natixis Asset Management, pionnier de l'ISR en France, qui regroupe des fonds responsables thématiques et solidaires. Les labels Finansol⁽⁸⁾ et TEEC⁽⁹⁾ (Transition Énergétique et Ecologique pour le Climat) et ISR⁽¹⁰⁾ attribués à certains de ces fonds témoignent de la qualité de cette gamme.

La Banque Populaire Grand Ouest a également distribué auprès de ses clients des fonds ISR et solidaires pour un montant de 197,4 millions d'euros en 2018.

Fonds ISR et solidaires
(Encours au 31/12 des fonds commercialisés par la Banque Populaire en M€)

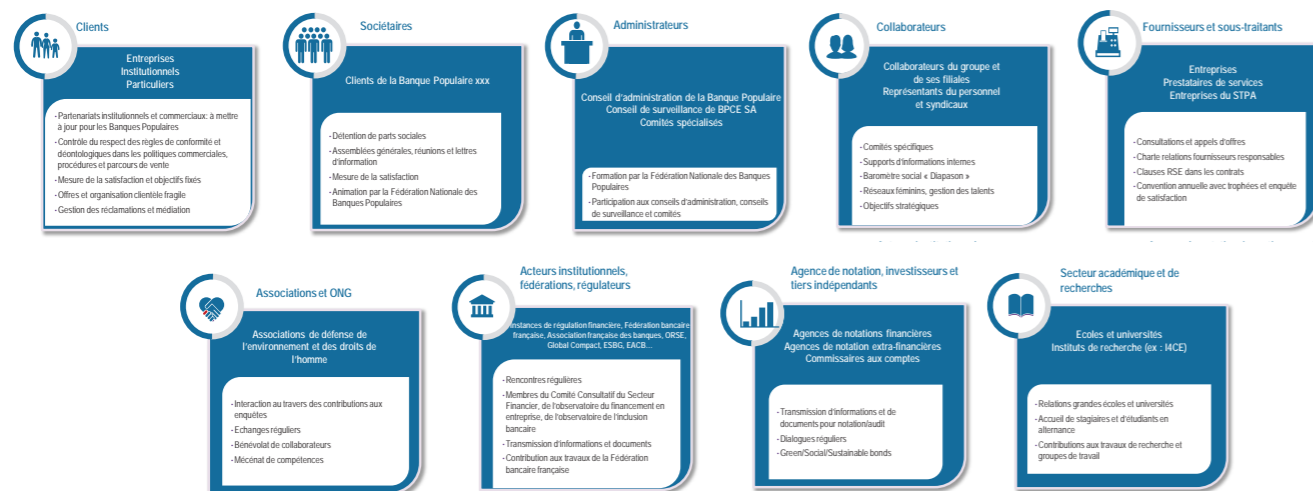
	2018	2017	2016
Encours assurance-vie	14.1	14.6	12.0
Comptes de titres ordinaires	9.1	10.9	22.5
PEA	10.5	10.7	20.6
Épargne salariale	163,7	155.8	141.6
TOTAL ENCOURS	197,4	192.0	196.7

Par ailleurs, la Banque Populaire Grand Ouest propose une gamme de livrets d'épargne solidaire :

Le CODEVAIR s'adresse aux clients qui souhaitent donner du sens à leur épargne. Le souscripteur accepte de partager une partie de la rémunération de son livret pour le financement de projets environnementaux et sociaux. Ce livret a obtenu en 2018 le renouvellement du label FINANSOL, garantissant ainsi aux épargnants que leur argent sera mobilisable sur des projets solidaires et environnementaux.

Le Livret Maritime Solidaire créé en 2018 pour les clients de la marque Crédit Maritime Grand Ouest permet quant à lui d'accompagner un projet solidaire. Pour chaque euro d'intérêt versé aux clients, la banque reverse 1 euro à une

Cartographie des parties prenantes



(8) LABEL FINANSOL : assure aux épargnants de contribuer réellement au financement d'activités génératrices d'utilité sociale et environnementale comme la création d'emplois, de logements sociaux, de projets environnementaux (agriculture biologique, commerce équitable...) et le développement économique dans les pays du Sud.
(9) LABEL TEEC : garantit l'orientation des investissements vers le financement de la transition écologique et

association du territoire. En 2018, il s'agissait de la SNSM (Société Nationale de Sauvetage en Mer).

2.2.5 Conjuguer vision long terme & développement régional

2.2.5.1 Une proximité constante avec les parties prenantes locales

La Banque Populaire Grand Ouest mène directement, ou via ses différentes filiales, un dialogue permanent et constructif avec les différentes parties prenantes. Elle collabore avec de nombreux acteurs du territoire (État, collectivités locales, associations...) sur des projets sociétaux ou environnementaux :

- La Banque est membre de la commission Développement Durable de l'association Produit en Bretagne, association qui fédère près de 420 entreprises participant au rayonnement économique et culturel de la Bretagne ;
- Elle participe aux Trophées RSE Pays de la Loire, en partenariat avec EDF, Baker Tilly Strego, la CPME, l'Ecole Centrale de Nantes, l'ESSCA Ecole de Management et l'ESAIP d'Angers ;
- Elle est impliquée dans les travaux de l'association des Dirigeants Responsables de l'Ouest.

Elle forme ses administrateurs, consulte ses clients et ses collaborateurs et participe aux instances régionales de représentation des entreprises.

- Soucieuse d'associer les sociétaires de la Banque à l'élaboration de son plan stratégique 2018/2020, elle leur a adressé un questionnaire afin de recueillir leurs réflexions et remarques. En parallèle, et afin de compléter les indications que les sociétaires ont communiqué dans cette enquête, des échanges ont été organisés au travers de 4 tables rondes participatives de 10 à 12 sociétaires.

La Banque a partagé avec les collaborateurs les ambitions stratégiques de son plan « Let's Go ! ». A la suite de ce lancement, les collaborateurs ont été associés à la mise en œuvre de celui-ci à travers la participation à différents groupes de travail.

énergétique. Il a la particularité d'exclure les fonds qui investissent dans des entreprises opérant dans le secteur nucléaire et les énergies fossiles.
(10) LABEL ISR : permet d'indiquer aux épargnants les produits ISR répondant à son cahier des charges. Ce cahier des charges exige non seulement la transparence et la qualité de la gestion ISR mais demande aussi aux fonds de démontrer l'impact concret de leur gestion ISR sur l'environnement ou la société par exemple

En 2018, la Banque Populaire Grand Ouest, à travers la Fédération Nationale des Banques Populaires, s'est associée au lancement du Wok, le Lab Banque Populaire. Cette plateforme communautaire en ligne répond à plusieurs enjeux :

- Faciliter l'innovation et accélérer le développement des idées en exploitant l'intelligence collective pour imaginer et co-créer la banque coopérative de demain
- Réinventer une nouvelle proximité : valoriser les idées en région et fédérer des communautés à distance autour de thématiques communes
- Faciliter l'organisation de campagnes d'idéation et de co-création avec tous types de publics et faire émerger des attentes communes

En associant clients sociétaires ou non, collaborateurs et autres parties prenantes, cette plateforme d'écoute permet une identification, une construction ou une amélioration plus fine de produits et services adaptés aux besoins de l'utilisateur final.

Ses membres peuvent donner leur avis, partager et échanger leurs réflexions sur le sujet proposé, ou encore voter pour les idées préférées des autres membres. Le modèle coopératif des Banques Populaires se prête ainsi parfaitement à l'émergence d'idées nouvelles et innovantes.

En novembre 2018, à l'occasion de la Fêtes de la Coopération, semaine de sensibilisation au modèle coopératif Banque Populaire, la première campagne a été lancée sur le thème « La banque coopérative, ça vous parle ? ».

2.2.5.2 L'empreinte socio-économique de la Banque en tant qu'employeur, acheteur et mécène

En tant qu'employeur

La Banque Populaire Grand Ouest est un employeur local clé sur son territoire, de manière directe comme indirecte. Via son réseau d'agences et son siège, elle emploie ainsi 3 387 personnes sur le territoire.

En tant qu'acheteur

La Banque Populaire Grand Ouest s'est vu décerner le label Relations Fournisseur Responsables en novembre 2015. Ce label, d'une durée de 3 ans, distingue les entreprises françaises ayant fait preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs. Il a été renouvelé en 2019 pour 3 années supplémentaires.

Dans le cadre de sa politique d'Achats Responsables, la Banque Populaire Grand Ouest met un soin particulier à développer les relations avec des fournisseurs locaux : en 2018, 71 % de ses fournisseurs sont implantés sur son territoire.

Le développement local est un axe stratégique de la filière achats. Il est en cohérence avec l'engagement sociétal inscrit dans le plan stratégique TEC 2020 du groupe BPCE. Dans ce cadre, la Banque Populaire Grand Ouest a fait réaliser une étude pour mesurer l'impact de ses achats 2017 en termes d'emplois soutenus et de création de richesse en France et dans les régions.

L'empreinte socio-économique des achats prend en compte

les IMPACTS INDIRECTS liés à l'ensemble de la chaîne de fournisseurs, ainsi que les IMPACTS INDUITS liés aux salaires et taxes versés par l'ensemble des fournisseurs qui alimentent la consommation des ménages et les dépenses des administrations publiques.

Il ressort que la Banque a généré en 2017 45 millions d'euros de richesse en Bretagne, Pays de la Loire et Basse Normandie. Par ailleurs, elle a soutenu 988 emplois dont 659 directs et 329 indirects sur son territoire durant la même période.



En tant que mécène

L'engagement en termes de mécénat de la Banque Populaire Grand Ouest s'inscrit au cœur de l'histoire, de l'identité et des valeurs des Banques Populaires.

Soutien et accompagnement des associations du territoire

La Banque, acteur engagé sur son territoire, se mobilise historiquement au travers de ses deux Fondations d'Entreprise aux côtés des associations qui œuvrent en faveur de l'intérêt général :

La Fondation d'Entreprise Banque Populaire Atlantique

Depuis sa création en janvier 2010, elle a soutenu plus de 1 070 projets associatifs sur l'ensemble du territoire pour un montant global de plus de 3 200 000 euros.

La Fondation d'Entreprise Banque Populaire Atlantique a pour objet de soutenir les actions qui s'inscrivent dans 3 catégories :

- **humanitaire, social et éducatif**, visant notamment à favoriser le renforcement du lien social, l'échange et la solidarité, la lutte contre l'exclusion et le handicap.
- **environnemental**, en faveur de la préservation de la planète, de la protection de la nature et la lutte contre le réchauffement climatique.
- **culture régionale** et sauvegarde du patrimoine.

En 2018, 358 840 euros ont été octroyés et 123 projets de proximité ont été soutenus, principalement dans le domaine de la solidarité.

La Fondation d'Entreprise Banque Populaire de l'Ouest

L'année 2018 marque le terme de 5 années d'existence de la Fondation Banque Populaire de l'Ouest. Créée en 2014, sa vocation était d'accompagner les projets innovants sur le territoire dans 3 domaines :

• **Les projets d'aujourd'hui**

Les initiatives sociétaires : avec le concours de la Fondation d'entreprise Banque Populaire de l'Ouest et l'association des sociétaires, la Banque Populaire Grand Ouest s'engage en faveur de la société civile.

460 sociétaires bénévoles, regroupés en 52 clubs, détectent et récompensent les micro-initiatives locales dans le domaine de la solidarité, du handicap, du développement durable, de l'intergénérationnel et du patrimoine.

Ainsi 149 projets de proximité ont été soutenus en 2018 pour un montant de 126 190 €.

• **Les projets de demain**

La Fondation d'Entreprise Banque Populaire de l'Ouest apporte son soutien aux projets culturels du territoire qui vont à la recherche de nouveaux publics, font de la création une priorité, travaillent de manière collaborative avec différents acteurs du territoire, rendent les arts et les pratiques artistiques accessibles. 103 500 € ont été alloués à ce type de projets en 2018.

• **Les projets du futur**

La Fondation d'Entreprise Banque Populaire de l'Ouest soutient les chercheurs du milieu académique ou universitaire, étudiants ou doctorants issus du Grand Ouest, à différents stades de leur recherche pour accompagner des projets potentiellement source d'emploi et d'activités nouvelles sur le territoire. En 2018, la Fondation a remis 16 bourses allant de 5 000 à 10 000 € pour un montant global de 117 500€

Sur le dernier trimestre 2018, elle a soutenu en complément et à titre exceptionnel :

- le Fonds de dotation Eureka à hauteur de 10 000 euros. La mission d'Eureka est de faire entrer la recherche et l'innovation technologique dans le quotidien de la personne en situation de handicap pour plus d'autonomie. Le soutien porte sur la participation à la réalisation d'une étude clinique sur le premier exosquelette d'assistance à la marche en France, via la société canadienne B-Temia, à destination de patients atteints de troubles de la marche d'origine neurologique.
- Le Fonds de dotation Puzzle à hauteur de 50 000 euros. Puzzle est un Fonds de dotation pour l'art public de Rennes Métropole. Ce soutien est plus particulièrement orienté sur l'installation permanente de 3 kiosques sur la Vilaine des frères Ronan et Erwan Bouroullec, designers français de renommée internationale.

La mission de la Fondation Banque Populaire de l'Ouest était de prendre en compte l'écosystème de son territoire en termes d'innovation. Dotée d'un budget global de 2 millions

d'euros, elle a accompagné près de 700 projets d'aujourd'hui au travers du Prix Initiatives Sociétaires (solidarité, patrimoine, environnement), près de 40 projets de demain qui mixent culture et intégration sociale (cirque contemporain, musique, art monumental...) et plus de 60 projets du futur dans les domaines de la santé, de la télétransmission, du numérique, de la chimie...

2019 verra la création d'une nouvelle fondation d'entreprise Banque Populaire Grand Ouest unique, issue de la fusion des 2 Fondations Banque Populaire Atlantique et Banque Populaire de l'Ouest.

La stratégie de mécénat de Banque Populaire Grand Ouest se veut adaptée aux besoins du territoire. Ainsi, elle est définie par les instances dirigeantes de la Banque Populaire Grand Ouest. Elle mobilise les administrateurs qui participent aux comités de décision, au suivi et à l'évaluation des projets. En complément de l'action de ses Fondations, la Banque Populaire Grand Ouest contribue à de multiples partenariats non commerciaux et actions de mécénat menés par la Fédération Nationale des Banques Populaires (FNBP) et le Groupe BPCE.

La Fondation d'entreprise Banque Populaire

La Banque Populaire Grand Ouest soutient la Fondation Banque Populaire, qui est l'instrument de mécénat national du réseau des Banques Populaires. Elle a pour objet de soutenir des projets de vie de personnes physiques talentueuses, créatives et audacieuses dans les domaines de la musique, du handicap et de l'artisanat d'art. Des jurys d'experts sélectionnent les candidats pour chacun des trois domaines et proposent les lauréats au conseil d'administration de la Fondation, qui décide de l'attribution des Bourses. Le conseil d'administration est composé de présidents, de directeurs généraux et d'administrateurs des Banques Populaires, d'un représentant du personnel et des présidents des jurys. La Fondation s'engage dans la durée en aidant les lauréats de un à trois ans. Depuis plus de 25 ans, ses actions illustrent les valeurs des Banques Populaires qui font leur histoire et leur force, la solidarité, l'esprit d'entreprendre et le goût de l'innovation. La Fondation Banque Populaire a ainsi accompagné de nombreux jeunes instrumentistes, compositeurs, personnes en situation de handicap et jeunes artisans d'art.

Partenariats nationaux

En cohérence avec les actions de la Banque Populaire Grand Ouest sur son territoire, la FNBP insufflé et porte une politique de partenariats et de mécénat qui a pour priorités d'action la microfinance, l'éducation et l'emploi-insertion. La FNBP a créé un fonds de dotation afin de financer les projets éligibles au mécénat dans le cadre de la politique de partenariats et de mécénat qu'elle porte pour les Banques Populaires. En 2018, les principaux partenaires sont l'Adie, qui finance et accompagne des microentrepreneurs [cf partie Soutien à la création d'entreprise] et Entreprendre Pour Apprendre, qui a pour objectif de développer l'esprit

d'entreprendre chez des jeunes de 8 à 25 ans. Depuis 2015, la FNBP renforce son soutien à la recherche à travers la création de la chaire « Management et Gouvernance des Coopératives Financières », en collaboration avec la FNCE, BPCE et l'IAE de Paris et depuis 2017, à travers le financement de projets de recherche sur le modèle coopératif en partenariat avec la Burgundy School of Business. Elle est également partenaire du concours annuel de thèses organisé par l'Institut universitaire Varenne, dans la catégorie « Droit privé des activités économiques et des coopératives financières ». La FNBP est membre du Réseau Européen de Microfinance (REM) et de Finances et Pédagogie.

Soutien à la voile

Depuis près de 25 ans, la Banque Populaire mène également une politique de sponsoring dans la voile en étant compétiteur et soutien au développement de ce sport. Cette stratégie originale fait d'elle un acteur impliqué dans toutes les dimensions de la voile, de l'initiation en club à la compétition du plus haut niveau et ce, sur l'ensemble du territoire français. Armateur de voiliers de compétition depuis 1989, partenaire de la Fédération Française de Voile depuis l'an 2000, la Banque Populaire affirme durablement son engagement dans la voile.

Fortement présente sur le littoral, la Banque Populaire Grand Ouest accompagne les clubs de voile de son territoire. Elle est présente sur de grandes manifestations maritimes comme la Route du Rhum – Destination Guadeloupe en 2018 dont elle était le partenaire principal. Elle est également grand mécène de l'association Eric Tabarly qui a pour vocation de maintenir en condition de navigabilité la flotte des Pen Duick.

En tant que banquier

Financement de l'économie et du développement local

La Banque Populaire Grand Ouest fait partie des principaux financeurs des entreprises et des structures de l'économie sociale sur son territoire. Sa responsabilité est d'être présente aux côtés de ces acteurs pour accompagner les initiatives régionales qui alimentent le dynamisme des territoires. La Banque Populaire Grand Ouest a ainsi poursuivi une politique de financement soutenue.

Financement de l'économie locale (Production annuelle en millions d'euros)

	2018	2017	2016
Entreprises	1 024	911	652
Professionnels	858	914	794
Agriculture/viticulture/pêche	252	211	205
Economie sociale et solidaire	22	30	36

Par ailleurs, la Banque Populaire Grand Ouest propose le « Livret Investissement Local » à réinvestissement 100 % local qui permet de financer des projets sur son territoire. A fin 2018, l'encours s'élevait à 215 millions d'euros.

Soutien à la création d'entreprise

La Banque Populaire Grand Ouest, fidèle à ses valeurs et à son histoire aux côtés des créateurs d'entreprise, soutient activement l'entrepreneuriat sur son territoire.

Ce soutien à la création d'entreprise se manifeste principalement par l'octroi de subventions à des plateformes d'entrepreneuriat, telles que le réseau Entreprendre, France Active, BGE (ex-Boutiques de Gestion), Initiative France ainsi qu'à de nombreuses agences régionales de développement dont l'objet est d'offrir un accompagnement tout au long du parcours pour optimiser la réussite du projet de l'entrepreneur.

Par ailleurs, la Banque Populaire Grand Ouest comme l'ensemble du réseau des Banques Populaires soutient depuis 20 ans les microentrepreneurs qui souhaitent sortir de la précarité en créant eux-mêmes leur activité. Elle a ainsi abondé au fonds de prêts d'honneur pour les jeunes mis en place par l'Adie et co-financé avec la Fédération Nationale des Banques Populaires les programmes de formation « Je deviens entrepreneur » (ex-CréaJeunes) et autres actions dédiées au public jeune de l'Adie. Les Banques Populaires et la FNBP sont également partenaires des Rendez-vous de l'Adie. Elles ont aussi co-créé le Prix Jeune Créadie Banque Populaire, remis en région et au niveau national, en soutien à de jeunes porteurs de projets entrepreneuriaux.

Fin 2018, l'Adie et les Banques Populaires ont renouvelé leur convention cadre triennale, entendant ainsi une fois de plus inscrire leur partenariat dans la durée. La FNBP représentée par son directeur général est membre du conseil d'administration de l'Adie.

Microcrédits

La Banque Populaire Grand Ouest propose une offre de microcrédit accompagné à destination de particuliers et d'entrepreneurs dont les moyens sont souvent insuffisants pour obtenir un financement bancaire classique.

En cohérence avec son positionnement, en matière de microfinance, la Banque Populaire Grand Ouest oriente de façon privilégiée son action vers le microcrédit professionnel.

Elle met à disposition de l'Adie d'importantes lignes de crédit à taux préférentiel. En 2018, cela a représenté 900 000 euros. Globalement, en 2018, les Banques Populaires demeurent le premier refinancier des microcrédits de l'Adie. Elles participent également aux pertes en garantie.

Avec France Active, les Banques Populaires décaissent directement des microcrédits avec la garantie de France Active. Enfin, elles accordent des prêts complémentaires aux Fonds de prêts d'honneur d'Initiative France.

**Microcrédits personnels et professionnels
(Production en nombre et en montant)**

	2018		2017		2016	
	Montant (k€)	Nbre	Montant (k€)	Nbre	Montant (k€)	Nbre
Microcrédits personnels	195	62	139	42	113	40
Microcrédits professionnels ADIE	554	220	840	280	925	335
Microcrédits professionnels agence garantis par France Active	2 447	146	4 398	249	4 193	170

Accompagnement des start-up

La Banque Populaire Grand Ouest propose également le crédit Innov&Plus qui est un prêt bonifié spécialement conçu pour financer les projets de croissance et d'innovation. Il finance toutes les dépenses engagées sur un projet à caractère «innovant» quel que soit leur nature (corporel, incorporel, BFR) avec des conditions d'éligibilité facilement déterminables à l'aide d'un simulateur web en libre accès, avec des formalités simplifiées, un taux d'intérêt bonifié grâce au Fonds Européen d'Investissement, des garanties limitées et combinables avec les dispositifs de financement et de garantie de la Banque Publique d'Investissement. En 2018, la Banque Populaire Grand Ouest a ainsi octroyé pour 86 millions d'euros de prêts Innov & Plus.

2.6 Attentifs aux enjeux environnementaux et sociaux

2.6.1 La considération des risques environnementaux et sociaux avant l'octroi de crédit

Le Groupe BPCE a inséré dans la politique des risques de crédit Groupe un volet dédié au risque climatique et renforcement du principe relatif à la RSE

Le risque climatique associé à une contrepartie sera à prendre en compte dans l'analyse d'octroi de crédit, selon des préconisations groupe par secteur :

- Risques physiques directs, issus des tempêtes, sécheresses, incendies, montée du niveau des mers... :
 - agriculture, agroalimentaire, construction, transport, restauration et hôtellerie, exploitation forestière, immobilier (y compris clientèle particulier), énergie et commerce de gros
- Risques de transition résultant des réformes réglementaires ou des évolutions technologiques qui accompagnent le passage à une économie bas carbone :
 - les secteurs producteurs ou transformateurs d'énergie
 - les secteurs fortement producteurs de gaz à effet de serre et dont l'activité pourrait être contrainte par une réglementation plus stricte (construction, secteur manufacturier)

Le Groupe intègre les critères ESG dans les politiques sectorielles crédits groupe

Après avoir inclus la RSE et le risque climatique dans la politique générale des risques de crédit groupe, le Groupe BPCE confirme son engagement en intégrant des critères ESG dans ses politiques de risques sectorielles groupe via des critères ESG spécifiques aux différents secteurs financés.

Ainsi, par secteur financé, les impacts RSE majeurs ont été identifiés et mesurés (via trois niveaux : faible/moyen/fort) sur chacun des piliers ESG (environnement, social, gouvernance) et font l'objet de recommandations et points d'attention. Sur le pilier environnemental, le risque climatique est systématiquement qualifié selon deux prismes :

- le risque physique : événements climatiques extrêmes et changement progressif de température ;
- le risque de transition : pollution de l'air, eau, terre, réglementation CO².

L'adhésion à des standards, conventions ou signes de qualités nationaux ou internationaux sont également présentés par secteur, afin de fournir à la filière crédits des standards de bonnes pratiques sectorielles.

La Banque Populaire Grand Ouest s'inscrit dans la politique du Groupe BPCE et, fin 2018, elle a intégré les critères RSE dans sa politique Risque de Crédit. Cette politique a été validée en Comité Exécutif des Risques, Comité présidé par le Directeur Général.

Ainsi la Banque indique dans sa politique « Gestion des risques sociaux, environnementaux et éthiques » :

Le groupe Banque Populaire Grand Ouest a vocation à respecter le plus haut niveau d'éthique en s'engageant notamment à respecter nos principes de déontologie, à savoir :

- Respecter les lois et règlements en vigueur
- Eviter de placer Banque Populaire Grand Ouest ou de placer le Groupe BPCE dans une situation de conflit d'intérêts
- Agir avec honnêteté, probité et professionnalisme
- Respecter la confidentialité et assurer la conformité et la sécurité des biens, des communications, de l'information et des opérations,
- Traiter les clients de façon correcte, équitable et professionnelle en veillant à respecter les intérêts des clients

La Banque Populaire Grand Ouest doit par ailleurs intégrer la gestion des risques liés au changement climatique à savoir :

- Les risques physiques, directs, issus des tempêtes, sécheresses, incendies, montée du niveau des mers notamment pour le financement d'activités telles que l'agriculture, le THR, la construction...
- Les risques de transition résultant des réformes réglementaires ou des évolutions technologiques qui accompagnent le passage à une économie bas carbone pour notamment les secteurs producteurs ou transformateurs d'énergie ou encore les secteurs fortement producteurs de gaz à effet de serre

Si la Banque Populaire Grand Ouest n'exerce pas de pression directe importante sur l'environnement, ses impacts indirects, à travers notamment ses activités de financement et d'investissement, lui confèrent une responsabilité particulière en matière de gestion du risque social, climatique et environnemental.

Les dossiers présentés au Comité de Crédit de la Banque font l'objet d'une analyse contradictoire de la Direction des Risques qui s'assure du respect de nos politiques.

Par ailleurs, la Banque Populaire Grand Ouest finance les projets d'énergies renouvelables et s'est dotée d'une politique risque crédit énergies renouvelables qui vise essentiellement le financement de projets d'énergies solaires, éoliens et de méthanisation.

2.6.2 La réduction de l'empreinte environnementale des activités de la Banque

La réduction de l'empreinte environnementale de la Banque Populaire Grand Ouest dans son fonctionnement s'inscrit en cohérence avec l'objectif du groupe BPCE de diminuer ses émissions carbone de 10 % d'ici 2020.

Bilan des émissions de gaz à effet de serre

La Banque Populaire Grand Ouest réalise un bilan annuel de ses émissions de gaz à effet de serre grâce à un outil sectoriel dédié. Cet outil permet de réaliser le bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) selon une méthodologie compatible avec celle de l'ADEME, de la norme ISO 14 064 et du GHG (Green House Gaz) Protocol.

L'outil permet d'estimer les émissions de GES du fonctionnement des agences et du siège de la banque. Le résultat obtenu est donc celui de la «vie de bureau» de l'entreprise. Les émissions induites par les produits et services bancaires sont exclues du périmètre de l'analyse.

La méthodologie permet de fournir :

- une estimation des émissions de gaz à effet de serre par entreprise ;
- une cartographie de ces émissions :
 - par poste (énergie, achats de biens et services, déplacement de personnes, immobilisations et autres) ;
 - par scope ⁽¹⁾.

Cet outil permet de connaître annuellement le niveau et l'évolution de leurs émissions et d'établir un plan de réduction local.

En ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, la Banque Populaire Grand Ouest a émis 33 707 teq CO₂, soit 10,45 teq CO₂ par ETP, une baisse de 7,85 % par rapport à 2017.

Le poste le plus significatif de son bilan carbone est celui des achats qui représente 39 % du total des émissions de GES émises par l'entité.

⁽¹⁾ Le GHG Protocol divise le périmètre opérationnel des émissions de GES d'une entité comme suit :
 - scope 1 (obligatoire) : somme des émissions directes induites par la combustion d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, tourbe...) de ressources possédées ou contrôlées par l'entreprise.
 - scope 2 (obligatoire) : somme des émissions indirectes induites par l'achat ou la production d'électricité.
 - scope 3 (encore facultatif) : somme de toutes les autres émissions indirectes (de la chaîne logistique, étendue au transport des biens et des personnes)

⁽²⁾ Donnée corrigée par rapport à celle communiquée dans le rapport RSE 2017

Emissions de gaz à effet de serre

	2018 tonnes eq CO ₂	2017 tonnes eq CO ₂	2016 tonnes eq CO ₂
Combustion directe d'énergies fossiles et fuites de gaz frigorigènes (scope 1)	1 269	1 186	1 053
Electricité consommée et réseau de chaleur (scope 2)	734	942	860
Tous les autres flux hors utilisation (Scope 3)	31 704	34 449 ⁽¹²⁾ (donnée modifiée)	30 820
TOTAL	33 707	36 576 (donnée modifiée)	32 733
TOTAL par etp	10,45	11,22	10,02

Suite à ce bilan, la Banque Populaire Grand Ouest a élaboré un programme de réduction de son empreinte carbone qui couvre les thèmes suivants :

- l'utilisation de l'énergie ;
- la gestion des installations ;
- les déplacements.

Transports professionnels

Les transports professionnels sont l'un des postes les plus importants en matière d'émission de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie. Au total, en 2018, les déplacements professionnels en voiture ont représenté plus de 7,3 millions de kilomètre. Par ailleurs, le Gramme de CO₂ moyen par km (étiquette constructeur) des voitures de fonction et de service est de 98.

Afin de mieux gérer les consommations d'énergies liées au déplacement de ses salariés, la Banque Populaire Grand Ouest a lancé un Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE) sur 95 sites des métropoles rennaise, nantaise et angevine. Ce PDE a donné lieu à un plan d'actions lié au transport de ses salariés lors de leurs déplacements professionnels.

Quelques actions phares mises en œuvre ou en cours de réalisation :

- Développements des classes virtuelles et e-learning
- Développement de la visio conférence avec équipement de bureaux individuels
- Renouvellement de la flotte de véhicule libre-service avec des véhicules moins émetteurs de CO₂
- Incitation au covoiturage lors des trajets professionnels
- Mise en place d'Indemnités Kilométrique Vélo pour tous les collaborateurs avec la signature d'un accord d'entreprise
- Possibilité de télétravail et de travail délocalisé (en agence)
- Mise à disposition, pour les collaborateurs des services centraux, d'un parc de vélos à assistance électrique (VAE) pour les déplacements domicile-travail et les déplacements professionnels

- Places de parking des services centraux réservées aux covoitureurs
- Mise à disposition de carte d'abonnement aux transports publics pour les trajets professionnels sur les métropoles rennaise et nantaise

Economie Circulaire

L'économie circulaire a comme objectif la production des biens et des services tout en limitant la consommation et le gaspillage des matières premières, de l'eau et des sources d'énergie.

Pour la Banque Populaire Grand Ouest, cela se traduit à trois niveaux :

- a) L'optimisation de ses consommations d'énergie et les mesures prises en matière d'efficacité énergétique et du recours aux énergies renouvelables

Consciente des enjeux inhérents au changement climatique et à la pénurie énergétique, la Banque Populaire Grand Ouest poursuit la mise en œuvre de différentes actions visant :

- à inciter ses collaborateurs à limiter leurs consommations d'énergie sur ses principaux sites ;
- à réduire sa consommation d'énergie et améliorer l'efficacité énergétique de ses bâtiments. A ce titre, elle a conçu son siège social à Rennes dans le respect des normes Haute Qualité Environnementale (HQE) pour qu'il soit énergétiquement performant. De même, son site administratif d'Angers a déménagé dans un bâtiment neuf, moins grand et labellisé HQE.

Consommation d'énergie (bâtiments)

	2018	2017	2016
Consommation totale d'énergie par m ² (Kwh)	139,22	149,16	134,55

- b) L'utilisation durable des ressources (eau, matières premières...)

Les principaux postes de consommation de la Banque Populaire Grand Ouest sont le papier et le matériel bureautique.

Consommation de papier

	2018	2017	2016
kilos de ramettes de papier recyclé (A4) achetés par ETP	47,87 ⁽¹³⁾	57,40	57,66

Afin de réduire ses consommations de papier, la Banque Populaire Grand Ouest a mis en place plusieurs actions :

- Les clients sont incités à passer aux relevés de comptes dématérialisés
- La Banque propose aux sociétaires de voter par système électronique lors des assemblées générales
- Elle poursuit également ses travaux de dématérialisation pour limiter l'édition et l'envoi de documents papier

Concernant les consommations et rejets d'eau, la banque n'a pas à proprement parler un impact important. Cependant plusieurs initiatives existent pour réduire la consommation en

eau, un bien rare. Des économiseurs d'eau ont ainsi été installés dans l'ensemble des sites de la Banque permettant de réduire la consommation en eau potable. Le siège social intègre un dispositif de récupération des eaux pluviales.

- c) La prévention et gestion de déchets

La Banque Populaire Grand Ouest respecte la réglementation relative aux mesures de prévention, recyclage, réutilisation et autres formes de valorisation et d'élimination en s'assurant de son respect par ses sous-traitants en matière de déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois et de déchets électroniques et électriques (DEEE).

Pour cela, la Banque Populaire Grand Ouest a déployé un dispositif de tri et de valorisation sur ses sites centraux (bennes de récupération des cartons, des papiers, des piles et des déchets tout venant).

Déchets (Tonnes)	2018	2017	2016
Quantité de déchets électriques ou électroniques (D3E)	2	0,67	6,3
TOTAL de Déchets Industriels banals (DIB)	279,2	281,33	355,1
Quantité de déchets électriques ou électroniques (D3E)/ETP	0,000619	0,000206	0,0001928
TOTAL de Déchets Industriels Banals (DIB)/ETP	0,086547	0,086298	0,10866

Pollution

En matière de risque de nuisances lumineuses, la Banque Populaire Grand Ouest se réfère à la réglementation qui limite depuis le 1er juillet 2013 les nuisances lumineuses et la consommation d'énergie, l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels, tels que les commerces et les bureaux⁽¹⁴⁾.

Les actions mises en place par la Banque :

- mise en place de systèmes économes en énergie (basse tension, LED...) pour les enseignes du réseau d'agences ;
- mise en place de régulateurs, de type minuteries, détecteurs de présence ou variateurs de lumière ;
- utilisation d'éclairages directionnels orientés vers le bas, afin de limiter la déperdition de lumière...

Gestion de la biodiversité

La Banque s'intéresse à cette thématique dans le cadre du soutien des projets de protection de la nature notamment par le biais de ses activités de ses Fondations d'entreprise. La Fondation a financé, à hauteur de 1 250 €, l'association « Graine de nature » pour l'achat de matériel pour des ateliers de sensibilisation à la protection de la biodiversité.

Afin de compenser l'impact environnemental du lancement de son plan stratégique auprès de ses collaborateurs, la

⁽¹³⁾ Nouvelle méthodologie de calcul réalisée sur la base des données fournies par notre prestataire Lyreco

⁽¹⁴⁾ Cf. arrêté du 25 janvier 2013 qui est venu encadrer le fonctionnement des éclairages non résidentiels provenant notamment des bureaux, commerces, façades et vitrines. Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

Banque a financé la plantation de 2500 arbres en Ile-et-Vilaine. Dans cette zone géographique peu boisée, les bénéfices sont multiples : stockage de Co², lutte contre l'érosion des sols et extension du couvert forestier favorisant la protection et le développement de la biodiversité.

Prévention du risque climatique

La Banque Populaire Grand Ouest a mis en application de la politique Groupe avec identification des zones à risques : crues, sismiques et géologiques. Un process identifié et diffusé au sein des agences (et des activités ressources) permet une poursuite d'activité, y compris en cas risques climatiques, en cas d'interruption de plus d'une journée (replis des collaborateurs et des activités sur d'autres sites). Le process est également décliné pour les services centraux.

2 .2.7 Note méthodologique

Méthodologie du reporting RSE

La Banque Populaire Grand Ouest s'efforce de fournir une vision sincère et transparente de ses actions et de ses engagements en termes de responsabilité sociale et environnementale (RSE).

Elaboration et actualisation du modèle d'affaires

Dans le cadre de son plan stratégique, BPCE a coordonné les travaux relatifs à la mesure de l'empreinte socio-économique sur les territoires. Ces travaux, impliquant des directions métiers de BPCE ainsi que des banques régionales, ont permis d'aboutir à la formalisation de deux schémas (circuit de l'argent et valeur créée sur le territoire, cf partie « 1.3 Un modèle d'affaires centré sur le développement de l'économie des territoires »). Ces schémas ont ensuite été validés/ajustés/complétés par la Banque Populaire Grand Ouest en fonction de son plan stratégique, de ses segments de marché et de son territoire. La description de notre écosystème s'est basé sur les éléments d'information fournis par BPCE (cf chapitre 1.1 Le secteur bancaire face à ses enjeux).

Choix des indicateurs

La Banque Populaire Grand Ouest s'appuie sur une analyse de ses risques RSE proposée par BPCE, cf partie « 2.1 L'analyse des risques et opportunités extra-financiers pour construire une stratégie RSE coopérative pertinente et ambitieuse ».

Cette analyse fera l'objet d'une actualisation chaque année, afin de prendre en compte :

- les recommandations exprimées par la filière développement durable ;
- les remarques formulées par les Commissaires aux comptes/organismes tiers indépendants dans le cadre de leur mission de vérification ;
- l'évolution de la réglementation.

Le référentiel BPCE fait l'objet d'un guide utilisateur sur lequel la Banque Populaire s'est appuyée pour la réalisation de sa déclaration de performance extra-financière. Elle s'est également basée, pour les données carbone, sur le guide méthodologique fourni par BPCE.

Exclusions

Du fait de l'activité de la Banque Populaire Grand Ouest, certaines thématiques relatives au Décret du 24 avril 2012 et au 2^{ème} alinéa du III de l'article L225-102-1 du code de commerce relative à la lutte contre le changement climatique n'ont pas été jugées pertinentes. C'est le cas pour :

- l'économie circulaire, la lutte contre le gaspillage alimentaire, la lutte contre la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable compte tenu de notre activité de service.

Comparabilité

Dans le contexte de fusion en 2018, la Banque Populaire Grand Ouest a fait le choix de communiquer en agrégeant les données sociales, environnementales et sociétales. Pour certains indicateurs dont la définition n'était pas partagée ou modifiée par rapport à 2017, certaines rubriques ne seraient publiées uniquement pour l'exercice 2018 mais pas 2017 ou publiées uniquement au niveau de l'établissement absorbant.

Période du reporting

Les données publiées couvrent la période du 1er Janvier 2018 au 31 Décembre 2018.

Dans le cas où les données physiques ne sont pas exhaustives, les contributeurs ont procédé à des calculs d'ordre de grandeur pour estimer les données manquantes, à partir de ratios moyens fournis par BPCE.

Disponibilité

La Banque Populaire Grand Ouest s'engage à publier sa déclaration de performance extra-financière sur son site Internet pendant 5 ans : [www.bppgo.banquepopulaire.fr/VotreBanque/Espace presse et documentation](http://www.bppgo.banquepopulaire.fr/VotreBanque/Espacepresseetdocumentation)

Rectification de données

Si une donnée publiée dans le rapport de gestion en année N-1 s'avère être erronée, une rectification sera effectuée avec une note de bas de page le précisant.

Périmètre du reporting

L'objectif visé par la Banque Populaire Grand Ouest à terme est de répondre à son obligation réglementaire d'une consolidation de son reporting RSE sur un périmètre de consolidation statutaire (le même que celui utilisé pour la publication des comptes). Toutefois, la satisfaction de l'obligation réglementaire se fera au fur et à mesure. Le périmètre retenu pour l'exercice 2018 a été déterminé selon le champ du possible. La restriction de périmètre couvre moins de 1% des effectifs consolidés de la Banque Populaire Grand Ouest. Les informations relatives au mécénat des Fondations d'entreprise Banque Populaire de l'Ouest et Banque Populaire Atlantique ne couvrent pas les entités Crédit Maritime pour l'exercice 2018. Le périmètre s'élargira chaque année pour se rapprocher du périmètre de consolidation statutaire.

2.3 ACTIVITÉS ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'ENTITÉ

Les comptes consolidés de la Banque Populaire Grand Ouest, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, sont établis conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et applicable à cette date.

Le périmètre de consolidation intègre les entités suivantes:

- La Banque Populaire Grand Ouest,
- Les sociétés de caution mutuelle (SOCAMI et SOCAMA),
- La SCI Polaris, propriétaire du bâtiment accueillant le siège social de la Banque Populaire Grand Ouest (Saint Grégoire),
- Depuis décembre 2014, deux entités structurées (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : le FCT BPCE Master Home Loans et le FCT BPCE Master Home Loans Demut, toutes deux nées de l'opération « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 26 mai 2014. Cette opération se traduit par une cession de crédits à l'habitat au FCT BPCE Master Home Loans et in fine une souscription des titres qu'ont émis les entités ad hoc par les établissements ayant cédé les crédits. A l'instar de mai 2014, le Groupe BPCE a lancé, en mai 2016 une opération similaire basée sur les crédits personnels octroyés par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne. A ce titre, deux autres entités structurées (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : le FCT BPCE Consumer Loans et le FCT BPCE Consumer Loans Demut. En 2017, Les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ont poursuivi la sécurisation de la liquidité avec la mise en œuvre d'un nouveau FCT Home Loans sur le même modèle que celui de 2014. Enfin, au 31 décembre 2018, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 29 octobre 2018. La Banque Populaire Grand Ouest participe à ces opérations de « Titrisation ». A ce titre, elle consolide son « silo », des entités structurées dont le groupe BPCE détient le contrôle, puisqu'elle est exposée, ou qu'elle a droit, à l'intégralité des rendements variables de son « silo » des FCT,
- La Société Ouest Croissance, société spécialisée dans le capital investissement dans des PME et PMI régionales. Pour cette dernière société, l'intégration est réalisée par au titre de cette année 2018 selon la méthode de l'intégration globale. En 2017, l'intégration dans les comptes consolidés de la Banque Populaire Grand Ouest avait été

réalisée par mise en équivalence.

2.3.1 Résultats financiers consolidés

Un an après sa création en décembre 2017, la Banque Populaire Grand Ouest a déployé toutes ses expertises en 2018 s'affichant ainsi comme une banque de référence sur son territoire au service de ses sociétaires et de ses clients. Forte de ses deux réseaux, Banque Populaire et Crédit Maritime, elle a accompagné ses 868 000 clients et ses 335 000 sociétaires dans leurs besoins au quotidien et dans leurs projets d'investissement.

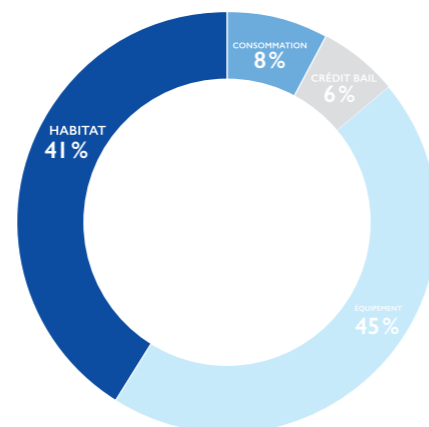
Plus de 56 000 nouveaux clients particuliers, professionnels et entreprises ont rejoint cette année la Banque Populaire Grand Ouest et les valeurs qui l'animent.

Activité crédits

Illustration de cette volonté de participer activement au développement de son territoire, la Banque a distribué cette année près de 5,5 milliards d'euros de nouveaux crédits contre plus de 6 milliards en 2017. La production 2018 a été marquée par une forte baisse sur les crédits immobiliers avec le ralentissement du phénomène des rachats de crédits. Avec près de 2,3 milliards de financement sur l'habitat, la distribution de ce type de crédits est cependant restée soutenue.

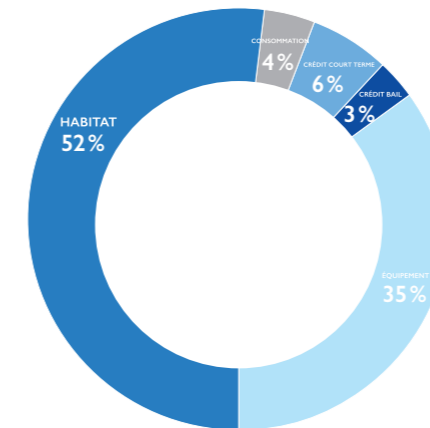
La Banque Populaire Grand Ouest a également largement accompagné les entreprises, les professionnels, les agriculteurs et les acteurs de la filière marine de son territoire avec près de 2,8 milliards d'euros de crédits réalisés, soit 7% de plus qu'en 2017.

Production des crédits 2018



Les encours de crédits, qui approchent en fin d'année les 22 milliards d'euros, sont en progression de 6,7% sur un an. Les seuls encours de financements aux professionnels et entreprises approchent même les +10% d'évolution. Avec une croissance de ses encours plus rapide que le marché, la Banque a gagné des parts de marché tant sur les crédits à l'équipement que les crédits immobiliers

Répartition des encours de crédit - décembre 2018



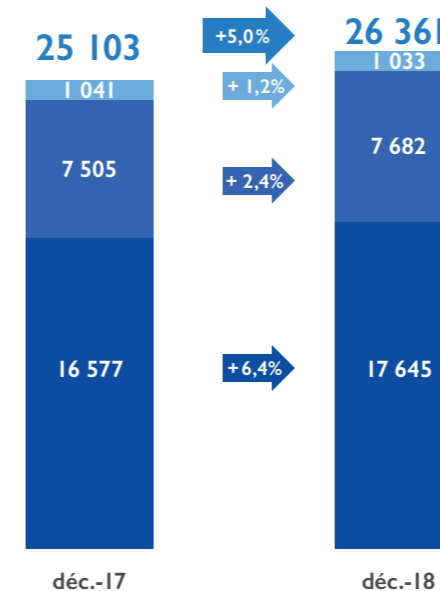
Activité collecte de ressources

Dans un contexte de taux qui est resté bas, la Banque a continué à accompagner et conseiller ses clients dans leurs besoins d'épargne monétaire et financière.

Fort de la confiance de ces derniers, les encours d'épargne ont augmenté de plus de 5% en un an et dépassent ainsi les 26 milliards d'euro en fin d'année.

L'épargne monétaire, quant à elle, qui s'élève à 17,6 milliards d'euros, est également en forte progression avec une contribution significative des dépôts à vue et des livrets.

Évolution des ressources
(encours moyens mensuels en M€)



Activité spécifique liée à l'économie maritime à travers la marque Crédit Maritime

• 2018, une année record en termes de financement de l'économie maritime
Bien au-delà de l'engagement de 80 millions d'euros annoncé fin 2017, Banque Populaire Grand Ouest à travers sa marque Crédit Maritime Grand Ouest a financé pour plus de 120

millions d'euros le monde de la pêche, des cultures marines, des activités maritimes traditionnelles et émergentes, dont plus de 450 projets dans la pêche et la conchyliculture pour près de 60 millions d'euros.

- 2018, une année d'engagement aux côtés des entreprises portées par la Croissance Bleue

La Banque Populaire Grand Ouest a validé l'augmentation de sa participation pour 2 millions d'euros complémentaires dans Litto Invest, le fonds d'investissement de l'économie du littoral et maritime créé en 2014 avec Saïfi, l'ACAV, l'OP Vendée et la Région Pays de Loire. Fort de cet engagement, l'objet du fonds a été élargi à l'accompagnement des projets liés à la transition énergétique.

La Banque Populaire Grand Ouest a également confirmé sa participation dans Breizh Armor Capital, fonds d'investissement en partenariat avec la Région Bretagne, en apportant une dotation de 2 millions d'euros.

Suite à l'annonce faite fin 2017, la création de MER Invest a été finalisée en mai 2018. Ce fonds entièrement porté par Crédit Maritime Grand Ouest est spécialement conçu pour soutenir le développement de la Croissance Bleue du Grand Ouest. Une première ambition de 10 millions d'euros pour investir en capital dans des projets d'entreprises innovantes et en croissance. Déjà 3 opérations ont été réalisées en 2018 pour près de 1 million d'euros, et une vingtaine de projets sont en phase d'analyse sur l'ensemble des activités maritimes : pêche, nautisme, ingénierie marine, Énergies Marines Renouvelables, tourisme, chantier naval...

- 2018, une année marquée par un soutien appuyé aux initiatives menées pour un développement respectueux et harmonieux de notre espace maritime et de sa communauté

Avec la création du Livret Maritime Solidaire, 15 millions d'euros ont déjà été collectés, permettant de reverser un montant équivalent aux intérêts perçus par nos clients particuliers, à une association maritime solidaire

Notre partenariat historique avec le centre de formation national de la SNSM basé à Saint Nazaire a été renforcé avec la poursuite de notre donation annuelle qui accompagne les actions de formation ou les acquisitions de canots de sauvetage.

Nous avons renouvelé notre participation à l'évènement Plages et Mers propres organisé par les Comptoirs de la Mer.

Nous avons acté notre adhésion à l'association RespectOcean, dont l'objectif est de fédérer les entreprises convaincues d'un modèle économique viable dans une logique de développement durable, et soucieuse de la protection des océans.

Enfin, en tant que partenaire privé principal, nous accompagnons activement la grande exposition « La Mer XXL » qui ouvrira ses portes du 29 juin au 10 juillet 2019 à Nantes. Cet évènement sera l'occasion de mettre en scène la mer pour la faire découvrir et partager au plus grand nombre.

2 RAPPORT DE GESTION

Résultat consolidé retraité.

Sur l'exercice 2018, il est à noter que Ouest Croissance S.A.S, société de capital risque, détenue à 60% par la Banque Populaire Grand Ouest, a été consolidée dans les comptes selon la méthode de l'intégration globale. Au titre de 2017, l'intégration de cette filiale avait été réalisée par mise en équivalence.

Afin de faciliter la comparaison des exercices, les données du tableau ci-dessous et les éléments d'analyse à suivre sont sur un périmètre équivalent avec une intégration globale sur les 2 exercices. Ce proforma de l'exercice 2017 induit par l'impact théorique de l'intégration globale d'Ouest Croissance en 2017 n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Par ailleurs, le compte de résultat ci-dessous correspond à une présentation de gestion (et non comptable) afin de faire ressortir les frais de fusion compte tenu de la nature non-récurrente de ces charges.

BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST <i>(en millions d'euros)</i>	Variation			
	31/12/17	31/12/18	En M€	En %
PRODUIT NET BANCAIRE	571,9	565,4	-6,6	- 1,1%
FRAIS GÉNÉRAUX (hors frais de fusion)	- 389,2	- 394,7	- 5,5	1,4%
RÉSULTAT BRUT	182,8	170,7	-12,1	- 6,6%
COÛT DU RISQUE	-35,9	-47,2	-11,3	31,5%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	146,9	123,4	-23,4	-16,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	-2,2	-0,6	1,6	-74,2%
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	144,7	122,9	-21,8	-15,1%
IS	- 33,7	-27,0	6,7	-20,0%
RÉSULTAT NET	111,0	95,9	-15,1	-13,6%
Part des minoritaires OC	-3,2	-8,0	-4,8	149,2%
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (hors frais de fusion)	107,8	88,0	-19,9	-18,4%
Frais de fusion net d'impôts	-39,8	-5,8	34,0	-85,5%
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	68,1	82,2	14,1	20,8%
COEX (hors frais de fusion)	68,0%	69,8%	1,8pt	
COEX net de risque (hors frais de fusion)	74,3%	78,2%	3,8 pts	

Produit net bancaire

Le produit net bancaire, à 565,4 millions d'euros en 2018 apparaît en retrait de 1,1% par rapport à 2017. Il est à noter que ce dernier exercice comprenait une plus-value de cession de titres pour 23,3 millions d'euros. Hors cet élément significatif, le produit net bancaire apparaît en progression de 3,1%.

Les revenus totaux ont été résilients en 2018 du fait de la bonne dynamique commerciale, mais l'année a cependant été de nouveau marquée par un recul de la marge d'intérêts clientèle.

Dans un contexte de taux bas qui s'est poursuivi, les produits des crédits à la clientèle ont reculé de près de 4% en dépit de l'augmentation significative des encours.

Si les taux bas ont également favorisé la baisse du coût de la

ressource clientèle et de la ressource de marché, ces dernières baisses ont été d'un moindre niveau. La marge nette d'intérêts a donc continué de reculer en 2018.

Les commissions, qui regroupent les produits perçus liés à la commercialisation des services bancaires et financiers, sont en progression et compensent en partie la baisse de la marge d'intérêts. Cette performance reflète la bonne activité commerciale de la Banque Populaire Grand Ouest dans tous ses domaines d'expertises et la qualité reconnue par ses clients et sociétaires des produits et services de banque et d'assurance mis à leur disposition.

Frais généraux et résultat brut d'exploitation

Comme en 2017, mais dans une moindre mesure, les frais généraux en 2018 ont été impactés par les coûts liés à la fusion informatique qui a été réalisée en septembre 2018. Ces frais, qui comprennent des coûts informatiques, des charges liées aux mesures d'accompagnement sociales et à des charges diverses se sont élevées à 8,8 millions d'euros en 2018 après 57,5 millions d'euros en 2017.

Hors ces coûts de fusion, les frais généraux, maîtrisés, sont en progression de 1,4% alors même que la Banque a continué d'investir fortement pour son adaptation et sa transformation dans le souci de répondre aux évolutions des besoins de ses clients.

Avec un produit net bancaire en retrait et des charges en légère progression, le résultat brut d'exploitation, hors coûts de fusion, diminue de 6,6% à 170,7 millions d'euros.

Coût du risque

A 47,2 millions d'euros, le coût du risque apparaît en hausse de 31,5% par rapport à l'année 2017, année particulièrement faible en la matière. Il ne représente cependant sur cet exercice 2018 que 0,22% des encours de crédits à la clientèle de fin d'année, soit un niveau toujours très bien maîtrisé.

Il est à noter que l'année 2018 a enregistré une modification de périmètre avec la mise en œuvre de la norme IFRS 9 qui amène un élargissement du provisionnement sur les dossiers sains. Cette nouvelle norme, d'application rétroactive, a impacté le coût du risque de l'année 2018 de près de 5 millions d'euros..

Résultat net

Après éléments divers et impôts sur les sociétés, le résultat net part du groupe, hors impact de la fusion, s'établit à 88 millions d'euros contre 107,8 millions d'euro un an plus tôt. Il est à noter que la contribution de la filiale Ouest Croissance dans les comptes consolidés a été plus importante en 2018 avec une contribution de 19,9 millions d'euros au résultat net avant déduction des parts minoritaires contre 8,0 millions d'euros en 2017.

En intégrant les charges liées à la fusion informatique et leur impact sur l'impôt sur les sociétés, le résultat net consolidé part du groupe de la Banque Populaire Grand Ouest s'élève à 82,2 millions d'euros en 2018 contre 68,1 millions d'euros en 2017.

2.3.2 Présentation des secteurs opérationnels

L'activité de la Banque Populaire Grand Ouest s'inscrit essentiellement dans un seul secteur opérationnel, le pôle Banque Commerciale et Assurance, tel que défini au sein du Groupe BPCE. La production de tableaux détaillés n'apparaît donc pas nécessaire.

2 RAPPORT DE GESTION

2.3.3 Bilan consolidé et variation des capitaux propres

Comme Le Groupe BPCE, la Banque Populaire Grand Ouest applique la norme IFRS 9 depuis le 1er janvier 2018. Les options retenues sont décrites dans les annexes du présent rapport.

L'application de cette norme a occasionné des reclassements entre catégories d'actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur ou par capitaux propres avec un impact net sur les capitaux propres consolidés du Groupe Banque Populaire Grand Ouest en raison de la différence de méthode d'évaluation de ces actifs et de l'application rétrospective de la norme. A noter que ces reclassements ont été limités.

La norme IFRS 9 introduit par ailleurs une nouvelle méthodologie d'évaluation du risque de crédit qui conduit à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements de financement et de garantie.

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	01/18	12/18	Evol	31/12/2017 après reclassement IFRS9
Opération de trésorerie & divers	3 789	4 531	19,6%	3 768
Actifs financiers	1 422	1 696	19,3%	1 444
Instruments dérivés de couverture	81	69	-15,4%	81
Crédits à la clientèle	20 542	21 909	6,7%	20 602
Participation dans les entreprises mises en équivalence	126	0	-100,0%	126
Immobilisation	173	162	-6,3%	173
Total Actif	26 134	28 367	8,5%	26 195

PASSIF <i>(en millions d'euros)</i>	01/18	12/18	Evol	31/12/2017 après reclassement IFRS9
Opération de trésorerie & divers	6 758	8 079	19,5%	6 759
Instruments dérivés de couverture	86	85	-1,4%	86
Dettes envers la clientèle	16 774	17 542	4,6%	16 774
Provisions	176	149	-15,4%	166
Capitaux propres	2 340	2 512	7,3%	2 410
Capitaux propres part du groupe	2 340	2 421	3,5%	2 410
Capital et primes liées	1 383	1 395	0,9%	1 383
Réserves consolidées	838	824	-1,6%	882
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	119	120	0,3%	145
Résultat de la période	0	82		0
Inérêts minoritaires	0	91		0
Total Actif	26 134	28 367	8,5%	26 195

Les impacts de ces changements de méthode, applicable au 1er janvier 2018 sont repris dans les tableaux ci-dessous et détaillés dans les annexes. En 2018, le total bilan de la Banque Populaire Grand Ouest s'élève à 28,4 milliards d'euros, en augmentation de 8,5% après entrée en vigueur de la norme IFRS9.

Les actifs de la Banque Populaire Grand Ouest sont constitués à plus de 77,2% par des prêts et créances à la clientèle, activité qui fait partie de son cœur de métier. L'augmentation de cette ligne de 6,7% illustre l'implication de la Banque dans le financement des acteurs de l'économie régionale.

Au passif, les dettes envers la clientèle, qui représentent les dépôts monétaires détenus par les clients, sont en progression de 4,6%. Cette bonne performance est l'illustration de la confiance des clients dans la Banque Populaire Grand Ouest.

Avec un niveau de capitaux propres stable de 2,4 milliards d'euros à fin 2018, constitués en totalité de fonds propres Tier I, la Banque Populaire Grand Ouest présente une structure financière solide

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Autres	Capitaux propres part du groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2017 après reclassement d'IFRS9	1 025,1	357,8	814,2	213,0	2 410,1	-	2 410,1
Affectation du résultat de l'exercice	-	-	68,1	68,1	-	-	-
Effets des changements liés à la première application d'IFRS9	-	-	44,6	25,8	70,4	-	70,4
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2018	1 025,1	357,8	837,6	119,1	2 339,6	-	2 339,6
Distribution	-	-	15,0	-	15,0	-	15,0
Augmentation de capital	12,0	-	-	-	12,0	-	12,0
Effets des acquisitions et cession sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	90,6	90,6
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	0,4	0,4	-	0,4
Résultat global	-	-	-	82,2	82,2	-	82,2
Autres variations	-	-	1,8	-	1,8	-	1,8
Capitaux propres au 31 décembre 2018	1 037,0	357,8	824,5	201,7	2 421,0	90,6	2 511,6

2.4 ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DE L'ENTITÉ SUR BASE INDIVIDUELLE

2.4.1 Résultats financiers de l'entité sur base individuelle

Dans la mesure où la Banque Populaire Grand Ouest représente à elle seule près de 92% du PNB consolidés de l'ensemble, seules sont commentées ci-dessous les éléments marquants et différenciants compris dans les comptes sociaux.

Compte de résultat individuel sur base sociale y compris les coûts de fusion

(en millions d'euros)	Evolution			
	2017	2018	En M€	En %
Marge d'intérêts	305,2	273,9	-31,2	-10,2%
Commissions nettes et divers	235,4	244,1	8,7	3,7%
Produit net bancaire	540,5	518,0	-22,5	-4,2%
Frais généraux	-445,1	-399,4	45,7	-10,3%
Résultat brut d'exploitation	95,4	118,6	23,2	24,3%
Coût du risque	-36,3	-80,0	-43,6	120,1%
Résultat d'exploitation	59,1	38,7	-20,5	-34,6%
Gains et pertes sur actifs immobilisés	21,6	-5,7	-27,3	-126,3%
Résultat avant impôts	80,7	32,9	-47,7	-59,2%
Résultat exceptionnel	-0,1	0,0		
Impôts	-11,4	-11,7	-0,2	2,0%
FRBG et provisions réglementées	0,0	31,7		
Résultat net	69,2	53,0	-16,2	-23,4%

La marge d'intérêts est en forte baisse de 31,2 millions d'euros, soit une diminution de 10,2% par rapport à l'année 2017.

Si, comme pour les comptes consolidés, la marge d'intérêts en social subit également la baisse des produits des crédits à la clientèle, 80% de cette évolution de la marge d'intérêts s'explique par :

- La baisse du dividende perçu de la SA ouest Croissance qui est passé de 12,1 millions d'euros en 2017, avec le versement d'un dividende exceptionnel, à 2,4 millions d'euros en 2018.
- L'harmonisation des pratiques, inhérente à la fusion entre les établissements constituant la Banque Populaire Grand Ouest, concernant la dotation à la réserve latente de crédit-bail. Cette convergence des pratiques a occasionné une forte dotation en 2018. L'impact sur le net des produits et charges sur opérations de crédit-bail s'élève à -15 millions environ en 2018 par rapport à 2017.

A 80 millions d'euros, le coût du risque progresse de 120 %, soit + 43,6 millions d'euros.

Cette hausse provient de l'alignement sur la norme IFRS 9, retenue dans les comptes consolidés, des modalités d'estimation des engagements non douteux. L'impact de ce changement de modalités de calcul se traduit par une charge de 40 millions d'euros en compte de résultat au poste coût du risque. Hors ce changement de méthode de calcul, le coût du risque serait en augmentation de seulement 3,7 millions d'euros.

Le poste gains et pertes sur actifs immobilisés apparaît en fort recul avec un net de + 21,6 millions d'euros en 2017 contre un net de -5,7 millions d'euros en 2018.

Il est à noter que l'exercice 2017 avait enregistré sur cette dernière ligne une plus-value de cession de titres Ouest Croissance pour 23 millions d'euros.

En 2018, ce poste est marqué par la dépréciation partielle des titres i-BP, filiale informatique des Banques Populaires, pour près de 6 millions d'euros. Cette opération a été réalisée sur l'ensemble des Banques Populaires dans un souci d'harmonisation comptable avec les autres filiales informatiques du Groupe BPCE.

Après une reprise de FRBG à hauteur de 31,7 millions d'euros venant neutraliser les impacts de l'alignement sur la norme IFRS 9, le résultat net ressort à 53,0 millions en 2018 contre 69,2 millions d'euros sur le précédent exercice.

2.4.1 Analyse du bilan de l'entité

ACTIF				
(en millions d'euros)	2017	2018	Evol	
Opération de trésorerie & divers	6 169	6 960	12,8%	
Crédits à la clientèle	18 421	19 906	8,1%	
Immobilisations	174	164	-5,7%	
Participation financières	835	878	5,3%	
Total Actif	25 598	27 908	9,0%	

PASSIF				
(en millions d'euros)	2017	2018	Evol	
Opération de trésorerie	6 654	7 997	20,2%	
Dépôts de la clientèle	16 627	17 555	5,6%	
Provisions	188	208	10,7%	
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	235	203	-13,5%	
Capitaux propres	1 896	1 946	2,6%	
Réserves	447	502	12,1%	
Capital social et primes liées	1 379	1 391	0,9%	
Bénéfice	69	53	-23,4%	
Total Passif	25 598	27 908	9,0%	

Seuls sont commenté ci-dessous les éléments marquants dans le bilan social de la Banque Populaire Grand Ouest par rapport au bilan consolidé.

Dans l'optique de diversification de ses sources de refinancement et pour pouvoir mieux encore répondre aux contraintes réglementaires en termes de liquidité, la Banque Populaire Grand Ouest a participé, au côté de BPCE avec les autres Banques Populaires et les Caisses d'Epargne, à plusieurs opérations de titrisation de créances immobilières faite en 2014, 2017 et 2018 et à une opération sur les crédits à la consommation réalisée en 2016.

Cette opération a été réalisée avec l'utilisation d'un fonds commun de titrisation (FCT). Les parts de ce FCT ont été souscrites par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne elles-mêmes. Juridiquement et dans les comptes sociaux en normes françaises, les prêts sont sortis du poste de bilan « crédits à la clientèle » et ont été remplacés par des parts de FCT comptabilisées dans le poste « obligations et autres titres à revenu fixe » (ci-dessus intégrées dans les opérations de trésorerie à l'actif du bilan).

Pour la Banque Populaire Grand Ouest, la cession de créances immobilières et de crédits à la consommation et la souscription de parts de FCT représentent 1,9 milliards d'euros au 31 décembre 2018.

Cette opération, transparente pour les clients, n'a eu aucun impact dans la relation que la Banque Populaire Grand Ouest entretient avec ces derniers.

2.5 FONDS PROPRES ET SOLVABILITÉ

2.5.1 Gestion des fonds propres

2.5.1.1 Définition du ratio de solvabilité

Depuis le 1er janvier 2014, la réglementation Bâle 3 est entrée en vigueur. Les ratios de solvabilité sont ainsi présentés selon cette réglementation pour les exercices 2017 et 2018.

Les définitions ci-après sont issues de la réglementation Bâle 3 dont les dispositions ont été reprises dans la directive européenne 2013/36/EU (CRDIV) et le règlement n°575/2013 (CRR) du Parlement européen et du Conseil. Tous les établissements de crédit de l'Union Européenne sont soumis au respect des exigences prudentielles définies dans ces textes depuis le 1er janvier 2014.

Les établissements de crédit assujettis sont tenus de respecter en permanence :

- un ratio de fonds propres de base de catégorie I ou Common Equity Tier I (ratio CETI),
 - un ratio de fonds propres de catégorie I (ratio TI), correspondant au CETI complété des fonds propres additionnels de catégorie I (ATI),
 - un ratio de fonds propres globaux, correspondant au Tier I complété des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)
- Auxquels viennent s'ajouter les coussins de capital soumis à

discrétion nationale du régulateur. Ils comprennent :

- un coussin de conservation,
- un coussin contra cyclique,
- un coussin pour les établissements d'importance systémique,

A noter, les deux premiers coussins cités concernent tous les établissements sur base individuelle ou consolidée.

Les ratios sont égaux au rapport entre les fonds propres et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de dilution ;
- des exigences en fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec la CRDIV, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire :

- Ratios de fonds propres avant coussins : depuis 2015, le ratio minimum de fonds propres de base de catégorie I (ratio CETI) est de 4,5%. De même, le ratio minimum de fonds propres de catégorie I (ratio TI) est de 6%. Enfin, le ratio minimum de fonds propres globaux (ratio global) est de 8%.
- Coussins de fonds propres : leur mise en application est progressive annuellement à partir de 2016 jusqu'en 2019 :
 - Le coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie I est égal, à horizon 2019, à 2,5% du montant total des expositions au risque (0,625% à partir du 1er janvier 2016, augmenté de 0,625% par an jusqu'en 2019)
 - Le coussin contra cyclique est égal à une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement. Le Haut Conseil de stabilité financière a fixé le taux du coussin contra cyclique de la France à 0% pour l'année 2018. La majorité des expositions étant localisée dans des pays dont le taux de coussin contra cyclique a été fixé à 0%, le coussin contra cyclique est donc proche de 0.
 - Pour l'année 2018, les ratios minimum de fonds propres à respecter sont ainsi de 6,38% pour le ratio CETI, 7,88% pour le ratio Tier I et 9,88% pour le ratio global l'établissement.
- Nouveaux éléments relatifs à Bâle 3, clause de maintien des acquis et déductions :
 - La nouvelle réglementation supprime la majorité des filtres prudentiels et plus particulièrement celui concernant les plus et moins-values sur les instruments de capitaux propres et les titres de dettes disponibles à la vente. Depuis 2015, les plus-values latentes sont intégrées progressivement chaque année par tranche de 20% aux fonds propres de base de catégorie I. Les moins-values sont, quant à elles, intégrées depuis 2014.

2 RAPPORT DE GESTION

- La partie écartée ou exclue des intérêts minoritaires est déduite progressivement de chacune des catégories de fonds propres par tranche de 20% chaque année à partir de 2014.
- Les impôts différés actifs (IDA) résultant de bénéfices futurs liés à des déficits reportables étaient déduits progressivement par tranche de 10% depuis 2015. Conformément à l'article 19 du règlement (UE) n°2016/445 de la BCE du 14 mars 2016, ces derniers sont désormais déduits à hauteur de 40% sur 2016, 60% en 2017 puis 80% en 2018 afin d'être intégralement déduits en 2019.
- La clause du maintien des acquis : certains instruments ne sont plus éligibles en tant que fonds propres du fait de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation. Conformément à la clause de maintien des acquis, ces instruments sont progressivement exclus sur une période de 8 ans, avec une diminution de 10% par an.

2.5.1.2 Responsabilité en matière de solvabilité

En premier lieu, en tant qu'établissement de crédit, chaque entité est responsable de son niveau de solvabilité, qu'elle doit maintenir au-delà de la norme minimale réglementaire. Chaque établissement dispose à cette fin de différents leviers : émission de parts sociales, mises en réserves lors de l'affectation du résultat annuel, emprunts subordonnés, gestion des risques pondérés.

En second lieu, du fait de son affiliation à l'organe central du groupe, sa solvabilité est également garantie par BPCE SA (cf. code monétaire et financier, art. L511-31). Ainsi, le cas échéant, l'établissement peut bénéficier de la mise en œuvre du système de garantie et de solidarité propre au Groupe BPCE (cf. code monétaire et financier, art. L512-107 al. 6), lequel fédère les fonds propres de l'ensemble des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

2.5.2 Composition des fonds propres

Les fonds propres globaux de la Banque Populaire Grand Ouest sont, selon leur définition réglementaire, ordonnancés en trois catégories : des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), des fonds propres additionnels de catégorie 1 (ATI) et des fonds propres de catégorie 2 (T2) ; catégories desquelles sont déduites des participations dans d'autres établissements bancaire (pour l'essentiel, sa participation au capital de BPCE SA). Au 31 décembre 2018, les fonds propres globaux de l'établissement s'établissent à 1 813 millions d'euros.

2.5.2.1 Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1):

Les fonds propres de base de catégorie 1 « Common Equity Tier 1, CET1 » de la Banque Populaire Grand Ouest correspondent pour l'essentiel au capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves et aux résultats non distribués. Ils tiennent compte des déductions liées notamment

aux actifs incorporels, aux impôts différés dépendant de bénéfices futurs, aux filtres prudentiels, aux montants négatifs résultant d'un déficit de provisions par rapport aux pertes attendues et aux participations sur les institutions bancaires, financières et assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Au 31 décembre 2018, les fonds propres CET1 après déductions de la Banque Populaire Grand Ouest se montent à 1 760 millions d'euros :

- Les capitaux propres de la Banque Populaire Grand Ouest s'élève à 2 421 millions d'euros au 31 décembre 2018 avec une progression de 81,4 millions d'euros sur l'année liée au résultat mis en réserve et à la collecte nette de parts sociales
- les déductions s'élèvent à 607 millions d'euros au 31 décembre 2018. Notamment, l'établissement étant actionnaire de BPCE SA, le montant des titres détenus vient en déduction de ses fonds propres au motif qu'un même euro de fonds propres ne peut couvrir des risques dans deux établissements différents.

2.5.2.2 Fonds propres additionnels de catégorie 1 (ATI):

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 « Additional Tier 1, ATI » sont composés des instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité, les primes d'émission relatives aux éléments de l'ATI et les déductions des participations sur les institutions bancaires, financières et assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Au 31 décembre 2018, la Banque Populaire Grand Ouest ne dispose pas de fonds propres ATI.

2.5.2.3 Fonds propres de catégorie 2 (T2):

Les fonds propres de catégorie 2 correspondent soit à des instruments de dette subordonnée d'une durée minimale de 5 ans ou à des différence positive entre la somme des ajustements de valeur et des dépréciations collectives afférentes aux expositions IRB et les pertes attendues ou à des ajustements transitoires. Au 31 décembre 2018, la Banque Populaire Grand Ouest dispose de fonds propres Tier 2 pour un montant de 53 millions d'euros.

2.5.2.4 Circulation des Fonds Propres

Le cas échéant, la Banque Populaire Grand Ouest a la possibilité de solliciter BPCE SA pour renforcer ses fonds propres complémentaires (Tier 2), par la mise en place de prêts subordonnés, remboursables (PSR) ou à durée indéterminée (PSDI).

2.5.2.5 Gestion du ratio de l'établissement

Le ratio de solvabilité de la Banque Populaire Grand Ouest est de 14,67% au 31 décembre 2018.

2 RAPPORT DE GESTION

2.5.2.6 Tableau de composition des fonds propres

<i>en milliers d'euros</i>		31/12/2018
Capitaux propres - part du groupe		2 420 988
Intérêts minoritaires		
Emission de Tier 1 hybrides		
Retraitements prudentiels (y.c. écarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles)		(54 584)
Fonds propres de base (Tier 1) avant déduction		2 366 404
Fonds propres complémentaires (Tier 2) avant déduction		53 284
Déductions des fonds propres		(607 023)
dont déduction des fonds propres de base		(607 023)
dont déduction des fonds propres complémentaires		0
FONDS PROPRES PRUDENTIELS		1 812 665

2.5.3 Exigences de fonds propres

2.5.3.1 Définition des différents types de risque

Pour les besoins du calcul réglementaire de solvabilité, trois types de risques doivent être mesurés : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces risques sont calculés respectivement à partir des encours de crédit, du portefeuille de négociation et du produit net bancaire de l'établissement.

En appliquant à ces données des méthodes de calcul réglementaires, on obtient des montants de risques dits « pondérés ». Les exigences en fonds propres sont égales à 8% du total de ces risques pondérés.

Au 31 décembre 2018, les risques pondérés de la Banque Populaire Grand Ouest étaient de 12 355 millions d'euros selon la réglementation Bâle 3 (soit 991 millions d'euros d'exigences de fonds propres).

A noter, la réglementation Bâle 3 a introduit un montant d'exigences en fonds propres supplémentaire :

- Au titre de la Crédit Value Adjustment (CVA) : la CVA est une correction comptable du Mark to Market des dérivés pour intégrer le coût du risque de contrepartie qui varie avec l'évolution de la qualité de crédit de la contrepartie (changement de spreads ou de ratings). La réglementation Bâle 3 prévoit une exigence supplémentaire de fonds propres destinée à couvrir le risque de volatilité de l'évaluation de crédit.
- Au titre des paramètres de corrélation sur les établissements financiers : la crise financière de 2008 a mis en exergue, entre autres, les interdépendances des établissements bancaires entre eux (qui ont ainsi transmis

les chocs au sein du système financier et à l'économie réelle de façon plus globale). La réglementation Bâle 3 vise aussi à réduire cette interdépendance entre établissements de grande taille, au travers de l'augmentation, dans la formule de calcul du RWA, du coefficient de corrélation (passant de 1 à 1,25) pour certaines entités financières (entités du secteur financier et entités financières non réglementées de grande taille).

- Au titre des Chambres de Compensation Centralisées (CCP) : afin de réduire les risques systémiques, le régulateur souhaite généraliser l'utilisation des CCP sur le marché des dérivés de gré à gré tout en encadrant la gestion des risques de ces CCP avec des pondérations relativement peu élevées.

Les établissements sont exposés aux CCP de deux manières :

- Pondération de 2% pour les opérations qui passent par les CCP (pour les produits dérivés et IFT)
- Pour les entités membres compensateurs de CCP, exigences en fonds propres pour couvrir l'exposition sur le fonds de défaillance de chaque CCP.
- Au titre des franchises relatives aux IDA correspondant aux bénéfices futurs liés à des différences temporelles et aux participations financières supérieures à 10%. Comme précisé précédemment, les éléments couverts par la franchise sont pondérés à 250%.

Le détail figure dans le tableau ci-après.

2.5.3.2 Tableau des exigences en fonds propres et risques pondérés

<i>en milliers d'euros</i>		31/12/2018
Exigences en Fonds Propres		12 325
Administrations centrales et locales		2 925
Établissements de crédit		484 697
Clientèle corporate		242 363
Clientèle détail		146 462
Actions		74 214
Risques opérationnels		28 609
Autres		991 595
TOTAL		991 595

2.5.4 Ratio de Levier

2.5.4.1 Définition du ratio de levier

Le ratio de levier a pour objectif principal de servir de mesure de risque complémentaire aux exigences de Fonds Propres. Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie I et les expositions, qui correspondent aux éléments d'actifs et de hors bilan, après retraitements sur les instruments dérivés, les opérations de financement et les éléments déduits des fonds propres.

Le niveau de ratio minimal à respecter est de 3%.

Ce ratio fait l'objet d'une publication obligatoire depuis le 1er janvier 2015. Une intégration au dispositif d'exigences de Pilier I n'est pas prévue avant 2020.

L'article 429 du CRR, précisant les modalités relatives au ratio de levier, a été modifié par le règlement délégué (UE) 2015/62 de la Commission Européenne du 10 octobre 2014.

Au 31 décembre 2018, le ratio de levier sur la base des fonds propres de catégorie I tenant compte des dispositions transitoires est de 5,87%

Le détail figure dans le tableau ci-après.

2.5.4.2 Tableau de composition du ratio de levier

en milliers d'euros		31/12/2018
FONDS PROPRES TIER I		1 759 381
Total bilan		28 367 250
Retraitements prudentiels		
Total Bilan Prudentiel		28 367 250
Ajustements au titre des expositions sur dérivés		(25 423)
Ajustements au titre des opérations de financement sur titres		459 249
Hors bilan		1 789 940
Ajustements réglementaires Tier I		(640 844)
Total exposition levier		29 950 172
Ratio de levier		5,87

2.6 ORGANISATION ET ACTIVITÉ DU CONTRÔLE INTERNE

Trois niveaux de contrôle

Conformément à la réglementation bancaire, aux saines pratiques de gestion et aux normes du Groupe BPCE, le dispositif de contrôle de l'établissement repose sur trois niveaux de contrôle: deux niveaux de contrôle permanent et un niveau de contrôle périodique.

Ce dispositif fonctionne en filières, intégrées à l'établissement. Ces filières sont principalement animées par deux directions de l'organe central :

- la direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents groupe, en charge du contrôle permanent
- la direction de l'Inspection générale groupe, en charge du contrôle périodique.

Un lien fonctionnel fort entre l'établissement et l'organe central

Les fonctions de contrôle permanent et périodique localisées au sein de l'établissement (et de ses filiales) sont rattachées, dans le cadre de filières de contrôle intégrées par un lien fonctionnel fort, aux directions centrales de contrôle de BPCE correspondantes. Ce lien recouvre en particulier :

- un avis conforme sur les nominations et retraits des responsables des fonctions de contrôle permanent ou périodique dans l'établissement,
- des obligations de reporting, d'information et d'alerte,
- l'édiction de normes par l'organe central consignées dans des chartes,
- la définition ou l'approbation de plans de contrôle.

L'ensemble de ce dispositif a été approuvé par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et présenté au comité d'audit du 16 décembre 2009 et au conseil de surveillance de BPCE. La charte des risques a été revue début 2017 et le corpus normatif est maintenant composé de trois chartes groupe couvrant l'ensemble des activités :

- la charte du contrôle interne groupe : charte faîtière s'appuyant sur deux chartes spécifiques qui sont :
- la charte de la filière d'audit interne,
- et la charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents.

Une organisation adaptée aux spécificités locales

Au niveau de l'établissement, le Directeur Général définit la structure organisationnelle. Il répartit les responsabilités et les moyens de manière optimale pour assurer, conformément aux orientations définies par le conseil d'administration la couverture des risques, leur évaluation et leur gestion.

La responsabilité du contrôle permanent de premier niveau incombe au premier chef aux Directions opérationnelles ou fonctionnelles ; les contrôles permanents de deuxième niveau et l'audit interne sont assurés par des Directions fonctionnelles centrales indépendantes dont les responsables au sens des

articles 16 à 20 et 28 à 34 de l'Arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne sont directement rattachés aux dirigeants effectifs au sens de l'article 10 du même arrêté.

Conformément à l'article 30 de l'Arrêté du 3 novembre 2014, il est admis que le responsable du contrôle de la conformité puisse être rattaché au Directeur des Risques, dénommé alors Directeur Risques et Conformité.

2.6.1 Composition des fonds propres

Contrôle permanent hiérarchique (niveau 1)

Le contrôle permanent dit hiérarchique (niveau 1), premier maillon du contrôle interne est assuré par les services opérationnels ou fonctionnels sous le contrôle de leur hiérarchie. Ces services sont responsables des risques qu'ils génèrent à travers les opérations qu'ils réalisent.

Ceux-ci sont notamment responsables :

- de la mise en œuvre des autocontrôles formalisés, tracés et reportables;
- de la formalisation et de la vérification du respect des procédures de traitement des opérations, détaillant la responsabilité des acteurs et les types de contrôle effectués;
- de la vérification de la conformité des opérations ;
- de la mise en œuvre des préconisations rédigées par les fonctions de contrôle de niveau 2 sur le dispositif de contrôles de niveau 1 ;
- de rendre compte et d'alerter les fonctions de contrôle de niveau 2.

En fonction des situations et activités et, le cas échéant, conjointement, ces contrôles de niveau 1 sont réalisés soit de préférence par une unité de contrôle ad hoc de type middle office ou entité de contrôle comptable, soit par les opérateurs eux-mêmes.

Les contrôles de niveau 1 font l'objet d'un reporting formalisé aux directions ou fonctions de contrôle permanent dédiées concernées.

Contrôle permanent par des entités dédiées (niveau 2)

Les contrôles de second niveau sont du ressort de la seconde ligne de défense et sont assurés par des fonctions indépendantes des activités opérationnelles. Les contrôles de second niveau ne peuvent pas se substituer aux contrôles de premier niveau.

Les fonctions de contrôle permanent de second niveau sont notamment responsables :

- de la documentation du plan annuel de contrôles de niveau 2 et du pilotage de sa mise en œuvre ;
- de l'exhaustivité et de la mise à jour des référentiels de contrôles sur le périmètre dans le cadre des risques à piloter et des nécessités réglementaires ;
- de la réalisation des contrôles permanents du socle commun groupe ;
- de l'existence, de l'analyse des résultats et du reporting

notamment en lien avec les résultats des contrôles de premier niveau ;

- de la sollicitation du contrôle permanent de niveau 1 sur la mise en œuvre des préconisations ;
- du suivi de la mise en œuvre des plans d'actions correctifs notamment ceux définis au niveau du Groupe et ceux priorisés par l'établissement au niveau 2.

Comité de coordination du contrôle interne

Le Directeur Général est chargé d'assurer la cohérence et l'efficacité du contrôle permanent. Un Comité de coordination du contrôle interne se réunit périodiquement (chaque trimestre) sous la présidence du Directeur Général.

Ce comité a vocation à traiter l'ensemble des questions relatives à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'établissement, ainsi que les résultats issus des travaux de maîtrise des risques et de contrôle interne et des suites qui leur sont données.

Il a notamment pour objet :

- valider la charte du Contrôle Interne Groupe, la charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents Groupe et la charte de la filière Audit Groupe ;
- procéder à la revue des tableaux de bord et reporting des résultats des contrôles groupe et présenter les actions et les résultats de la coordination des contrôles permanents ;
- valider les plans d'actions à mettre en œuvre afin d'avoir un dispositif groupe cohérent et efficace de contrôle permanent et faire un état d'avancement des mesures correctrices décidées suites aux recommandations de l'Inspection Générale groupe et des autorités de supervision nationale ou européenne et aux préconisations des fonctions de contrôle permanent ;
- effectuer la revue du dispositif de contrôle interne groupe, identifier les zones de dysfonctionnements, proposer des solutions adaptées afin de renforcer la sécurisation des établissements et du groupe ;
- effectuer la revue de l'allocation des moyens alloués au regard des risques portés ;
- présenter les résultats des contrôles ou benchmarks des établissements ;
- décider de toutes actions ou mesures à caractère transversal visant à renforcer le contrôle interne du groupe ;
- s'assurer de la cohérence entre le renforcement des zones de contrôles permanents et les zones de risques identifiées dans la macro-cartographie consolidée.

Participent à ce comité : la Direction des Audits, la Direction des Risques et de la Conformité, les Responsables des contrôles permanents.

Le dispositif Groupe de gestion et de contrôle permanent des risques et son articulation avec les filières en établissement est développé plus précisément dans la partie 2.7 de ce rapport.

2 .6.2 Présentation du dispositif de contrôle périodique

Le contrôle périodique est assuré par l'Audit interne sur toutes les activités, y compris le contrôle permanent.

Dans le cadre des responsabilités définies par l'article 17 de l'Arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne, l'Audit interne s'assure de la qualité, l'efficacité, la cohérence et le bon fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques. Son périmètre d'intervention couvre tous les risques et toutes les activités de l'établissement, y compris celles qui sont externalisées. Il s'étend également à ses filiales. Ses objectifs prioritaires sont d'évaluer et de rendre compte aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance de l'établissement :

- de la qualité de la situation financière ;
- du niveau des risques effectivement encourus ;
- de la qualité de l'organisation et de la gestion ;
- de la cohérence, de l'adéquation et du bon fonctionnement des dispositifs d'évaluation et de maîtrise des risques ;
- de la fiabilité et de l'intégrité des informations comptables et des informations de gestion ;
- du respect des lois, des règlements, des règles du Groupe ou de chaque entreprise ;
- de la mise en œuvre effective des recommandations des missions antérieures et des régulateurs.

Rattaché directement au Directeur Général, l'Audit interne exerce ses missions de manière indépendante des Directions opérationnelles et de contrôle permanent. Ses modalités de fonctionnement, sont précisées dans une charte d'audit Groupe approuvée par le Directoire de BPCE le 7 décembre 2009, qui s'applique à l'établissement, charte elle-même déclinée en normes thématiques (ressources d'audit, audit du réseau commercial, missions, suivi des recommandations, ...). Elle a été mise à jour le 09 juillet 2018.

Le planning prévisionnel des audits est arrêté en accord avec l'Inspection Générale Groupe. Il est approuvé par le Directeur Général et communiqué au comité des risques, accompagné d'un courrier de l'Inspection Générale qui exprime son avis sur ce plan. Le comité a toute latitude pour formuler des recommandations.

A l'issue de ses investigations, la mission d'audit émet un pré-rapport qui contient notamment ses recommandations et auquel l'unité auditée doit répondre. Chaque recommandation est hiérarchisée en fonction de son importance. Le rapport définitif intègre la réponse des audités à chaque recommandation ; celle-ci inclut des plans d'action et des engagements sur des dates de mise en œuvre. Ce rapport est transmis, outre les responsables de l'unité auditée, aux dirigeants de l'établissement.

Le management opérationnel est responsable de la mise en œuvre des recommandations. Il met en place des plans d'action adaptés et informe de leur taux d'avancement au moins semestriellement à l'Audit Interne. Celui-ci en assure

un reporting régulier au comité de coordination du contrôle interne et au comité des risques.

L'Audit Interne, en vertu de son devoir d'alerte, saisit le comité des risques en cas de non mise en place des actions correctrices dans les délais prévus.

Dans le cadre des responsabilités qui lui sont dévolues, l'Inspection Générale Groupe mène également de façon périodique des missions de contrôle au sein de l'établissement.

2 .6.3 Gouvernance

La gouvernance du dispositif de contrôle interne repose sur :

- Le comité exécutif des risques qui définit et met en œuvre les organisations et moyens permettant d'assurer de manière exhaustive, optimale et saine la correcte évaluation et gestion des risques, et de disposer d'un pilotage adapté à la situation financière à la stratégie et à l'appétit au risque de l'établissement et du Groupe BPCE. Il est responsable de la maîtrise au quotidien des risques et en répond devant l'organe de surveillance. Il définit la tolérance aux risques au travers d'objectifs généraux en matière de surveillance et gestion des risques, dont la pertinence est régulièrement évaluée ; il assure un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies. Il informe régulièrement le Comité des risques et le conseil d'administration des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats de l'établissement.
- Le conseil d'administration qui approuve le dispositif dédié à l'appétit aux risques proposé par le comité exécutif et il veille à la maîtrise des principaux risques encourus, approuve les limites globales (plafonds), arrête les principes de la politique de rémunération et évalue le dispositif de contrôle interne. A cette fin le conseil prend appui sur le comité des risques.
- Le comité des risques qui assiste l'organe de surveillance et, dans ce cadre, veille à la qualité de l'information délivrée et, plus généralement, assure les missions prévues par l'Arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne. Son rôle est ainsi de :
 - examiner l'exposition globale des activités aux risques et donner un avis sur les limites de risques présentées au conseil d'administration,
 - assurer l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques,
 - porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer, si nécessaire, des actions complémentaires à ce titre,
 - examiner les rapports prévus par les articles 258 à 265 de l'Arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne,

- veiller au suivi des conclusions des missions de l'Audit interne, de l'inspection générale et des régulateurs, et examiner le programme annuel de l'audit.

- En application des dispositions de l'article L.823-19 du Code de commerce, l'organe de surveillance s'est également doté d'un comité d'audit pour assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. Son rôle est ainsi de :

- vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés,
- émettre un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes de l'établissement et examiner leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières.

- Un comité des rémunérations assiste par ailleurs l'organe de surveillance dans la définition des principes de la politique de rémunération au sein de l'établissement dans le respect des dispositions du chapitre VIII du titre IV de l'Arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne. A ce titre, en application de l'article 266 de ce même arrêté, il procède notamment chaque année à un examen :

- des principes de la politique de rémunération de l'entreprise,
- des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise,
- de la politique de rémunération de la population régulée.

- Enfin, l'organe de surveillance a également créé un comité des nominations chargé, en application des dispositions des articles L.511-98 à 101 du Code monétaire et financier, de s'assurer des bonnes conditions de direction et de surveillance de l'établissement. Dans ce cadre, son rôle est notamment de :

- s'assurer de l'adéquation des personnes nommées au sein de l'organe de surveillance, et d'examiner la politique de recrutement des dirigeants effectifs et des responsables en charge du contrôle et de la gestion des risques.

2 .7 GESTION DES RISQUES

2 .7.1 Dispositif de gestion des risques et de la conformité

2 .7.1.1 Dispositif Groupe BPCE

La fonction de gestion des risques et celle de certification de la conformité assurent, entre autres missions, le contrôle permanent des risques et de la conformité.

La Direction des Risques et de la conformité veille à l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques. Elle assure l'évaluation et la prévention des risques, l'élaboration de la politique risque intégrée aux politiques de gestion des activités opérationnelles et la surveillance permanente des risques.

Au sein de l'organe central BPCE, la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents (DRCCP) assure la cohérence, l'homogénéité, l'efficacité, et l'exhaustivité de la mesure, de la surveillance et de la maîtrise des risques. Elle est en charge du pilotage consolidé des risques du Groupe.

La mission de la DRCCP Groupe est conduite de manière indépendante des directions opérationnelles. Ses modalités de fonctionnement, notamment en filières, sont précisées entre autres dans la Charte des Risques, de la Conformité et des contrôles permanents Groupe, approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et dont la dernière mise à jour date de début 2017, en lien avec l'arrêté du 3 novembre 2014 dédié au contrôle interne. La Direction des Risques, de la conformité et du contrôle permanent de notre établissement lui est rattachée par un lien fonctionnel fort.

2 .7.1.2 Direction des Risque, de la conformité et du contrôle permanent

La Direction des Risques, de la conformité et contrôle permanent de Banque Populaire Grand Ouest, est rattachée hiérarchiquement au Directeur général et fonctionnellement à la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents Groupe.

La Direction des Risques, de la conformité et du contrôle permanent couvre l'ensemble des risques : risques de crédit, risques financiers, risques opérationnels, risques de non-conformité ainsi que des activités transverses de pilotage et de contrôle des risques. Elle assure conformément à l'article 75 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques.

Pour assurer son indépendance, la fonction risque et conformité, distincte des autres filières de contrôle interne, est une fonction indépendante de toutes les fonctions effectuant des opérations commerciales, financières ou comptables.

Dans le cadre de la fonction de gestion des risques, les principes définis dans la Charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents Groupe sont tous déclinés au sein de l'établissement. Ainsi de manière indépendante, la

Direction des Risques et de la conformité contrôle la bonne application des normes et des méthodes de mesure des risques, notamment les dispositifs de limites et les schémas délégataires. Elle s'assure que les principes de la politique des risques sont respectés dans le cadre de ses contrôles permanents de deuxième niveau.

Les Dirigeants Effectifs veillent à ce que les systèmes de gestion des risques mis en place soient appropriés au profil de risque et à la stratégie commerciale de l'établissement, conformément à l'article 435 I e) du Règlement (UE) n°575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (CRR).

• Périmètre couvert par la Direction des risques, de la conformité et du contrôle permanent

La Direction des risques, de la conformité et du contrôle permanent gère les risques de la Banque, mais également des filiales, par rattachement fonctionnel, hiérarchique ou par délégation. A ce titre Le Directeur des risques, de la conformité et du contrôle permanent est le Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI) de la société de Gestion Grand Ouest Gestion d'Actifs.

• Principales attributions de la fonction de gestion des Risques et de certification de la conformité de notre établissement

La Direction des Risques, de la conformité et du contrôle permanent :

- est force de proposition de la politique des risques de l'établissement, dans le respect des politiques des risques du Groupe (limites, plafonds...);
- identifie les risques, en établit la macro-cartographie et pilote le process annuel de révision du dispositif d'appétit au risque et du plan annuel de contrôle;
- contribue à l'élaboration des dispositifs de maîtrise des risques, des politiques de gestion des activités opérationnelles (limites quantitatives, schéma délégataire, analyse a priori des nouveaux produits ou des nouvelles activités);
- valide et assure le contrôle de second niveau du périmètre (normes de valorisation des opérations, provisionnement, dispositifs de maîtrise des risques);
- contribue à la définition des normes de contrôle permanent de premier niveau des risques et/ou conformité et veille à leur bonne application (la définition des normes et méthodes Groupe étant une mission de l'organe central);
- assure la surveillance de tous les risques, y compris de non-conformité, notamment la fiabilité du système de détection des dépassements de limites et le suivi et contrôle de leur résolution;

- évalue et contrôle le niveau des risques (stress scenarii...);
- élabore les reportings risques à destination des instances dirigeantes (les Dirigeants Effectifs et l'Organe de Surveillance), contribue aux rapports légaux ou réglementaires et alerte les Dirigeants Effectifs et l'Organe de Surveillance en cas d'incident significatif (art. 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne).

• Organisation et moyens dédiés

La Direction des Risques, de la conformité et du contrôle permanent comprend 56 collaborateurs répartis en 4 pôles (direction, département, service) : risques de crédits et financiers (dont la révision comptable), la conformité et les risques opérationnels, et projets, données et reporting. Son organisation décline principalement trois fonctions spécialisées par domaine de risques : les risques de crédit, les risques financiers et les risques opérationnels et de non-conformité.

Les décisions structurantes en matière de risque et de conformité sont prises par le comité exécutif des risques. Il est responsable de la définition des grandes orientations risques de l'établissement (limites, politiques de risques, chartes délégataires...). Il examine régulièrement les principaux risques de crédit, opérationnels et financiers de notre établissement.

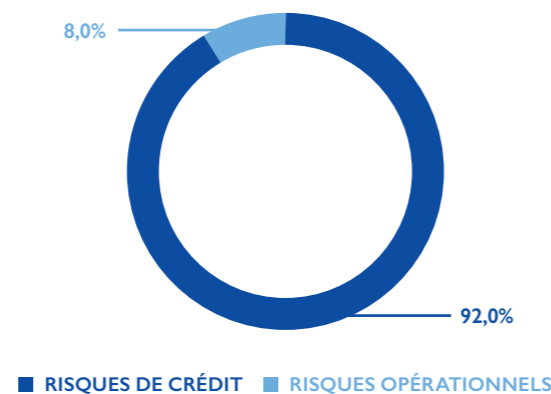
• Les évolutions intervenues en 2018

Les principales évolutions intervenues en 2018 portent sur la mise en œuvre opérationnelle de l'organisation de la Direction des risques, de la conformité et du contrôle permanent dans le cadre de la fusion.

2 .7.1.3 Principaux risques de l'année 2018

Le profil global de risque de Banque Populaire Grand Ouest correspond à celui d'une banque de réseau. Les risques sont concentrés essentiellement sur l'activité de crédit, afin de soutenir et de financer l'économie.

La répartition des risques pondérés de Banque Populaire Grand Ouest au 31/12/2018 est la suivante :



2 .7.1.4 Culture Risques et conformité

Pour mener à bien leurs différents travaux, les établissements du Groupe BPCE s'appuient notamment sur la charte du Contrôle interne et la charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents du Groupe. Cette dernière précise notamment que l'Organe de Surveillance et les Dirigeants Effectifs de chaque établissement promeuvent la culture du risque et de la conformité à tous les niveaux de leur organisation et que les fonctions de gestion des risques et de conformité coordonnent la diffusion de la culture risque et conformité auprès de l'ensemble des collaborateurs, en coordination avec l'ensemble des autres filières et/ou fonctions de Banque Populaire Grand Ouest.

D'une manière globale, notre direction :

- participe à des journées d'animation des fonctions de gestion des risques et de conformité, moments privilégiés d'échanges sur les problématiques risques, de présentation des travaux menés par les différentes fonctions, de formation et de partages de bonnes pratiques entre établissements qui se déclinent également par domaine : crédits, financiers, opérationnels, non-conformité associant tous les établissements du Groupe. Des groupes de travail dédiés viennent compléter ce dispositif;
- enrichit son expertise réglementaire, notamment via la réception et la diffusion de documents réglementaires pédagogiques;
- effectue des interventions régulières dans les différentes filières de l'Etablissement (fonctions commerciales, fonctions supports,...) pour promouvoir la culture du risque et de la conformité;
- est représentée par son Directeur des Risques et de la conformité à des audioséances avec l'organe central ou des réunions régionales réunissant les Directeurs des Risques et de la Conformité des réseaux et des filiales du Groupe BPCE autour de sujets d'actualité;
- contribue, via son Directeur des Risques, de la conformité et du contrôle permanent, aux décisions prises dans les comités dédiés à la fonction de gestion des risques au niveau Groupe : CNM DRCCP;
- bénéficie, pour le compte de ses collaborateurs, d'un programme de formation annuel diffusé par BPCE et complété par des formations internes;
- réalise la macro-cartographie des risques de l'établissement, évaluant ainsi son profil de risque et identifiant ses principaux risques prioritaires;
- pilote la revue annuelle des indicateurs d'appétit au risque de l'établissement dans le cadre du dispositif mis en place par le Groupe;
- s'attache à la diffusion de la culture risque et conformité et à la mise en commun des meilleures pratiques avec les autres établissements du Groupe BPCE.

Plus spécifiquement, pour coordonner les chantiers transverses, la Direction des Risques, de la conformité et du contrôle permanent de notre établissement s'appuie sur la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents Groupe qui contribue à la bonne coordination de la fonction de gestion des risques et de la conformité et pilote la surveillance globale des risques y compris ceux inhérents à la conformité au sein du Groupe. Elle organise une fois par an une journée « Culture risques » afin de sensibiliser les managers et collaborateurs siège et réseau aux problématiques risques et conformité.

MACRO-CARTOGRAPHIE DES RISQUES DE L'ETABLISSEMENT :

La macro-cartographie des risques de Banque Populaire Grand Ouest répond à la réglementation, en particulier à l'arrêté du 3 novembre 2014 dédié au contrôle interne qui indique dans ses articles 100, 101 et 102 (reprenant des dispositions contenues dans le CRBF 97-02) la nécessité de disposer d'une «cartographie des risques qui identifie et évalue les risques encourus au regard de facteurs internes et externes» ainsi qu'aux guidelines de l'EBA « orientations sur la gouvernance interne » publiés le 1er juillet 2018. Banque Populaire Grand Ouest répond à cette obligation avec le dispositif de la « macro-cartographie des risques » qui a été développé par le Groupe BPCE.

Cette macro-cartographie a pour objectif de sécuriser les activités des établissements, de conforter leur rentabilité financière et leur développement dans la durée. Grâce à l'identification et à la cotation de ses risques, chaque établissement du groupe dispose de son profil de risque et de ses risques prioritaires. Cette approche par les risques via une cotation du dispositif de maîtrise des risques permet la mise en œuvre et le suivi de plans d'action ciblés,

La macro-cartographie des risques a un rôle central dans le dispositif global de gestion des risques :

- Elle est en lien fort avec le dispositif dédié à l'appétit aux risques de Banque Populaire Grand Ouest, en établissant son profil de risques, en déterminant quels sont ses risques prioritaires et le plan annuel de contrôle;
- Le dispositif de maîtrise des risques qui est évalué dans la macro-cartographie des risques tient notamment compte des résultats du dispositif de contrôle interne (contrôle permanent et contrôle périodique) et l'identification des zones de risques permet de le faire évoluer;

Ses résultats et ses conclusions sont validés par le Comité Exécutif des Risques Banque Populaire Grand Ouest. Ils sont consolidés au niveau du Groupe BPCE et la synthèse est intégrée dans divers documents du Groupe : document de référence, rapport annuel de contrôle interne, rapport Internal capital adequacy assessment process (ICAAP), réunions avec la Banque Centrale Européenne, principalement.

2 .7.1.5 Appétit au risque

Rappel du contexte

L'appétit au risque du Groupe BPCE est défini par le niveau de risques que le Groupe accepte, dans un contexte donné, pour dégager un résultat récurrent et résilient en offrant le meilleur service à ses clients et en préservant sa solvabilité, sa liquidité et sa réputation.

Le dispositif s'articule autour :

- de la définition du profil de risque du Groupe (ou Risk Appetit Statement) qui assure la cohérence entre l'ADN du Groupe, son modèle de coût et de revenus, son profil de risque et sa capacité d'absorption des pertes ainsi que son dispositif de gestion des risques;
- d'indicateurs couvrant l'ensemble des risques majeurs auxquels le Groupe est exposé et complété de limites ou seuils déclenchant des actions et une gouvernance spécifique en cas de dépassement;
- d'une gouvernance intégrée aux instances de gouvernance du Groupe pour sa constitution et revue ainsi qu'en cas de survenance d'un incident majeur ; ainsi qu'une déclinaison de l'ensemble des principes à chaque établissement du Groupe;
- d'une pleine insertion opérationnelle avec les dispositifs transverses de planification financière.

Profil d'appétit au risque

L'appétit au risque se définit selon 5 critères propres à notre Groupe :

- son ADN;
- son modèle de coûts et de revenus;
- son profil de risque;
- sa capacité d'absorption des pertes;
- et son dispositif de gestion des risques.

L'ADN du Groupe BPCE

et de BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST

L'ADN du Groupe BPCE

Groupe coopératif décentralisé et solidaire, le Groupe BPCE organise son activité autour d'un capital logé majoritairement localement dans ses établissements régionaux et d'un refinancement de marché centralisé optimisant les ressources apportées aux entités. De par sa nature mutualiste, le Groupe BPCE a pour objectif d'apporter le meilleur service à ses clients, dans la durée, tout en dégageant un résultat pérenne.

Le Groupe BPCE :

- doit préserver la solvabilité, la liquidité et la réputation de chacune des entités du Groupe, mission dont l'organe central est en charge à travers un pilotage des risques consolidés, une politique des risques et des outils communs;
- est constitué d'entités et de banques régionales, détenant la propriété du Groupe et de ses filiales. Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité entre les entités du groupe assurent la circulation

du capital et permettent d'éviter le défaut d'une entité ou de l'organe central ;

- se focalise sur les risques structurants de son modèle d'affaires de banque universelle avec une composante prépondérante en banque de détail en France, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires au service de l'ensemble des clientèles ;
- diversifie ses expositions en développant certaines activités en ligne avec son plan stratégique :
 - développement de la bancassurance et de la gestion d'actifs,
 - développement international (majoritairement Banque de Grande Clientèle et gestion d'actifs et de manière plus ciblée sur la banque de détail).

En termes de profil de risques, le Groupe BPCE assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de banque de détail et à ses activités de Banque de Grande Clientèle.

La Banque Populaire Grand Ouest est :

- maison mère du Groupe BPCE et intervient sur un territoire couvrant la Bretagne, les Pays de Loire et 3 départements normands (Manche, Calvados et Orne).
- Un établissement coopératif dans lequel 335 142 sociétaires, également clients cœur de la banque sont détenteurs de parts sociales. Notre responsabilité et notre succès dépendent donc de notre capacité structurelle à maintenir une réputation de banque responsable auprès de nos clients et sociétaires
- Un établissement universel, c'est-à-dire effectuant des opérations de banque classiques et proposant des produits et services bancaires et d'assurance dédiés à des clientèles de détail et de PME locales. Elle exploite les marques Banque Populaire et Crédit Maritime et s'interdit toute opération de trading pour compte propre et déploie l'ensemble du dispositif lié à la protection de la clientèle ou aux lois, règlements, arrêtés et bonnes pratiques qui s'appliquent aux banques françaises

Modèle d'affaires

Le Groupe BPCE se focalise sur les risques structurants de son modèle d'affaires de bancassureur avec une composante prépondérante en banque de détail en France, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires au service des clients du Groupe.

Il est fondamentalement une banque universelle, disposant d'une forte composante de banque de détail en France, sur l'ensemble des segments et marchés et présent sur tout le territoire à travers deux réseaux concurrents dont les entités régionales ont une compétence territoriale définie par leur région d'activité. Afin de renforcer cette franchise et d'offrir une palette complète de services à ses clients, le Groupe BPCE développe une activité de financement de l'économie, essentiellement à destination des PME, des professionnels et des particuliers.

Certaines activités (notamment services financiers spécialisés, banque de grande clientèle, gestion d'actifs, assurance) sont

logées dans des filiales spécialisées.

Enfin, compte tenu du contexte d'évolution des taux dans lequel le Groupe BPCE évolue d'une part, et de l'engagement de dégager un résultat résilient et récurrent d'autre part, le Groupe maintient un équilibre entre la recherche de rentabilité et les risques liés à ses activités.

Profil de risque

L'équilibre entre la recherche de rentabilité et le niveau de risque accepté se traduit dans le profil de risque du Groupe BPCE et se décline dans les politiques de gestion des risques du Groupe.

Notre établissement assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de banque de détail.

Du fait de notre modèle d'affaires, nous assumons les risques suivants :

- le risque de crédit et de contrepartie induit par notre activité prépondérante de crédit aux particuliers, aux professionnels et aux Corporates est encadré via des politiques de risques, des limites de concentration par contrepartie, par pays et par secteur et un système délégataire adéquat complété de suivis des portefeuilles et d'un dispositif de surveillance ;
- le risque de taux structurel est notamment lié à notre activité d'intermédiation et de transformation en lien fort avec notre activité de crédits immobiliers à taux fixes et aux ressources réglementées. Il est encadré par des normes Groupe communes et des limites au niveau de notre Banque;
- le risque de liquidité est piloté au niveau du Groupe qui alloue à notre Banque la liquidité complétant les ressources clientèle levées localement. L'établissement est responsable de la gestion de sa réserve de liquidité dans le cadre des règles Groupe ;
- Les risques non financiers sont encadrés par des normes qui couvrent les risques de non-conformité, de fraude, de sécurité des systèmes d'information, les risques de conduite (conduct risk), ainsi que d'autres risques opérationnels. Pour ce faire, il est mis en œuvre :
 - un référentiel commun de collecte des données pour l'ensemble des établissements du Groupe et d'outils permettant la cartographie annuelle et la remontée des pertes et des incidents au fil de l'eau,
 - un suivi des risques majeurs et des risques à piloter retenus par notre Banque;
 - des plans d'actions sur des risques spécifiques et d'un suivi renforcé des risques naissants;

Enfin, l'alignement des exigences de nos clients particuliers (porteurs de parts sociales constitutifs de nos fonds propres) et de nos investisseurs crédit impose une aversion très forte au risque de réputation.

L'évolution de notre modèle d'affaires étend notre exposition à certaines natures de risques, notamment des risques liés à

la gestion d'actifs et au développement des activités à l'international.

Nous nous interdisons de nous engager sur des activités que nous ne maîtrisons pas ou de trading pour compte propre. Les activités aux profils de risque et à la rentabilité élevée sont strictement encadrées.

Quelles que soient les activités, entités ou géographies, nous avons vocation à fonctionner au plus haut niveau d'éthique, de conduite et selon les meilleurs standards d'exécution et de sécurité des opérations.

La gestion des risques est encadrée par :

- une gouvernance avec des comités dédiés permettant de suivre l'ensemble des risques ;
- des documents cadre (référentiels, politiques, normes, ...) et des chartes ;
- un dispositif de contrôle permanent.

Capacité d'absorption des pertes

Le Groupe BPCE possède un niveau élevé de liquidité et de solvabilité traduisant, le cas échéant, sa capacité à absorber la manifestation d'un risque au niveau des entités ou du Groupe.

En termes de solvabilité le Groupe est en capacité d'absorber durablement le risque via sa structure en capital.

Au niveau de la liquidité, le Groupe dispose d'une réserve significative composée de cash et de titres permettant de faire face aux besoins réglementaires, de satisfaire les exercices de stress tests et également d'accéder aux dispositifs non-conventionnels de financement auprès des banques centrales. Il dispose également d'actifs de bonne qualité éligibles aux dispositifs de refinancement de marché et à ceux proposés par la BCE.

Le Groupe assure la robustesse de ce dispositif par la mise en œuvre de stress tests globaux réalisés régulièrement. Ils sont destinés à vérifier la capacité de résistance du Groupe notamment en cas de crise grave.

Dispositif de gestion des risques

La mise en œuvre de l'appétit au risque s'articule autour de quatre composantes essentielles : (i) la définition de référentiels communs, (ii) l'existence d'un jeu de limites en adéquation avec celles définies par la réglementation, (iii) la répartition des expertises et responsabilités entre local et central et (iv) le fonctionnement de la gouvernance au sein du Groupe et des différentes entités, permettant une application efficace et résiliente du dispositif d'appétit au risque.

Notre établissement :

- est responsable en premier niveau de la gestion de ses risques dans son périmètre et dispose, à ce titre, de responsable(s) de contrôles permanents dédié(s) ;
- décline la gestion des composantes de l'appétit au risque via un ensemble de normes et référentiels issus de chartes dédiées au contrôle interne conçus au niveau Groupe ;

- Enfin, notre établissement a adopté un ensemble de limites applicables aux différents risques et déclinées au niveau du Groupe.

Le dispositif d'appétit au risque du Groupe ainsi que celui de notre établissement sont mis à jour régulièrement. Tout dépassement de limites quantitatives définies dans le dispositif d'appétit au risque fait l'objet d'une alerte et d'un plan de remédiation approprié pouvant être arrêté par la Direction générale et communiqué en Conseil d'Administration en cas de besoin.

2.7.2 Facteurs de risques

Les facteurs de risque présentés ci-dessous concernent le Groupe BPCE dans son ensemble, y compris Banque Populaire Grand Ouest, et sont complètement décrits dans le rapport annuel du Groupe BPCE.

L'environnement bancaire et financier dans lequel Banque Populaire Grand Ouest et plus largement le Groupe BPCE évolue l'expose à de nombreux risques et le contraint à la mise en œuvre d'une politique de maîtrise et de gestion de ces risques toujours plus exigeante et rigoureuse.

Certains des risques auxquels Banque Populaire Grand Ouest est confronté sont identifiés ci-dessous. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques de Banque Populaire Grand Ouest ni de ceux du Groupe BPCE (se reporter au Document de Référence annuel) pris dans le cadre de son activité ou en considération de son environnement.

Les risques présentés ci-dessous, ainsi que d'autres risques non identifiés à ce jour, ou considérés aujourd'hui comme non significatifs par le Groupe BPCE, pourraient avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats.

RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

Risques de défaut et de contrepartie

Une augmentation substantielle des charges pour dépréciations d'actifs comptabilisées au titre du portefeuille de prêts et de créances du Groupe BPCE est susceptible de peser sur ses résultats et sa situation financière

Dans le cadre de ses activités de prêt, le Groupe BPCE, dont Banque Populaire Grand Ouest, passe régulièrement des dépréciations d'actifs pour refléter, si nécessaire, les pertes réelles ou potentielles au titre de son portefeuille de prêts et de créances, qui sont comptabilisées dans son compte de résultat au poste «coût du risque». Le niveau global des dépréciations d'actifs du Groupe BPCE repose sur l'évaluation par le groupe de l'historique de pertes sur prêts, les volumes et les types de prêts accordés, les normes du secteur, les crédits en arriérés, la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au degré de recouvrement des divers types de prêts.

Bien que les entités du Groupe, dont Banque Populaire Grand Ouest, s'efforcent de constituer un niveau suffisant de provisions d'actifs, leurs activités de prêt pourraient être contraintes à l'avenir d'augmenter leurs charges pour pertes sur prêts en raison d'une augmentation des actifs non performants ou d'autres raisons, comme la détérioration des conditions de marché ou des facteurs affectant certains pays ou bien encore des modifications d'ordre comptable. Toute augmentation substantielle des dotations aux provisions pour pertes sur prêts, ou évolution significative de l'estimation par le Groupe BPCE du risque de perte inhérent à son portefeuille de prêts non dépréciés, ou toute perte sur prêts supérieure aux provisions passées à cet égard, auraient un effet défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe BPCE.

La solidité financière et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un effet défavorable sur le Groupe BPCE

La capacité du Groupe BPCE à effectuer ses opérations pourrait être affectée par la solidité financière d'autres institutions financières et acteurs du marché. Les établissements financiers sont étroitement interconnectés, en raison notamment de leurs activités de trading, de compensation, de contrepartie et de financement. La défaillance d'un acteur du secteur, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers ou l'industrie financière de manière plus générale, peuvent conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et entraîner par la suite des pertes ou défaillances supplémentaires. Le Groupe BPCE est exposé à diverses contreparties financières telles que des prestataires de services d'investissement, des banques commerciales ou d'investissement, des chambres de compensation et des contreparties centrales, des fonds communs de placement, des fonds spéculatifs (hedge funds), ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquelles il conclut de manière habituelle des transactions, mettant ainsi en péril le Groupe BPCE si une ou plusieurs contreparties ou clients du Groupe BPCE venait à manquer à ses engagements. Ce risque serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par le Groupe BPCE ne pouvaient pas être cédés, ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition du Groupe BPCE au titre des prêts ou produits dérivés en défaut. En outre, les fraudes ou malversations commises par des participants au secteur financier peuvent avoir un effet significatif défavorable sur les institutions financières en raison notamment des interconnexions entre les institutions opérant sur les marchés financiers.

Risques pays

Le Groupe BPCE pourrait être vulnérable aux environnements politiques, sociétaux, macroéconomiques et financiers ou aux situations particulières des pays où il conduit ses activités

Certaines entités du Groupe BPCE sont exposées au risque pays, qui est le risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays étranger affectent leurs intérêts financiers. Les activités du Groupe BPCE et les revenus tirés des opérations et des transactions réalisées hors de l'Union européenne et des États-Unis, bien que limitées, sont exposées au risque de perte résultant d'évolutions politiques, économiques et légales défavorables, notamment les fluctuations des devises, l'instabilité sociale, les changements de politique gouvernementale ou de politique des banques centrales, les expropriations, les nationalisations, la confiscation d'actifs ou les changements de législation relatifs à la propriété locale.

De par son activité, Banque Populaire Grand Ouest est particulièrement sensible à l'environnement économique national et de son territoire.

RISQUES FINANCIERS

Risque de taux

D'importantes variations de taux d'intérêt pourraient impacter défavorablement le produit net bancaire et la rentabilité du Groupe BPCE

Le montant des produits d'intérêts nets encaissés par Banque Populaire Grand Ouest au cours d'une période donnée influe de manière significative sur le produit net bancaire et la rentabilité de cette période. En outre, des changements significatifs dans les spreads de crédit peuvent influencer sur les résultats du Groupe BPCE. Les taux d'intérêt sont très sensibles à de nombreux facteurs pouvant échapper au contrôle du Groupe BPCE. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait entraîner une baisse des produits d'intérêts nets provenant des activités de prêt. En outre, les hausses des taux d'intérêt auxquels sont disponibles les financements à court terme et l'asymétrie des échéances sont susceptibles de nuire à la rentabilité de Banque Populaire Grand Ouest. L'augmentation des taux d'intérêt ou leurs niveaux élevés, le bas niveau des taux d'intérêt et/ou la hausse des spreads de crédit peuvent créer un environnement moins favorable à certaines activités bancaires, surtout si ces variations se produisent rapidement et/ou persistent dans le temps.

Risques de marché

Les stratégies de couverture du Groupe BPCE n'écartent pas tout risque de perte

Le Groupe BPCE pourrait subir des pertes si l'un des différents instruments ou stratégies de couverture qu'il utilise pour couvrir les différents types de risque auxquels il est exposé s'avérait inefficace. Nombre de ces stratégies s'appuient sur les tendances et les corrélations historiques des marchés. Toute tendance imprévue sur les marchés peut réduire l'efficacité des stratégies de couverture du groupe. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant de certaines couvertures inefficaces sont comptabilisés peut accroître la volatilité des résultats du Groupe.

Risques d'illiquidité des portefeuilles de négociation et des portefeuilles bancaires

Les baisses prolongées des marchés peuvent réduire la liquidité de ces derniers et rendre difficile la vente de certains actifs et, ainsi, entraîner des pertes

Risques de spread de crédit

Le Groupe BPCE doit maintenir des notations de crédit élevées afin de ne pas affecter sa rentabilité et ses activités

Les notations de crédit ont un impact important sur la liquidité de BPCE ainsi que celle de ses affiliés maisons mères et filiales, dont Banque Populaire Grand Ouest, qui interviennent sur les marchés financiers. Un abaissement des notations pourrait affecter la liquidité et la position concurrentielle du Groupe BPCE, augmenter son coût de refinancement, limiter l'accès aux marchés de capitaux et déclencher des clauses dans certains contrats bilatéraux sur des opérations de trading, de dérivés et de refinancements collatéralisés. L'augmentation des spreads de crédit peut renchérir significativement le coût de refinancement du Groupe.

Risque de change

Les variations des taux de change pourraient impacter de façon matérielle les résultats du Groupe BPCE

Les entités du Groupe BPCE exercent une partie significative de leurs activités dans des devises autres que l'euro et pourraient voir leur produit net bancaire et leurs résultats affectés par des variations des taux de change. Notre établissement est peu exposé au risque de change. Banque Populaire Grand Ouest accompagne sa clientèle mais en positions fermée avec Natixis.

RISQUES NON FINANCIERS

Risques juridique et de réputation

Les risques de réputation, de mauvaise conduite et juridique pourraient peser sur la rentabilité et les perspectives d'activité du Groupe BPCE

La réputation du Groupe BPCE est capitale pour séduire et fidéliser ses clients. L'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser ses produits et services, une gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, des exigences légales et réglementaires, des problèmes éthiques, de mauvaise conduite, des lois en matière de blanchiment d'argent, de lutte contre le terrorisme, des exigences de sanctions économiques, des politiques en matière de sécurité de l'information et des pratiques liées aux ventes et aux transactions, ou toute autre mauvaise conduite, pourraient entacher la réputation du Groupe BPCE. Pourraient également nuire à sa réputation tout comportement inapproprié d'un salarié, toute fraude, détournement de fonds ou autre malversation commise par des acteurs du secteur financier auxquels le Groupe BPCE est exposé, toute

diminution, retraitement ou correction des résultats financiers, ou toute action juridique ou réglementaire à l'issue potentiellement défavorable. Tout préjudice porté à la réputation du Groupe BPCE pourrait s'accompagner d'une perte d'activité, susceptible de menacer ses résultats et sa situation financière. Une gestion inadéquate de ces aspects pourrait également accroître le risque juridique du Groupe BPCE, le nombre d'actions judiciaires et le montant des dommages réclamés au Groupe BPCE, ou encore l'exposer à des sanctions de toute autorité.

Risques de sécurité et système informatique

Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers peut entraîner des pertes notamment commerciales

Comme la plupart de ses concurrents, le Groupe BPCE dépend fortement de ses systèmes de communication et d'information, ses activités exigeant de traiter un grand nombre d'opérations de plus en plus complexes. Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de transactions et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, le Groupe BPCE connaissait une défaillance de ses systèmes d'information, même sur une courte période, les entités affectées seraient incapables de répondre aux besoins de leurs clients dans les délais et pourraient ainsi perdre des opportunités de transactions. De même, une panne temporaire des systèmes d'information du Groupe BPCE, en dépit des systèmes de secours et des plans d'urgence, pourrait avoir comme conséquence des coûts considérables en termes de récupération et de vérification d'informations, voire une baisse de ses activités pour compte propre si, par exemple, une telle panne intervenait lors de la mise en place d'opérations de couverture. L'incapacité des systèmes du Groupe BPCE à s'adapter à un volume croissant d'opérations pourrait aussi limiter sa capacité à développer ses activités.

Le Groupe BPCE est aussi exposé au risque d'une défaillance ou interruption opérationnelle de l'un de ses agents de compensation, marchés des changes, chambres de compensation, dépositaires ou autres intermédiaires financiers ou prestataires extérieurs qu'il utilise pour réaliser ou faciliter ses transactions sur des titres financiers. Dans la mesure où l'interconnectivité avec ses clients augmente, le Groupe BPCE peut aussi être de plus en plus exposé au risque d'une défaillance opérationnelle des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information du Groupe BPCE et ceux de ses clients, prestataires de services et contreparties peuvent également faire l'objet de dysfonctionnements ou d'interruptions résultant d'actes cybercriminels ou cyberterroristes. Le Groupe BPCE ne peut garantir que de tels dysfonctionnement ou interruptions dans ses systèmes ou dans ceux d'autres parties ne se produiront pas ou, s'ils se produisent, qu'ils seront résolus de manière

adéquate.

Des événements imprévus peuvent provoquer une interruption des activités du Groupe BPCE et entraîner des pertes substantielles ainsi que des coûts supplémentaires

Risques d'exécution, livraison et gestion de process

L'échec ou l'inadéquation des politiques, procédures et stratégies de gestion des risques du Groupe BPCE est susceptible d'exposer ce dernier à des risques non identifiés ou non anticipés et d'entraîner des pertes

Les politiques et stratégies de gestion des risques du Groupe BPCE pourraient ne pas réussir à limiter efficacement son exposition à tout type d'environnement de marché ou à tout type de risques, y compris aux risques que le groupe n'a pas su identifier ou anticiper. Les techniques et les stratégies de gestion des risques utilisées par le groupe ne permettent pas non plus de garantir une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché.

RISQUES STRATEGIQUE, D'ACTIVITE ET D'ECOSYSTEME

Risques d'écosystème

• Risques macro-économiques

En Europe, le contexte économique et financier récent a un impact sur le Groupe BPCE et les marchés sur lesquels il est présent, et cette tendance devrait se poursuivre

Les marchés européens peuvent connaître des perturbations qui affectent la croissance économique et peuvent impacter les marchés financiers, tant en Europe que dans le reste du monde.

Si la conjoncture économique ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe venaient à se dégrader, les marchés sur lesquels le Groupe BPCE opère pourraient connaître des perturbations encore plus importantes, et son activité, ses résultats et sa situation financière pourraient en être affectés défavorablement.

• Risque réglementaire

Les textes de loi et les mesures de réglementation proposés en réponse à la crise financière mondiale pourraient avoir un impact significatif sur le Groupe BPCE et sur l'environnement financier et économique dans lequel ce dernier opère

Des textes législatifs et réglementaires sont promulgués ou proposés en vue d'introduire plusieurs changements, certains permanents, dans le cadre financier mondial. Même si ces nouvelles mesures ont vocation à tenter d'éviter une nouvelle crise financière mondiale, elles sont susceptibles de modifier radicalement l'environnement dans lequel le Groupe BPCE et d'autres institutions financières évoluent. Certaines de ces mesures pourraient également augmenter les coûts de financement du Groupe par une charge prudentielle plus

importante.

Le Groupe BPCE est soumis à une importante réglementation en France et dans plusieurs autres pays où il opère ; les mesures réglementaires et leur évolution sont susceptibles de nuire à l'activité et aux résultats du Groupe BPCE

Plusieurs régimes de supervision et de réglementation s'appliquent aux entités du Groupe BPCE sur chaque territoire où elles opèrent. Le fait de ne pas respecter ces mesures pourrait entraîner des interventions de la part des autorités de réglementation, des amendes, un avertissement public, une dégradation de l'image de ces banques, la suspension obligatoire des opérations ou, dans le pire des cas, un retrait des agréments.

Ces dernières années, le secteur des services financiers a fait l'objet d'une surveillance accrue de la part de divers régulateurs, et s'est vu exposé à des pénalités et des amendes plus sévères, tendance qui pourrait s'accroître dans le contexte financier actuel. L'activité et les résultats des entités du groupe pourraient être sensiblement touchés par les politiques et les mesures prises par les autorités de réglementation françaises, d'autres États de l'Union européenne, d'autres États extérieurs à la zone euro et des organisations internationales. Ces contraintes pourraient limiter la capacité des entités du groupe, dont Banque Populaire Grand Ouest, à développer leurs activités ou à exercer certaines d'entre elles. La nature et l'impact de l'évolution future de ces politiques et de ces mesures réglementaires sont imprévisibles, hors du contrôle du groupe et de notre Etablissement.

Ces changements pourraient inclure, mais sans s'y limiter, les aspects suivants :

- les politiques monétaires, de taux d'intérêt et d'autres mesures des banques centrales et des autorités de réglementation ;
- une évolution générale des politiques gouvernementales ou des autorités de réglementation susceptibles d'influencer sensiblement les décisions des investisseurs, en particulier sur les marchés où le Groupe BPCE opère ;
- une évolution générale des exigences réglementaires, notamment des règles prudentielles relatives au cadre d'adéquation des fonds propres, telles que les modifications actuellement apportées aux réglementations qui mettent en œuvre les exigences de Bâle III ;
- une évolution des règles et procédures relatives au contrôle interne ;
- une évolution de l'environnement concurrentiel et des prix ;
- une évolution des règles de reporting financier ;
- l'expropriation, la nationalisation, les contrôles des prix, le contrôle des changes, la confiscation d'actifs et une évolution de la législation sur les droits relatifs aux participations étrangères ;
- et toute évolution négative de la situation politique, militaire ou diplomatique engendrant une instabilité sociale

ou un contexte juridique incertain, susceptible d'affecter la demande de produits et services proposés par le Groupe BPCE.

La législation fiscale et son application en France et dans les pays où le Groupe BPCE poursuit ses activités sont susceptibles d'avoir un impact sur les résultats du Groupe BPCE

En tant que groupe bancaire international menant des opérations complexes et importantes, le Groupe BPCE est soumis à la législation fiscale dans un grand nombre de pays à travers le monde. La modification des régimes fiscaux par les autorités compétentes dans ces pays pourrait avoir un impact important sur les résultats du Groupe BPCE. Le Groupe BPCE gère ses activités dans l'optique de créer de la valeur à partir des synergies et des capacités commerciales de ses différentes entités. Il s'efforce également de structurer les produits financiers vendus à ses clients de manière fiscalement avantageuse. Il ne peut être exclu que les autorités fiscales, à l'avenir, remettent en cause certaines des interprétations du Groupe ce qui pourrait faire l'objet de redressement fiscal.

Les détenteurs de titres BPCE pourraient subir des pertes si BPCE devait faire l'objet de procédures de résolution

Une procédure de résolution pourrait être initiée à l'encontre du Groupe BPCE si (i) la défaillance de du groupe est avérée ou prévisible, (ii) qu'il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure puisse empêcher cette défaillance dans un délai raisonnable et (iii) qu'une mesure de résolution est requise pour atteindre les objectifs de la résolution : (a) garantir la continuité des fonctions critiques, (b) éviter un effet négatif important sur le système financier, (c) protéger les ressources de l'État par une réduction maximale du recours aux soutiens financiers publics exceptionnels et (d) protéger les fonds et actifs des clients, notamment ceux des déposants. Un établissement est considéré défaillant lorsqu'il ne respecte pas les exigences attachées au maintien de son agrément, qu'il est dans l'incapacité de payer ses dettes ou autres engagements à leur échéance, qu'il sollicite un soutien financier public exceptionnel ou que la valeur de son passif est supérieure à celle de son actif.

Outre le pouvoir de renflouement interne, les autorités de résolution - actuellement l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (« ACPR ») et le Conseil de résolution unique - sont dotées de pouvoirs élargis afin de mettre en œuvre d'autres mesures de résolution pouvant inclure, entre autres : la vente intégrale ou partielle de l'activité de l'établissement à une tierce partie ou à un établissement-relais, la séparation des actifs, le remplacement ou la substitution de l'établissement en tant que débiteur des instruments de dette, les modifications des modalités des instruments de dette (y compris la modification de l'échéance et/ou du montant des intérêts payables et/ou la suspension provisoire des paiements), la suspension de l'admission à la négociation ou à

la cote officielle des instruments financiers, le renvoi des dirigeants ou la nomination d'un administrateur provisoire (administrateur spécial) et l'émission de capital ou de fonds propres.

L'exercice des pouvoirs par les autorités de résolution pourrait entraîner la dépréciation ou la conversion intégrale ou partielle des instruments de fonds propres et des créances émises par BPCE ou est susceptible d'affecter significativement les ressources dont dispose BPCE pour effectuer le paiement de tels instruments. En outre, si la situation financière du Groupe BPCE se dégrade ou que le marché juge qu'elle se dégrade, l'existence de ces pouvoirs pourrait faire baisser la valeur de marché des instruments de fonds propres et des créances émis par BPCE plus rapidement que cela n'aurait été le cas en l'absence de ces pouvoirs.

Risques stratégique et d'activité

Les résultats publiés du Groupe BPCE sont susceptibles de différer des objectifs du plan stratégique 2018-2020 pour diverses raisons, y compris la matérialisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans le présent chapitre. Si le Groupe BPCE n'atteint pas ses objectifs définis dans le plan stratégique 2018-2020, sa situation financière et la valeur de ses instruments financiers pourraient en être affectées.

Le Groupe BPCE met en œuvre un plan stratégique sur la période 2018-2020 (« plan stratégique Transformation digitale, Engagement, Croissance 2018-2020 ») qui se concentrera sur (i) la transformation numérique afin de saisir les opportunités créées par la révolution technologique à l'œuvre, (ii) l'engagement envers ses clients, collaborateurs et sociétaires, et (iii) la croissance de l'ensemble des métiers cœurs du Groupe BPCE. Dans le cadre du plan stratégique Transformation digitale, Engagement, Croissance 2018-2020, le Groupe BPCE a annoncé plusieurs objectifs financiers, ainsi que des objectifs de réduction des coûts. En outre, le Groupe BPCE a également publié des objectifs relatifs aux ratios de fonds propres et de liquidité. Établis essentiellement en vue de planifier et d'allouer les ressources, les objectifs financiers reposent sur diverses hypothèses et ne constituent pas des projections ou des prévisions de résultats futurs. Les résultats réels du Groupe BPCE sont susceptibles de différer (et pourraient différer notablement) de ces objectifs pour diverses raisons, y compris la matérialisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans le présent chapitre « Facteurs de risque ». Si le Groupe BPCE n'atteint pas ses objectifs, sa situation financière et la valeur de ses instruments financiers pourraient en être affectées.

Les événements futurs pourraient être différents des hypothèses utilisées par les dirigeants pour établir les états financiers du Groupe BPCE, ce qui pourrait l'exposer à des pertes imprévues

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à ce jour, le Groupe BPCE, dont Banque Populaire Grand Ouest, doit utiliser certaines estimations lors de l'établissement de ses états financiers, notamment des estimations comptables relatives à la détermination des provisions sur les prêts et créances douteuses, des provisions relatives à des litiges potentiels, et de la juste valeur de certains actifs et passifs, etc... Si les valeurs retenues pour ces estimations par le Groupe BPCE s'avéraient significativement inexactes, notamment en cas de tendances de marchés, importantes et/ou imprévues, ou si les méthodes relatives à leur détermination venaient à être modifiées dans le cadre de normes ou interprétations IFRS à venir, le Groupe BPCE s'exposerait, le cas échéant, à des pertes non anticipées.

La concurrence intense, tant en France, son plus grand marché, qu'à l'international, est susceptible de peser sur les revenus nets et la rentabilité du Groupe BPCE

Les principaux métiers du Groupe BPCE sont tous confrontés à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où il exerce des activités importantes. La consolidation, que ce soit sous la forme de fusions et d'acquisitions ou d'alliances et de coopération, renforce cette concurrence. Si le Groupe BPCE, dont Banque Populaire Grand Ouest, ne parvenait pas à maintenir sa compétitivité en France ou sur ses autres principaux marchés en proposant une gamme de produits et de services à la fois attractifs et rentables, il pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants, ou subir des pertes dans tout ou partie de ses activités. Par ailleurs, tout ralentissement de l'économie mondiale ou des économies dans lesquelles se situent les principaux marchés du Groupe BPCE est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, notamment à travers une intensification de la pression sur les prix et une contraction du volume d'activité du Groupe BPCE et de ses concurrents. Pourraient également faire leur entrée sur le marché de nouveaux concurrents plus compétitifs, soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels. Ces nouveaux entrants seraient ainsi en mesure de proposer une offre de produits et services plus compétitive. Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis aux établissements autres que des institutions dépositaires d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques et fondées sur Internet, incluant le commerce électronique de titres. Ces nouveaux entrants pourraient exercer des pressions à la baisse sur les prix des produits et services du Groupe BPCE ou affecter la part de marché du Groupe BPCE. Les avancées technologiques pourraient entraîner des changements rapides et imprévus sur les marchés sur lesquels le Groupe BPCE est présent.

La capacité de Banque Populaire Grand Ouest et plus généralement du Groupe BPCE à attirer et retenir des salariés qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et tout échec à ce titre pourrait affecter sa performance.

2.7.3 Risques de crédit et de contrepartie

2.7.3.1 Définition

Le risque de crédit est le risque encouru en cas de défaillance d'un débiteur ou d'une contrepartie, ou de débiteurs ou de contreparties considérés comme un même groupe de clients liés conformément au point 39 du paragraphe 1 de l'article 4 du règlement (UE) n° 575/2013 ; ce risque peut également se traduire par la perte de valeur de titres émis par la contrepartie défaillante.

Le risque de contrepartie se définit comme le risque que la contrepartie d'une opération fasse défaut avant le règlement définitif de l'ensemble des flux de trésorerie liés à l'opération.

2.7.3.2 Organisation de la gestion des risques de crédit

La fonction de gestion des risques de crédit de l'établissement dans le cadre de son dispositif d'appétit au risque :

- propose aux Dirigeants Effectifs des systèmes délégués d'engagement des opérations, prenant en compte des niveaux de risque ainsi que les compétences et expériences des équipes ;
- participe à la fixation des normes de tarification de l'établissement en veillant à la prise en compte du niveau de risque, dans le respect de la norme Groupe ;
- effectue des analyses contradictoires sur les dossiers de crédit hors délégation pour décision du comité ;
- analyse les risques de concentration, les risques sectoriels et les risques géographiques ;
- contrôle périodiquement les notes et s'assure du respect des limites ;
- alerte les Dirigeants Effectifs et notifie aux responsables opérationnels en cas de dépassement d'une limite ;
- inscrit en Watchlist les dossiers de qualité préoccupante et dégradée, selon les normes Groupe ;
- contrôle la mise en œuvre des plans de réduction des risques et participe à la définition des niveaux de provisionnement nécessaires si besoin ;
- met en œuvre le dispositif de contrôle permanent de 2nd niveau dédié aux risques de crédit via l'outil Groupe PILCOP ;
- contribue aux travaux du Groupe.

Le Comité Exécutif des Risques de notre établissement, en lien avec la définition de son appétit au risque, valide la politique de l'établissement en matière de risque de crédit, statue sur les plafonds internes et les limites de crédit, valide le cadre délégué de l'établissement, examine les expositions importantes et les résultats de la mesure des risques.

• Plafonds et limites

Au niveau de l'Organe Central, la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents (DRCCP) Groupe réalise pour le Comité des Risques et Conformité Groupe la mesure et le contrôle du respect des plafonds réglementaires. Le dispositif de plafonds internes des établissements, qui se situe à un niveau inférieur aux plafonds réglementaires, est appliqué pour l'ensemble des entités du Groupe. Un dispositif de limites Groupe est également mis en place sur les principales classes d'actifs et sur les principaux groupes de contrepartie dans chaque classe d'actif.

Les dispositifs de plafonds internes et de limites groupe font l'objet de reportings réguliers aux instances.

Enfin une déclinaison sectorielle de la surveillance des risques est organisée, au travers de dispositifs qui se traduisent en préconisations pour les établissements du Groupe, sur certains secteurs sensibles. Plusieurs politiques sectorielles sont en place (agro-alimentaire, automobile, BTP, communication et médias, énergies renouvelables, etc...).

En 2018, un nouveau volet relatif à l'évaluation des risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) a été mis en place.

• Politique de notation

La mesure des risques de crédit et de contrepartie repose sur des systèmes de notation adaptés à chaque typologie de clientèle ou d'opérations, dont la Direction des Risques et de la Conformité assure le contrôle de performance.

La notation est un élément fondamental de l'appréciation du risque.

Dans le cadre du contrôle permanent, la DRCCP Groupe a, notamment, mis en œuvre un monitoring central dont l'objectif est de contrôler la qualité des données et la bonne application des normes Groupe en termes de segmentations, de notations, de garanties, de défauts et de pertes.

2.7.3.3 Suivi et surveillance des risques de crédit et de contrepartie

La fonction de gestion des risques est indépendante des filières opérationnelles, en particulier elle ne dispose pas de délégation d'octroi de crédit et n'assure pas l'analyse métier des demandes d'engagement.

Elle met en application le Référentiel Risques de Crédit mis à jour et diffusé régulièrement par la DRCCP Groupe de BPCE. Ce Référentiel Risques de Crédit rassemble les normes et bonnes pratiques à décliner dans chacun des établissements du Groupe BPCE et les normes de gestion et de reporting fixées par le Conseil de Surveillance ou le Directoire de BPCE sur proposition du Comité des Risques et Conformité Groupe. Il est un outil de travail pour les intervenants de la fonction de gestion des risques au sein du Groupe et constitue un élément du dispositif de contrôle permanent des établissements du Groupe.

2 RAPPORT DE GESTION

La Direction des Risques, de la conformité et du contrôle permanent de Banque Populaire Grand Ouest est en lien fonctionnel fort avec la DRCCP Groupe qui est en charge de :

- la définition des normes risque de la clientèle ;
- l'évaluation des risques (définition des concepts) ;
- l'élaboration des méthodologies, modèles et systèmes de notation du risque (scoring ou systèmes experts) ;
- la conception et le déploiement des dispositifs de monitoring, des normes et de la qualité des données ;
- la réalisation des tests de performance des systèmes de notation (back-testing) ;
- la réalisation des scénarii de stress de risque de crédit (ceux-ci sont éventuellement complétés de scénarii complémentaires définis en local) ;
- la validation des normes d'évaluation, de contrôle permanent et de reporting.

Par ailleurs, BPCE centralise le suivi des contrôles de la fonction de gestion des risques.

La surveillance des risques de Banque Populaire Grand Ouest

porte sur la qualité des données et la qualité des expositions. Elle est pilotée au travers d'indicateurs, pour chaque classe d'actif.

Le Groupe BPCE applique la norme IFRS 9 « Instruments financiers » qui définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture. La fonction de gestion des risques de Banque Populaire Grand Ouest s'assure que toute opération est conforme aux référentiels Groupe et procédures en vigueur en matière de contreparties autorisées. Elle propose au comité compétent les inscriptions en WatchList des dossiers de qualité préoccupante ou dégradée, selon les normes Groupe. Cette mission est du ressort de la fonction de gestion des risques de notre établissement sur son propre périmètre et du ressort de la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents Groupe BPCE au niveau consolidé.

RÉPARTITION DES EXPOSITIONS BRUTES PAR CATÉGORIES (risques de crédit dont risques de contrepartie)

	31/12/2018			31/12/2017
	Standard Exposition	IRB Exposition	Total Exposition	Total Exposition
(en millions d'euros)				
Souverains	299,22	2 437,06	2 736,28	2 717,21
Etablissements	2 200,02	45,78	2 245,80	1 498,84
Entreprises	1 953,03	5 975,55	7 928,58	7 354,53
Clientèle de détail	110,79	17 689,40	17 800,19	16 784,32
Titrisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions	0,00	497,51	497,51	398,52
TOTAL	4 563,07	26 645,29	31 208,36	28 753,42

Les expositions au titre du risque de crédit en progressent de 8.5% soit 2.45 G€. 82% des expositions sont concentrées sur la clientèle.

Les actifs pondérés en risque (RWA) progressent de 9.6%, soit 979 M€, progression plus rapide que les expositions. 82% des actifs pondérés sont concentrés sur la clientèle. 68.6% des RWA sont concentrés sur la clientèle entreprise, dont la notation bâloise est en méthodologie fondation.

	31/12/2018		31/12/2017		Variation	
	Exposition Brute	RWA	Exposition Brute	RWA	Exposition Brute	RWA
(en millions d'euros)						
Souverains	2 736,28	154,1	2 717,21	109,1	19,07	45,0
Etablissements	2 245,80	36,6	1 498,84	19,6	746,96	17,0
Entreprises	7 928,58	6 241,9	7 354,53	5 832,9	574,05	409,0
Clientèle de détail	17 800,19	2 859,8	16 784,32	2 723,6	1 015,87	136,2
Titrisation	0,00	0,0	0,00	0,00	0,00	0,0
Actions	497,51	1 830,8	385,52	1 459,0	111,99	371,8
Autres actifs	0,00	0,00	0,00	0,0	0,00	0,00
TOTAL	31 208,36	11 123,1	28 753,42	10 144,3	2 454,94	978,8

2 RAPPORT DE GESTION

• Suivi du risque de concentration par contrepartie

Le suivi des taux de concentration est réalisé à partir des encours bilan et hors bilan.

	Risques bruts (en K€)
Contrepartie 1	82 000
Contrepartie 2	66 138
Contrepartie 3	58 000
Contrepartie 4	55 420
Contrepartie 5	55 000
Contrepartie 6	53 707
Contrepartie 7	50 416
Contrepartie 8	50 300
Contrepartie 9	48 753
Contrepartie 10	48 381
Contrepartie 11	45 179
Contrepartie 12	40 961
Contrepartie 13	34 732
Contrepartie 14	33 227
Contrepartie 15	32 718
Contrepartie 16	32 638
Contrepartie 17	32 102
Contrepartie 18	31 996
Contrepartie 19	31 911
Contrepartie 20	31 719

• Suivi du risque géographique

L'exposition géographique des encours de crédit porte essentiellement sur la zone euro et plus particulièrement sur la France.

• Techniques de réduction des risques

Fournisseurs de protection

La prise en compte des garanties (ou techniques de réduction de risque) constitue un des facteurs importants de réduction de l'exigence en fonds propres.

En dehors des suretés réelles utilisées, Banque Populaire Grand Ouest a recours à la CASDEN Banque Populaire, la SACCEF, à BPI et aux sociétés de caution mutuelle dont la SOCAMA.

Le dispositif de contrôle de la prise des garanties, de leur validité, de leur enregistrement et de leur valorisation relève de la responsabilité de notre Etablissement. L'enregistrement des garanties suit les procédures en vigueur, communes à

notre réseau. Nous assurons la conservation et l'archivage de nos garanties, conformément aux procédures en vigueur.

Les services en charge de la prise des garanties sont responsables des contrôles de 1er niveau.

Les directions opérationnelles (Direction du Réseau, Filière financements) effectuent des contrôles permanents de premier niveau et la Direction des Risques, de la Conformité et du contrôle permanent, les contrôles permanents de second niveau sur la validité et l'enregistrement des garanties.

Effet des techniques de réduction du risque de crédit.

En 2018, la prise en compte des collatéraux reçus au titre des garanties et des sûretés obtenues par l'établissement dans le cadre de son activité de crédit, et la prise en compte des achats de protection, ont permis de réduire l'exposition de l'établissement au risque de crédit et, par conséquent, l'exigence en fonds propres.

Simulation de crise relative aux risques de crédit

La DRCCP du Groupe BPCE, réalise des simulations de crise relatives au risque de crédit du Groupe BPCE et, par suite, incluant l'ensemble des établissements dont Banque Populaire Grand Ouest. Les tests de résistance ont pour objectif de mesurer la sensibilité des différents portefeuilles, à une situation dégradée, en termes de coût du risque, d'actifs pondérés et de perte attendue.

Les tests de résistance sont réalisés sur la base des expositions consolidées du Groupe. Ils tiennent compte, au niveau des calibrages des paramètres de risques, des spécificités de chaque grand bassin du Groupe (Natixis, CFF, Réseau Banque Populaire, Réseau Caisse d'Épargne). Ils couvrent l'ensemble des portefeuilles soumis aux risques de crédit et de contrepartie, quelle que soit l'approche retenue pour le calcul des encours pondérés (approche standard ou IRB). Leur réalisation se fonde sur des informations détaillées et cadrées avec celles alimentant le reporting prudentiel Groupe COREP et les analyses de risque sur les portefeuilles.

Trois types de stress-tests sont réalisés :

- le stress-test EBA, produit tous les 2 ans, vise à tester la résistance des établissements de crédit face à des chocs simulés et à les comparer entre eux ;
- le stress-test interne annuel au Groupe BPCE. Il comporte davantage de scénarios que le stress test EBA et inclut l'évolution de l'ensemble du bilan sur les projections ;
- des stress-tests spécifiques peuvent être réalisés sur demande externe (superviseur) ou interne.

Le stress test de l'EBA en 2018 a confirmé la solidité financière et la qualité de la politique de risques du Groupe BPCE.

2 .7.3.4 Travaux réalisés en 2018

Dans le cadre de la fusion, le corpus de politiques risques de crédits a été partiellement révisé et validé par les comités compétents. Les travaux se poursuivent.

Les équipes ont fortement mobilisés pour la préparation des travaux fusion. Post fusion, les travaux se sont concentrés sur la correction des anomalies Bâle II (segmentation, grappage)

Le dispositif d'analyse contradictoire a été revu et étendu au Petit comité engagements. Le dispositif Watchlist a été renforcé et enrichi.

2 .7.4 Risques de marché

2 .7.4.1 Définition

Les risques de marché se définissent comme les risques de pertes liés aux variations des paramètres de marché.

Les risques de marché comprennent trois composantes principales :

- **le risque de taux d'intérêt** : risque que fait courir au porteur d'une créance ou d'un titre de dette, une variation des taux d'intérêt ; ce risque peut être spécifique à un émetteur particulier ou à une catégorie particulière d'émetteurs dont la qualité de la signature est dégradée (risque de spread de crédit) ;
- **le risque de change** : risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises détenus dans le cadre des activités de marché, du fait des variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale ;
- **le risque de variation de cours** : risque de prix sur la position détenue sur un actif financier déterminé, en particulier une action.

2 .7.4.2 Organisation du suivi des risques de marché

Le périmètre concerné par le suivi des risques de marché porte sur l'ensemble des activités de marché, c'est-à-dire les opérations de trésorerie, ainsi que les opérations de placements à moyen ou à long terme sur des produits générant des risques de marché, quel que soit leur classement comptable.

Depuis le 31/12/2014 et en respect des exigences réglementaires de la loi bancaire française de séparation et de régulation des activités bancaires, le Groupe BPCE a clôturé les Portefeuilles de Négociation des Réseaux des Etablissements du Réseau des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires (hors BRED).

Les activités de ce périmètre ne sont pas intégrées à la fonction de gestion de bilan.

Sur ce périmètre, la fonction risques de marchés de l'établissement assure notamment les missions suivantes telles que définies dans la Charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents Groupe :

- l'identification des différents facteurs de risques et l'établissement d'une cartographie des produits et

instruments financiers tenue à jour, recensant les risques de marché ;

- la mise en œuvre du système de mesure des risques de marché ;
- l'instruction des demandes de limites globales et opérationnelles, de la liste des produits de marché autorisés soumises au comité des risques compétent ;
- le contrôle de cohérence des positions et de leur affectation dans le correct compartiment de gestion (normes segmentation métiers Groupe) ;
- l'analyse transversale des risques de marché et leur évolution au regard de l'orientation de l'activité arrêtée par les instances dirigeantes et des politiques de gestion des activités opérationnelles ;
- le contrôle de la mise en œuvre des plans d'actions de réduction des risques, le cas échéant.

Ces missions sont menées en lien avec la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents Groupe. Cette dernière prend notamment en charge :

- la définition du système de mesure des risques de marché (VaR, Stress tests...) ;
- l'évaluation des performances de ce système (back-testing) notamment dans le cadre des revues de limites annuelles ;
- la norme du reporting de suivi des risques de marché consolidés aux différents niveaux du Groupe ;
- l'instruction des sujets portés en comité des risques et conformité Groupe.

2 .7.4.3 Loi de séparation et de régulation des activités bancaires

La cartographie des activités de marché pour compte propre du Groupe BPCE est régulièrement actualisée. Le Groupe BPCE calcule, à fréquence trimestrielle, les indicateurs requis conformément à l'article 6 de l'arrêté du 9 septembre 2014. Parallèlement aux travaux relatifs à la loi de régulation et de séparation bancaire, le Groupe BPCE a déployé un dispositif de conformité à la loi Volcker renforcé au sein du Petit Groupe BPCE (BPCE SA et ses filiales). Dans une approche plus large que la loi française, ce programme vise à cartographier l'ensemble des activités du petit groupe, financières et commerciales, afin de s'assurer notamment que celles-ci respectent les deux interdictions majeures portées par la réglementation Volcker que sont l'interdiction des activités de Proprietary Trading, et l'interdiction de certaines activités en lien avec des entités couvertes au sens de la loi américaine, dites Covered Funds. Le dispositif Volcker donne lieu à la délivrance d'une attestation de certification le 31 mars de chaque année à destination des régulateurs US.

La cartographie des unités internes, de documentation et de contrôle des mandats a été réalisée en 2018 au sein de chacun des établissements. Au 31/12/2018, la cartographie des activités pour compte propre de l'établissement fait apparaître 4 unités internes faisant l'objet d'une exception au sens de la

loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires. Ces unités internes sont encadrées par un mandat qui retrace les caractéristiques d'une gestion saine et prudente.

2 .7.4.4 Mesure et surveillance des risques de marché

Les limites globales de risque de marché sont fixées et revues, autant que nécessaire et au moins une fois par an, par les Dirigeants Effectifs et, le cas échéant, par l'Organe de Surveillance en tenant compte des fonds propres de l'entreprise et, si besoin, des fonds propres consolidés et de leur répartition au sein du Groupe adaptée aux risques encourus.

Le dispositif de suivi des risques de marché couvre la totalité du périmètre d'intervention de Banque Populaire Grand Ouest : négociation d'opérations avec la clientèle (devises, taux), placements moyen long terme, investissement en private equity, gestion de la liquidité dans le cadre du LCR.

Banque Populaire Grand Ouest met en œuvre un dispositif de surveillance en adéquation avec son périmètre d'intervention sur les marchés :

- segmentation de son bilan conforme aux préconisations du référentiel Groupe BPCE
- procédure de la watchlist afin d'identifier les actifs qui nécessitent une surveillance en risque accrue
- établissement d'une cartographie des risques de marché
- encadrement des activités de marché en sein de limites validées au moins annuellement par le Conseil d'Administration

2 .7.4.5 Simulation de crise relative aux risques de marché

Le stress test consiste à simuler sur le portefeuille de fortes variations des paramètres de marché afin de percevoir la perte, en cas d'occurrence de telles situations.

Depuis 2009, la DRCCP Groupe s'est attachée à définir et à mettre en œuvre des stress scenarii, en collaboration avec les entités du Groupe.

Les stress tests sont calibrés selon les niveaux de sévérité et d'occurrence cohérents avec les intentions de gestion des portefeuilles :

- Les stress tests appliqués sur le trading book sont calibrés sur un horizon 10 jours et une probabilité d'occurrence 10 ans. Ils sont fondés sur :

Des scénarios historiques reproduisant les variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, leurs impacts sur les positions actuelles et les pertes et profits. Ils permettent de juger de l'exposition du périmètre à des scenarii connus. Onze stress historiques sont en place depuis 2010.

Des scénarios hypothétiques consistent à simuler des variations de paramètres de marché sur l'ensemble des activités, en s'appuyant sur des hypothèses plausibles de

diffusion d'un choc initial. Ces chocs sont déterminés par des scenarii définis en fonction de critères économiques (crise de l'immobilier, crise économique...), de considérations géopolitiques (attaques terroristes en Europe, renversement d'un régime au Moyen-Orient...) ou autres (grippe aviaire...). Le groupe compte six stress tests théoriques depuis 2010.

- Des stress tests appliqués au banking book calibrés sur des horizons plus longs (3 mois) en cohérence avec les horizons de gestion du banking book :

Stress test de crédit obligataire calibré selon une approche mixte hypothétique et historique reproduisant un stress sur les souverains européens (similaire à la crise 2011).

Stress test de crédit obligataire calibré selon une approche mixte hypothétique et historique reproduisant un stress sur le corporate (similaire à la crise 2008).

Ces stress sont définis et appliqués de façon commune à l'ensemble du Groupe afin que la DRCCP Groupe de BPCE puisse en réaliser un suivi consolidé.

2 .7.4.6 Travaux réalisés en 2018

La fonction gestion des risques réalise des contrôles spécifiques, répondant notamment aux bonnes pratiques du rapport Lagarde. Le suivi des points recommandés dans ce rapport est présenté trimestriellement au comité des risques de marché Groupe après travaux de consolidation et de suivi des plans d'actions par la DRCCP Groupe.

2 .7.4.7 Information financière spécifique

La Banque Populaire Grand Ouest n'a pas réalisé d'opérations de titrisation déconsolidante (RMBS, CDO, ABS).

2 .7.5 Risques de gestion de bilan

2 .7.5.1 Définition

Les risques structurels de bilan se traduisent par un risque de perte, immédiat ou futur, lié aux variations des paramètres commerciaux ou financiers et à la structure du bilan sur les activités de portefeuille bancaire, hors opérations pour compte propre.

Les risques structurels de bilan ont trois composantes principales :

- le risque de liquidité est le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable. (Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne) ;

Le risque de liquidité est également associé à l'incapacité de transformer des avoirs illiquides en avoirs liquides.

La liquidité de Banque Populaire Grand Ouest est gérée en lien fort avec l'organe central du Groupe BPCE, qui assure notamment la gestion centralisée du refinancement.

- le risque de taux d'intérêt global est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché (arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne) ;
- le risque de change est le risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises, il est dû aux variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale

2.7.5.2 Organisation du suivi des risques de gestion de bilan

La fonction risques financiers assure le contrôle de second niveau des risques structurels de bilan.

A ce titre, elle est notamment en charge des missions suivantes :

- l'instruction des demandes de limites ALM internes, en respectant les limites définies au niveau du Groupe.
- la définition des stress scenarii complémentaires aux stress scenarii Groupe le cas échéant.
- le contrôle des indicateurs calculés aux normes du référentiel gap groupe.
- le contrôle du respect des limites à partir des remontées d'informations prescrites.
- le contrôle de la mise en œuvre de plans d'action de retour dans les limites le cas échéant.

Notre établissement formalise ses contrôles dans un reporting de contrôles des risques de second niveau. Il comprend des données qualitatives sur le dispositif d'encadrement des risques, le respect des limites et le suivi du retour dans les limites si nécessaire, ainsi que l'analyse de l'évolution de bilan et des indicateurs de risques.

Ces missions sont menées en lien avec la DRCCP Groupe, qui est avec la Finance Groupe, en charge de la revue critique ou de la validation :

- des conventions d'ALM soumises au comité de gestion de bilan (lois d'écoulement, séparation trading / banking books, définition des instruments admis en couverture des risques de bilan).
- des indicateurs de suivi, des règles et périodicités de reporting au comité de gestion de bilan.
- des conventions et processus de remontées d'informations.
- des normes de contrôle portant sur la fiabilité des systèmes d'évaluation, sur les procédures de fixation des limites et de gestion des dépassements, sur le suivi des plans d'action de retour dans les limites.
- du choix du modèle retenu pour l'évaluation des besoins de fonds propres économiques du Groupe concernant les risques structurels de bilan – le cas échéant.

2.7.5.3 Suivi et mesure des risques de liquidité et de taux

Notre établissement est autonome dans sa gestion de bilan, dans le cadre normalisé du Référentiel GAP Groupe, défini par le Comité GAP Groupe opérationnel et validé par un Comité des Risques et conformité Groupe ou par le Comité GAP Groupe stratégique.

Les établissements du Groupe BPCE partagent les mêmes indicateurs de gestion, les mêmes modélisations de risques intégrant la spécificité de leurs activités et les mêmes règles de limites permettant une consolidation de leurs risques.

Ainsi, les limites suivies par notre établissement sont conformes à celles qui figurent dans le Référentiel Gestion Actif-Passif Groupe.

L'élaboration de scenarii est nécessaire à la bonne évaluation des risques de taux et de liquidité encourus par l'établissement considéré individuellement, et par le Groupe dans son ensemble.

Afin de permettre la consolidation des informations sur des bases homogènes, il a été convenu de développer des scenarii « Groupe » appliqués par tous les établissements.

Au niveau de notre Etablissement

Le Comité de gestion de bilan traite du risque de liquidité. Le suivi du risque de liquidité et les décisions de financement sont prises par ce comité.

Notre Etablissement dispose de plusieurs sources de refinancement de l'activité clientèle (crédits) :

- L'épargne de nos clients sur les livrets bancaires non centralisés, les plans et comptes d'épargne ainsi que les comptes à terme ;
- Les comptes de dépôts de nos clients ;
- Les émissions de certificats de dépôt négociables ;
- Les emprunts émis par BPCE ;
- Les émissions de parts sociales ;

Suivi du risque de liquidité

Le risque de liquidité en statique est mesuré par le gap de liquidité ou impasse :

L'impasse de liquidité sur une période (t) est égale à la différence entre l'actif et le passif sur une période (t). On la calcule en prenant les encours moyens de la période (t).

Notre établissement s'assure qu'il équilibre suffisamment ses actifs et passifs sur un horizon à long terme pour éviter de se trouver en situation de déséquilibre en termes de liquidité.

Le risque de liquidité en dynamique est mesuré par un indicateur de gap stressé calculé sur un horizon d'1, 2, et 3 mois et soumis à limite. Au cours de l'exercice écoulé, notre établissement a respecté ses limites.

Suivi du risque de taux

Notre établissement calcule :

- Un indicateur réglementaire soumis à limite : l'indicateur S.O.T (supervisory outlier test) Il est utilisé pour la communication financière (benchmark de place). Cet indicateur n'a pas été retenu comme un indicateur de gestion même si la limite réglementaire de 20% le concernant doit être respectée.
- Deux indicateurs de gestion du risque de taux soumis à limites :
 - En statique, un dispositif de limite en impasse de taux fixé. La position de transformation de l'établissement est mesurée et bornée. En premier lieu, l'analyse porte sur les opérations de bilan et de hors bilan en vie à la date d'arrêt, dans le cadre d'une approche statique ;
 - En dynamique, la sensibilité de la marge d'intérêt (MI) est mesurée sur les quatre prochaines années glissantes.

Sur un horizon de gestion, en quatre années glissantes, nous mesurons la sensibilité de nos résultats aux aléas de taux, de prévisions d'activité (activité nouvelle et évolution des comportements de la clientèle) et de marge commerciale.

Les limites sur le risque de taux ont été réalisées en 2018.

2.7.5.4 Travaux réalisés en 2018

Banque Populaire Grand Ouest a mené une politique prudente dans la gestion du risque de taux et de liquidité. Elle a allongé la durée de certains refinancement à taux fixe, diversifié ses sources et poursuivi sa politique de couverture de taux.

2.7.6 Risques opérationnels

2.7.6.1 Définition

La définition du risque opérationnel est donnée au point 52 du paragraphe I de l'article 4 du règlement (UE) n° 575/2013 susvisé. Il s'agit du risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique. Le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, les risques de fraude interne et externe définis à l'article 324 du règlement (UE) no 575/2013 susvisé, et les risques liés au modèle.

2.7.6.2 Organisation du suivi des risques opérationnels

Le Dispositif de gestion des Risques Opérationnels s'inscrit dans les dispositifs Risk Assessment Statement (RAS) et Risk Assessment Framework (RAF) définis par le Groupe. Ces dispositifs et indicateurs sont déclinés aux bornes de chaque établissement et filiale du Groupe.

La filière Risques Opérationnels intervient :

- a) sur l'ensemble des structures consolidées ou contrôlées

par l'établissement ou la filiale (bancaires, financières, assurances, ...) ;

- b) sur l'ensemble des activités comportant des risques opérationnels, y compris les activités externalisées au sens de l'article 10 q et de l'article 10 r de l'arrêté du 3/11/2014 « activités externalisées et prestations de services ou autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes ».

Le service Risques opérationnels de notre établissement s'appuie sur un dispositif partiellement décentralisé de correspondants et/ou de managers « métiers » déployés au sein de l'Etablissement. Ils lui sont rattachés fonctionnellement. Le service Risques opérationnels anime et forme ses correspondants risques opérationnels.

Le service Risques Opérationnels assure le contrôle permanent de second niveau de la fonction de gestion des risques opérationnels.

Les correspondants ont pour rôle :

- assurer le déploiement, auprès des utilisateurs, des méthodologies et outils du Groupe ;
- garantir la qualité des données enregistrées dans l'outil R.O ;
- veiller à l'exhaustivité des données collectées, notamment en effectuant les rapprochements périodiques entre les incidents de la base R.O. et notamment :
 - les déclarations de sinistres aux assurances,
 - les pertes et provisions de litiges RH, litiges juridiques, fraudes et incidents fiscaux.

- effectuer une revue périodique, à partir de l'outil de gestion des risques opérationnels, du statut des incidents, de l'état d'avancement des actions correctives, de leur enregistrement dans l'outil R.O ;
- contrôler les différents métiers et fonctions, la mise en œuvre des actions correctives, la formalisation de procédures et contrôles correspondants ;
- s'assurer de la mise à jour régulière des indicateurs de risques et suivre leur évolution afin, le cas échéant, de déclencher les actions nécessaires en cas de dégradation ;
- mettre à jour périodiquement la cartographie des risques pour présentation au Comité ;
- produire les reportings (disponibles dans l'outil R.O. ou en provenance du DRO Groupe) ;
- animer le comité en charge des Risques Opérationnels ;
- participer, selon les cas, à des comités associant d'autres fonctions transverses ou métiers (qualité, monétique...).

La fonction de gestion des Risques Opérationnels de l'établissement, par son action et son organisation contribue à la performance financière et à la réduction des pertes, en s'assurant que le dispositif de maîtrise des risques opérationnels est fiable et efficace au sein de l'établissement.

Au sein de Banque Populaire Grand Ouest les lignes directrices et règles de gouvernance ont été déclinées de la manière suivante :

- dispositif partiellement décentralisé et saisie dans des incidents dans l'outil Groupe OSIRIK

2 RAPPORT DE GESTION

- un reporting régulier sur la mesure des risques opérationnels est effectué auprès des dirigeants effectifs (comités ad hoc) et au comité des risques de l'organe de surveillance
- le responsable des risques opérationnels définit les politiques et les procédures de maîtrise et de contrôle du risque opérationnel, coordonne les acteurs, garantissant ainsi la gestion des risques opérationnels de l'ensemble des activités de la Banque Populaire Grand Ouest, y compris les activités externalisées. Il déploie les dispositifs Groupe permettant d'identifier, d'évaluer, de surveiller et de contrôler le risque opérationnel

L'établissement utilise aujourd'hui l'outil OSIRISK afin d'appliquer les méthodologies diffusées par la DRCCP Groupe et de collecter les informations nécessaires à la bonne gestion des risques opérationnels.

Cet outil permet :

- l'identification et l'évaluation au fil de l'eau des risques opérationnels, permettant de définir le profil de risque de Banque Populaire Grand Ouest;
- la collecte et la gestion au quotidien des incidents générant ou susceptibles de générer une perte ;
- la mise à jour des cotations des risques dans la cartographie et le suivi des plans d'actions.

Banque Populaire Grand Ouest dispose également d'éléments de reporting, issus du datamart alimenté par cet outil, et d'un tableau de bord Risques Opérationnels trimestriel.

Enfin, dans le cadre du calcul des exigences en fonds propres, le Groupe BPCE applique la méthode standard Bâle II. A ce titre, les reportings réglementaires Corep sont produits.

Au 31/12/2018 l'exigence en fonds propres à allouer au titre de la couverture du risque opérationnel est de 74.2 M€.

Les missions du service Risques opérationnels de notre établissement sont menées en lien avec la DRCCP Groupe qui veille à l'efficacité des dispositifs déployés au sein du Groupe et analyse les principaux risques avérés et potentiels identifiés dans les établissements, notamment lors du Comité des Risques Opérationnels Groupe.

2.7.6.3 Système de mesure des risques opérationnels

Conformément à la Charte Risque Groupe, la fonction de gestion « risques opérationnels » de Banque Populaire Grand Ouest est responsable de :

- l'élaboration de dispositifs permettant d'identifier, d'évaluer, de surveiller et de contrôler le risque opérationnel ;
- la définition des politiques et des procédures de maîtrise et de contrôle du risque opérationnel ;
- la conception et la mise en œuvre du dispositif d'évaluation du risque opérationnel ;
- la conception et la mise en œuvre du système de reporting des risques opérationnels.

Les missions de la fonction risques opérationnels de notre établissement sont :

- l'identification des risques opérationnels ;
- l'élaboration d'une cartographie de ces risques par processus et sa mise à jour, en collaboration avec les métiers concernés dont la conformité ;
- la collecte et la consolidation des incidents opérationnels et l'évaluation de leurs impacts, en coordination avec les métiers, en lien avec la cartographie utilisée par les filières de contrôle permanent et périodique ;
- la mise en œuvre des procédures d'alerte, et notamment l'information des responsables opérationnels en fonction des plans d'actions mis en place ;
- le suivi des plans d'actions correcteurs définis et mis en œuvre par les unités opérationnelles concernées en cas d'incident notable ou significatif.

2.7.6.4 Travaux réalisés en 2018

Durant l'année 2018, les collaborateurs se sont concentrés sur les travaux de fusion et l'harmonisation de l'organisation du dispositif de collecte des incidents. Les correspondants métiers ont été identifiés et sensibilisés. Les travaux de collecte des incidents se sont poursuivis.

Dans ce cadre, 11 342 incidents ont été collectés sur l'année 2018 (incidents créés en 2018). Certains incidents (créés antérieurement à 2018 et réévalués en 2018) sont encore en cours de traitement.

Les travaux de cartographie des risques ont été engagés en fin d'année.

2.7.6.5 Exposition de l'établissement aux risques opérationnels

Sur l'année 2018, le montant annuel comptabilisé des pertes s'élève à 1 471 792 €.

2 RAPPORT DE GESTION

2.7.7 Faits exceptionnels et litiges

Les litiges en cours au 31 décembre 2018 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine de Banque Populaire Grand Ouest ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation de la Banque sur la base des informations dont elle dispose.

2.7.8 Risques de non-conformité

2.7.8.1 Organisation de la fonction conformité

Le risque de non-conformité est défini à l'article 10-p de l'arrêté du 3 novembre 2014 comme étant le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance.

Au sein de l'organe central, la fonction conformité est exercée par le Département Conformité, sécurité et risques opérationnels. Ce dernier exerce ses responsabilités dans le cadre d'un fonctionnement en filière métier. Il joue un rôle d'orientation et d'impulsion auprès des responsables des différentes Directions de la conformité des établissements. Les responsables de la conformité nommés dans les différents affiliés, dont ses maisons mères les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne et les filiales directes soumises au dispositif réglementaire de surveillance bancaire et financière, lui sont rattachés au travers d'un lien fonctionnel fort.

Il conduit toute action de nature à renforcer la conformité dans l'ensemble du groupe. Dans ce cadre, il édicte des normes, partage des bonnes pratiques et anime des groupes de travail composés de représentants des filières.

La diffusion de la culture de la maîtrise du risque et de la prise en compte de l'intérêt légitime des clients se traduit également par la formation des collaborateurs des établissements. En conséquence, le département conformité, sécurité et risques opérationnels de BPCE :

- construit le contenu des supports des formations pour le Groupe ;
- contribue à la formation des acteurs des filières, notamment par des séminaires annuels spécialisés (sécurité financière, conformité déontologie, conformité bancaire, pilotage du contrôle permanent de conformité, cybersécurité...);
- coordonne la formation des directeurs / responsables de la conformité par un dispositif dédié ;
- anime les filières conformité, sécurité et risques opérationnels des établissements notamment grâce à des journées nationales ;

- s'appuie sur les filières conformité des établissements via des groupes de travail thématiques.

Dans notre établissement, la fonction conformité est une direction à part entière. Elle est composée de 2 pôles :

- Sécurité financière en charge de l'animation du dispositif de contrôle lié à la LCB-FT
- Conformité, en charge des contrôles sur les services d'investissement d'instruments financiers, conformité bancaire et assurance

2.7.8.2 Suivi des risques de non-conformité

Les risques de non-conformité, conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, sont analysés, mesurés, surveillés et maîtrisés en :

- disposant en permanence d'une vision de ces risques et du dispositif mis en place pour les prévenir ou les réduire avec la mise à jour de leur recensement dans le cadre de la cartographie des risques de non-conformité ;
- s'assurant pour les risques les plus importants qu'ils font, si besoin, l'objet de contrôles et de plans d'action visant à mieux les encadrer.

La maîtrise du risque de non-conformité au sein du Groupe BPCE s'appuie sur la réalisation d'une cartographie des risques de non-conformité et le déploiement de contrôles de conformité de niveau 1 et 2 obligatoires et communs à l'ensemble des établissements en banque de détail du groupe.

PROTECTION DE LA CLIENTELE

La conformité des produits et des services commercialisés par Banque Populaire Grand Ouest et la qualité des informations fournies renforcent la confiance des clients et fondent la réputation du groupe. Pour maintenir cette confiance, la fonction conformité place la notion de protection de la clientèle au cœur de ses activités.

A cette fin, les collaborateurs du groupe sont régulièrement formés sur les sujets touchant à la protection de la clientèle afin de maintenir le niveau d'exigence requis en termes de qualité de service. Les formations visent en premier lieu à transmettre une culture de conformité et de protection de la clientèle aux nouveaux entrants et/ou collaborateurs de la force commerciale. De plus une formation à la déontologie a été mise en place pour l'ensemble des collaborateurs du Groupe intitulée « Les incontournables de l'éthique professionnelle ».

SECURITE FINANCIERE

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes au sein du Groupe BPCE repose sur :

Une culture d'entreprise

Cette culture, diffusée à tous les niveaux hiérarchiques, a pour socle :

- des principes de relations avec la clientèle qui préviennent le risque et formalisent la connaissance client de chaque établissement ;
- un dispositif harmonisé de formation des collaborateurs du groupe, avec une périodicité bisannuelle, dispositif qui s'est renforcé ces dernières années avec la mise en place de formations spécifiques à la filière sécurité financière ;
- une information et une animation régulières du personnel autour des risques de blanchiment ou de financement du terrorisme.

Une organisation

Conformément aux chartes du Groupe BPCE, notre établissement dispose d'un pôle dédié à la sécurité financière. Au sein de l'organe central de BPCE, un pôle dédié anime la filière relative à la prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, définit la politique en matière de sécurité financière pour l'ensemble du groupe, élabore les différentes normes et référentiels et garantit la cohérence d'ensemble des décisions prises au niveau de chaque projet. Ce pôle assure également une veille réglementaire sur les typologies d'opérations concernées, et s'assure de la prise en compte des risques de blanchiment et de financement du terrorisme lors de la procédure d'agrément des nouveaux produits et services commerciaux par BPCE.

Des traitements adaptés

Conformément à la réglementation relative à l'organisation du contrôle interne au sein des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, les établissements disposent de moyens de détection des opérations atypiques adaptés à leur classification des risques, permettant d'effectuer, le cas échéant, les examens renforcés et les déclarations nécessaires auprès du service Tracfin (traitement et action contre les circuits financiers clandestins) dans les délais les plus brefs. La classification des risques du groupe intègre la problématique des pays « à risques » (listés par le GAFI, le Forum mondial OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, Transparency international, la direction générale du Trésor s'agissant des zones contrôlées par des organisations terroristes...).

S'agissant du respect des mesures restrictives liées aux sanctions internationales, les établissements du groupe sont informés par le pôle Sécurité financière groupe de BPCE et dotés d'outils de filtrage qui génèrent des alertes sur les clients (gel des avoirs de certaines personnes ou entités) et sur les flux internationaux (gel des avoirs et pays faisant l'objet d'un embargo européen et/ou américain).

Une supervision de l'activité

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes donne lieu à un reporting interne à destination des dirigeants et des organes délibérants et à destination de l'organe central.

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La corruption, qui se définit comme l'agissement par lequel une personne propose ou consent un avantage indu à une personne en échange d'un acte relevant de la fonction de cette dernière, est un comportement frauduleux, contraire à l'éthique et passible de lourdes sanctions pénales et administratives.

Le Groupe BPCE condamne la corruption sous toutes ses formes et en toutes circonstances. Dans ce cadre, il est signataire du Global Compact (pacte mondial des Nations Unies) dont le dixième principe concerne l'action « contre la corruption sous toutes ses formes y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin ».

La prévention de la corruption s'effectue de plusieurs façons :

- À travers la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la lutte contre la fraude, la surveillance des « personnes politiquement exposées », le respect des embargos ;
- Grâce au respect par les collaborateurs des règles de déontologie et d'éthique professionnelles en appliquant les politiques de prévention des conflits d'intérêts, le respect des politiques de cadeaux, avantages et invitations, les principes de confidentialité et de secret professionnel. Des sanctions disciplinaires sont prévues pour manquement au respect des règles professionnelles régissant les activités des entreprises du groupe ;
- Avec la vigilance apportée aux contributions politiques ou à des agents publics, les donations, le mécénat et le sponsoring, ainsi que le lobbying ;
- Par l'encadrement des relations avec les intermédiaires et les apporteurs d'affaires : contrats standardisés dans le groupe décrivant les prestations et obligations réciproques et fixation contractuelle des rémunérations ;
- Au moyen de la cartographie d'exposition aux risques de corruption des activités des entités du Groupe ;
- Grâce à une formation réglementaire relative aux règles de l'éthique professionnelles et de lutte contre la corruption sous forme d'e-learning.

Un dispositif de recueil d'alertes est à la disposition des collaborateurs et intégré aux règlements intérieurs. Une procédure de mise en oeuvre de la faculté d'alerte professionnelle et de recueil des signalements est mise à disposition des collaborateurs.

Le groupe dispose par ailleurs de normes et procédures encadrant la connaissance client et des diligences de classification et de surveillance des clients. Dans le cadre de l'organisation du contrôle interne, des outils d'alertes, de détection et des plans de contrôle permanent contribuent à la sécurité du dispositif.

BPCE dispose également de normes et procédures comptables conformes aux standards professionnels. Le dispositif de contrôle interne groupe relatif à l'information comptable vise à vérifier les conditions d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de l'information, notamment en garantissant l'existence de la piste d'audit au sens de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne. Ce dispositif de contrôle participe au plan de prévention et de détection de fraude et aux faits de corruption ou de trafic d'influence.

Plus globalement, ces dispositifs sont formalisés et détaillés dans la charte faïtière relative à l'organisation du contrôle interne groupe et la charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents du Groupe. Ces chartes sont adoptées par les affiliés maisons mères et toutes les filiales de BPCE.

2 .79 Continuité d'activité

2 .79.1 Organisation et pilotage de la continuité d'activité

- La gestion PUPA du Groupe BPCE est organisée en filière, pilotée par la continuité d'activité Groupe, au sein du Département Conformité, Sécurité et Risques Opérationnels de la DRCCP).
- Le Responsable de la Continuité d'activité (RCA) Groupe, assure le pilotage de la filière continuité d'activité, regroupant les Responsables Plan de continuité d'activité (RPCA ou RPUPA) des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne, des structures informatiques, de BPCE Sa, de Natixis, et des autres filiales ;
- Les RPCA des établissements du Groupe sont rattachés fonctionnellement au RCA Groupe et les nominations des RPCA lui sont notifiées.
- Le cadre de référence de Banque Populaire Grand Ouest a été présenté au 1er semestre 2018 et sera validé en février 2019 par les instances concernées.

Le Cadre Continuité d'Activité Groupe a été diffusé en T1 2018. Il définit la gouvernance de la filière, assurée par trois niveaux d'instances, mobilisées selon la nature des orientations à prendre ou des validations à opérer :

- les instances de décision et de pilotage Groupe auxquelles participe le RCA-Groupe pour valider les grandes orientations et obtenir les arbitrages nécessaires ;
- le comité filière de continuité d'activité, instance de coordination opérationnelle ;
- la plénière de continuité d'activité Groupe, instance plénière nationale de partage d'informations et de recueil

des attentes.

- Le cadre de référence, CCA-G a été présenté au 1er semestre 2018 et sera validé en février 2019 par les instances concernées.

La Direction Continuité d'Activité Groupe définit, met en œuvre et fait évoluer autant que de besoin la politique de continuité d'activité Groupe. Sa nouvelle version a été émise fin 2018.

Description de l'organisation mise en œuvre pour assurer la continuité des activités

Le dispositif de continuité d'activité en vigueur à la Banque Populaire Grand Ouest a pour objectif de préserver les enjeux capitaux face à une crise ou à un sinistre majeur et susceptible de porter atteinte à ses activités essentielles, aux intérêts de ses clients, partenaires, sociétaires et de son personnel.

Le RPUPA est rattaché directement au Directeur Conformité et risques opérationnels. Il intervient sur toutes les activités essentielles et processus de la Banque Populaire Grand Ouest. Il est en charge de l'élaboration de l'animation et du maintien en conditions opérationnelles du dispositif PUPA.

Dans le contexte de fusion, les sites de repli des ex établissements ont été maintenus permettant de répondre à l'indisponibilité durable des sites administratifs. Ces sites sont activables en cas de sinistre et permettent la reprise progressive des activités définies comme essentielles au sens du PCA. L'organisation de crise est constituée d'une Cellule de Crise Décisionnelle.

Post fusion, les travaux sont en cours pour réviser le PUPA.

Le dispositif en place fait l'objet d'un maintien en conditions opérationnelles annuel. Des exercices sont menés régulièrement tant au niveau des entités en charge des activités vitales que des prestataires essentiels, afin de s'assurer de la bonne opérabilité des plans de secours.

2 .79.2 Organisation et pilotage de la continuité d'activité

Les équipes ont été mobilisées sur les travaux de fusion.

Les principaux travaux réalisés en 2018 ont été les suivants :

- Déploiement du plan cybercriminalité du groupe BPCE
- Création de la liste des fournisseurs internes Groupe pour la collecte des tests et exercices PEE
- Refonte du dispositif de continuité d'activité avec l'intégration de l'outil d'alerte groupe
- Gérer les différents événements sur le territoire de la banque

Tests, exercices, sensibilisation et formation à la continuité d'activité

2 .7.10 Sécurité des systèmes d'information

2 .7.10.1 Organisation et pilotage de la continuité d'activité

La sécurité des systèmes d'information du Groupe BPCE est organisée en filière, pilotée par la Direction de la sécurité Groupe. Cette Direction est rattachée à la DRCCP du Groupe. Elle définit, met en œuvre et fait évoluer les politiques SSI Groupe.

Dans ce cadre, elle :

- anime la filière SSI regroupant : les RSSI des affiliées maisons mères, des filiales et des GIE informatiques ;
- assure le contrôle permanent de niveau 2 et le contrôle consolidé de la filière SSI ainsi qu'une veille technique et réglementaire, en liaison avec les autres départements de la Direction Risques, Conformité et Contrôles Permanents (DRCCP) ;
- initie et coordonne les projets groupe de réduction des risques sur son domaine ;
- représente le Groupe auprès des instances de place interbancaires ou des pouvoirs publics dans son domaine.

Le RSSI de Banque Populaire Grand Ouest et plus largement de tous les affiliés maisons mères, des filiales directes et des GIE informatiques sont rattachés fonctionnellement au RSSI Groupe. Ce lien fonctionnel implique notamment que :

- toute nomination de RSSI soit notifiée au RSSI Groupe ;
- la politique sécurité des systèmes d'information Groupe soit adoptée au sein des établissements et que chaque politique SSI locale soit soumise à l'avis du RSSI Groupe préalablement à sa déclinaison dans l'établissement ;
- un reporting concernant le niveau de conformité des établissements à la politique SSI Groupe, le contrôle permanent SSI, le niveau de risques SSI, les principaux incidents SSI et les actions engagées soient transmis au RSSI Groupe.

Banque Populaire Grand Ouest dispose d'un responsable de la sécurité des systèmes d'information rattaché au Directeur de la conformité et des risques opérationnels.

2 .7.10.2 Suivi des risques liés à la sécurité des systèmes d'information

Le Groupe BPCE a élaboré une politique de sécurité des systèmes d'information Groupe (PSSI-G). Cette politique définit les principes directeurs en matière de protection des systèmes d'information (SI) et précise les dispositions à respecter d'une part, par l'ensemble des établissements du Groupe en France et à l'étranger et, d'autre part, au travers de conventions, par toute entité tierce dès lors qu'elle accède aux SI d'un ou plusieurs établissements du Groupe.

La PSSI-G matérialise les exigences de sécurité du groupe. Elle est composée d'un cadre SSI adossé à la charte risques, conformité et contrôle permanent Groupe, de 391 règles classées en dix-neuf thématiques et trois documents

d'instructions organisationnelles. Elle fait l'objet d'une révision annuelle dans le cadre d'un processus d'amélioration continue. La révision 2018 de la PSSI-G prend notamment en compte les résultats des travaux d'évaluation de conformité et d'estimation du niveau d'enjeu de chacune des règles de la PSSI-G, menés au cours de l'année avec l'ensemble des établissements et l'évolution de l'organisation et de la gouvernance du groupe.

La PSSI-G constitue un socle minimum auquel chaque établissement doit se conformer. À ce titre, Banque Populaire Grand Ouest va mettre en place en 2019 une charte SSI locale déclinant la charte SSI Groupe. Banque Populaire Grand Ouest néanmoins décliné des points importants de la PSSI-G.

La PSSI-G et la PSSI de Banque Populaire Grand Ouest fera l'objet d'une révision annuelle, dans le cadre d'un processus d'amélioration continue.

Le dispositif de pilotage de la gouvernance et des risques SSI a été renforcé en 2018 notamment par l'intégration de nouvelles fonctionnalités dans la plate-forme Archer Groupe de cartographie des risques SSI :

- Gestion de la PSSI-G permettant de piloter et d'animer ;
 - L'identification par chaque établissement des règles de la PSSI-G applicables à son périmètre (détournage) ;
 - L'évaluation, par chaque établissement, de sa conformité aux règles détournées de la PSSI-G ;
 - L'instruction par chaque établissement de dérogations portant sur les règles détournées pour lesquelles un défaut de conformité est constaté.
- Gestion des plans d'action SSI ;
- Classification des actifs du SI.

Dans le cadre du programme Groupe de mise en conformité aux exigences du règlement européen relatif à la protection des données personnelles (RGPD), un dispositif d'accompagnement RGPD des projets a été mis en place y compris les projets digitaux avec un fonctionnement adapté au cycle de développement agile.

Par ailleurs, le Groupe BPCE est particulièrement vigilant en matière de lutte contre la cybercriminalité. Plusieurs actions ont été menées en 2018 :

- Renforcement des contrôles d'accès aux applications

En lien avec Natixis, le Groupe a renforcé le dispositif de révision des droits d'accès aux SI transversaux (Natixis, BPCE) accordés aux établissements.

- Renforcement de la détection des flux et des événements atypiques au sein des systèmes d'information (détection des cyberattaques)

- constitution d'un Security Operation Center (SOC) Groupe unifié intégrant un niveau 1, fonctionnant en 24x7 ;

- intégration du CERT (Computer Emergency Response Team) Groupe BPCE à la communauté InterCERT-FR animée par l'ANSSI ;

- projet en cours de renforcement de la présence au

sein de communauté de CERT européenne ;

- élargissement planifié début 2019 de la communauté VIGIE, dispositif collectif de vigilance du Groupe, aux établissements bancaires Banques Populaires et Caisses d'Épargne pour améliorer les échanges et la veille concernant les SI privatifs de ces établissements.

- Sensibilisation des collaborateurs à la cybersécurité

Outre le maintien du socle commun groupe de sensibilisation des collaborateurs à la SSI, l'année 2018 a été marquée, pour le Groupe, par l'élaboration d'un nouveau plan de formation/sensibilisation SSI pour mise en œuvre en 2019.

De nouvelles campagnes de sensibilisation des collaborateurs ont également été menées :

- Parcours de sensibilisation RGPD ;
- Test de phishing et campagne de sensibilisation au phishing ;
- Participation aux réunions d'accueil des nouveaux collaborateurs.

En cas d'incident SSI qualifié de majeur, le processus de gestion des alertes et de crise est activé, tel que défini par le responsable du plan d'urgence et de poursuite de l'activité (PUPA).

2 .7.11 Risques émergents

Le Groupe BPCE porte une attention particulière à l'anticipation et à la maîtrise des risques émergents compte tenu de l'évolution permanente de l'environnement.

L'environnement géopolitique international reste sous vigilance avec des zones géographiques marquées par une instabilité politique et des déséquilibres budgétaires. En Europe, la montée du populisme dans de nombreux pays, les tensions italiennes liées à la soutenabilité de sa dette ainsi que les négociations post-Brexit avec le Royaume-Uni font peser des risques sur la stabilité de l'Union européenne et sur sa monnaie, constituant une source de risques pour les expositions du Groupe.

Le contexte de taux particulièrement bas pèse sur la rentabilité des activités de banque commerciale, compte tenu d'une prépondérance de prêts habitat à taux fixe, et sur les activités d'assurance-vie. La remontée des taux d'intérêt, déjà débutée aux Etats-Unis, représente un enjeu majeur pour le Groupe BPCE nécessitant une anticipation et une diversification de ses sources de financement.

La digitalisation de l'économie et des opérations bancaires à l'échelle du Groupe s'accompagne de cyber-risques en hausse pour les systèmes d'information et sur les clients, une vigilance accrue étant nécessaire pour anticiper et se prémunir des attaques.

Le risque de mauvaise conduite (misconduct risk) est surveillé dans le cadre du suivi des risques opérationnels et fait l'objet de chartes de déontologie, d'un code de conduite et d'éthique Groupe et de dispositifs de gestion des conflits

d'intérêts aux différents niveaux du Groupe BPCE.

L'environnement réglementaire constitue une autre zone de surveillance permanente, les établissements bancaires exerçant leur activité avec des exigences croissantes et une supervision des régulateurs particulièrement rapprochée.

Les changements climatiques et la responsabilité sociale sont des thèmes de plus en plus présents dans la politique de gestion des risques des établissements financiers, notamment à BPCE, mais également en terme commercial au regard des attentes fortes de la clientèle.

2 .7.12 Risques climatiques

Conscient de son rôle majeur vers une économie à moindre empreinte carbone, le Groupe BPCE poursuit les actions engagées pour la prise en compte du risque climatique et du déploiement de mesures prises pour le réduire. Le Groupe BPCE participe comme tous les groupes bancaires français au travail de l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) dans le cadre de la disposition V de l'article 173 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

La politique générale des risques de crédit inclut le risque lié au changement climatique et intègre la responsabilité sociale et environnementale comme thème d'évolution majeure des risques.

Le Plan Stratégique du groupe intègre la réduction de ses impacts environnementaux directs et indirects. Des mesures ont ainsi été déployées afin de réduire ces risques dans toutes les composantes de son activité :

Impacts indirects :

- La réalisation d'un état des lieux des marchés de la croissance verte, via l'identification et l'évaluation des différentes filières économiques concernées, l'analyse du positionnement et des performances actuels des banques du groupe sur ces marchés et l'évaluation des potentiels de développement commercial pour les banques du Groupe ;
- L'instauration pour les secteurs les plus sensibles chez Natixis, de politiques RSE à usage interne, intégrées dans les politiques risques des métiers travaillant dans les secteurs concernés (défense, nucléaire, énergies/mine et huile de palme). Natixis a pris dès le 15 octobre 2015 l'engagement de ne plus financer de centrales électriques au charbon et de mines de charbon dans le monde entier, en l'état actuel des technologies ;
- Le financement des énergies renouvelables et de la rénovation thermique, au travers de l'ensemble des principaux réseaux commerciaux du Groupe ;
- Une offre fournie de produits verts d'épargne et de crédit à destination de ses clients.

Impacts directs :

- La mesure annuelle pour l'ensemble des entreprises du groupe de leurs émissions carbone, liées à l'énergie, aux déplacements, à l'immobilier et aux achats ;
- La mise en place de plans d'action visant, par exemple, l'efficacité énergétique des bâtiments et la réduction de l'impact des déplacements des collaborateurs.

Le risque lié au changement climatique fait partie du plan stratégique 2018-2020 dans les chantiers « financer une économie responsable » et « s'engager en faveur de la croissance verte », dont les objectifs sont :

- La baisse des émissions carbone du Groupe ;
- L'accroissement du financement de la transition énergétique par les encours et les engagements ;
- L'augmentation de l'encours d'épargne responsable ;
- Le développement de l'intermédiation des financements « sustainable » (Green ou Social) ;
- L'intégration des critères ESG dans les politiques risques de crédit et dans les politiques sectorielles transparentes sur les activités controversées.

2.8 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE ET PERSPECTIVES

2.8.1 Les événements postérieurs à la clôture

Néant

2.8.2 Les perspectives et évolutions prévisibles

2.8.2.1 Prévisions 2019: une reprise française déjà essoufflée

Depuis octobre 2018, les risques conjoncturels se sont profondément accentués : la sévère correction des marchés boursiers mondiaux et le début d'une inversion de la courbe des taux d'intérêt aux Etats-Unis (phénomène souvent considéré comme un indicateur avancé de 6 à 7 trimestres d'une récession, bien que ce pays soit plutôt en surchauffe économique) en sont une bonne illustration. Le cycle mondial des affaires tend désormais à entrer dans une phase de consolidation spontanée, après 10 ans d'une reprise modeste et non-inflationniste. Les inquiétudes sont multiples et s'autoalimentent en s'additionnant, qu'il s'agisse des craintes de retournement l'économie américaine et surtout chinoise, du renforcement du protectionnisme à l'international, des suites du Brexit (« no-deal ») ou de l'accentuation du risque politique en Europe avec la tenue des élections au printemps, dont les catalyseurs sont la dérive prévisible du déficit public en Italie et la révolte des « gilets jaunes » en France. S'y ajoutent l'évolution incertaine des cours du baril et la fragilité de certains pays émergents.

En 2019, l'activité mondiale progresserait de 3,1%, contre 3,6% en 2018. Elle poursuivrait ainsi le mouvement de ralentissement économique plus ou moins ordonné qui a été amorcé l'année précédente, après le pic de 2017. Les rythmes de croissance se rapprocheraient des potentiels dans la plupart des économies, notamment dans la zone euro : cela permettrait de réduire les tensions sur les capacités d'offre et, en conséquence, sur les salaires et les prix, limitant alors la remontée des taux d'intérêt. De plus, hormis l'absence de déséquilibres macro-économiques majeurs de part et d'autre de l'Atlantique, il existe encore des facteurs de soutien, éloignant l'hypothèse d'une récession dès 2019 : après la relance fiscale, le relais certes plus atténué de la dépense publique aux Etats-Unis ; les mesures fiscales (baisse de l'impôt sur le revenu) et les programmes de stimulation par la dépense publique (travaux d'infrastructures) déployés en Chine, sans parler de la poursuite de l'assouplissement monétaire visant à préserver la distribution de crédits à destination des ménages et des entreprises, à contre-courant du raidissement monétaire à l'œuvre un peu partout dans le monde ; les gains de pouvoir d'achat venant de l'affaiblissement des prix du pétrole et, pour l'Europe, la dépréciation passée de l'euro, favorable à la compétitivité de la zone... Cependant, le cours du baril pourrait revenir vers 70 dollars

au premier semestre, grâce à la résorption du déséquilibre entre l'offre et la demande mondiales de pétrole, que provoquerait la réduction de la production de l'OPEP à hauteur de 1,2 million de barils/jour dès janvier, selon les termes de la conclusion de l'accord du 7 décembre dernier.

Face aux signes annonciateurs d'un net ralentissement économique et au risque politique en Europe, la normalisation monétaire resterait probablement encore très prudente de part et d'autre de l'Atlantique, sauf en cas de matérialisation inattendue d'une résurgence inflationniste venant des pressions salariales naissantes. La Fed, qui craint toujours de déstabiliser les marchés obligataires et qui recherche un niveau neutre pour l'économie, infléchirait son rythme de hausse des taux directeurs de 25 points de base à deux au lieu de trois antérieurement prévu, tout en poursuivant son programme de baisse de la taille de son bilan. La BCE maintiendrait la taille de son bilan à son niveau actuel par le réinvestissement des titres de son portefeuille obligataire arrivant à échéance, tout en mettant un terme au 1er janvier à son programme de rachats d'actifs. Elle ne remonterait éventuellement que très légèrement et surtout pas avant l'été son principal taux directeur, du fait de la faiblesse de l'inflation sous-jacente.

En l'absence de signes tangibles d'accélération salariale, les taux longs augmenteraient mollement, en lien avec un durcissement monétaire singulièrement mesuré de part et d'autre de l'Atlantique, avec l'accroissement mécanique de l'offre de titres américains (dégradation des finances publiques ; nécessité de compenser le moindre financement extérieur venant habituellement de la Chine et du Japon par le recours aux ménages résidents ; poursuite de la réduction de la taille du bilan de la Fed) et avec la fin des rachats nets d'actifs opérés par la BCE. Au-delà d'un risque probable de volatilité venant d'une contagion « partielle » avec les taux américains (début de correction de l'écart historique de rendements observé entre les Etats-Unis et l'Europe) et de l'augmentation éventuelle des « spreads » intra-européens, l'OAT 10 ans pourrait atteindre un peu plus de 0,9% fin 2019, contre une moyenne annuelle de 0,78% en 2018. Après sa stabilisation récente, l'euro s'apprécierait à nouveau tendanciellement contre le dollar, celui-ci retrouvant sa trajectoire de dépréciation en change effectif nominal, en raison de l'accroissement des déficits jumeaux aux Etats-Unis, du ralentissement de la conjoncture dans ce pays et du moindre relèvement des taux de la Fed.

Comme le suggère la dégradation des indicateurs de climat des affaires, la France n'échapperait pas en 2019 au ralentissement de la demande mondiale, en dépit de l'accroissement marqué mais éphémère du pouvoir d'achat des ménages. Son augmentation viendrait d'une part, de la décélération de l'inflation, reflétant l'affaiblissement antérieur des prix du pétrole, d'autre part, des mesures Macron en faveur des gilets jaunes, avec un plan de 10 à 15 Md€ (plus de 0,7% de revenus supplémentaires) centré sur les ménages ayant une forte propension à consommer. Cependant, le

rebond de la consommation privée, en lien avec l'amélioration du pouvoir d'achat réel, serait insuffisant pour éviter l'essoufflement de la croissance vers son rythme potentiel de 1,2%, contre 1,5% en 2018. En particulier, le taux d'épargne des ménages remonterait à plus de 15,2%, contre 14,7% en 2018, sous l'effet de gains de pouvoir d'achat supérieurs à la hausse induite des dépenses des particuliers, dans un contexte perçu comme davantage incertain. En effet, le taux de chômage, qui resterait élevé, ne diminuerait qu'à la marge, n'apportant ainsi qu'un soutien limité à un véritable accroissement des salaires.

De même, l'investissement productif ne serait que résilient, sans dynamique excessive, bien que les entreprises soient toujours confrontées à d'importantes difficultés d'offre et à un amortissement du stock de capital plus rapide que par le passé, malgré le tassement de l'activité. Il serait pourtant favorisé par un effet temporaire de trésorerie d'environ 20 Md€ - résultant de la transformation du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en baisse pérenne de charges - et par des conditions de financement attrayantes. Enfin, après d'importantes livraisons aéronautiques et navales fin 2018, la contribution du commerce extérieur à la croissance redeviendrait négative au 1er semestre selon l'INSEE. Outre la poursuite du repli de l'investissement des ménages, la demande interne serait donc le principal soutien de la croissance en 2019. Cette phase baissière du cycle, qui se déroulerait dans un climat politique et social encore tendu, devrait gêner le renforcement des réformes structurelles cherchant à assainir les finances publiques et à restaurer la compétitivité à l'exportation du tissu économique. Le déficit budgétaire devrait de nouveau franchir nettement la barre des 3% en 2019.

2.8.2.2 Perspective du groupe et ses métiers

En 2019, le groupe va poursuivre la mise en œuvre de son plan stratégique TEC 2020, avec trois priorités :

En premier lieu, saisir les opportunités de la transformation digitale pour simplifier et personnaliser les offres et les outils, rendre les clients plus autonomes, générer de nouveaux revenus et pour gagner en efficacité ;

D'autre part prendre des engagements :

• Envers les clients de la banque de proximité :

- en apportant des solutions adaptées aux nouveaux usages et les en accompagnant dans leurs « moments clés », avec différents niveaux de service ;
- en tenant une promesse de proximité d'accessibilité, de conseil et d'excellence, grâce notamment à l'adaptation du modèle de relation omnicanal ;

• Envers les clients du métier Gestion d'actifs et de fortune :

- en fournissant des solutions et des stratégies d'investissement actives, sur mesure et innovantes

à travers notamment une gamme d'expertise élargie et une présence renforcée en Asie-Pacifique;

• Envers les clients de la Banque de Grande Clientèle :

- en se différenciant dans la durée et en créant de la valeur pour les clients, via la mise en œuvre d'une expertise transversale dans les secteurs les mieux maîtrisés ;

• Envers les sociétaires :

- en poursuivant les engagements envers la société et en finançant l'économie française, dans une logique de responsabilité et de croissance verte qui se traduit par le développement de la collecte d'épargne responsable, par le financement de la transition énergétique, par la réduction de l'empreinte carbone du groupe ;

• Envers les salariés :

- avec une promesse employeur forte en développant l'employabilité, en simplifiant l'expérience collaborateur, en promouvant la mixité,

- en attirant et en fidélisant les meilleurs talents ;

Enfin, des ambitions de croissance pour nos métiers :

- Banque Populaire : en développant le modèle affinitaire, notamment sur le marché de la fonction publique,
- Caisse d'Epargne : en servant tous les clients en adaptant le dispositif commercial selon leur profil,
- Crédit Foncier : en poursuivant l'intégration des activités dans le groupe,
- Banque Palatine : en développant la gestion privée tout en migrant l'informatique sur une plate-forme mutualisée,
- Services Financiers Spécialisés : en développant les parts de marché dans l'ensemble des métiers,
- Assurance : en confortant notre position d'assureur de premier plan en France,
- Gestion d'actifs et de fortune: en affirmant notre position de leader mondial dans la gestion active par la taille, la rentabilité et la capacité à innover,
- Banque de Grande Clientèle : en devenant une banque de référence dans quatre secteurs-clés : Energie et ressources naturelles, Infrastructure, Aviation, Immobilier et Hospitality.

Le Groupe poursuivra également la mise en œuvre de ses projets de simplification et de dynamisation de la banque de proximité, notamment via le projet d'acquisition par BPCE SA de certains métiers de financements spécialisés de Natixis. Ce projet renforcera la capacité de la banque de proximité à apporter des solutions globales aux clients des réseaux du groupe.

2.9 ELÉMENTS COMPLÉMENTAIRES

2.9.1 Information sur les principales filiales, participations et succursales

2.9.1.1 Ouest Croissance (SAS)

Ouest Croissance est une société spécialisée dans le capital investissement dans des PME et PMI régionales que la Banque Populaire Grand Ouest a créée en 1987. La Banque Populaire Grand Ouest détient 60% du capital de la société, aux côtés principalement de la Banque Populaire Aquitaine Centre-Atlantique et de la Banque Populaire Val de France. Intervenant sur le territoire de ces trois Banques, Ouest Croissance soutient, par ses prises de participation, la stratégie de développement des entreprises, finance leur développement et leur transmission, et gère la conception de montages financiers sur-mesure.

Ouest Croissance gère à fin 2018 un portefeuille de près de 190 M€ d'investissements dans 110 participations, et est ainsi un acteur majeur du marché.

L'exercice 2018 a été marqué par un volume très élevé de désinvestissements, ayant atteint 65 M€, contre 17 M€ en 2017.

Au plan comptable, Ouest Croissance est consolidée par intégration globale dans les comptes de la Banque Populaire Grand Ouest.

2.9.1.2 Grand Ouest Gestion d'Actifs (SA)

Grand Ouest Gestion d'Actifs, détenue (directement ou indirectement) à hauteur de 99,99% par la Banque Populaire Grand Ouest, est une société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF, assurant les activités de gestion de la SCPI Atlantique Mur Régions.

La SCPI Atlantique Mur Régions, créée en 1987, est spécialisée dans l'immobilier de bureaux implanté dans les grandes métropoles régionales. Son patrimoine se compose à fin 2018 de plus de 100 immeubles, comprenant 270 entreprises locataires. Atteignant plus de 700 M€ de capitalisation à fin 2018, la performance de la SCPI est régulièrement saluée pour sa régularité et la protection du capital investi. La rémunération servie aux associés situe la SCPI au tout premier rang de ce support de placement.

L'exercice 2018 a été marqué sur la SCPI Atlantique Mur Régions, par l'acquisition de 3 immeubles et l'ouverture de 3 enveloppes spécifiques de souscriptions pour un total de 70 M€, ayant fait passer la collecte brute de 49 M€ en 2017 à 90 M€ en 2018.

Au plan comptable, Grand Ouest Gestion d'Actifs n'est pas consolidée dans les comptes de la Banque, n'ayant pas d'impact significatif sur ces derniers.

2.9.1.3 Grand Ouest Plus (SARL)

Grand Ouest Plus, créée en 1989 et détenue à hauteur de 100% par la Banque Populaire Grand Ouest, a pour objet la prise de participations dans des sociétés. Elle détient à fin 2018 les principales participations suivantes :

- Proximea : plateforme de financement participatif en capital;
- Espace Transaction Conseil : intermédiaire en conseil d'offre de programmes d'investissement immobiliers ;
- Agence Lucie : promotion du développement durable et de la responsabilité sociétale et environnementale par les acteurs économiques et labellisation ;

L'exercice 2018 a été marqué par la cession intégrale de la participation détenue dans Portzamparc Société de Bourse.

Au plan comptable, Grand Ouest Plus n'est pas consolidée dans les comptes de la Banque, n'ayant pas d'impact significatif sur ces derniers.

2.9.1.4 Polaris (SCI)

Polaris est la société civile immobilière propriétaire du bâtiment accueillant le siège social de la Banque Populaire Grand Ouest à Saint Grégoire. Créée en 2012, elle est détenue (directement ou indirectement) à hauteur de 100%

par la Banque Populaire Grand Ouest.

Aucun fait majeur n'est à relever au titre de l'exercice 2018.

Cette société est consolidée par intégration globale dans les comptes de la Banque Populaire Grand Ouest.

2.9.1.5 Mer Invest (SAS)

Mer Invest, détenue à 100 % par la Banque Populaire Grand Ouest, a été créée en mai 2018, en ayant été dotée d'un capital de 5 M€.

Mer Invest a pour objet la prise d'investissements en capital destinés à l'accompagnement du secteur de la pêche et des cultures marines ainsi que des activités maritimes et littoral associées.

Ses premiers mois d'activité jusqu'à fin 2018 ont été marqués par les 3 premières opérations d'investissement qui ont été réalisées pour un montant cumulé de près de 1 M€.

Au plan comptable, Mer Invest n'est pas consolidée dans les comptes de la Banque, n'ayant pas d'impact significatif sur ces derniers.

Mer Invest clôturera son premier exercice comptable à fin 2019.

2.9.2 Activités et résultats des principales filiales, participations et succursales

PRINCIPALES FILIALES (données 31/12/18)	Activité	Capital	Capitaux propres autres que le capital et avant affectation du résultat y compris FRBG	Quote-part du capital détenue (en %)	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat Net 31/12/18	Dividendes encaissés par BPGO au cours de l'exercice	Valeur comptable nette des titres dans le bilan de la BPGO
OUEST CROISSANCE	Sté Capital risque	105 102	69 415	60,00	34 994	31 630	2 385	99 289
GRAND OUEST GESTION D'ACTIFS	Sté de gestion de SCPI	228	4 366	99,99	12 354	1 477	0	217
GRAND OUEST PLUS	Sté de prise de participations	4 227	2 996	100,00	2 433	1 716	0	4 227
POLARIS ⁽¹⁾	Immobilier	5 000	-2 184	100,00	2 595	-426	0	4 999

⁽¹⁾ Avances en comptes courant au 31 décembre 2018 : 37 670 milliers d'euros

PRINCIPALES PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres autres que le capital et avant affectation du résultat y compris FRBG	Quote-part du capital détenue (en %)	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat net 31/12/17	Dividendes encaissés par BPGO au cours de l'exercice	Valeur comptable nette des titres dans le bilan de la BPGO
BPCE	157 698	16 019 936	4,60	494 388	390 468	18 543	685 935

2 .9.3 Tableau des cinq derniers exercices

(Montants en milliers d'euros)	2014*	2015*	2016*	2017	2018
Capital en fin d'exercice					
Capital social	378 527	404 368	430 489	1 021 352	1 033 252
Nombre de parts sociales	22 266 278	23 786 330	25 322 916	2 042 704 528	73 803 744
Opérations et résultat de l'exercice					
Produit net bancaire	248 721	242 886	238 802	540 528	517 985
Résultat brut d'exploitation	74 505	64 247	66 167	95 401	118 584
Impôt sur les bénéfices	12 009	9 877	8 590	11 420	11 650
Participation des salariés due au titre de l'exercice	1 669	1 356	1 631	4 848	3 707
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	34 921	30 263	34 843	80 668	52 971
Intérêts versés aux parts sociales	6 918	6 383	6 161	14 952	15 217
Montant par part sociale	0,321 €	0,281 €	0,255 €	0,007 €	0,210 €
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice (équivalents temps plein actifs)	1 399	1 435	1 429	3 418	3 345
Montant de la masse salariale de l'exercice	57 062	58 238	58 763	126 892	126 129
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	30 430	30 032	28 814	56 096	76 770

*Données périmètre Banque Populaire Atlantique.

2 .9.4 Délais de règlement des clients et des fournisseurs

L'article L. 441-6-1 du Code du Commerce stipule que les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes doivent publier dans leur rapport de gestion des informations sur les délais de paiement à l'égard de leurs clients et de leurs fournisseurs suivant les modalités de l'article D.441-4 du Code de Commerce modifié par les décrets n° 2015-1553 du 27 novembre 2015 et n° 2017-350 du 20 mars 2017. Les opérations bancaires et les opérations connexes sont exclues de cette information considérant qu'elles n'entrent pas dans le champ d'application de l'information à produire

	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
En K€	2 452	2 384	2 340	0	7 176
En Nombre	426	343	258	0	1 027
En % des achats TTC de l'exercice	1,582 %	1,537 %	1,509 %	0,000 %	4,628 %

2 .9.5 Informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération (article L.511-102 du code monétaire et financier)

Rapport prévu à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution Politique et pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L.511-71 du code monétaire et financier – Exercice 2018

2 .9.5.1 Description de la politique de rémunération en vigueur dans l'entreprise

Au sein de la Banque Populaire Grand Ouest, les rémunérations fixes sont préalablement définies au regard de minima par classification fixés par la convention collective de la Banque.

Elles sont ensuite adaptées au regard du niveau de compétence, de responsabilité et d'expertise de chaque collaborateur et des niveaux de rémunération proposés par le marché local de la banque.

La politique de rémunération s'inscrit dans l'orientation stratégique de la Banque Populaire de Grand Ouest et ses valeurs coopératives. Elle est également complétée des éléments apportés par le Groupe BPCE, des accords de branche et des accords locaux. Elle est présentée en détail au comité de rémunération.

Ainsi, la part fixe des rémunérations est largement prépondérante pour tous les métiers, matérialisant à la fois, l'expérience, la compétence et la prise de responsabilité de chaque métier. Une revue annuelle des rémunérations est réalisée pour mesurer les écarts au sein de chaque métier et éventuellement les corriger. Une attention particulière est apportée aux différences qui pourraient exister historiquement et ainsi gommer toute discrimination liée au genre ou au handicap par exemple. Un suivi annuel de l'égalité professionnelle est spécifiquement réalisé avec les représentants du personnel.

Rémunération variable pour la Banque Populaire Grand Ouest:

- Prime commerciale : Contrat de Développement Réseaux, éléments de la politique commerciale de la Banque, ces primes d'équipe viennent saluer l'atteinte collective des objectifs.
- Prime booster : Complémentaire à la prime commerciale collective, elle permet de récompenser individuellement les commerciaux qui surperforment en matière de conquête, tout en assurant un développement homogène et qualitatif de leur portefeuille
- Prime métier : En lien avec l'atteinte d'objectifs commerciaux et avec des pratiques de marché, elle concerne quelques métiers spécifiques et d'expertises

identifiés au niveau de la Banque :
Banque d'Affaires, Ingénieries et Expertises
Conseillers Développement Flux
Conseillers Développement Assurance Professionnels

- Prime managériale : elle concerne tous les collaborateurs exerçant une fonction managériale dans l'entreprise. S'agissant d'un complément de la rémunération fixe, elle n'est acquise qu'en cas de performances prouvées : Des critères de niveau banque sont retenus pour 30% Coefficient d'exploitation net de risque (hors Ouest Croissance) L'adhésion aux orientations et aux projets de Banque Populaire Grand Ouest (source : enquête Diapason) Qualité - QHD moyen annuel Attrition de la clientèle des particuliers

- Des critères spécifiques pour 70% attribués d'une part relative aux résultats sur l'activité confiée et aux performances prouvées sur le management : le développement de son équipe et de son activité, le pilotage, la capacité à initier, conduire et accompagner le changement...

S'agissant des éléments variables collectifs les collaborateurs peuvent bénéficier, en fonction des résultats, d'un niveau d'intéressement et de participation dont le montant et plafond sont fonction de l'atteinte des indicateurs retenus par accords d'entreprise.

Toutes les composantes de rémunération variable hors Intéressement et Participation sont versées en mars de chaque année.

2 .9.5.2 Processus décisionnel

Le Comité des rémunérations de la Banque Populaire Grand Ouest, est composé de 4 membres :

- **Présidente** : Madame Catherine LEBLANC
- **Membres** :
Madame Françoise BEURY
Monsieur Philippe LANNON
Monsieur Laurent POTTIER
Monsieur Jean-Claude SOULARD

Le comité des rémunérations est composé exclusivement de membres de l'organe de surveillance, ils n'exercent pas de fonction de direction au sein de l'entreprise.

Le comité des rémunérations s'est réuni 3 fois au cours de 2018.

Il procède à un examen annuel :

- des principes de la politique de rémunération de l'entreprise;
- des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise ;
- de la rémunération du Directeur des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent.

Le Comité des rémunérations exprime son avis sur les propositions de la Direction Générale concernant la population des preneurs de risques et propose à l'organe de surveillance les principes de la politique de rémunération pour la population des preneurs de risques.

Le Comité des rémunérations s'assure également de la conformité de la politique de rémunération avec les réglementations SRAB et la Volcker Rule.

Le Comité des rémunérations prend connaissance chaque année du rapport recensant les infractions recensées et les décisions finales concernant les variables des preneurs de risques au titre du 1^{er} alinéa de l'article L. 511-84.

L'organe de surveillance adopte les principes de la politique de rémunération sur avis du Comité des rémunérations et examine les infractions recensées et les décisions finales concernant les variables des preneurs de risques au titre du 1^{er} alinéa de l'article L.511-84.

2.9.5.3 Description de la politique de rémunération

2.9.5.3.1 Composition de la population des preneurs de risques

Pour l'année 2018, la population des preneurs de risques, après application des critères prévus par le règlement délégué du 4 mars 2014 et une revue collégiale par la direction des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent et la Direction des Ressources Humaines, est composée des personnes suivantes :

- les Membres de l'organe de surveillance;
- le Dirigeant mandataire social ;
- les Membres du Comité Exécutif ;
- les Responsables des risques, conformité et audit ainsi que leurs principaux adjoints ;
- les Responsables de certaines fonctions support ;
- les Membres des Comités hors risques de crédits et risques de marché ;
- les Membres permanents décisionnaires des Comités décisionnaires en dernier ressort et chargés de la gestion du risque de crédit ou le risque de marché ;
- les Managers d'un groupe de collaborateurs dont la somme des pouvoirs d'engagement excède le seuil de 0,5% des fonds propres de base calculés en consolidé au 31/12/2017 (5M€)
- les Membres du Comité nouveaux produits.

Ces personnes ont été identifiées par application des critères prévus par les articles 3 et 4 du règlement délégué (UE) n°604/2014 de la commission du 4 mars 2014, complétant la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation en ce qui concerne les critères qualitatifs et quantitatifs appropriés permettant de recenser les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque d'un établissement.

Une note interne retrace la déclinaison du processus d'identification des preneurs de risques 2018 au sein de la Banque Populaire Grand Ouest. Cette note relève que les entreprises du groupe I, conformément à la norme Groupe, sont les entreprises du Groupe dont la taille de bilan est supérieure à 10 milliards d'euros. Banque Populaire Grand

Ouest est donc une entreprise du groupe I.

Un courrier de notification est adressé à chaque preneur de risques, à son entrée ou sa sortie du dispositif de preneurs de risques. Si le personnel preneur de risques bénéficie d'une rémunération variable, il est précisé les règles d'applications, du possible report d'une partie de la rémunération variable sur plusieurs exercices pouvant être pour partie réduite dans certaines circonstances, la suppression ou la réduction de la rémunération variable en cas d'infractions importantes, ce qui inclut la non-participation aux formations réglementaires obligatoires.

La liste des collaborateurs a été revue conjointement par la direction des ressources humaines et la direction des risques, de la conformité et du contrôle permanent de Banque Populaire Grand Ouest.

En ce qui concerne les filiales pouvant être qualifiées : d'Unité Opérationnelle Importante (UOI) sur la base de leur capital.

- La Banque Populaire Grand Ouest n'a pas identifié de filiale

L'UOI est une unité à laquelle une allocation de capital interne d'au moins 2% a été distribuée. Le seuil de 2% est apprécié au 31/12/2018 par référence aux fonds propres consolidés IFRS de Banque Populaire Grand Ouest.

2.9.5.3.2 Principes généraux de la politique de rémunération

Les principales caractéristiques de la politique de rémunération sont les suivantes :

La rémunération des personnels rattachés aux fonctions de preneurs de risques (hors Président et Directeur Général) et donc des personnels des unités chargées de la validation des opérations est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations, et à un niveau suffisant pour disposer de personnels qualifiés et expérimentés ; elle tient compte de la réalisation des objectifs associés à la fonction et doit être, à qualification, compétences et responsabilités équivalentes, à un niveau approprié par rapport aux professionnels dont ils contrôlent l'activité. Leur rémunération prend également en compte les performances globales de la Banque.

- niveau de rémunération fixe lié au niveau de compétence, de responsabilité et d'expertise et suffisant pour disposer de responsables des fonctions de contrôle qualifiés et expérimentés ;
- rémunération variable fondée sur des objectifs propres, et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée.

La rémunération variable s'applique à l'ensemble du personnel preneurs de risques, hors Directeur Général, dès lors qu'ils occupent une fonction managériale et/ ou une fonction commerciale. La rémunération variable ne peut en aucun cas dépasser 40% de la rémunération fixe

Les critères de rémunération variable du personnel exerçant des fonctions de contrôle, ne doivent pas être liés aux résultats commerciaux de la Banque et être indépendantes des performances et des activités contrôlées.

Président et administrateurs

Les principes généraux des rémunérations du président et des administrateurs :

Les administrateurs bénéficient d'une indemnité compensatrice du temps passé dans l'exercice de leurs mandats. Une indemnité compensatrice est versée à chaque présence lors d'un Conseil d'Administration ou Comité spécialisé. L'Assemblée Générale détermine le montant global de l'enveloppe des indemnités compensatrices. Le Conseil d'administration décide sa répartition.

La rémunération du Président du Conseil d'Administration prend la forme d'une indemnité compensatrice qui fait l'objet de préconisations de l'organe central BPCE SA. Ces préconisations sont soumises au Comité des rémunérations de la Banque, pour examen, la décision finale étant prise par le Conseil d'Administration de la Banque (séance qui a eu lieu le 07 décembre 2017).

Directeur Général

Rémunération fixe :

La rémunération fixe du Directeur Général fait l'objet de préconisations de l'organe central BPCE SA. Ces préconisations sont soumises au comité des rémunérations de la Banque, pour examen, la décision finale étant prise par le Conseil d'Administration de la Banque (séance qui a eu lieu le 07 décembre 2017 pour le Directeur Général de la Banque Populaire du Grand Ouest) :

La rémunération fixe annuelle du dirigeant exécutif est égale à la somme de 3 composantes :

- un montant forfaitaire de 210.000 €
- un montant égal à 15% du PNB, le PNB étant exprimé en milliers d'€
- un complément éventuel égal au maximum à 5% du PNB + 50.000 € à l'initiative de l'organe délibérant.

Le PNB est arrondi au 25 M€ inférieur.

Le PNB est le PNB de l'année civile précédant la prise de fonction dans la banque. Le PNB retenu pour le calcul est revu tous les 3 ans en prenant la moyenne des PNB des 3 dernières années civiles.

L'éventuel complément est décidé par l'organe délibérant de la banque après échange avec le Président du directoire de BPCE SA ou la DRH Groupe. Pour guider la réflexion dans l'évaluation de ce complément, trois critères principaux seront pris en compte : la mobilité, les fusions, l'expérience.

On entend par mobilité, le mouvement d'un dirigeant exécutif entre banques populaires, caisses d'épargne, directoire de l'organe central, Banque Palatine, CFF, BPCE IOM et les filiales métiers de NATIXIS.

A la rémunération fixe, s'ajoutent l'indemnité logement ou la valorisation de l'avantage en nature logement, ainsi que la valorisation de l'avantage en nature voiture en cas d'attribution d'un véhicule de fonction.

Dans l'hypothèse où la rémunération fixe d'un dirigeant exécutif serait supérieure à celle résultant de l'application des nouvelles dispositions ayant pris effet le 1^{er} janvier 2011, la rémunération actuelle serait maintenue.

Rémunération variable :

La rémunération variable du Directeur Général prend en compte des critères Groupe et des critères spécifiques à la banque, qui sont répartis en critères nationaux, fixés par BPCE et locaux à hauteur de 50% chacun. Le calcul est le suivant :

80% x Salaire fixe x le taux de performance atteint et validé

2.9.5.3.3 Politique en matière de paiement des rémunérations variables de la population des preneurs de risques

En conformité avec les articles L511-71 à L511-85 du Code monétaire et financier, la politique en matière de paiement des rémunérations variables (étalement, pourcentage en titres, malus) est la suivante :

a) Application du 4^{ème} alinéa de l'article L.511-77 du Code monétaire et financier

- Exigence minimum de fonds propres pilier 2

Au titre du dernier alinéa de l'article L511-77 pour l'attribution des parts variables des preneurs de risques du Groupe au titre d'un exercice, un seuil minimum de fonds propres pour le Groupe BPCE, seuil qui doit être respecté au 31 décembre de l'exercice, est fixé au début de l'exercice par le Conseil de surveillance de BPCE, sur proposition du Comité des Rémunérations de BPCE.

Ce seuil est établi par référence à l'exigence minimum au titre du pilier 2, définie par l'autorité de contrôle, pour le ratio Common Equity Tier 1 (CET1).

Pour l'année 2018, cette référence correspond à un ratio CET1 de 10,28%. Le ratio CET1 phasé estimé du Groupe BPCE est de 15,8%.

Dans le cas où le seuil minimum n'est pas atteint au 31 décembre de l'exercice, l'organe de direction dans sa fonction de surveillance est saisi de la situation et décide d'appliquer une réfaction de la part variable attribuée au titre de l'exercice, et des fractions différées de parts variables non encore échues, des preneurs de risques, par application d'un taux qui doit être au minimum de 50%. Le taux de réfaction proposé peut ne pas atteindre 100% si son application permet, éventuellement combinée à d'autres mesures, d'atteindre le seuil minimum fixé au début de l'exercice considéré.

Toute dérogation à cette règle doit être approuvée par l'organe de direction dans sa fonction de surveillance et

assortie d'éléments expliquant le choix retenu.

La décision finale d'appliquer le taux de réfaction proposé par le Conseil de surveillance de BPCE est du ressort de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance, pour les preneurs de risques du périmètre. Toute dérogation à la proposition faite par le Conseil de surveillance de BPCE doit être approuvée par l'organe de direction dans sa fonction de surveillance de l'entreprise et assortie d'éléments expliquant le choix retenu.

- Lien entre rémunération variable des dirigeants et RAF (dispositif d'appétit aux risques)

Ce lien est mis en place à compter de la rémunération variable attribuée au titre de l'exercice 2018 pour les dirigeants effectifs (dirigeants exécutifs mandataires sociaux de l'entreprise, directeurs généraux ainsi que les salariés deuxièmes dirigeants effectifs) des entreprises du groupe I.

Pour l'attribution de la part variable, le Comité des rémunérations de l'entreprise tient compte du niveau de qualité du RAF dans l'entreprise. Pour cela, il se base sur les informations qui sont communiquées par la Direction des Risques de l'entreprise ; ces informations permettent au Comité des rémunérations d'apprécier :

- le correct déploiement annuel dans l'entreprise du RAF (mise en place RAF, déclinaison des indicateurs en nombre et seuils selon la méthodologie Groupe), en tenant compte des éventuelles spécificités locales;
- la bonne prise en charge selon la procédure Groupe d'éventuels dépassements de seuils, incluant le suivi des plans d'actions locaux mis en œuvre en cas de dépassement significatif des seuils de résilience ou opérationnels.

La prise en compte du niveau de qualité du RAF par le Comité des rémunérations peut se faire par l'introduction d'un critère spécifique RAF parmi les critères qualitatifs de la part variable ou par un ajustement de certains critères qualitatifs ; pour les dirigeants exécutifs des réseaux, la prise en compte s'effectue au sein du critère de management durable.

b) Application de l'article L.511-83 du Code monétaire et financier

- Dispositif de malus pour le versement des fractions différées

En application de l'article L511-83 du Code monétaire et financier, il a été proposé à l'organe de surveillance sur proposition du comité des rémunérations, que la part de rémunération différée ne serait versée que si le Résultat net du Groupe Banque Populaire Grand Ouest reste positif après le versement de la part différée de l'exercice concerné. Elle sera indexée sur l'évolution du résultat net du groupe BPCE calculé en moyenne glissante sur 3 ans.

Pour chaque fraction différée de part variable au titre de l'exercice N, l'organe délibérant constate si la condition de performance est réalisée ou non :

- si elle n'est pas réalisée, la fraction différée est définitivement perdue,
- si elle est réalisée et si le bénéficiaire est présent dans le Groupe, la fraction différée devient définitivement acquise et est versée au plus tôt le 1er octobre des années N+2, N+3 ou N+4.

- Examen par le Comité des Rémunérations de la compatibilité de l'attribution des variables à la réalité des performances et à la situation financière de l'entreprise

Le comité des rémunérations examine, préalablement à l'attribution, si la situation financière de l'entreprise et la réalité des performances des preneurs de risques de son périmètre de sous-consolidation, sont compatibles avec l'attribution des parts variables. Il peut, suite à cet examen, proposer une réduction des parts variables attribuées.

Sur la base des éléments utilisés pour évaluer les provisions au titre des rémunérations variables, nécessaires à l'arrêté des comptes de l'entreprise pour 2018, l'enveloppe globale des rémunérations variables attribuées aux preneurs de risques de l'entreprise, est estimée à 1 026 020€.

La situation financière de l'entreprise apparaît compatible avec cette enveloppe.

c) Application du 1er alinéa de l'article L.511-84 du Code monétaire et financier

- Description du dispositif de malus de comportements
- Les dispositifs de malus de comportements applicables aux parts variables des preneurs de risques recensent 3 types d'infractions :

- **Infraction importante** à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite, de délégation et de mandat, ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit (y compris e-mail) de la part d'un dirigeant de l'entreprise ou d'un directeur en charge d'une filière de conformité, de contrôle permanent ou de risques. Le pourcentage de réduction peut atteindre -10%. Une infraction importante est une infraction ayant conduit à la survenance d'un incident dont l'impact potentiel ou avéré est supérieur au seuil d'incident grave tel que défini pour le Groupe par la norme « risques opérationnel », soit un seuil de 300 k€. Le courrier notifiant une infraction importante doit faire explicitement référence à l'examen de la situation par le comité compétent et aux conséquences possibles en matière de rémunération.

- **Infraction significative**, à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite, de délégation et de mandat, ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit (courrier formel) de la part d'un dirigeant de l'entreprise ou du

Groupe, ou du directeur Risques Conformité et Contrôles Permanents du Groupe. Le pourcentage de réduction peut atteindre -100%. Une infraction significative est une infraction ayant conduit à la survenance d'un incident dont l'impact potentiel ou avéré est supérieur au seuil d'incident significatif applicable au niveau du Groupe, soit 0,5% des fonds propres de l'établissement. Le courrier notifiant une infraction significative doit faire explicitement référence à l'examen de la situation par le comité compétent et aux conséquences possibles en matière de rémunération.

- **Non-participation** aux formations réglementaires obligatoires :Le taux de réalisation des formations réglementaires obligatoires par les preneurs de risques est fixé à 100%. Le pourcentage de Non-participation aux formations réglementaires peut atteindre -5% par formation obligatoire.

Chaque entreprise du groupe I constitue un comité pour la mise en œuvre du premier alinéa de l'article L.511-84. Ce comité associe notamment les fonctions risques, conformité, contrôles permanents et ressources humaines.

Ce comité peut préciser tout point du cadre général ci-dessus de manière à en avoir une déclinaison opérationnelle locale notamment pour certaines populations de preneurs de risques tels les opérateurs de marché. Le dispositif de malus de comportements de l'entreprise est tenu à disposition de la Direction Risques, Conformité et Contrôles Permanents du Groupe.

Le comité se réunit chaque année (début N+1 pour l'exercice N), avant le Comité des Rémunérations, et examine les infractions visées par le dispositif de malus de comportements de l'entreprise et dont la responsabilité est imputable à des preneurs de risques du périmètre de sous-consolidation de l'entreprise.

En cas d'infraction imputable à un preneur de risque, le comité propose à la direction des ressources humaines une réduction de la rémunération variable attribuée au titre de l'exercice N et des fractions différées non échues des parts variables antérieures, réduction qui est fonction de la nature et de l'importance du (ou des) infraction(s) constatée(s), de la grille de malus et de l'appréciation des faits (avis motivé du manager, niveau de responsabilité du preneur de risques, caractère avéré, éventuellement caractère répétitif, etc.).

Dans ce cadre, la direction des ressources humaines met en œuvre la réduction de la rémunération variable du preneur de risques et des fractions différées non échues des parts variables antérieures, dans le respect du droit du travail et des engagements contractuels, en partant de la proposition de part variable effectuée par la hiérarchie ; pour cela, il est tenu compte d'un éventuel ajustement de la part variable, qui serait déjà inclus dans la proposition.

Les infractions recensées et les décisions finales concernant les variables des preneurs de risques font l'objet d'un rapport, élaboré par la Direction des Ressources Humaines de l'entreprise. Ce rapport est présenté chaque année au Comité des rémunérations de l'entreprise puis à l'organe de direction dans sa fonction de surveillance. Ce rapport est communiqué à la Direction des Risques de l'entreprise qui le transmet à la Direction

Risques, Conformité et Contrôles Permanents du Groupe ; il est également communiqué par la Direction des Ressources Humaines de l'entreprise à la Direction des Ressources Humaines du Groupe.

2.9.5.4 Politique d'étalement du variable et de paiement en instruments

Principe de proportionnalité

Les règles de régulation des rémunérations variables ne s'appliquent que lorsque le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est supérieur ou égal à un seuil fixé actuellement à 100 K€.

Pour l'appréciation du seuil, sont totalisées toutes les rémunérations variables attribuées au titre de l'exercice pour les différentes fonctions régulées exercées au sein du Groupe, y compris dans des entreprises distinctes (par exemple, en cas de mobilité). Si le seuil est dépassé, les règles qui suivent s'appliquent à chacune des rémunérations variables prises en compte, y compris à celles qui seraient inférieures au seuil.

Dans le cas où le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est strictement inférieur au seuil, la totalité de la rémunération variable est versée dès qu'elle est attribuée.

Dans le cas où le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est supérieur ou égal au seuil, les règles de régulation de la rémunération variable, décrites ci-après, s'appliquent à la totalité de la rémunération variable.

Dans le cas d'une mobilité, pour apprécier le franchissement du seuil de 100 K€, il convient d'additionner les parts variables attribuées au titre de 2018 pour les différentes fonctions de preneur de risques exercées en 2018.

Les parts variables attribuées sont soumises, pour leurs versements, aux dispositions du paragraphe d.2 concernant la régulation des parts variables.

Versement différé et conditionnel d'une fraction de la rémunération variable

Dans le cas où le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est supérieur ou égal au seuil, les règles de régulation de la rémunération variable, décrites ci-après, s'appliquent à la totalité de la rémunération variable :

- 50% du montant sont différés et sont versés par tiers au plus tôt les 1er octobre des années N+2,

2 RAPPORT DE GESTION

N+3 et N+4, soit 16,66% pour chacune des 3 années;

- le solde, soit 50% du montant, est acquis et versé dès l'attribution.

Pour chaque fraction différée, l'acquisition définitive est subordonnée à une condition de présence et à la réalisation d'une condition de performance qui, si elle n'est pas réalisée, entraîne la perte définitive de la fraction correspondante (application du malus).

Les conditions de performance applicables aux fractions différées d'une même part variable sont arrêtées, sur proposition du comité de rémunération, par l'organe délibérant de l'entreprise qui attribue la part variable, en même temps que son attribution.

Pour chaque fraction différée de part variable au titre de l'exercice N, l'organe de surveillance constate si la condition de performance est réalisée ou non :

- si elle n'est pas réalisée, la fraction différée est définitivement perdue,
- si elle est réalisée et si le bénéficiaire est présent dans le Groupe, la fraction différée devient définitivement acquise et est versée au plus tôt le 1er octobre des années N+2, N+3 ou N+4.

Versement en titres ou instruments équivalents

Les fractions différées de la rémunération variable prennent la forme de cash indexé sur la base d'un indicateur représentatif de l'évolution de la valeur du Groupe BPCE.

L'indicateur retenu est le résultat net part du Groupe (RNPG), après neutralisation de l'impact du spread émetteur, calculé en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution et les années de versement.

Ainsi, chaque fraction différée de la part variable attribuée au titre de N est réévaluée chaque année M+1, à la date de la publication du RNPG M (avec M > N), par application du coefficient :

$$\frac{(\text{RNPG}(M) + \text{RNPG}(M-1) + \text{RNPG}(M-2))}{(\text{RNPG}(M-1) + \text{RNPG}(M-2) + \text{RNPG}(M-3))}$$

Les coefficients sont communiqués chaque année par BPCE. Conséquence des départs et mobilités sur les montants de

part variable différés des salariés et mandataires

La réglementation n'impose pas la réduction ou la perte du variable au titre de l'exercice en cours, ni des fractions différées non échues de parts variables antérieures, en dehors des cas prévus par les articles L511-83 du Code Monétaire Financier (réduction liée à la situation financière et aux performances) et L511-84 du Code Monétaire Financier (réduction liée aux agissements et comportements).

Aussi, en cas de départ de l'entreprise d'un preneur de risques (mobilité vers une autre entreprise du Groupe, départ volontaire du Groupe, départ contraint du Groupe, départ en retraite, décès), le variable au titre de l'exercice en cours, s'il est prévu d'en attribuer un, et les fractions différées échues et non échues, sont traités sans incidence du départ. Le variable au titre de l'exercice en cours, s'il est prévu d'en attribuer un, et les fractions différées sont payés aux échéances normales, selon la forme prévue à l'origine (espèces, titres, instruments équivalents). Ces éléments de rémunération « post-départ » restent également soumis aux règles de réduction instaurées par l'entreprise au titre des articles L511-83 et L511-84 du Code Monétaire Financier.

Dans le cas où le départ est contraint et lié à une faute grave ou à une faute lourde, ces éléments de rémunérations « post-départ » sont susceptibles d'être réduits ou supprimés, notamment par application des dispositions prévues par l'entreprise pour l'article L511-84 du Code Monétaire Financier.

Par exception, en cas de décès du preneur de risques, les fractions différées sont soldées immédiatement.

Les entreprises ont néanmoins, la possibilité de soumettre le paiement des fractions différées non échues à une condition de présence dans le cadre de plans de fidélisation spécifiques. Sauf conditions particulières prévues par les règlements des plans établis par les entreprises, les éléments de rémunération « post-départ » visés ci-dessus restent dus par l'entreprise qui les a attribués, y compris en cas de mobilité au sein du Groupe.

2.9.5.5 Informations quantitatives agrégées concernant les rémunérations de la population des preneurs de risques

Tableau 1

Informations quantitatives agrégées sur les rémunérations, ventilées par domaine d'activité Article 450 g) du règlement UE 575/2013

	Organe de direction exécutive	Organe de direction fonction de surveillance	Banque de détail	Gestion d'actifs	Fonctions support	Fonction indépendante de contrôle	Autres	TOTAL
Effectifs	20,2	37,9			10,0	9,0		77,1
Rémunération fixe	839 250 €	3 177 948 €			926 249 €	577 760 €		5 521 207 €
Rémunération variable	361 000 €	414 670 €			185 300 €	65 050 €		1 026 020 €
Rémunération TOTALE	1 200 250 €	3 592 618 €	0 €	1 111 549 €	642 810 €	0 €	0 €	6 547 227 €

2 RAPPORT DE GESTION

Tableau 2

Informations quantitatives agrégées sur les rémunérations, ventilées pour le personnel de direction et les membres du personnel dont les activités ont un impact significatif sur le profil de risque de l'établissement

	Organe de direction	Autres	TOTAL
Effectifs	20,2	56,9	77,1
Rémunération totale	1 200 250 €	5 346 977 €	6 547 227 €
- dont rémunération fixe	839 250 €	4 681 957 €	5 521 207 €
- dont rémunération variable	361 000 €	665 020 €	1 026 020 €
- dont non différé	230 000 €	665 020 €	895 020 €
- dont espèces	230 000 €	665 020 €	895 020 €
- dont actions et instruments liés	0 €	0 €	0 €
- dont autres instruments	0 €	0 €	0 €
- dont différé	131 000 €	0 €	131 000 €
- dont espèces	0 €	0 €	0 €
- dont actions et instruments liés	131 000 €		131 000 €
- dont autres instruments	0 €	0 €	0 €
Encours des rémunérations variables attribuées au titre d'exercices antérieurs et non encore acquises	229 634 €		229 634 €
Montant des rémunérations variables attribuées au titre d'exercices antérieurs et acquises (après réduction)	184 054 €		184 054 €
- Montant des réductions opérées			0 €
Indemnités de rupture accordées			0 €
Nombre de bénéficiaires d'indemnités de rupture			0
Montant le plus élevé des indemnités de rupture accordées			0 €
Sommes payées pour le recrutement			0 €
Nombre de bénéficiaires de sommes payées pour le recrutement			0

2.9.6 informations relatives aux comptes inactifs (articles L 312-19, L 312-20 et R 312-21 du code monétaire et financier)

	Au 31/12/18
Nombre de compte inactifs ouverts dans les livres de l'établissement	14 380
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur les comptes inactifs dénombrés	17 045 607 €
	Au cours de l'exercice 2018
Nombre de compte dont les avoirs sont déposés à la Caisse des dépôts et consignations	560
Montant total des fonds déposés à la Caisse des dépôts et consignations	1 048 243 €

2 9. RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT, SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES CONSOLIDÉES



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Banque Populaire Grand Ouest

Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2018
Banque Populaire Grand Ouest
15, rue de la Boutière, CS 26858 - 35768 Saint Grégoire Cedex
Ce rapport contient 5 pages

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directeur et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 Avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Banque Populaire Grand Ouest

Siège social : 15, rue de la Boutière, CS 26858 - 35768 Saint Grégoire Cedex

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2018

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant de votre société (ci-après « entité »), accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049¹, nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2018 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion en application des dispositions légales et réglementaires des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

Responsabilité de l'entité

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel »), dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration et disponibles sur demande au siège de l'entité.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

¹ Dont la portée d'accréditation est disponible sur le site www.cofrac.fr

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directeur et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 Avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



Banque Populaire Grand Ouest
Rapport de l'organisme tiers indépendant,
sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion
26 avril 2019

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du code de commerce déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention, ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 - *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*.

Nous avons mené des travaux nous permettant d'apprécier la conformité de la Déclaration aux dispositions légales et réglementaires et la sincérité des Informations :

- Nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, de l'exposé des principaux risques sociaux et environnementaux liés à cette activité, ainsi que des politiques qui en découlent et de leurs résultats ;
- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^{ème} alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;

- Exercice clos le 31 décembre 2018



Banque Populaire Grand Ouest
Rapport de l'organisme tiers indépendant,
sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion
26 avril 2019

- Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et les principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services, ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance ;
- Nous avons vérifié, lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques ou des politiques présentés, que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 ;
- Nous avons apprécié le processus de sélection et de validation des principaux risques ;
- Nous nous sommes enquis de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité ;
- Nous avons apprécié la cohérence des résultats et des indicateurs clés de performance retenus au regard des principaux risques et politiques présentés ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- Nous avons apprécié le processus de collecte mis en place par l'entité visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- Nous avons mis en œuvre pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs² que nous avons considérés les plus importants :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés au siège de l'entité et couvrent 100% des données consolidées des indicateurs clés de performance et résultats sélectionnés pour ces tests ;
- Nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes³ ;

² Taux de salarié ayant suivi au moins une formation dans l'année (hors réglementaire) ; Pourcentage de femmes cadres ; Nombre d'accidents de travail avec arrêt ; Nombre d'accidents de trajet avec arrêt ; Production des produits verts BP (crédits) ; Montant des garanties France Active BP ; Mise à disposition de lignes de prêts microcrédits professionnels pour l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Économique) ; Taux de salariés formés à la lutte anti-blanchiment ; Taux de réalisation de l'e-learning réglementaire RGPD ; NPS (Net Promoteur Score) particuliers ; Complétude des DRC (Dossier Réglementaire Client) ; Montants décaissés dédiés à des activités de mécénat via les 2 fondations d'entreprise de la Banque.

³ Charte pour l'équilibre des temps de vie ; Accords signés relatifs au développement de la Qualité de Vie au Travail ; Politique clientèle en faveur de l'égalité d'accès à la communication et à l'information ; Mesures prises en matière de réduction de l'empreinte environnementale des activités ; Label Relations Fournisseur Responsables ; Financement de projets de croissance et d'innovation ; Offres destinées aux clients en situation de fragilité.

- Exercice clos le 31 décembre 2018



Banque Populaire Grand Ouest
 Rapport de l'organisme tiers indépendant,
 sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion
 26 avril 2019

- Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de quatre personnes et se sont déroulés entre janvier et avril 2019 sur une durée totale d'intervention d'environ deux semaines.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Paris-La Défense, le 26 avril 2019

KPMG S.A.

Fanny Houlliot
 Associée
 Sustainability Services

Marie-Christine Jolys
 Associée

Responsables ; Financement de projets de croissance et d'innovation ; Offres destinées aux clients en situation de fragilité.

- Exercice clos le 31 décembre 2018

3 ÉTATS FINANCIERS

3.1 COMPTES CONSOLIDÉS IFRS DE L'ENTITÉ BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST AU 31 DÉCEMBRE 2018

3.1.1 Compte de résultat consolidé

Résultat

(en milliers d'euros)	Notes	Exercice 2018
Intérêts et produits assimilés	4.1	512 112
Intérêts et charges assimilées	4.1	(232 639)
Commissions (produits)	4.2	296 500
Commissions (charges)	4.2	(51 650)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	4.3	26 267
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	19 193
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0
Produit net des activités d'assurance		0
Produits des autres activités	4.6	10 973
Charges des autres activités	4.6	(15 375)
Produit Net Bancaire		565 381
Charges générales d'exploitation	4.7	(384 640)
Dotations aux amort. et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(18 876)
Résultat Brut d'Exploitation		161 865
Coût du risque	7.1.1	(47 225)
Résultat d'Exploitation		114 640
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		0
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	(556)
Variation de valeur des écarts d'acquisition		0
Résultat avant impôts		114 084
Impôts sur le résultat	10.1	(23 920)
Résultat net		90 164
Participations ne donnant pas le contrôle	5.18	(7 969)
Résultat Net part du groupe		82 195

3 ÉTATS FINANCIERS

Résultat

(en milliers d'euros)	Exercice 2017
Intérêts et produits assimilés	534 238
Intérêts et charges assimilées	(255 392)
Commissions (produits)	295 186
Commissions (charges)	(58 764)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	5 530
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponible à la vente	24 429
Produits des autres activités	8 853
Charges des autres activités	(13 633)
Produit Net Bancaire	540 447
Charges générales d'exploitation	(423 727)
Dotations nettes aux amort. et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(22 055)
Résultat Brut d'Exploitation	94 665
Coût du risque	(36 605)
Résultat d'Exploitation	58 060
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4 911
Gains ou pertes sur autres actifs	21 048
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0
Résultat avant impôts	84 019
Impôts sur le résultat	(15 953)
Résultat net	68 066
Participations ne donnant pas le contrôle	0
Résultat Net part du groupe	68 066

3 ÉTATS FINANCIERS

3.1.2 Résultat global

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2018
Résultat Net	90 164
Eléments recyclables en résultat	1 404
Écarts de conversion	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 045
Réévaluation des actifs disponibles à la vente de l'activité d'assurance	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	(173)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres recyclables	
Impôts liés	(468)
Eléments non recyclables en résultat	(1 034)
Réévaluation des immobilisations	
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	5 363
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	(4 494)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables	
Impôts liés	(1 903)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	370
RÉSULTAT GLOBAL	90 534
Part du groupe	82 565
Participations ne donnant pas le contrôle	7 969
<i>Pour information : Montant du transfert en réserve d'éléments non recyclables</i>	

3 ÉTATS FINANCIERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2017
Résultat net	68 066
Écarts de réévaluation sur régime à prestations définies	2 276
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	0
Impôts	(441)
Éléments non recyclables en résultat	1 835
Écarts de conversion	0
Variations de valeurs des actifs financiers disponibles à la vente	3 315
Variations de valeurs des instruments dérivés de couverture	173
Impôts	123
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat	13 215
Éléments recyclables en résultat	16 826
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (NETS D'IMPÔT)	18 661
Résultat global	86 727
Part du groupe	86 727
Participations ne donnant pas le contrôle	0

3 ÉTATS FINANCIERS

3.1.3 Bilan consolidé

ACTIF

	Notes	31/12/2018	01/01/18	31/12/2017 IAS 39 après reclassements IFRS9
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Caisse, banques centrales	5.1	217 279	211 676	211 676
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	224 338	35 125	65 812
Instruments dérivés de couverture	5.3	68 848	81 425	81 425
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.4	1 314 582	1 203 541	1 329 955
Titres au coût amorti	5.5.1	157 386	183 561	48 077
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5.5.2	3 986 671	3 300 638	3 300 642
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5.5.3	21 909 242	20 542 242	20 602 471
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		23 704	18 938	18 938
Placements des activités d'assurance				
Actifs d'impôts courants		17 231	20 972	20 972
Actifs d'impôts différés	5.9	22 481	40 784	20 267
Comptes de régularisation et actifs divers	5.8	263 779	195 845	195 845
Actifs non courants destinés à être cédés	5.11			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			126 322	126 322
Immeubles de placement	5.10	3 431	3 333	3 333
Immobilisations corporelles	5.11	157 741	168 092	168 092
Immobilisations incorporelles	5.11	537	1 128	1 128
Ecarts d'acquisition	5.13			
TOTAL Actif		28 367 250	26 133 622	26 194 955

3 ÉTATS FINANCIERS

PASSIF

	Notes	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017 IAS 39 après reclassements IFRS9
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Banques centrales		0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	15 661	23 023	23 023
Instruments dérivés de couverture	5.3	85 144	86 317	86 317
Dettes représentées par un titre	5.13	390 497	348 143	348 073
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.12.1	7 204 920	5 973 225	5 973 226
Dettes envers la clientèle	5.12.2	17 542 435	16 773 545	16 773 546
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0	0
Passifs d'impôts courants		13 565	2 335	2 335
Passifs d'impôts différés		0	3 177	4 259
Comptes de régularisation et passifs divers	5.14	435 000	387 800	387 836
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0	0
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		0	0	0
Provisions	5.15	148 622	175 734	165 593
Dettes subordonnées	5.16	19 840	20 697	20 697
Capitaux propres		2 511 566	2 339 626	2 410 050
Capitaux propres part du groupe		2 420 988	2 339 626	2 410 050
Capital et primes liées	4.12.1	1 394 802	1 382 844	1 382 844
Réserves consolidées		824 482	837 643	882 238
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		119 509	119 139	144 968
Résultat de la période		82 195		
Participations ne donnant pas le contrôle		90 578	0	0
TOTAL des passifs et capitaux propres		28 367 250	26 133 622	26 194 955

3 ÉTATS FINANCIERS

3.1.4 Tableau de variation des capitaux propres

	Capital et primes liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
	Capital	Primes	Titres supersubordonnés à durée indéterminée	Réserves consolidées	Recyclables		
					Réserve des conversion	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	Instruments dérivés de couverture
(en milliers d'euros)							
Capitaux propres au 31 décembre 2017 après reclassement IFRS9	1 025 073	357 771	-	814 172	7 981	127	
Affectation du résultat de l'exercice				68 066			
Effets des changements liés à la première application d'IFRS 9				-44 596	-2 869		
Capitaux propres au 1er janvier 2018	1 025 073	357 771	-	837 642	5 112	127	
Distribution				-14 952			
Augmentation de capital	11 958						
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle							
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					1531	-127	
Résultat de la période							
Résultat global							
Autres variations				1 792			
Capitaux propres au 31 décembre 2018	1 037 031	357 771	-	824 482	6 643	-	

Tableau de variation des capitaux propres 2017

	Capital et primes liées			
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion
(en milliers d'euros)				
Capitaux propres au 31 décembre 2016	956 524	14 671	1 087 835	0
Affectation du résultat de l'exercice 2016			82 724	
Reclassements				
Capitaux propres au 1er janvier 2017	956 524	14 671	1 170 559	0
Distribution		-701	-14 611	
Variation de capital	68 549			
Constatation de la prime de fusion		343 801	-345 448	
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)				
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
Résultat				
Autres variations			3 672	
Capitaux propres au 31 décembre 2017	1 025 073	357 771	814 172	0

3 ÉTATS FINANCIERS

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Non recyclables			Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	Réévaluation du risque de crédit financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	Réévaluation (écarts actuariels) des régimes à prestation définies				
145 133	-	-8 273	68 066	2 410 050		2 410 050
			-68 066	-		-
-22 959				-70 424		-70 424
122 174	-	-8 273	-	2 339 626		2 339 626
				-14 952		-14 952
				11 958		11 958
				-	90 578	90 578
-4 451		3 416		369		369
				-		0
			82 195	82 195		82 195
				1 792		1 792
117 723	-	-4 857	82 195	2 420 988	90 578	2 511 566

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Variation de juste valeur des instruments financiers				Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Total capitaux propres consolidés
Ecart de réévaluation sur les passifs sociaux	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Résultat net part du groupe			
-10 108	136 414	0	82 023	2 267 359		980 228
			-82 023	701		
				0		
-10 108	136 414	0	0	2 268 060	0	980 228
				-15 312		-15 312
				68 549		68 549
				-1 647		
				0		
1 835	16 700	127		18 662		18 662
			68 066	68 066		68 066
				3 672		
-8 273	153 114	127	68 066	2 410 050		2 410 050

3 ÉTATS FINANCIERS

3.1.5 Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	1 14 084	84 019
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	19 003	22 103
Dépréciation des écarts d'acquisition		0
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	(31 403)	9 058
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(14 601)
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	(24 566)	(24 811)
Produits/charges des activités de financement		0
Autres mouvements	21 552	(269 372)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	(15 414)	(277 623)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	1 196 872	384 897
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(591 943)	(139 225)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	34 382	21 163
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	(84 626)	3 478
Impôts versés	27	(23 765)
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	554 712	246 548
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	653 382	52 944
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(12 974)	(9 646)
Flux liés aux immeubles de placement	(225)	976
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(8 492)	(6 239)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) - Activités poursuivies	(21 691)	(14 909)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B) - Activités cédées		
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(1 963)	16 366
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(855)	(666)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C) - Activités poursuivies	(2 818)	15 700
Effet de la variation des taux de change (D) - Activités poursuivies		0

3 ÉTATS FINANCIERS

Tableau des flux de trésorerie (suite)

FLUX NETS DE TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A+B+C+D)	628 873	53 735
Caisse et banques centrales	211 676	175 906
Opérations à vue avec les établissements de crédit	828 278	810 313
Comptes ordinaires débiteurs (3)	908 310	811 357
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	(80 032)	(1 044)
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à l'ouverture	1 039 954	986 219
Caisse et banques centrales	217 279	211 676
Opérations à vue avec les établissements de crédit	1 451 548	828 278
Comptes ordinaires débiteurs (3)	1 479 488	908 310
Comptes et prêts à vue		0
Comptes créditeurs à vue	(27 940)	(80 032)
Opérations de pension à vue		0
Trésorerie à la clôture	1 668 827	1 039 954
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	628 873	53 735

3.1.6 Première application d'IFRS 9

3.1.6.1 Incidence de l'adoption de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018

Le Groupe BPCE applique la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers et remplaçant IAS 39 depuis le 1^{er} janvier 2018. Les options retenues sont décrites en note 2.2 et les principes comptables en note 4. Les principaux impacts de la première application d'IFRS 9 sur le bilan au 1^{er} janvier 2018 sont les suivants :

Classement et évaluation

L'essentiel des actifs financiers qui étaient évalués au coût amorti sous IAS 39 continuent à remplir les conditions pour une évaluation au coût amorti selon IFRS 9. De même, l'essentiel des actifs financiers évalués à la juste valeur selon IAS 39 (actifs classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente ou parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat), continuent à être évalués à la juste valeur selon IFRS 9.

Les principaux reclassements sont les suivants :

- pour les portefeuilles de crédit de la banque de proximité,

les impacts sont très limités et concernent principalement :

- certains instruments qui étaient évalués au coût amorti et classés en prêts et créances selon IAS 39 et qui sont évalués selon IFRS 9 à la juste valeur par résultat parce que leurs flux de trésorerie contractuels ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal,

- les prêts structurés consentis aux collectivités locales qui étaient désignés à la juste valeur par résultat sur option selon IAS 39 et sont désormais classés en actifs financiers non basiques selon IFRS 9 au sein du poste actif à la juste valeur par résultat. Ces actifs étant déjà mesurés à la juste valeur par résultat en IAS 39, ce reclassement n'a pas d'impact sur les fonds propres du groupe.

- pour les autres portefeuilles de financement :
 - les opérations de pension classées parmi les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat selon IAS 39 au titre d'une gestion globale à la juste valeur et relevant d'un modèle de gestion de transaction selon IFRS 9 sont comptabilisés dans les actifs à la juste valeur par résultat,

- les opérations de pension classées en prêts et créances et en dettes et évaluées au coût amorti selon IAS 39 et relevant d'un modèle de gestion de transaction selon IFRS 9 sont désormais comptabilisés dans les actifs à la juste valeur par résultat,

- pour les portefeuilles de titres :

- selon IAS 39, les titres de la réserve de liquidité étaient soit évalués au coût amorti parce qu'ils étaient classés parmi les prêts et créances ou parmi les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, soit évalués à la juste valeur parce qu'ils étaient classés parmi les actifs disponibles à la vente en fonction de leurs caractéristiques, de la manière dont ils étaient gérés et selon qu'ils étaient couverts ou non contre le risque de taux. La répartition de ces titres de dette est différente sous IFRS 9 avec un choix, au niveau de chaque entité du groupe, entre un classement au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres selon qu'ils sont gérés dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie ou dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et de vente,

- les parts d'OPCVM ou de FCPR, à l'exception de celles du métier de l'assurance, qualifiées d'instruments de capitaux propres et classées parmi les actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39, sont évalués selon IFRS 9 à la juste valeur par résultat en raison de leur nature d'instrument de dettes sous IFRS 9 et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels qui ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal,

- les titres de participation classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39, sont classés par défaut à la juste valeur par résultat selon IFRS 9. Lorsque les entreprises du Groupe BPCE en ont fait individuellement le choix irrévocable, les titres sont classés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, les parts de titrisation évaluées au coût amorti et classées parmi les prêts et créances selon IAS 39, (i) sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat selon IFRS 9 si leurs flux contractuels ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal, (ii) sont évaluées à la juste valeur par capitaux propres si elles sont gérées dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et de vente et représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal et (iii) sont maintenues au coût amorti si elles sont gérées dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal.

Les reclassements entre catégories d'actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur ou par capitaux propres ont un impact net sur les capitaux propres consolidés du Groupe Banque Populaire Grand Ouest en raison de la différence de méthode d'évaluation de ces actifs et de l'application rétrospective de la norme. Néanmoins ces reclassements étant limités ou affectant des actifs dont la juste valeur ne diffère pas significativement de la valeur au coût amorti compte tenu notamment de la maturité résiduelle des opérations concernées, l'impact de ces reclassements dans les capitaux propres d'ouverture du Groupe Banque Populaire Grand Ouest au 1^{er} janvier 2018 ne représente) que 3 611 milliers d'euros.

Le Groupe BPCE a par ailleurs décidé d'appliquer l'option offerte par la recommandation de l'ANC n° 2017-02 du 2 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales de présenter distinctement au bilan et au compte de résultat les activités d'assurance.

Dépréciation

La nouvelle méthodologie d'évaluation du risque de crédit introduite par IFRS 9 conduit à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements de financement et de garantie. Il en est de même des créances résultant de contrats de location, des créances commerciales et des actifs sur contrats.

Un seul modèle de provisionnement prévaut désormais alors que sous IAS 39, un modèle de provisionnement distinct existait pour : (i) les instruments évalués au coût amorti, (ii) les instruments de dettes évalués en « Actifs disponibles à la vente », (iii) les instruments de capitaux propres évalués en « Actifs disponibles à la vente » et (iv) les instruments maintenus au coût. Ce nouveau modèle s'applique à l'identique pour les instruments évalués au coût amorti et pour les instruments de dettes évalués à la juste valeur en contrepartie des « Capitaux propres » recyclables. En revanche, sous IFRS 9, les instruments de capitaux propres ne sont plus dépréciés puisqu'ils doivent être évalués à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par « Capitaux propres » non recyclables.

Sous IAS 39, les dépréciations ab initio étaient strictement interdites. Un actif ou un groupe d'actif ne devaient être dépréciés que si :

- il existait une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif (ie événement générateur de pertes – loss event) ;
- et, ces événements générateurs de pertes avaient un impact sur les flux de trésorerie estimés de l'actif financier.

La norme IFRS 9 impose dorénavant aux entités de reconnaître les dépréciations à un stade plus précoce, c'est à dire dès la date de première comptabilisation de l'instrument financier. C'est l'application de ce principe qui conduit à une augmentation du montant des dépréciations constatées sur les actifs concernés.

L'impact de la première application de la norme IFRS 9 sur les capitaux propres d'ouverture lié à la mise en place du nouveau modèle de dépréciation est de -87 043 milliers d'euros avant impôts (-66 814 milliers d'euros après impôts).

Les dépréciations pour risque de crédit s'élèvent désormais à 582 713 milliers d'euros en application de la norme IFRS 9 contre un montant de 495 674 milliers d'euros au 31 décembre 2017 en application des normes IAS 39 et IAS 37.

Elles se ventilent entre 53 683 milliers d'euros concernant les actifs financiers et engagements de financement et de garantie relevant du statut 1 (stage 1 correspondant un calcul sur la base des pertes attendues à un an), 60 413 milliers d'euros relevant du statut 2 (stage 2 correspondant un calcul sur la base des pertes attendues à maturité) et 468 619 milliers d'euros relevant du statut 3 correspondant aux actifs et engagements dits douteux/en défaut. Les dépréciations sur base de portefeuille constituées en application d'IAS 39 s'élevaient par ailleurs à 27 051 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Elles concernent en grande majorité les prêts et créances au coût amorti (569 151 milliers d'euros) et, dans une moindre mesure, les engagements de financement et de garantie (13 562 milliers d'euros).

L'effet des reclassements entre catégories d'actifs financiers n'a pas d'impact significatif sur les capitaux propres du groupe au 1^{er} janvier 2018. L'essentiel des actifs financiers évalués au coût amorti sous IAS 39 continuent à remplir les conditions pour une évaluation au coût amorti selon IFRS 9. De même, l'essentiel des actifs évalués à la juste valeur selon IAS 39 continuent à être évalués à la juste valeur selon IFRS 9 (actifs classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente ou actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat).

Le tableau ci-après présente le détail des effets du changement liés aux reclassements et à l'application de la nouvelle méthode de provisionnement entre IAS 39 et IFRS 9 par classe d'actifs et de passifs financiers. Les principes généraux de classement des instruments financiers en IFRS 9 sont présentés en note 2.5.1.

3 ÉTATS FINANCIERS

(en milliers d'euros)

	Bilan référen- tiel IAS 39 au 31 décembre 2017	Reclassements des activités d'assurance maintenues en référentiel IAS 39	Reclassements et retraitements	Bilan après reclassements	Effets du changement			Bilan réfé- rentiel IFRS 9 au 1 ^{er} janvier 2018	
					Valorisation	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues à 12 mois	Correction de valeur pour Pertes de crédit attendues à maturité		
ACTIF								ACTIF	
Caisse, banques centrales	211 676			211 676			211 676	Caisse, banques centrales	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	57 418		-57 418	-			-		
			65 812	65 812	-30 687		35 125	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	
Instruments dérivés de couverture	81 425			81 425			81 425	Instruments dérivés de couverture	
Actifs financiers dispo- nibles à la vente	1 338 368		-1 338 368	-			-		
			1 329 955	1 329 955	-126 414		1 203 541	Actifs financiers à la juste valeur par capi- taux propres	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 268 942		-3 268 942	-			-		
Prêts et créances sur la clientèle	20 604 722		-20 604 722	-			-		
			48 077	48 077	135 484		183 561	Titres au coût amorti	
			3 300 642	3 300 642	-4		3 300 638	Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	
			20 602 471	20 602 471	16 669	-47 305	-29 593	Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	
Écart de réévaluation des portefeuilles cou- verts en taux	18 938			18 938			18 938	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	
Actifs financiers déte- nus jusqu'à l'échéance	45 826		-45 826	-			-		
			-	-			-	Placements des acti- vités d'assurance	
Actifs d'impôts courants	20 972			20 972			20 972	Actifs d'impôts courants	
Actifs d'impôts différés	16 008		4 259	20 267	288	12 476	7 753	Actifs d'impôts différés	
Comptes de régularisa- tion et actifs divers	227 545		-31 700	195 845			195 845	Comptes de régulari- sation et actifs divers	
Actifs non courants destinés à être cédés	-		-	-			-	Actifs non courants destinés à être cédés	
Participation aux béné- fices différée	-		-	-			-	Participation aux bénéfices différée	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	126 322		-	126 322			126 322	Participations dans les entreprises mises en équivalence	
Immeubles de placement	3 333		-	3 333			3 333	Immeubles de placement	
Immobilisations corporelles	168 092		-	168 092			168 092	Immobilisations corporelles	
Immobilisations incorporelles	1 128		-	1 128			1 128	Immobilisations incorporelles	
Écarts d'acquisition	-		-	-			-	Écarts d'acquisition	
TOTAL DE L'ACTIF	26 190 715	-	4 240	26 194 955	-4 660	-34 833	-21 840	26 133 622	

3 ÉTATS FINANCIERS

(en milliers d'euros)

	Bilan référen- tiel IAS 39 au 31 décembre 2017	Reclassements des activités d'assurance maintenues en référentiel IAS 39	Reclassements et retraitements	Bilan après reclassements	Effets du changement			Bilan réfé- rentiel IFRS 9 au 1 ^{er} janvier 2018	
					Valorisation	Correction de valeur pour pertes de cré- dit attendues à 12 mois	Correction de valeur pour Pertes de cré- dit attendues à maturité		
PASSIF								PASSIF	
Banques centrales	-			-			-	Banques centrales	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	23 023			23 023			23 023	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	
Instruments dérivés de couverture	86 317			86 317			86 317	Instruments dérivés de couverture	
Dettes envers les éta- blissements de crédit	5 970 593		-5 970 593	-			-		
Dettes envers la clientèle	16 773 546		-16 773 546	-			-		
Dettes représentées par un titre	348 073		-	348 073	70		348 143	Dettes représentées par un titre	
			5 973 226	5 973 226	-1		5 973 225	Dettes envers les éta- blissements de crédit et assimilés	
			16 773 546	16 773 546			16 773 546	Dettes envers la clientèle	
Écart de réévaluation des portefeuilles cou- verts en taux	-		-	-			-	Écart de réévaluation des portefeuilles cou- verts en taux	
Passifs d'impôts courants	2 330		5	2 335			2 335	Passifs d'impôts courants	
Passifs d'impôts différés	-		4 259	4 259	-1 082		3 177	Passifs d'impôts différés	
Comptes de régularisa- tion et passifs divers	390 493		-2 657	387 836	-36		387 800	Comptes de régularisa- tion et passifs divers	
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-		-	-			-	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	
Provisions techniques des contrats d'assurance	-		-	-			-	Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	
Provisions	165 593		-	165 593	6 374	3 767	175 734	Provisions	
Dettes subordonnées	20 697		-	20 697			20 697	Dettes subordonnées	
Capitaux propres	2 410 050			2 410 050			2 339 625	Capitaux propres	
Capitaux propres part du groupe	2 410 050			2 410 050			2 339 625	Capitaux propres part du groupe	
Capital et primes liées	1 382 844			1 382 844			1 382 844	Capital et primes liées	
Réserves consolidées	814 172		68 066	882 238	22 218	-41 207	837 642	Réserves consolidées	
Gains et pertes comp- tabilisés directement en autres éléments du résultat global	144 968		-	144 968			119 139	Gains et pertes comp- tabilisés directement en autres éléments du résultat global	
Réévaluation (écarts actuariels) des régimes à prestations définies	-8 273			-8 273			-8 273	Réévaluation (écarts actuariels) des régimes à prestations définies	
Instruments dérivés de couverture	127			127			127	Instruments dérivés de couverture	
							-	Réévaluation du risque de crédit des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	
Actifs financiers dispo- nibles à la vente	153 114		-153 114	-			-		
			7 981	7 981	-2 869		5 112	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclable)	
			145 133	145 133	-22 960		122 173	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres (non recyclable)	
Résultat de la période	68 066		-68 066	-			-	Résultat de la période	
Participations ne don- nant pas le contrôle	-		-	-			-	Participations ne don- nant pas le contrôle	
TOTAL DU PASSIF	26 190 715	-	4 240	26 194 955	-4 660	-34 833	-21 840	26 133 622	

3 ÉTATS FINANCIERS

3.1.6.2 Synthèse des reclassements entre IAS 39 et IFRS 9 par catégorie

Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Actifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Valeur comptable sous IAS39	Valeur comptable sous IFRS9
Dont juste valeur par résultat relevant des opérations de transaction			
Instruments dérivés	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	19 900	19 900
Dont juste valeur par résultat sur option			
Titres à revenu fixe	Titres au coût amorti	19 236	20 000
Prêts	Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	18 282	16 669
		57 418	56 569
Actifs financiers disponibles à la vente			
Actifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Valeur comptable sous IAS39	Valeur comptable sous IFRS9
Titres à revenu fixe	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0
Titres à revenu fixe	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	353 291	353 291
Titres à revenu fixe	Instruments de dettes au coût amorti	119 583	115 484
	<i>Sous-total (a) :</i>	472 874	468 775
Titres à revenu variable	Actifs financiers à la juste valeur par résultat (b)	6 831	6 831
Titres à revenu variable	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (c)	858 663	858 663
	<i>Sous-total :</i>	865 494	865 494
		1 338 368	1 334 269

(a) Les instruments de dettes correspondant principalement au portefeuille de titres de la réserve de liquidité, gérés suivant un modèle de gestion de collecte et de vente, ont été reclassés à hauteur de 353 291 milliers d'euros parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » sous IFRS 9. Ce reclassement n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres d'ouverture.

Les instruments de dettes classés parmi les « Actifs disponibles à la vente » sous IAS 39 et reclassés en actifs au coût amorti sous IFRS 9 s'élèvent à 119 583 milliers d'euros.

(b) Les parts d'OPCVM non consolidés représentant un montant de 6 831 milliers d'euros sont considérés comme des instruments de dette non basiques sous IFRS 9 et sont donc classés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat ».

(c) Les titres de participation reclassés sur option parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » (non recyclables) sous IFRS 9 représentent un montant de 858 663 milliers d'euros

3 ÉTATS FINANCIERS

Prêts et créances			
Actifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Valeur comptable sous IAS39	Valeur comptable sous IFRS9
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	3 268 942	3 268 942
Prêts et créances sur la clientèle	Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	20 604 722	20 604 722
		23 873 664	23 873 664

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Valeur comptable sous IAS39	Valeur comptable sous IFRS9
Titres à revenu fixe	Instruments de dettes au coût amorti	45 826	45 826
		45 826	45 826

Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Actifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Valeur comptable sous IAS39	Valeur comptable sous IFRS9
Participations dans les entreprises mises en équivalence (d)	Participations dans les entreprises mises en équivalence	126 322	126 322
		126 322	126 322

(d) Il s'agit essentiellement de la SA Ouest Croissance, société de capital risque.

Sous IAS 39, cette ligne comprend une revalorisation de 22 187 milliers d'euros comptabilisée en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, Actifs financiers disponibles à la vente. Cette valorisation a pour origine des actifs financiers de la filiale classés en Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

Sous IFRS9, ces actifs de la filiale sont classés en Actifs financiers à la juste valeur par résultat. Cette revalorisation de 22 187 milliers d'euros, reste inchangée mais implique une correction des réserves consolidées.

Ce reclassement n'a pas d'impact sur les capitaux propres.

3.1.6.3 Tableau des effets du changement des dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues

Ce tableau présente le détail des effets du changement lié à l'application de nouvelles règles de dépréciation ou de provisionnement du risque de crédit entre IAS 39 et IFRS 9.

Actifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Solde de clôture des dépréciations ou provisions pour pertes de crédit avérées selon IAS 39 et IAS 37 au 31/12/2017	Solde d'ouverture des dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues selon IFRS 9 au 01/01/2018	Effet des changements de classe d'évaluation sur les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit à cette date
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	-	-	
Prêts et créances sur la clientèle	Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	-492 253	-569 151	-76 898
Provisions sur engagements de financement et de garantie	Provisions sur engagements de financement et de garantie	-3 421	-13 562	-10 141
		-495 674	-582 713	-87 039

NOTES

3.1.7 Annexe aux états financiers du Groupe BPC

NOTE 1 CADRE GENERAL	129
1.1 LE GROUPE BPCE	129
1.2 MECANISME DE GARANTIE	129
1.3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS	130
1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	130
NOTE 2 NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE	130
2.1 CADRE REGLEMENTAIRE	130
2.2 REFERENTIEL	130
2.3 RECOURS A DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS	133
2.4 PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE	133
2.5 PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX ET METHODES D'EVALUATION	
2.5.1 Classement et évaluation des actifs financiers	134
2.5.2 Opérations en devises	136
NOTE 3 CONSOLIDATION	136
3.1 ENTITE CONSOLIDANTE	136
3.2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION - METHODES DE CONSOLIDATION ET DE VALORISATION	136
3.2.1 Entités contrôlées par le groupe	136
3.2.2 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	137
3.2.3 Participations dans des activités conjointes	138
3.3 REGLES DE CONSOLIDATION	138
3.3.1 Conversion des comptes des entités étrangères	138
3.3.2 Élimination des opérations réciproques	138
3.3.3 Regroupements d'entreprises	138
3.3.4 Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale	139
3.3.5 Date de clôture de l'exercice des entités consolidées	140
3.4 EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'EXERCICE 2018	140
3.5 ECARTS D'ACQUISITION	140
NOTE 4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	140
4.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES	140
4.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS	142
4.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	143
4.4 PROFITS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	144
4.5 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS AU COUT AMORTI	144
4.6 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES	145
4.7 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	146
4.8 GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	146
NOTE 5 NOTES RELATIVES AU BILAN	147
5.1 CAISSE, BANQUES CENTRALES	147
5.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	147

NOTES

5.2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat	147
5.2.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat	149
5.2.3 Instruments dérivés de transaction	150
5.3 INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE	151
5.4 ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	158
5.5 ACTIFS AU COUT AMORTI	158
5.5.1 Titres au coût amorti	159
5.5.2 Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	160
5.5.3 Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	160
5.6 INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES DESIGNES COMME ETANT A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	161
5.7 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS	161
5.8 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	162
5.9 ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES ET DETTES LIEES	162
5.10 IMMEUBLES DE PLACEMENT	162
5.11 IMMOBILISATIONS	163
5.12 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE	164
5.12.1 Dettes envers les établissements de crédit	164
5.12.2 Dettes envers la clientèle	165
5.13 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	165
5.14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	166
5.15 PROVISIONS	166
5.15.1 Encours collectés au titre de l'épargne-logement	167
5.15.2 Encours de crédits octroyés au titre de l'épargne-logement	167
5.15.3 Provisions constituées au titre de l'épargne-logement	168
5.16 DETTES SUBORDONNEES	168
5.17 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES EMIS	169
5.17.1 Parts sociales	169
5.17.2 Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres	170
5.18 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	170
5.19 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	170
5.20 COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS	171
5.20.1 Actifs financiers	172
5.20.2 Passifs financiers	172
5.21 ACTIFS FINANCIERS TRANSFERES, AUTRES ACTIFS FINANCIERS DONNES EN GARANTIE ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE DONT L'ENTITE PEUT DISPOSER	173
5.21.1 Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie	174
5.21.2 Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue	175
NOTE 6 ENGAGEMENTS	176
6.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	176
6.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE	176
NOTE 7 EXPOSITIONS AUX RISQUES	67
7.1 RISQUE DE CREDIT	177
7.1.1 Détail des actifs financiers et engagements par statut	177
7.1.1.1 Détail des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par statut	178
7.1.1.2 Détail des actifs financiers au coût amorti par statut	178
7.1.1.3 Détail des engagements par statut	179
7.1.2 Coût du risque	179
7.1.3 Variation des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements	180

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

7.1.3.1	Variation des dépréciations pour pertes de crédit des actifs financiers par capitaux propres.....	183
7.1.3.2	Variation des dépréciations pour pertes de crédit des titres de dettes au coût amorti.....	183
7.1.3.3	Variation des dépréciations pour pertes de crédit des prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti.....	184
7.1.3.4	Variation des dépréciations pour pertes de crédit des prêts et créances à la clientèle au coût amorti.....	184
7.1.3.5	Variation des provisions pour pertes de crédit des engagements de financement donnés.....	184
7.1.3.6	Variation des provisions pour pertes de crédit des engagements de garantie donnés.....	185
7.1.4	Mesure et gestion du risque de crédit.....	185
7.1.5	Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9.....	185
7.1.6	Garanties reçues sur des instruments non soumis aux règles de dépréciation IFRS 9.....	186
7.1.7	Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie.....	186
7.1.8	Encours restructurés.....	186
7.2	RISQUE DE MARCHÉ.....	187
7.3	RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE.....	187
7.4	RISQUE DE LIQUIDITÉ.....	187
NOTE 8	AVANTAGES DU PERSONNEL.....	189
8.1	CHARGES DE PERSONNEL.....	189
8.2	ENGAGEMENTS SOCIAUX.....	190
8.2.1	Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan.....	190
8.2.2	Variation des montants comptabilisés au bilan.....	191
8.2.3	Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme.....	192
8.2.4	Autres informations.....	193
NOTE 9	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	195
9.1	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	199
9.1.1	Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers.....	199
9.1.2	Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur.....	201
9.1.3	Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses.....	206
9.2	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI.....	207
NOTE 10	IMPÔTS.....	208
10.1	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT.....	208
10.2	IMPÔTS DIFFÉRÉS.....	209
NOTE 11	AUTRES INFORMATIONS.....	210
11.1	INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS DE LOCATION FINANCEMENT ET DE LOCATION SIMPLE.....	210
11.1.1	Opérations de location en tant que bailleur.....	211
11.1.2	Opérations de location en tant que preneur.....	211
11.2	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES.....	212
11.3	INTÉRÊTS DANS LES ENTITES STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES.....	213
11.3.1	Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées.....	213
11.3.2	Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées.....	214
11.3.3	Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées.....	217
11.4	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	217
NOTE 12	DETAIL DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	218
12.1	OPÉRATIONS DE TITRISATION.....	218
12.2	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2018.....	218

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

NOTE I CADRE GÉNÉRAL

I.1 Le groupe BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, dont Natixis société cotée détenue à 70,7825 %, sont organisés autour de trois grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, les Services Financiers Spécialisés et l'Assurance de Natixis, et les Autres réseaux (Crédit Foncier, Banque Palatine, BPCE International) ;
- la Gestion d'actifs et de fortune ;
- et la Banque de Grande Clientèle.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

I.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution. BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds réseau Caisse d'Épargne fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau

NOTES

Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossent technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossent.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 Événements significatifs

Néant

1.4 Événements postérieurs à la clôture

Néant

NOTE 2 NORMES COMPTABLES

2.1 Cadre réglementaire

Les comptes consolidés du Groupe BPCE ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

2.2 Référentiel

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2017 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

La nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers »,

adoptée par la Commission européenne le 22 novembre 2016, est applicable de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2018.

La norme IFRS 9 remplace IAS 39 et définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture, à l'exception des opérations de macro-couverture pour lesquelles un projet de norme séparée est en cours d'étude par l'IASB.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture. Compte-tenu du volume limité des reclassements opérés à l'actif, l'essentiel des opérations documentées en comptabilité de couverture selon IAS 39 reste documenté de la même façon en couverture à partir du 1^{er} janvier 2018. En revanche, les informations en annexes respectent les dispositions de la norme IFRS 7 amendée par IFRS 9.

Par ailleurs, le 3 novembre 2017, la Commission européenne a adopté l'amendement à la norme IFRS 4 portant sur l'application conjointe de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » avec la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » avec des dispositions spécifiques pour les conglomérats financiers, applicable à partir du 1^{er} janvier 2018. Le règlement européen permet ainsi aux conglomérats financiers européens d'opter pour le report d'application de la norme IFRS 9 pour leur secteur de l'assurance jusqu'au 1^{er} janvier 2021 (date d'application de la nouvelle norme IFRS 17 Contrats d'assurance) sous conditions :

- de ne pas transférer d'instruments financiers entre le secteur de l'assurance et les autres secteurs du conglomérat (à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le résultat pour les deux secteurs concernés par le transfert) ;
- d'indiquer les entités d'assurance qui appliquent la norme IAS 39 ;
- d'apporter des informations complémentaires spécifiques en note annexes.

Lors de sa réunion du 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 17 « Contrats d'assurance » au 1^{er} janvier 2022. Il a également décidé d'aligner l'échéance de l'exemption temporaire d'IFRS 9 pour les assureurs afin de l'aligner avec IFRS 17 au 1^{er} janvier 2022.

Le Groupe BPCE étant un conglomérat financier a choisi d'appliquer cette disposition pour ses activités d'assurance qui demeurent en conséquence suivies sous IAS 39. Les

entités concernées par cette mesure sont principalement CEGC, les filiales d'assurances de COFACE, Natixis Assurances, BPCE Vie et ses fonds consolidés, Natixis Life, BPCE Prévoyance, BPCE Assurances, BPCE IARD, Muracef, Surassur, Prépar Vie et Prépar lard.

Conformément au règlement d'adoption du 3 novembre 2017, le groupe a pris les dispositions nécessaires pour interdire tout transfert d'instruments financiers entre son secteur d'assurance et le reste du groupe qui aurait un effet décomptabilisant pour l'entité cédante, cette restriction n'étant toutefois pas requise pour les transferts d'instruments financiers évalués en juste valeur par résultat par les deux secteurs impliqués.

En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 9, le groupe a choisi de ne pas retraiter les exercices antérieurs publiés au titre d'information comparative pour ses états financiers.

Le Groupe BPCE détient en portefeuille quelques prêts à taux fixe avec clauses de remboursement anticipé symétriques. Dans un amendement à IFRS 9 publié en octobre 2017, le Board de l'IASB a précisé que la possibilité qu'une indemnité de remboursement anticipée soit négative n'était pas en soi incompatible avec la notion d'instrument financier basique. Cet amendement est d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2019 avec une application anticipée possible. L'amendement « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » a été adopté par la Commission Européenne le 22 mars 2018. Le Groupe BPCE a appliqué cet amendement par anticipation au 1^{er} janvier 2018.

Le règlement (UE) 2017/2395 du 12 décembre 2017 relatif aux dispositions transitoires prévues pour atténuer les incidences de l'introduction de la norme IFRS 9 sur les fonds propres et pour le traitement des grands risques de certaines expositions du secteur public a été publié au JOUE le 27 décembre 2017. Le Groupe BPCE a décidé de ne pas opter pour la neutralisation transitoire des impacts d'IFRS 9 au niveau prudentiel du fait des impacts modérés liés à l'application de la norme.

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes et interprétations actuelles relatives à la comptabilisation des produits. La norme IFRS 15 a été adoptée par l'Union européenne et publiée au JOUE le 29 octobre 2016. Elle est applicable depuis le 1^{er} janvier 2018 de façon rétrospective. L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » publié par l'IASB le 12 avril 2016, a été adopté par la Commission européenne le 31 octobre 2017 et est également applicable de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2018.

Selon cette norme, la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète désormais le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant

NOTES

correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La norme IFRS 15 introduit ainsi une nouvelle démarche générale de comptabilisation du revenu en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

La norme IFRS 15 s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IAS 17), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 4) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Les travaux liés à la première application d'IFRS 15 se sont notamment appuyés sur des autodiagnostic réalisés au sein des établissements et filiales pilotes, puis transposés ensuite par l'ensemble des établissements et filiales significatifs du groupe. Ils ont permis d'identifier les principaux postes concernés, notamment :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière
- les produits des autres activités, notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location
- les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires groupe

Ces travaux ont également confirmé que le groupe n'est que très peu ou pas concerné par certains enjeux de première application de la norme IFRS 15 tels que la promotion immobilière, les programmes de fidélité ou la téléphonie.

Sur la base des travaux réalisés, le groupe n'a pas reconnu d'impacts significatifs liés à l'application de la norme IFRS 15, ni sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2018, ni sur les postes du compte de résultat de l'exercice 2018.

En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 15, le groupe a choisi de ne pas retraiter les exercices antérieurs publiés au titre d'information comparative pour ses états financiers.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés

NOTES

par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Nouvelles normes publiées et non encore applicables**Norme IFRS 16**

La norme IFRS 16 « Contrats de location » remplacera la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations relatives à la comptabilisation de tels contrats. Adoptée par la Commission européenne le 31 octobre 2017, elle sera applicable au 1^{er} janvier 2019.

Selon IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Du point de vue du bailleur, l'impact attendu est limité, les dispositions applicables étant substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme.

IFRS 16 affectera principalement la comptabilisation des contrats de location en tant que preneur.

L'actuelle norme IAS 17, ne donne pas lieu à un enregistrement au bilan des contrats dits de location simple ou opérationnelle et seuls les loyers afférents sont enregistrés en résultat.

A contrario, la norme IFRS 16 impose au locataire la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations corporelles, et d'un passif locatif. Le passif locatif correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés sur la durée du contrat. Le Groupe a prévu d'utiliser l'exception prévue par la norme en ne modifiant pas le traitement comptable des contrats de location de courte durée (inférieure à 12 mois) ou portant sur des actifs sous-jacents de faible valeur qui resteront comptabilisés en charge de la période avec une mention spécifique en annexe. Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif de location actuariellement en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal du groupe.

La charge relative au passif locatif figurera en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation sera comptabilisée parmi les charges d'exploitation.

Le groupe a engagé les travaux d'analyse d'impact de l'application de cette norme dès sa publication par l'IASB début 2016. Ces travaux se sont poursuivis au cours de l'exercice 2018. Les choix structurants en termes d'organisation et de systèmes d'information ont été réalisés au cours du premier semestre. Les travaux du second semestre ont été consacrés à la phase d'implémentation opérationnelle, actuellement en cours de finalisation avant leurs déploiements début 2019.

Eu égard aux activités du Groupe BPCE, la mise en œuvre de la norme IFRS 16 va porter dans une très large mesure sur les actifs immobiliers loués pour les besoins de l'exploitation à titre de bureaux et d'agences commerciales. Un impact significatif est donc attendu sur le poste « Immobilisations corporelles » sans que cela ne modifie le poids relativement faible des immobilisations sur le total du bilan.

Pour la première application de cette norme, le groupe a choisi la méthode rétrospective modifiée. Cette méthode conduira à évaluer le montant des passifs locatifs sur la base des paiements résiduels en utilisant les taux d'actualisation afférents aux durées résiduelles des contrats. En particulier, l'option de ne pas reconnaître au bilan les contrats d'une durée résiduelle inférieure à 12 mois au 1^{er} janvier 2019 sera appliquée. Les droits d'utilisation seront évalués en référence au montant des passifs locatifs déterminés à cette date. Des impôts différés seront constatés séparément pour les actifs et les passifs.

Norme IFRS 17

La norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » a été publiée par l'IASB le 18 mai 2017 remplacera la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance ». Sous réserve de son adoption par la Commission européenne, cette norme sera applicable au 1^{er} janvier 2021 avec un comparatif au 1^{er} janvier 2020.

La norme IFRS 17 pose les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats d'investissement avec participation discrétionnaire dans le champ d'application de la norme.

Valorisées aujourd'hui au coût historique, les obligations aux contrats devront être comptabilisées, en application de la norme IFRS 17, à la valeur actuelle. Pour cela, les contrats d'assurance seront valorisés en fonction des flux de trésorerie qu'ils vont générer dans le futur, en incluant une marge de risques afin de prendre en compte l'incertitude relative à ces flux. D'autre part, la norme IFRS 17 introduit la notion de marge de service contractuelle. Celle-ci représente le bénéfice non acquis par l'assureur et sera libérée au fil du temps, en fonction du service rendu par l'assureur à l'assuré. La norme demande un niveau de granularité des calculs plus détaillé qu'auparavant puisqu'elle requiert des estimations par groupe de contrats.

Ces changements comptables pourraient modifier le profil du résultat de l'assurance (en particulier celui de l'assurance vie) et introduire également plus de volatilité dans le résultat.

Compte tenu de l'importance des changements apportés par la norme IFRS 17 et en dépit des incertitudes pesant encore sur la norme, les entités d'assurance du Groupe BPCE ont ou auront bientôt finalisé leur phase de cadrage afin de définir leur feuille de route et le coût de l'implémentation. Elles se sont dotées, en 2018, de structures projet, qui leur

NOTES

permettront au sein des différents chantiers d'appréhender l'ensemble des dimensions de la norme : modélisation, adaptation des systèmes et des organisations, production des comptes et stratégie de bascule, communication financière et conduite du changement.

Lors de sa réunion du 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 17 «contrats d'assurance» au 1^{er} janvier 2022. Il a également décidé d'aligner l'échéance de l'exemption temporaire d'IFRS 9 pour les assureurs afin de l'aligner avec IFRS 17 au 1^{er} janvier 2022.

IFRIC 23

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux » de juin 2017 est venue clarifier le traitement à retenir. Cette interprétation permet de tenir compte de l'incertitude qu'il peut y avoir quant à la position fiscale d'une entreprise pour évaluer et pour comptabiliser l'impôt exigible et l'impôt différé.

Ce texte adopté par la Commission européenne par règlement du 23 octobre 2018 s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019. Le groupe a entamé une réflexion sur son approche de recensement et de documentation des incertitudes et des risques fiscaux sans pour autant s'attendre à ce stade à un impact en terme de valorisation.

2.3 Recours à des estimations et jugements

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2018, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 9) ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 5.15) et les provisions relatives aux contrats d'assurance ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 8.2) ;

- les impôts différés (note 10) ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition .

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 2.5.1).

2.4 Présentation des états financiers consolidés et date de clôture

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2017-02 du 2 juin 2017 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2018. Les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 26 février 2019. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 21 mai 2019.

2.5 Principes comptables généraux et méthodes d'évaluation

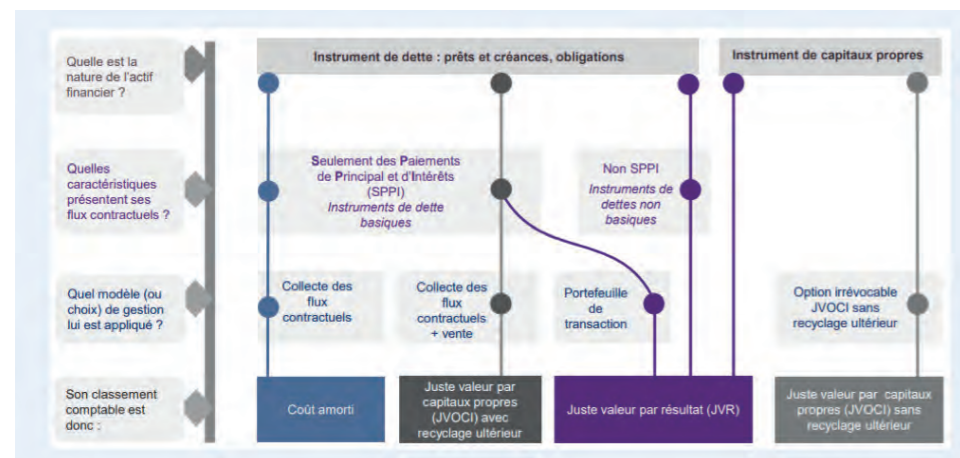
Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

NOTES

2.5.1 Classement et évaluation des actifs financiers

La norme IFRS 9 est applicable au Groupe BPCE hors filiales d'assurance qui appliquent toujours IAS 39.

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés en coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou business model).



Modèle de gestion ou business model

Le business model de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

- un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à

maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :

- les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
- les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
- les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

Pour le Groupe BPCE, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés ;

- un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »).

Le Groupe BPCE applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte ;

- un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

NOTES

Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest)

Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;

Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique.

- les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts) ;
- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt

réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la CDC.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (mismatch) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut: reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garanti, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

Catégories comptables

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

NOTES

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Les dérivés incorporés ne sont plus comptabilisés séparément des contrats hôtes lorsque ces derniers sont des actifs financiers de sorte que l'ensemble de l'instrument hybride doit être désormais enregistré en juste valeur par résultat lorsqu'il n'a pas la nature de dette basique.

Concernant les passifs financiers, les règles de classement et d'évaluation figurant dans la norme IAS 39 sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9, à l'exception de celles applicables aux passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur) pour lesquels les écarts de réévaluation liés aux variations du risque de crédit propre sont enregistrés parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les cash-flow d'origine et les cash-flow modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

2.5.2 Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette

règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

NOTE 3 CONSOLIDATION

3.1 Entité consolidante

Conséquence de la structure du groupe, l'entité consolidante du Groupe Banque Populaire Grand Ouest est constituée :

- de la Banque Populaire Grand Ouest;
- des Sociétés de Caution Mutuelle (SCM) agréées collectivement avec les Banques Populaires auxquelles elles se rattachent

3.2 Périmètre de consolidation - Méthodes de consolidations et de valorisation

Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le le Groupe Banque Populaire Grand Ouest figure en note 12 – Détail du périmètre de consolidation.

3.2.1 Entités contrôlées par le groupe

Les filiales contrôlées par le Groupe BPCE sont consolidées par intégration globale.

Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il

NOTES

obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

Cas particulier des entités structurées

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- des activités bien circonscrites ;
- un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location bénéficiant d'un traitement fiscal spécifique, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne

donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

Exclusion du périmètre de consolidation

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 12.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 « Avantages du personnel ».

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

3.2.2 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Méthode de la mise en équivalence

NOTES

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs ».

Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

3.2.3 Participations dans des activités conjointes

Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Mode de comptabilisation des activités conjointes

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

3.3 Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

3.3.1 Conversion des comptes des entités étrangères

La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

3.3.2 Élimination des opérations réciproques

L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés a été éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

3.3.3 Regroupements d'entreprises

En application des normes IFRS 3 « Regroupements

NOTES

d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers et individuels » révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont intégrées dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
 - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
 - ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;
- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
 - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle) ;
 - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes est effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

Les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement à la révision des normes IFRS 3 et IAS 27 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à l'exception cependant des

regroupements impliquant des entités mutuelles et des entités sous contrôle commun qui étaient explicitement exclus du champ d'application.

3.3.4 Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale

Le groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique « Autres passifs »;
- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des « Participations ne donnant pas le contrôle » sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des « Réserves consolidées - Part du groupe »;
- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des « Participations ne donnant pas le contrôle » sont intégralement comptabilisées dans les « Réserves consolidées - Part du groupe »;
- si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des « Participations ne donnant pas le contrôle » et des « Réserves consolidées - Part du groupe » pour leurs parts respectives ;
- tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant

NOTES

l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » au compte de résultat consolidé.

3.3.5 Date de clôture de l'exercice des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

3.4 Évolution du périmètre au cours de l'exercice 2018

Le périmètre de consolidation du Groupe Banque Populaire Grand Ouest a évolué au cours de l'exercice 2018, par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») mentionnées en note 12 : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut.

En effet, compte-tenu du montage de l'opération, le Groupe Banque Populaire Grand Ouest contrôle et en conséquence consolide, une portion de chacune de ces deux entités correspondant à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.

3.5 écarts d'acquisition

Néant

NOTE 4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

L'essentiel

Le produit net bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts
- les commissions
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti
- le produit net des activités d'assurance
- les produits et charges des autres activités

4.1 Intérêts, produits et charges assimilés

Principes comptables

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le

portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant la comptabilisation des intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif financier instrument de dettes est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif financier instrument de dettes est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

NOTES

(en milliers d'euros)	Exercice 2018		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit	20 645	(35 664)	(15 019)
Prêts / emprunts sur la clientèle	419 991	(146 529)	273 462
Obligations et autres titres de dettes détenus/émis	4 343	(8 348)	(4 005)
Dettes subordonnées	///	0	0
Actifs et passifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)	444 979	(190 541)	254 438
Opérations de location-financement	13 287	0	13 287
Titres de dettes	14 153	///	14 153
Autres	0	///	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	14 153	///	14 153
Total actifs et passifs financiers au coût amorti et à la Jv par capitaux propres	472 419	(190 541)	281 878
Actifs financiers non standards qui ne sont pas détenus à des fins de transaction	0	///	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	///	0
Instruments dérivés de couverture	39 651	(41 452)	(1 801)
Instruments dérivés pour couverture économique	42	0	42
Autres produits et charges d'intérêt	0	(646)	(646)
Total des produits et charges d'intérêt	512 112	(232 639)	279 473

Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 19.061 milliers d'euros (18.965 milliers d'euros en 2017) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les charges ou produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent 91 milliers d'euros au titre de la dotation nette à la provision épargne logement (1.396 milliers d'euros au titre de l'exercice 2017).

(en milliers d'euros)	Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	432 902	(156 848)	276 054
Prêts et créances avec les établissements de crédit	20 502	(40 483)	(19 981)
Opérations de location-financement	14 864	0	14 864
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	0	(10 413)	(10 413)
Instruments dérivés de couverture	38 548	(47 647)	(9 099)
Actifs financiers disponibles à la vente	19 512	0	19 512
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 561	0	1 561
Actifs financiers dépréciés	6 349	0	6 349
Autres produits et charges d'intérêts	0	(1)	(1)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERÊTS	534 238	(255 392)	278 846

NOTES

4.2 Produits et charges de commissions

Principes comptables

Les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

Commissions sur prestations de service

Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de

comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le groupe est déjà assuré d'avoir droit compte-tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	6 509	(273)	6 236	6 739	(1 292)	5 447
Opérations avec la clientèle	92 907	(670)	92 237	114 428	(5 785)	108 643
Prestation de services financiers	28 435	(358)	28 077	21 701	(2 032)	19 669
Vente de produits d'assurance vie	63 823	///	63 823	46 019		46 019
Moyens de paiement	63 654	(39 663)	23 990	76 093	(44 553)	31 540
Opérations sur titres	3 522	(18)	3 505	5 719	(16)	5 703
Activités de fiducie	17 756	(4 967)	12 789	9 478	(2 207)	7 271
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	17 093	(5 583)	11 510	12 780	(2 502)	10 278
Autres commissions	2 801	(118)	2 683	2 229	(377)	1 852
TOTAL DES COMMISSIONS	296 500	(51 650)	244 850	295 186	(58 764)	236 422

NOTES

4.3 gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	(en milliers d'euros)	Exercice 2017
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat	26 920	Résultats sur instruments financiers de transaction	4 924
Résultats sur instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	-2 110	Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	(524)
- Résultats sur actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	1 089	Résultats sur opérations de couverture	(379)
- Résultats sur passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	-3 199	- Inefficacité de la couverture de juste valeur	(855)
Résultats sur opérations de couverture	0	- Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	476
- Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie (CFH)	0	- Inefficacité de la couverture d'investissements nets en devises	0
- Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	0	Résultats sur opérations de change	1 509
Variation de la couverture de juste valeur	(6 403)	TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	5 530
Variation de l'élément couvert	6 403		
Résultats sur opérations de change	1 457		
TOTAL DES GAINS ET PERTES NETS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	26 267		

NOTES

4.4 Profits ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

- les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat.
- les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les profits et pertes des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables reprennent :

- les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts
- les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres
- les dépréciations comptabilisées en coût du risque
- les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	Exercice 2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	(1 002)
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres (dividendes)	20 195
TOTAL DES PROFITS ET PERTES SUR LES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	19 193

(en milliers d'euros)	Exercice 2017
Résultats de cession	2 810
Dividendes reçus	21 852
Dépréciation durable des titres à revenu variable	(233)
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	24 429

4.5 Gains ou pertes sur instruments financiers au coût amorti

Principes comptables

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti d'actifs financiers (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

NOTES

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Gains	Pertes	Net	Gains	Pertes	Net
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0
Gains et pertes sur les actifs financiers au coût amorti	0	0	0	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Gains et pertes sur les passifs financiers au coût amorti	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	0	0	0	0	0	0

4.6 Produits et charges des autres activités

Principes comptables

Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges sur activités immobilières	0	0	0	0	0	0
Produits et charges sur opérations de location	831	(1 348)	(517)	190	0	190
Produits et charges sur immeubles de placement	0	(127)	(127)	732	(48)	684
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	2 512	(5 647)	(3 135)	2 323	(3 758)	(1 435)
Charges refacturées et produits rétrocédés	0	0	0	829	0	829
Autres produits et charges divers d'exploitation	7 630	(5 743)	1 887	4 779	(6 921)	(2 142)
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	0	(2 510)	(2 510)	0	(2 906)	(2 906)
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	10 142	(13 900)	(3 758)	7 931	(13 585)	(5 654)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	10 973	(15 375)	(4 402)	8 853	(13 633)	(4 780)

NOTES

4.7 Charges général d'exploitation

Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté

du 27 octobre 2015. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le groupe à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 12 048 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 31 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 10 632 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2017. Le montant des contributions versées par le groupe représente pour l'exercice 2 286 milliers d'euros dont 1 943 milliers d'euros comptabilisés en charge et 343 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % des appels de fonds constitués sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 1 693 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Charges de personnel	(223 963)	(232 103)
Impôts, taxes et contributions réglementaires	(13 918)	(14 023)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(146 759)	(177 601)
Autres frais administratifs	(160 677)	(191 624)
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(384 640)	(423 727)

Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de 1 943 milliers d'euros (contre 2 664 milliers d'euros en 2017) et la Taxe de risque systémique des banques (TSB) pour un montant annuel de 1 729 milliers d'euros (contre 2 453 milliers d'euros en 2017).

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

4.8 Gains ou pertes sur autres actifs

Principes comptables

Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	(556)	(2 267)
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	0	23 315
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	(556)	21 048

NOTES

NOTE 5 NOTES RELATIVES AU BILAN

5.1 Caisse, Banques Centrales

Principes comptables

Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès de la banque centrale au coût amorti.

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Caisse	99 933	106 694
Banques centrales	117 346	104 982
TOTAL CAISSE, BANQUES CENTRALES	217 279	211 676

5.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.

Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

5.2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci dessus ;

- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

Actifs à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est réservée uniquement dans le cas d'une élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

NOTES

	31/12/18			01/01/18		
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers devant être obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat		Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers devant être obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	
						Total
(en milliers d'euros)						
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres de dettes		12 500		8 394		8 394
Titres de dettes		12 500		8 394		8 394
Prêts aux établissements de crédit hors opérations de pension						
Prêts à la clientèle hors opérations de pension						
Opérations de pension						
Prêts						
Instruments de capitaux propres		197 961	///	6 831	///	6 831
Dérivés de transaction	13 877	///	///	19 900	///	19 900
Dépôts de garantie versés		///	///	///	///	
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	13 877	210 461	224 338	19 900	15 225	35 125

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est positive et qui sont :

- soit détenus à des fins de transaction ;
- soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictifs requis par la norme IFRS 9.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la CVA (Credit Valuation Adjustment).

NOTES

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit

L'exposition au risque de crédit peut représenter une part essentielle de la juste valeur des prêts ou créances désignés à la juste valeur par résultat figurant au bilan. Lorsque des achats de protection ont été effectués en lien avec la mise en place de ces prêts, la juste valeur des dérivés de crédit liés est présentée.

Le groupe ne couvre pas, par des achats de protection, le risque de crédit des prêts ou créances classés dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018.

La variation de juste valeur de ces actifs financiers imputable au risque de crédit n'est pas significative.

5.2.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1er janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transférée directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance

L'option s'applique dans le cas de passifs gérés et évalués à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

Au passif, le portefeuille de transaction est composé de :

(en milliers d'euros)	31/12/18			01/01/18		
	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total
Ventes à découvert	-	///	-	-	///	-
Dérivés de transaction	15 661	///	15 661	23 023	///	23 023
Comptes à terme et emprunts interbancaires	-	-	-	-	-	-
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre non subordonnées	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	///	-	-	///	-	-
Opérations de pension	-	///	-	-	///	-
Dépôts de garantie reçus	-	///	-	-	///	-
Autres	///	-	-	///	-	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	15 661	-	15 661	23 023	-	23 023

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est négative et qui sont :

- soit détenus à des fins de transaction ;
- soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictifs requis par la norme IFRS 9.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la DVA (Debit Valuation Adjustment).

5.2.3 Instruments dérivés de transaction

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au

bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

(en milliers d'euros)	31/12/18			01/01/18		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	949 785	10 017	12 135	1 010 767	11 091	14 790
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	250 422	3 184	3 184	488 401	7 720	7 720
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	1 200 207	13 201	15 319	1 499 168	18 811	22 510
Instruments de taux	361 506	676	342	396 106	1 089	513
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	23 648	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	361 506	676	342	419 754	1 089	513
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION	1 561 713	13 877	15 661	1 918 922	19 900	23 023
dont marchés organisés	1 561 713	13 877	15 661	1 918 922	19 900	23 023
dont opérations de gré à gré	0	0	0	0	0	0

5.3 Instruments dérivés de couverture

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à

leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

NOTES

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macrocouverture.

Couverture de juste valeur

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale.

Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

Couverture de flux de trésorerie

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures - taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

Cas particulier de couverture de portefeuilles (macrocouverture)**Documentation en couverture de flux de trésorerie**

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

NOTES

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

Documentation en couverture de juste valeur

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de

couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;
- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

Couverture d'un investissement net libellé en devises

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les

NOTES

couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

La macrocouverture de juste valeur est utilisée pour la gestion globale du risque de taux notamment pour couvrir :

- les portefeuilles de prêts à taux fixe
- les dépôts à vue
- les dépôts liés au PEL
- la composante inflation du Livret A

La microcouverture de juste valeur est utilisée notamment pour couvrir :

- un passif à taux fixe
- les titres de la réserve de liquidité à taux fixe et des titres indexés inflation

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie sont utilisées notamment pour :

- la couverture de passif à taux variable
- la couverture du risque de variation de valeur des flux futurs variables de la dette
- la macro couverture d'actifs à taux variable

Les principales sources d'inefficacité des couvertures sont liées à :

- l'inefficacité « bi-courbes » : la valorisation des dérivés collatéralisés (faisant l'objet d'appels de marge rémunérés à EONIA) est basée sur la courbe d'actualisation EONIA, alors que l'évaluation de la composante couverte des éléments couverts en juste valeur est calculée sur une courbe d'actualisation Euribor
- la valeur temps des couvertures optionnelles
- a surcouverture dans le cadre des tests d'assiette en macro couverture (montants des notionnels de dérivés de couverture supérieurs au nominal des éléments couverts, notamment dans le cas où les éléments couverts ont fait l'objet de remboursements anticipés plus importants que prévus)
- les ajustements valorisation liés au risque de crédit et au risque de crédit propres sur dérivés (Credit Value

adjustment et Debit Value ajustement)

- des décalages de fixing des flux entre l'élément couvert et sa couverture.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

NOTES

	31/12/18			01/01/18		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Instruments de taux	3 884 742	68 848	85 144	3 689 895	81 211	86 268
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	3 884 742	68 848	85 144	3 689 895	81 211	86 268
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0
Couverture de juste valeur	3 884 742	68 848	85 144	3 689 895	81 211	86 268
Instruments de taux	0	0	0	100 000	214	49
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	0	0	0	100 000	214	49
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0	100 000	214	49
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0
Couverture d'investissements nets en devises	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	3 884 742	68 848	85 144	3 789 895	81 425	86 317

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste « Instruments de dérivés de couverture » à l'actif et au passif du bilan.

NOTES

Echéancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)

	inf à 1 an	de 1 à 5 ans	de 6 à 10 ans	sup à 10 ans
Couverture de taux d'intérêts	246 389	1 946 306	1 384 012	308 035
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	246 389	1 946 306	1 384 012	308 035
Couverture du risque de change	0	0	0	0
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	0	0	0
Couverture des autres risques	0	0	0	0
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	0	0	0
Couverture d'investissements nets en devises	0	0	0	0
TOTAL	246 389	1 946 306	1 384 012	308 035

Eléments couverts

Au 31 décembre 2018

	Couverture du risque de taux			Couverture du risque de change			Couverture des autres risques (or, matières premières...)		
	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (*)	Composante couverte restant à étaler (**)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (*)	Composante couverte restant à étaler (**)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (*)	Composante couverte restant à étaler (**)
Actifs									
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	335 000	43 548	-	-	-	-	-	-	-
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts ou créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	335 000	43 548	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	49 111	6 628	-	-	-	-	-	-	-
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts ou créances sur la clientèle	-	1 089	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	49 111	5 539	-	-	-	-	-	-	-
Passifs									
Passifs financiers au coût amorti	1 447 800	53 482	-	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	1 284 900	53 482	-	-	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	162 900	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-1 063 689	-3 306	-	-	-	-	-	-	-

NOTES

Couverture de juste valeur

L'inefficacité de la couverture de la période est présentée en note 4.3 « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » ou en note « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » pour les instruments de capitaux propres classés en juste valeur par capitaux propres non recyclables

Couverture de flux de trésorerie – Couverture d'investissements nets en devises

(en milliers d'euros)

	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues (1)	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler (*)	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	-	-	-	-	0
Couverture de risque de change	-	-	-	-	0
Couverture des autres risques	-	-	-	-	0
TOTAL - COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE ET D'INVESTISSEMENTS NETS EN DEVISES	-	-	-	-	-

(1) dont ICNE des couvertures de flux de trésorerie

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » en note 4.3.

La réserve « Couverture de flux de trésorerie » correspond à la partie efficace des couvertures non échues et le solde des couvertures échues restant à étaler, avant impôt, y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.

Le recyclage en résultat de la réserve « Couverture de flux de trésorerie » est inclus soit dans la marge nette d'intérêt soit dans le résultat de décomptabilisation de l'élément couvert par symétrie avec le poste impacté par l'élément couvert.

Couverture de flux de trésorerie et couverture d'investissements nets en devises - Analyse des autres éléments comptabilisés en capitaux propres

Cadrage des OCI	01/01/18	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis ajustement - élément non financier	Élément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/18
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	173	(173)	0			0
dont couverture de taux						
dont couverture de change						
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
TOTAL	173	(173)	0			0

NOTES

5.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

- Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

Ces instruments sont soumis aux exigences d'IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Cette méthode est décrite dans la note 5.5 – Actifs au coût amorti.

- Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciations.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres »

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0
Titres de dettes	407 171	353 291
Actions et autres titres de capitaux propres	907 411	850 250
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 314 582	1 203 541
<i>Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (avant impôts)</i>		
- Instruments de dettes	8 934	6 889
- Instruments de capitaux propres	122 712	127 206

5.5 Actifs au coût amorti

Principes comptables

Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts directement liés à l'émission et diminuée de produits directement attribuables à l'émission. Lors des arrêts ultérieurs, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à l'émission des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est

NOTES

comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Renégociations et restructuration

La norme IFRS 9 requiert l'identification des contrats modifiés qui sont des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Le traitement des restructurations ayant pour origine des difficultés financières reste analogue à celui prévalant selon IAS 39 : en cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit selon IFRS 9, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) sur jugement d'expert lorsqu'il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Lorsque la restructuration est substantielle (telle que par exemple la conversion en tout ou partie d'un prêt en un instrument de capitaux propres), les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur, et la différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit ». La dépréciation éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée et est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Frais et commissions

Les coûts externes consistent essentiellement en commissions versées à des tiers dans le cadre de la mise en place des prêts. Ils sont essentiellement constitués des commissions versées aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des

nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés prorata temporis sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

Date d'enregistrement

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Prêts et créances ».

5.5.1 Titres au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Effets publics et valeurs assimilées	121 245	87 226
Obligations et autres titres de dettes	36 161	96 488
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(20)	(153)
TOTAL DES TITRES AU COUT AMORTI	157 386	183 561

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

5.5.2 Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Comptes ordinaires débiteurs	1 479 487	913 712
Opérations de pension	0	0
Comptes et prêts	2 474 963	2 354 306
Autres prêts ou créances sur établissements de crédit	426	924
Dépôts de garantie versés	31 800	31 700
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(6)	(4)
TOTAL	3 986 671	3 300 638

Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 1.961.467 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 914.565 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2018.

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit est présentée en note 9.

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 1.935.906 milliers d'euros au 31 décembre 2018 (1.239.681 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2018).

5.5.3 Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Comptes ordinaires débiteurs	575 266	756 085
Autres concours à la clientèle	21 883 658	20 348 650
-Prêts à la clientèle financière	581	609
-Crédits de trésorerie	1 229 091	1 294 708
-Crédits à l'équipement	7 932 966	7 152 578
-Crédits au logement	11 650 594	10 874 024
-Crédits à l'exportation	3 547	4 197
-Opérations de pension		
-Opérations de location-financement	798 634	737 232
-Prêts subordonnés	160	901
-Autres crédits	268 085	284 401
Autres prêts ou créances sur la clientèle		3 922
Dépôts de garantie versés		
Prêts et créances bruts sur la clientèle	22 458 924	21 108 657
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(549 683)	(566 416)
TOTAL	21 909 242	20 542 242

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 9.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

5.6 Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participations
- des actions et autres titres de capitaux propres

Lors de la comptabilisation initiale, Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction.

Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI).

Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables).

Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

	31/12/18				01/01/18
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période		Juste valeur
Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période		Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession		
(en milliers d'euros)					
Titres de participations	870 824	20 195	0	-	848 093
Actions et autres titres de capitaux propres	36 587	0	-	-	2 157
TOTAL	907 411	20 195	0	-	850 250

Les titres de participations comprennent les participations stratégiques, les entités « outils » (l'informatique par exemple) et certains titres de capital investissement à long terme. Ces titres de participation n'ayant pas vocation à être cédés, un classement en instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de participation.

Le montant cumulé des variations de juste valeur reclassé dans la composante « Réserves consolidées » durant la période concerne la(les) cession(s) et s'élève à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

5.7 Reclassements d'actifs financiers

Principes comptables

Les reclassements d'actifs financiers en IFRS 9 sont plus limités que sous IAS 39. Il n'est plus possible de reclasser un titre au coût amorti en cas de simple illiquidité des marchés. Un reclassement est possible uniquement dans le cas où le modèle de gestion a changé en raison d'une décision stratégique du management. De ce fait, il s'agit de cas très limités (exemple : vente d'un secteur d'activité se traduisant par un passage en gestion extinctive des actifs concernés, restructuration d'activité,...).

Dans ce cas, le reclassement est prospectif et n'implique pas de requalification affectant les périodes antérieures.

Néant

NOTES

5.8 Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Comptes d'encaissement	4 153	3 652
Charges constatées d'avance	1 304	7 634
Produits à recevoir	34 185	35 492
Autres comptes de régularisation	58 962	60 429
Comptes de régularisation - actif	98 604	107 207
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	745	0
Débiteurs divers	164 430	88 638
Actifs divers	165 175	88 638
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	263 779	195 845

5.9 Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées

Principes comptables

En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IFRS 9.

Un actif (ou un groupe d'actifs) non courant est destiné à être cédé lorsque sa valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente. Cet actif (ou groupe d'actifs) doit être disponible immédiatement en vue de la vente et il doit être hautement probable que cette vente intervienne dans les douze mois.

Néant

5.10 Immeubles de placements

Principes comptables

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités » à l'exception des activités d'assurance classées en « Produits des activités d'assurance ».

NOTES

(en milliers d'euros)	31/12/18			31/12/17		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immeubles comptabilisés à la juste valeur	///	///	3	///	///	0
Immeubles comptabilisés au coût historique	7 816	(4 388)	3 428	7 776	(4 443)	3 333
TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT	7 816	(4 388)	3 431	7 776	(4 443)	3 333

5.11 Immobilisations

Principes comptables

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les immobilisations acquises en location-financement et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- façades/couverture/étanchéité : 20 à 40 ans ;
- fondations/ossatures : 30 à 60 ans ;
- ravalements : 10 à 20 ans ;
- équipements techniques : 10 à 20 ans ;
- aménagements intérieurs : 8 à 15 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations corporelles, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 10 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Le traitement comptable des immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location-financement (crédit-bail preneur) est précisé dans la note 12.2.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

NOTES

	31/12/18			31/12/17		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Immobilisations corporelles						
- Terrains et constructions	84 741	(24 735)	60 006	85 722	(22 995)	62 727
- Biens mobiliers donnés en location	0	0	0	0	0	0
- Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	338 308	(240 573)	97 735	335 274	(229 909)	105 365
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	423 049	(265 308)	157 741	420 996	(252 904)	168 092
Immobilisations incorporelles						
- Droit au bail	16 082	(15 702)	380	16 723	(15 810)	913
- Logiciels	6 085	(5 928)	157	5 948	(5 733)	215
- Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 167	(21 630)	537	22 671	(21 543)	1 128

5.12 Dettes envers les établissements de crédits et la clientèle

Principes comptables

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

5.12.1 Dettes envers les établissements de crédit

	31/12/18	01/01/18
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Comptes à vue	27 940	102 977
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	0	1
Dettes à vue envers les établissements de crédit	27 940	102 978
Emprunts et comptes à terme	7 153 765	5 839 593
Opérations de pension	14 209	14 209
Dettes rattachées	9 006	13 742
Dettes à termes envers les établissements de crédit	7 176 980	5 867 544
Dépôts de garantie reçus	0	2 703
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	7 204 920	5 973 225

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 9.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 5.836.155 milliers d'euros au 31 décembre 2018 (4.534.652 milliers d'euros au 1er janvier 2018).

NOTES

5.12.2 Dettes envers la clientèle

	31/12/18	01/01/18
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Comptes ordinaires créditeurs	6 507 095	6 121 094
Livret A	1 226 938	1 084 858
Plans et comptes épargne-logement	2 404 847	2 274 476
Autres comptes d'épargne à régime spécial	3 940 915	3 654 333
Dettes rattachées	0	0
Comptes d'épargne à régime spécial	7 572 700	7 013 667
Comptes et emprunts à vue	63 566	73 683
Comptes et emprunts à terme	3 264 464	3 435 801
Dettes rattachées	134 413	129 300
Autres comptes de la clientèle	3 462 443	3 638 784
A vue	0	0
A terme	0	0
Dettes rattachées	0	0
Opérations de pension	0	0
Autres dettes envers la clientèle	0	0
Dépôts de garantie reçus	197	0
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	17 542 435	16 773 545

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 9.

5.13 Dettes représentées par un titre

Principes comptables

Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la

nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

Une nouvelle catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

	31/12/18	01/01/18
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Emprunts obligataires	43 286	0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	342 157	342 829
Autres dettes représentées par un titre qui ne sont ni non préférées ni subordonnées	3	1
Dettes non préférées	0	0
Total	385 446	342 830
Dettes rattachées	5 051	5 313
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	390 497	348 143

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 9

NOTES

5.14 Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Comptes d'encaissement	25	4 524
Produits constatés d'avance	125 120	112 675
Charges à payer	81 597	62 415
Autres comptes de régularisation créditeurs	122 467	114 154
Comptes de régularisation - passif	329 209	293 768
Comptes de règlement cré- diteurs sur opérations sur titres	10 209	10 635
Créditeurs divers	95 582	83 397
Passifs divers	105 791	94 032
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	435 000	387 800

5.15 Provisions

Principes comptables

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les comptes épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle

des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;

- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour le groupe, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

NOTES

(en milliers d'euros)	01/01/18	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/18
Provisions pour engagements sociaux	65 129	31 178	0	(30 986)	(5 363)	59 958
Provisions pour restructurations	54 283	0	(26 142)	0	(23)	28 118
Risques légaux et fiscaux	11 004	6 391	0	(7 621)	2 082	11 856
Engagements de prêts et garanties	13 562	9 947	(477)	(2 578)	2	20 456
Provisions pour activité d'épargne-logement	20 893	12 664	0	(12 573)	0	20 984
Autres provisions d'exploitation	10 863	1 555	0	(2 722)	(2 446)	7 250
TOTAL DES PROVISIONS	175 734	61 735	(26 619)	(56 480)	(5 748)	148 622

5.15.1 Encours collectés au titre de l'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31/12/18	31/12/17
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
- ancienneté de moins de 4 ans	338 067	283 818
- ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 460 111	1 380 694
- ancienneté de plus de 10 ans	382 386	392 371
Encours collectés au titre des plans épargne-logement	2 180 564	2 056 883
Encours collectés au titre des comptes épargne-logement	224 283	217 601
TOTAL DES ENCOURS COLLECTES AU TITRE DE L'EPARGNE-LOGEMENT	2 404 847	2 274 484

5.15.2 Encours de crédits octroyés au titre de l'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31/12/18	31/12/17
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne-logement	1 329	1 919
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne-logement	11 923	17 701
TOTAL DES ENCOURS DE CREDITS OCTROYES AU TITRE DE L'EPARGNE-LOGEMENT	13 252	19 620

NOTES

5.15.3 Provisions constituées au titre de l'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Provisions constituées au titre des PEL		
- ancienneté de moins de 4 ans	5 190	4 919
- ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	7 220	7 944
- ancienneté de plus de 10 ans	6 477	6 423
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	18 887	19 286
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	2 291	1 984
Provisions constituées au titre des crédits PEL	(16)	(40)
Provisions constituées au titre des crédits CEL	(178)	(338)
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	(194)	(378)
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT	20 984	20 892

5.16 Dettes subordonnées

Principes comptables

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Dettes subordonnées émises à des fins de transaction	0	0
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option	0	0
DETTES SUBORDONNÉES A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	0	0
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Actions de préférence	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	19 840	20 697
Dettes subordonnées et assimilés	19 840	20 697
Dettes rattachées	0	0
Réévaluation de la composante couverte	0	0
DETTES SUBORDONNÉES AU COÛT AMORTI	19 840	20 697
TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES (1)	19 840	20 697

NOTES

Évolution des dettes subordonnées et assimilés au cours de l'exercice

(en milliers d'euros)	01/01/18	Emission	Remboursement	Autres mouvements	31/12/18
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option	0	0	0	0	0
DETTES SUBORDONNÉES A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	0
Actions de préférence	0	0	0	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	20 697	0	(855)	(2)	19 840
DETTES SUBORDONNÉES AU COÛT AMORTI	20 697	0	(855)	(2)	19 840
DETTES SUBORDONNÉES ET ASSIMILÉS	20 697	0	(855)	(2)	19 840

5.17 Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis

Principes comptables

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération est traitée comme un dividende, et affecte donc les capitaux propres, tout comme les impôts liés à cette rémunération ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée

sur les réserves consolidées part du groupe.

5.17.1 Parts sociales

Principes comptables

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

(en milliers d'euros)	31/12/18			31/12/17		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
BPGO	73 803 745	14	1 033 252	2 042 642 000	0,5	1 021 321
SCM			3 778			3 752
Valeur à la clôture			1 037 030			1 025 073

5.17.2 Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Néant

5.18 Participation ne donnant pas le contrôle

Les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du groupe sont présentées dans le tableau suivant :

(en milliers d'euros)	Exercice 2018								
	Participations ne donnant pas le contrôle			Informations financières résumées à 100%					
Nom de l'entité	Pourcentage d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage de contrôle des participations ne donnant pas le contrôle (si différent)	Résultat attribué au cours de la période aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle	Montant des participations ne donnant pas le contrôle de la filiale	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Actifs	Dettes	Résultat net part du groupe	Résultat global part du groupe
Filiales									
Ouest Croissance SCR	40%	40%	7 969	90 578	1 590	239 653	12 704	19 923	19 923
TOTAL AU 31/12/2018			7 969	90 578	1 590	239 653	12 704	19 923	19 923

5.19 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Principes comptables

Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

(en milliers d'euros)	Exercice 2018		
	Brut	Impôt	Net
Réévaluation des immobilisations			
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	5 363	-1 947	3 416
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	0	0	0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-4 494	44	-4 450
Réévaluation des actifs disponibles à la vente de l'activité d'assurance	0	0	0
Éléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables en résultat net	0	0	0
Éléments non recyclables en résultat	869	-1 903	-1 034
Écarts de conversion	0	///	0
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 045	-514	1 531
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables en résultat net	-173	46	-127
Éléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments recyclables en résultat net	0	0	0
Éléments recyclables en résultat	1 872	-468	1 404
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)	2 741	-2 371	370
Part du groupe	2 741	-2 371	370
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0

5.20 Compensation d'actifs et de passifs financiers

Le groupe n'opère pas de compensation d'actifs et de passifs financiers au bilan en application des règles de compensation d'IAS 32.

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers « sous accords de compensation non compensés au bilan » correspondent aux encours d'opérations sous contrats cadres de compensation ou assimilés, mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32. C'est le cas notamment des dérivés ou d'encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles les critères du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment :

- pour les opérations de pension ;
- les emprunts ou prêts résultant d'opérations de pensions inverses avec la même contrepartie, ainsi que les titres reçus ou donnés en garantie (pour la juste valeur desdits titres),
- les appels de marge sous forme de titres (pour la juste valeur desdits titres) ;
- pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (cash collateral) » et « Appels de marge versés (cash collateral) ».

NOTES

5.20.1 Actifs financiers

Actifs financiers sous accords de compensation compensés au bilan

Néant

Actifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan

(en milliers d'euros)	31/12/18				01/01/18			
	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	82 725	59 752	0	22 973	49 450	34 349	2 500	12 601
Opérations de pension	0	0	0	0	0			0
Autres actifs	0	0	0	0	0			0
TOTAL	82 725	59 752	0	22 973	49 450	34 349	2 500	12 601

5.20.2 Passifs financiers

Passifs financiers sous accords de compensation compensés au bilan

Néant

Passifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan

(en milliers d'euros)	31/12/18				01/01/18			
	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	100 805	59 752	0	41 053	34 753	34 340		413
Opérations de pension	14 224	0	0	14 224	13 026			13 026
Autres passifs	0	0	0	0	0			0
TOTAL	115 029	59 752	0	55 277	47 779	34 340	0	13 439

NOTES

5.21 Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer.

Principes comptables

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

Opérations de pension livrée

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lorsque ce passif relève d'un modèle de gestion de transaction.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur par résultat si elle relève d'un modèle de gestion de transaction.

Opérations de prêts de titres secs

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation simple, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les cash flow d'origine et les cash flow modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme IFRS 9 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

NOTES

5.21.1 Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie.

	Valeur nette comptable				31/12/18
	Prêts de titres "secs"	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
(en milliers d'euros)					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	180 000	0	0	0	180 000
Actifs financiers au coût amorti	270 000	16 717	3 955 991	1 739 598	5 982 306
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	450 000	16 717	3 955 991	1 739 598	6 162 306
dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	450 000	16 717	1 801 356	1 739 598	4 007 671

	Valeur nette comptable				31/12/17
	Prêts de titres "secs"	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
(en milliers d'euros)					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	162 000	16 505	0		178 505
Prêts et créances	0	0	3 798 638	1 729 088	5 527 726
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	35 000	0	0	0	35 000
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	197 000	16 505	3 798 639	1 729 088	5 741 231
dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	2 889	15 276	14 158	7 040	39 363

NOTES

5.21.1.1 Commentaires sur les actifs financiers transférés

Mises en pension et prêts de titres

Le Groupe Banque Populaire Grand Ouest réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes des conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Ces opérations incluent notamment les titres apportés à BPCE pour mobilisation au nom du groupe auprès de la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

Cessions de créances

Le Groupe Banque Populaire Grand Ouest cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de l'amendement à IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

Titrisations consolidées

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe via la consolidation du fonds).

Les opérations de titrisation réalisées par BPCE en 2014 (BPCE Master Homeloans), 2016 (BPCE Consumer loans 2016_5) et 2017 (BPCE Home Loans 2017_5) étaient totalement auto-souscrites alors que les parts seniors de l'opération de titrisation BPCE Home loans FCT 2018 sont souscrites par des investisseurs externes (note I4).

5.21.1.2 Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés

Les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés sont généralement affectés en garantie sous forme de

nantissements. Les principaux dispositifs concernés sont Banques Populaires Covered Bonds, la CRH (Caisse de refinancement de l'habitat), BPCE SFH, le mécanisme de refinancement de place ESNI, encore les titres apportés en nantissement de refinancement obtenu auprès de la Banque centrale européenne (BCE).

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

5.21.1.3 Actifs financiers reçus en garantie dont l'entité peut disposer

	Instruments financiers réutilisables			
	Juste valeur des instruments financiers réutilisables		Juste valeur des instruments financiers réutilisés	
(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18	31/12/18	01/01/18
Titres de dette	0		0	
Instruments de capitaux propres	0		0	
Prêts et avances	0		0	
Autres	0		0	
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS RECUS EN GARANTIE DONT L'ENTITE PEUT DISPOSER	0		0	

5.21.2 Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue

Neant

NOTES

NOTE 6 ENGAGEMENTS

Principes comptables

Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champs d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financements et de garanties données sont soumis aux règles de provision d'IFRS 9 tels que présentés dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- Engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- Engagement de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

6.1 Engagements de financement

(en milliers d'euros)	31/12/18	31/12/17
Engagements de financement donnés en faveur :		
des établissements de crédit	3 641	5 442
de la clientèle	2 571 566	2 290 415
- Ouvertures de crédit confirmées	2 571 566	2 286 372
- Autres engagements	0	4 043
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	2 575 207	2 295 857
Engagements de financement reçus :		
d'établissements de crédit	0	166
de la clientèle	600	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS	600	166

6.2 Engagements de garantie

(en milliers d'euros)	31/12/18	31/12/17
Engagements de garantie donnés :		
d'ordre des établissements de crédit	668	2 092
d'ordre de la clientèle ⁽¹⁾	727 995	780 719
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	728 663	782 811
Engagements de garantie reçus :		
d'établissements de crédit	2 232 437	2 054 596
de la clientèle	5 578 410	4 794 768
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	7 810 847	6 849 364

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des suretés réelles autres que celles figurant dans la note 14 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

Les « valeurs affectées en garanties » figurent en 5.21 « Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs donnés en garantie ».

Les « valeurs reçues en garantie » et dont l'établissement peut disposer figurent en 5.21 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

NOTES

NOTE 7 EXPOSITIONS AUX RISQUES

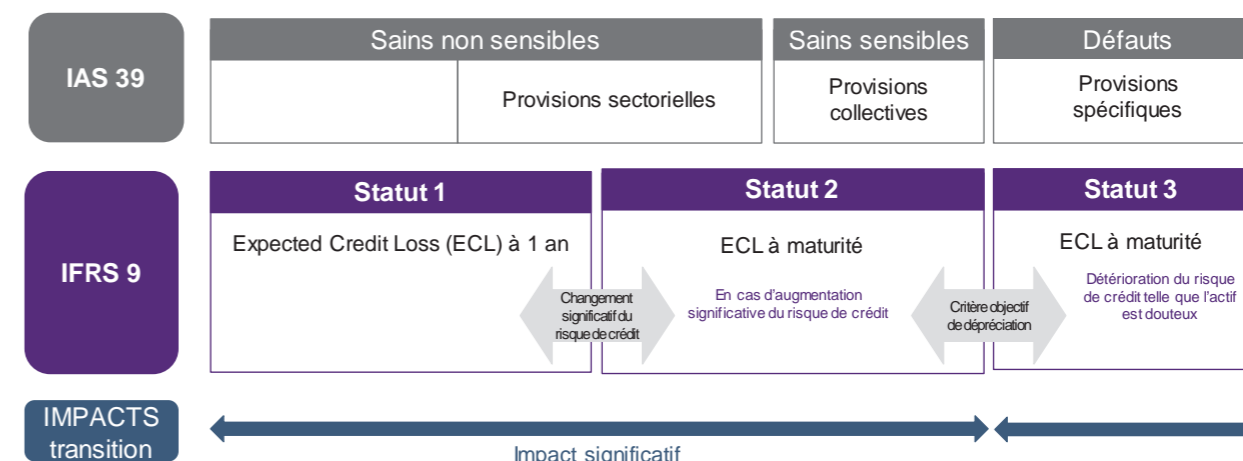
Les expositions aux risques abordés ci-après sont représentés par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie « Gestion des risques ».

7.1 Risque de crédit

L'essentiel

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur ;
- la répartition des expositions par qualité de crédit.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

7.1.1 Détail des actifs financiers et engagements par statut

Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats

de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les pertes de crédit liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

7.1.1.1 Détail des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par statut

	31/12/18			01/01/18		
	Valeur brute comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur nette comptable
(en milliers d'euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	407 216	(45)	407 171	353 305	(13)	353 292
Statut 1	407 216	(45)	407 171	353 305	(13)	353 292
Statut 2	0	0	0	0	0	0
Statut 3	0	0	0	0	0	0

7.1.1.2 Détail des actifs financiers au coût amorti par statut

	31/12/18			01/01/18		
	Valeur brute comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur nette comptable
(en milliers d'euros)						
Titres de dettes au coût amorti	157 406	(20)	157 386	183 714	(153)	183 561
Statut 1	157 406	(20)	157 386	181 462	(4)	181 458
Statut 2	0	0	0	2 251	(149)	2 103
Statut 3	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	3 986 676	(6)	3 986 670	3 300 643	(4)	3 300 638
Statut 1	3 978 344	(0)	3 978 344	3 300 433	(0)	3 300 433
Statut 2	8 333	(6)	8 327	210	(4)	206
Statut 3	(0)	0	(0)	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	22 444 592	(549 683)	21 894 909	21 111 391	(569 149)	20 542 242
Statut 1	20 157 191	(42 483)	20 114 707	19 046 379	(47 305)	18 999 074
Statut 2	1 507 272	(68 362)	1 438 910	1 265 385	(57 812)	1 207 572
Statut 3	798 367	(442 742)	355 625	799 627	(464 032)	335 595

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

7.1.1.3 Détail des engagements par statut

	31/12/18			01/01/18		
	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition nette	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition nette
(en milliers d'euros)						
Engagements de financement donnés	2 575 207	20 759	2 595 966	2 286 203	10 006	2 296 209
Statut 1	2 329 374	3 133	2 332 507	2 075 506	4 317	2 079 823
Statut 2	245 833	5 005	250 838	206 654	2 268	208 922
Statut 3	0	12 621	12 621	4 043	3 421	7 464
Engagements de garantie donnés	728 663	2 320	730 983	792 465	3 556	796 021
Statut 1	654 026	1 090	655 116	585 387	2 057	587 444
Statut 2	33 342	1 230	34 572	178 162	1 499	179 661
Statut 3	41 295	0	41 295	28 916	0	28 916

7.1.2 Coût du risque

Coût du risque de la période

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	(42 313)	(32 935)
Récupérations sur créances amorties	2 689	4 756
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	(7 601)	(8 426)
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT	(47 225)	(36 605)

Coût du risque de la période par nature d'actifs

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Opérations interbancaires	994	(1)
Opérations avec la clientèle	(48 320)	(35 478)
Autres actifs financiers	101	(1 126)
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT	(47 225)	(36 605)

NOTES

7.1.3 Variation des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements

Principes comptables

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.

Dès la date de première comptabilisation les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historique de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. A chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

Statut 1 (stage 1 ou S1)

- il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 2 (stage 2 ou S2)

- les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 3 (stage 3 ou S3)

- Il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, comme sous IAS 39, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de

défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit ;

- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties ;
- les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.
- Relèvent aussi du statut 3 des actifs financiers acquis ou créés et dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale, l'entité ne s'attendant pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels (purchased originated credit impaired ou POCI). Ces actifs peuvent être transférés en Statut 2 en cas d'amélioration du risque de crédit.

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IAS 17 le groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 §5.5.15.

Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues

Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous. Seuls BPCE International et quelques portefeuilles d'établissements du groupe – correspondant à un volume d'expositions limité – peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation ad hoc.

En-dehors de ces quelques cas, l'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Une approche par contrepartie (avec application du principe de contagion à tous les encours sur la contrepartie considérée) est également possible si elle aboutit à des effets similaires. La mesure de la dégradation du risque permet dans la grande majorité des cas de constater une dégradation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

Plus précisément, l'évaluation de la variation du risque de crédit s'effectue sur la base des critères suivants :

- Sur les portefeuilles de Particuliers, Professionnels, Petites et Moyennes Entreprises, Secteur Public et Logement Social : la mesure de la dégradation du risque de crédit

repose sur une combinaison de critères quantitatifs et qualitatifs. Le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de la variation de la probabilité de défaut à un an depuis la comptabilisation initiale (probabilité de défaut mesurée en moyenne de cycle). Les critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (la présomption d'impayés de 30 jours n'est donc pas réfutée), en note sensible, inscrits en Watch List ou en situation de réaménagements en présence de difficultés financières (forbearance) ;

- Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains : le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs que sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution de la notation sectorielle et du niveau de risque pays ;
- Sur les Financements Spécialisés : les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuient la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de disponibilité de notation interne.

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés investment grades détenus par la Banque de Grande Clientèle.

Pour les instruments financiers en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont évaluées également principalement sur une base individuelle, en fonction des caractéristiques de chaque contrat. Des provisions collectives peuvent être définies par les différents établissements du groupe, correspondant à des provisions dites « sectorielles ». Les établissements du groupe ont ainsi la charge d'évaluer la cohérence du niveau de provisionnement déterminé pour le groupe en regard des caractéristiques locales et sectorielles de leur portefeuille et de définir si nécessaire des provisions sectorielles complémentaires. Les quelques portefeuilles non couverts par les méthodologies décrites ci-après (non matériels à l'échelle du groupe) peuvent également donner lieu à des évaluations collectives

Les pertes de crédit attendues des instruments financiers en Statut 1 ou en Statut 2 sont évaluées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, de son taux d'intérêt effectif et du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- Taux de perte en cas de défaut (LGD, Loss Given Default) ;
- Probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants, notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9 :

- Les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- Les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- Les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans. Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à 3 ans se fait sur le

NOTES

NOTES

principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de stress tests dans un objectif de cohérence. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de dépréciation IFRS 9.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. A des fins de cohérence avec le scénario budgétaire, le scénario central correspond au scénario budgétaire. Deux variantes – une vision optimiste du scénario et une vision pessimiste – sont également définies autour de ce scénario. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité Watch List et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions notées, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques. Dans le cas d'expositions non notées, des règles par défaut prudentes s'appliquent (enjeux peu significatifs pour le groupe) - règles consistant à attribuer la meilleure note de l'échelle interne dans le cas d'absence de note à l'octroi et la dernière note de l'échelle avant le statut sensible dans le cas d'absence de note à date.

Le dispositif de validation des paramètres IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne des modèles, la revue de ces travaux en comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3

Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation, la survenance d'un impayé depuis trois mois au moins ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées, ou la mise en œuvre de

procédures contentieuses ;

- ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (incurred credit losses), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (expected credit losses) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition de passifs financiers au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues, des biens affectés en garantie ainsi que des autres réhaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2 ou S3). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au

NOTES

niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2 ou S3).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2 ou S3). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

7.1.3.1 Variation des dépréciations pour pertes de crédit des actifs financiers par capitaux propres

(en milliers d'euros)	Statut 1	Statut 2	Statut 3	TOTAL
Solde au 01/01/2018	(13)	0	0	(13)
Production et acquisition	(45)	0	0	(45)
Décomptabilisation et remboursement	8	0	0	8
Transferts entre statuts	0	0	0	0
Autres variations	5	0	0	5
Solde au 31/12/2018	(45)	0	0	(45)

7.1.3.2 Variation des dépréciations pour pertes de crédit des titres de dettes au coût amorti

(en milliers d'euros)	Statut 1	Statut 2	Statut 3	TOTAL
Solde au 01/01/2018	(4)	(149)	0	(153)
Production et acquisition	(20)	0	0	(20)
Décomptabilisation et remboursement	0	149	0	149
Transferts entre statuts	0	0	0	0
Autres variations	4	0	0	4
Solde au 31/12/2018	(20)	0	0	(20)

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

7.1.3.3 Variation des dépréciations pour pertes de crédit des prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti

(en milliers d'euros)	Statut 1	Statut 2	Statut 3	TOTAL
Solde au 01/01/2018	(0)	(4)	0	(4)
Production et acquisition	(0)	2	0	2
Décomptabilisation et remboursement	0	0	0	0
Transferts entre statuts	0	0	0	0
Autres variations	(0)	(4)	0	(4)
Solde au 31/12/2018	(0)	(6)	0	(6)

7.1.3.4 Variation des dépréciations pour pertes de crédit des prêts et créances à la clientèle au coût amorti

(en milliers d'euros)	Statut 1	Statut 2	Statut 3	TOTAL
Solde au 01/01/2018	(47 305)	(57 812)	(464 032)	(569 149)
Production et acquisition	(47 085)	(5 677)	0	(52 762)
Décomptabilisation et remboursement	2 882	18 332	78 576	99 790
Transferts entre statuts	4 922	(16 403)	(38 024)	(49 505)
Autres variations	44 103	(6 802)	(19 263)	18 039
Solde au 31/12/2018	(42 483)	(68 362)	(442 742)	(553 587)

7.1.3.5 Variation des provisions pour pertes de crédit des engagements de financement donnés

(en milliers d'euros)	Statut 1	Statut 2	Statut 3	TOTAL
Solde au 01/01/2018	4 317	2 268	3 421	10 006
Production	5 271	3 529	9 420	18 220
Décomptabilisation	(2 128)	(831)	(1 724)	(4 683)
Transferts entre statuts	(592)	1 684	0	1 092
Autres variations	(3 735)	(1 645)	(1 119)	(6 499)
Solde au 31/12/2018	3 133	5 005	9 998	18 136

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

7.1.3.6 Variation des provisions pour pertes de crédit des engagements de garantie donnés

(en milliers d'euros)	Statut 1	Statut 2	Statut 3	TOTAL
Solde au 01/01/2018	2 057	1 499	0	3 556
Production	1 206	172	46	1 424
Décomptabilisation	(449)	(214)	(2 473)	(3 136)
Transferts entre statuts	(89)	288	2 226	2 425
Autres variations	(1 635)	(515)	201	(1 949)
Solde au 31/12/2018	1 090	1 230	0	2 320

7.1.4 Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des

actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.1.5 Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe Banque Populaire Grand Ouest au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

(en milliers d'euros)	Exposition maximale au risque	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation	Garanties
Classe d'instruments financiers dépréciés (S3)				
Titres de dettes au coût amorti	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	0	0	0	2 451
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	794 462	-438 837	355 625	441 120
Titres de dettes - JVOCI R	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit - JVOCI R	0	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle - JVOCI R	0	0	0	0
Engagements de financement	0	9 998	-9 998	0
Engagements de garantie	41 295	0	41 295	0
Total	835 757			443 571

(1) Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI)

(2) Valeur brute comptable

(3) Valeur comptable au bilan

NOTES

7.1.6 Garanties reçues sur des instruments non soumis aux règles de dépréciation IFRS 9

(en milliers d'euros)	Exposition maximale au risque	Garanties
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Titres de dettes	12 500	0
Prêts	0	0
Dérivés de transaction	13 877	0
Total	26 377	0

7.1.7 Mécanismes de réduction du risque de crédit: actifs obtenus par prise de possession de garantie

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

(en milliers d'euros)	31/01/18	31/12/17
Actifs non courants détenus en vue de la vente	0	
Immobilisations corporelles	0	
Immeubles de placement	0	
Instruments de capitaux propres et de dettes	0	
Autres	0	
TOTAL DES ACTIFS OBTENUS PAR PRISE DE POSSESSION DE GARANTIE	0	

7.1.8 Encours restructurés

Réaménagements en présence de difficultés financières

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			31/12/17		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Encours restructurés dépréciés	95 949	0	95 949	81 040	0	81 040
Encours restructurés sains	55 823	0	55 823	82 370	0	82 370
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	151 772	0	151 772	163 410	0	163 410
Dépréciations	(34 709)	2	(34 708)	(31 650)	0	(31 650)
Garanties reçues	103 415	0	103 415	114 452	0	114 452

Analyse des encours bruts

en milliers d'euros	Exercice 2018			31/12/17		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Réaménagement : modifications des termes et conditions	104 312	0	104 312	121 169	0	121 169
Réaménagement : refinancement	47 460	0	47 460	42 241	0	42 241
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	151 772	0	151 772	163 410	0	163 410

NOTES

Zone géographique de la contrepartie

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			31/12/17		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
France	151 612	0	151 612	163 131	0	163 131
Autres pays	160	0	160	279	0	279
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	151 772	0	151 772	163 410	0	163 410

7.2 Risque de marché

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

7.3 Risque de taux d'intérêt global et risque de change

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.4 Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques.

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

(en milliers d'euros)	Inférieur à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2018
Caisse, banques centrales	217 279						217 279
Actifs financiers à la juste valeur par résultat							0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	35 952	10 655	20 290	323 962	16 312	907 411	1 314 582
Instruments dérivés de couverture							0
Titres au coût amorti	15 825	1 889	14 085	84 875	40 712		157 386
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	3 899 538	380	64 623	29 887	23 087		4 017 515
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	13 845 630	237 903	868 267	3 328 254	3 631 811		21 911 865
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							0
ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	18 014 224	250 827	967 265	3 766 978	3 711 922	907 411	27 618 627
Banques centrales							0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat							0
Instruments dérivés de couverture							0
Dettes représentées par un titre	3 744	95 052	34 235	196 966	60 500		390 497
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	603 684	294 083	1 586 507	3 019 564	1 701 082		7 204 920
Dettes envers la clientèle	12 912 906	366 336	1 057 550	2 618 236	587 407		17 542 435
Dettes subordonnées	2 024	228	1 175	7 451	1 637	7 325	19 840
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							0
PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	13 522 358	755 699	2 679 467	5 842 217	2 350 626	7 325	25 157 692
Engagements de financement donnés en faveur des ets de crédit			3 641				3 641
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 469 907	161 237	686 608	86 662	167 152		2 571 566
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	1 469 907	161 237	690 249	86 662	167 152	0	2 575 207
Engagements de garantie en faveur des ets de crédit	1 587						1 587
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	29 435	19 319	30 287	472 788	201 338		753 167
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	31 022	19 319	30 287	472 788	201 338	0	754 754

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

NOTE 8 AVANTAGES DU PERSONNEL

Principes comptables

Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

- Les avantages à court terme, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice sont comptabilisés en charges.
- Les avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel retraité se décompose en deux catégories : les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe BPCE se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe BPCE s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle suite à une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net.

- **Les autres avantages à long terme** comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent

notamment les primes pour médaille du travail.

Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges.

- **Les indemnités de cessation d'emploi** sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

(en milliers d'euros)	31/12/18	31/12/17
Salaires et traitements	(133 586)	(126 892)
dont charge représentée par des paiements sur base d'actions	0	0
Charges des régimes à cotisations définies	0	0
Charges des régimes à prestations définies	(15 759)	(36 488)
Autres charges sociales et fiscales	(61 173)	(56 096)
Intéressement et participation	(13 445)	(12 627)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(223 963)	(232 103)

8.1 Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes.

L'effectif moyen du personnel en activité dans le groupe au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 1 091 cadres et 2 254 non cadres, soit un total de 3 345 salariés.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Il s'élève à 3 912 milliers d'euros au titre de l'exercice 2018 contre 5 163 milliers d'euros au titre de l'exercice 2017. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie 6 « Informations sociales, environnementales et sociétales » du document de référence.

NOTES

8.2 Engagements sociaux

Le Groupe BPCE accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime de retraite des Banques Populaires, géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CAR-BP), concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire des Banques Populaires au 31 décembre 1993.

Les régimes de retraite gérés par la CAR-BP sont partiellement couverts par une couverture assurancielle, intervenant d'une part au titre des rentes versées au profit de bénéficiaires ayant dépassé un âge de référence et d'autre part au titre des engagements relatifs à des bénéficiaires d'âge moins élevé.

Les rentes des bénéficiaires ayant dépassé cet âge de référence sont gérées dans le cadre de l'actif général retraite de l'organisme assureur. Cet actif général est dédié aux engagements retraite de cet assureur et a une composition adaptée à des échéances de paiement tendanciuellement prévisibles. Sa composition est très majoritairement obligataire afin de permettre à l'assureur de mettre en œuvre la garantie en capital qu'il est contraint de donner sur un actif de ce type. Le pilotage actif/passif de ce fond est de la responsabilité de l'assureur.

Les autres engagements sont gérés dans le cadre d'un fonds diversifié constitutif d'une gestion en unités de compte, c'est-à-dire sans garantie particulière apportée par l'assureur. La gestion est effectuée selon une allocation stratégique toujours majoritairement tournée vers les produits de taux (60 %, dont plus de 95 % en obligations d'État) mais également ouverte aux actions (40 % dont 20% dans la zone Euro). Cette allocation est déterminée de manière à optimiser les performances attendues du portefeuille, sous contrainte d'un niveau de risque piloté et mesuré sur de nombreux critères. Les études actif/passif correspondantes sont reconduites chaque année et présentées à la Commission Technique, Financière et Risque CAR-BP et pour information au Comité de Suivi des Passifs Sociaux du Groupe BPCE. L'allocation relativement dynamique retenue est permise à la fois par l'horizon d'utilisation des sommes, ainsi que par les mécanismes de régulation propres au pilotage financier du dispositif.

Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

8.2.1 Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/18	31/12/17
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Dette actuarielle	73 512	32 841	12 366	5 166	123 885	76 654
Juste valeur des actifs du régime	(42 116)	(23 635)			(65 751)	(41 385)
Juste valeur des droits à remboursement						
Effet du plafonnement d'actifs						
SOLDE NET AU BILAN	31 396	9 206	12 366	5 166	58 134	35 269
Engagements sociaux passifs	31 396	9 206	12 366	5 166	58 134	35 269
Engagements sociaux actifs						

NOTES

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financière revues périodiquement et à minima une fois par an. Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture

répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Les excédents d'actifs de régime sont comptabilisés à l'actif ainsi que les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime.

8.2.2 Variation des montants comptabilisés au bilan

Variation de la dette actuarielle actuarielle

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/18	31/12/17
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<i>(en milliers d'euros)</i>						
DETTE ACTUARIELLE EN DÉBUT DE PÉRIODE	77 854	34 329	12 456	3 649	128 288	122 471
Coût des services rendus		1 946	859		2 805	2 417
Coût des services passés		(189)	(92)		(281)	1 361
Coût financier	1 003	496	140		1 639	1 441
Prestations versées	(3 167)	(1 327)	(563)		(5 057)	(5 614)
Autres		216	(848)	1 517	885	481
Ecarts de réévaluation - Hypothèses démographiques		467			467	1 305
Ecarts de réévaluation - Hypothèses financières	(2 426)	(2 033)			(4 459)	437
Ecarts de réévaluation - Effets d'expérience	(833)	(1 064)			(1 897)	(1 385)
Ecarts de conversion						
Autres	1 081		414		1 495	527
DETTE ACTUARIELLE EN FIN DE PÉRIODE	73 512	32 841	12 366	5 166	123 885	123 441

NOTES

Variation des actifs de couverture

	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/18	31/12/17
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
(en milliers d'euros)						
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN DÉBUT DE PÉRIODE	42 391	22 836			65 227	58 733
Produit financier	560	312			872	705
Cotisations reçues						3 100
Prestations versées	(659)	(55)			(714)	(986)
Autres						(10)
Ecarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	(1 234)	542			(692)	2 679
Ecarts de conversion						
Autres	1 058				1 058	
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PÉRIODE	42 116	23 635			65 751	64 221

Les prestations versées en trésorerie aux bénéficiaires faisant valoir leurs droits viennent éteindre à dues concurrence le montant provisionné à cet effet. Elles ont été prélevées à hauteur de 5 057 milliers d'euros sur les actifs de couverture des régimes.

Les rendements des actifs des régimes sont calculés en appliquant le

même taux d'actualisation que sur le passif brut (taux des obligations Corporate AA). L'écart entre le rendement réel à la clôture et ce produit financier ainsi calculé est un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi.

8.2.3 Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Charge des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

(en milliers d'euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Exercice 2018	31/12/17
Coût des services	(1 757)	(767)	(2 524)	3 778
Coût financier net	(627)	(140)	(767)	1 441
Autres (dont plafonnement par résultat)	(216)	(669)	(885)	481
TOTAL DE LA CHARGE DE L'EXERCICE	(2 600)	(1 576)	(4 176)	5 700

NOTES

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies

(en milliers d'euros)	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2018	31/12/17
ECARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN DÉBUT DE PÉRIODE	13 675	(1 722)	11 953	13 825
Ecarts de réévaluation générés sur l'exercice	(2 025)	(3 172)	(5 197)	(2 321)
Ajustements de plafonnement des actifs				
ECARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN FIN DE PÉRIODE	11 718	(4 896)	6 822	11 504

8.2.4 Autres informations

Principales hypothèses actuarielles

	31/12/18	31/12/17
	CAR-BP	CAR-BP
Taux d'actualisation	1,56%	1,32%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	14 ans	15 ans

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2018, une variation de 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle:

	31/12/18		31/12/17	
(en % et en milliers d'euros)	%	CAR-BP montant	%	CAR-BP montant
variation de + 0,5% du taux d'actualisation	(11,46)%	(8 188)	(6,73)%	(5 162)
variation de -0,5% du taux d'actualisation	0,92 %	65 729	7,55 %	0
variation de + 0,5% du taux d'inflation	6,65 %	4 751	6,99 %	0
variation de -0,5% du taux d'inflation	(5,60)%	(4 001)	(5,84)%	(66)

NOTES

Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versés aux bénéficiaires

	31/12/18	31/12/17
(en milliers d'euros)	CAR-BP	CAR-BP
N+1 à N+5	184 263	184 787
N+6 à N+10	177 693	180 893
N+11 à N+15	164 229	168 845
N+16 à N+20	143 477	149 200
> N+20	316 418	345 762

Ventilation de la juste valeur des actifs des régimes CAR-BP (y compris droits à remboursement)

	31/12/18		31/12/17	
	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs
(en % et en milliers d'euros)				
Trésorerie	5,40%	2 171	3,20%	1 324
Actions	39,30%	15 798	39,30%	16 264
Obligations	46,10%	18 531	46,10%	19 078
Immobilier				
Dérivés				
Fonds de placement	9,20%	3 698	9,20%	3 807
Total	100,00%	40 198	100,00%	40 475

NOTES

NOTE 9 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

L'essentiel

La présente note vise à présenter les principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe BPCE pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. A défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

Principes généraux

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une

contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

Juste valeur en date de la comptabilisation initiale

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe « Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) ».

Hiérarchie de la juste valeur

Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires);
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;

une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;

- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

NOTES

Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

Juste valeur de niveau 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
 - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
 - les volatilités implicites,
 - les « spreads » de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)**Instruments dérivés de niveau 2**

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;

- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

Instruments non dérivés de niveau 2

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

NOTES

Juste valeur de niveau 3

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE;
- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

Transferts entre niveaux de juste valeur

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 5.5.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit)

La marge dégagée lors de la comptabilisation initiale d'un instrument financier ne peut être reconnue en résultat qu'à la

condition que l'instrument financier puisse être évalué de manière fiable dès son initiation. Sont considérés comme respectant cette condition les instruments traités sur un marché actif et les instruments valorisés à partir de modèles reconnus utilisant uniquement des données de marché observables.

Pour les autres instruments, valorisés à l'aide de données non observables ou de modèles propriétaires, la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) est différée et étalée en résultat sur la période anticipée d'observabilité des paramètres de valorisation.

Lorsque les paramètres de valorisation utilisés deviennent observables ou que la technique de valorisation utilisée évolue vers un modèle reconnu et répandu, la part de la marge neutralisée à l'initiation de l'opération et non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

Dans les cas exceptionnels où la marge dégagée lors de la comptabilisation initiale est négative (« Day one loss »), la perte est prise immédiatement en résultat, que les paramètres soient observables ou non.

Au 31 décembre 2018, le groupe n'a aucun « Day one profit » à étaler.

JUSTE VALEUR DES TITRES DE BPCE

La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2018, la valeur nette comptable s'élève à 810 621 milliers d'euros pour les titres BPCE.

NOTES

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COUT AMORTI

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des crédits interbancaires

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir.

La composante taux d'intérêt est ainsi réévaluée, ainsi que la composante risque de crédit lorsque cette dernière est une donnée observable utilisée par les gestionnaires de cette clientèle ou les opérateurs de marché. À défaut, comme pour les crédits à la clientèle, la composante risque de crédit est figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des dettes

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture. Le spread de crédit propre n'est généralement pas pris en compte.

NOTES

9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers**9.1.1 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers**

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2018			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
<i>(en milliers d'euros)</i>				
ACTIFS FINANCIERS				
Instruments de dettes	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	13 877	0	13 877
Dérivés de taux	0	10 693	0	10 693
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	3 184	0	3 184
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	13 877	0	13 877
Instruments de dettes	0	0	12 500	12 500
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	12 500	12 500
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	0	0	12 500	12 500
Instruments de capitaux propres	0	197 961	0	197 961
Actions et autres titres de capitaux propres	0	197 961	0	197 961
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	197 961	0	197 961
Instruments de dettes	401 074	6 097	0	407 171
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	401 074	6 097	0	407 171
Instruments de capitaux propres	0	36 587	870 824	907 411
Actions et autres titres de capitaux propres	0	36 587	870 824	907 411
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	401 074	42 684	870 824	1 314 582
Dérivés de taux	0	68 848	0	68 848
Dérivés de change	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	68 848	0	68 848

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

(en milliers d'euros)

	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
PASSIFS FINANCIERS				
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0
- Dérivés de taux	0	0	0	0
- Dérivés actions	0	0	0	0
- Dérivés de change	0	0	0	0
- Dérivés de crédit	0	0	0	0
- Autres dérivés	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	15 661	0	15 661
Dérivés de taux	0	12 477	0	12 477
Dérivés de change	0	3 184	0	3 184
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	15 661	0	15 661
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	85 144	0	85 144
Dérivés de change	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	85 144	0	85 144

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

9.1.2 Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

Au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)

	01/01/2018	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		Evénements de gestion de la période	Transferts de la période		Autres variations	31/12/2018	
		Au compte de résultat			vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau			
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements				
ACTIFS FINANCIERS									
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres									0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0

voir suite page 93

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2018
	Au compte de résultat			Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau			
	01/01/2018	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture					en capitaux propres		
<i>(en milliers d'euros)</i>										
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	8 394	0	(1 337)	0	0	5 443	0	0	0	12 500
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	8 394	0	(1 337)	0	0	5 443	0	0	0	12 500
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	8 394	0	(1 337)	0	0	5 443	0	0	0	12 500
Instruments de capitaux propres	4 790	0	0	0	0	0	0	0	(4 790)	0
Actions et autres titres de capitaux propres	4 790	0	0	0	0	0	0	0	(4 790)	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	4 790	0	0	0	0	0	0	0	(4 790)	0
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	849 843	0	0	(34 589)	27 022	6 559	(1 617)	0	25 356	872 574
Actions et autres titres de capitaux propres	849 843	0	0	(34 589)	27 022	6 559	(1 617)	0	25 356	872 574
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	849 843	0	0	(34 589)	27 022	6 559	(1 617)	0	25 356	872 574
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Événements de gestion de la période		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2018
	Au compte de résultat			Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau			
	01/01/2018	Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture					en capitaux propres		
<i>(en milliers d'euros)</i>										
PASSIFS FINANCIERS										
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

NOTES

Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Exercice 31/12/2018							
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3	niveau 3
(en milliers d'euros)	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1	niveau 2
ACTIFS FINANCIERS							
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Autres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction*		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0

voir suite page 96

NOTES

Exercice 31/12/2018							
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3	niveau 3
(en milliers d'euros)	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1	niveau 2
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard		0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture		0	0	0	0	0	0

NOTES

Exercice 31/12/2018

	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3	niveau 3
(en milliers d'euros)	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1	niveau 2
PASSIFS FINANCIERS							
Dettes représentées par un titre		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction*		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0	0	0	0	0	0

* hors couverture économique

9.1.3 Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses

Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en « Juste valeur par capitaux propres ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE SA sont décrites dans la note 10 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux de croissance à l'infini et le taux d'actualisation figurent parmi les paramètres les plus significatifs.

Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 8 235 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Le titre étant déprécié durablement, ce montant serait enregistré en dépréciation complémentaire au compte de résultat. Ce montant affecterait

négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 8 741 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 21 439 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 20 243 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Le titre étant déprécié durablement, ce montant serait enregistré en dépréciation complémentaire au compte de résultat. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

NOTES

9.2 Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 9.1.

	31/12/18			
	Cotation sur un marché actif	Techniques de valorisation utilisant des données observables	Techniques de valorisation utilisant des données non observables	TOTAL
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
(en milliers d'euros)				
ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	121 245	1 988 064	24 434 698	26 544 007
Prêts et créances sur les établissements de crédit	0	1 464 105	2 526 569	3 990 674
Prêts et créances sur la clientèle	0	487 818	21 908 129	22 395 947
Titres de dettes	121 245	36 141	0	157 386
Autres	0	0	0	0
PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	0	11 882 815	13 568 623	25 451 438
Dettes envers les établissements de crédit	0	49 950	7 255 649	7 305 599
Dettes envers la clientèle	0	11 464 628	6 312 974	17 777 602
Dettes représentées par un titre	0	348 397	0	348 397
Dettes subordonnées	0	19 840	0	19 840

NOTES

NOTE 10 IMPÔTS

10.1 Impôts sur le résultat

Principes comptables

Les impôts sur le résultat regroupent :

- les impôts courants qui sont calculés sur la base des bénéfices imposables sur la période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur.
- les impôts différés (voir 10.2)

(en milliers d'euros)	31/12/18	31/12/17
Impôts courants	(12 037)	(10 851)
Impôts différés	(11 883)	(5 102)
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	(23 920)	(15 953)

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

(en milliers d'euros)	Exercice 2018
Résultat net (part du groupe)	82 195
Variations de valeur des écarts d'acquisition	
Participations ne donnant pas le contrôle	7 969
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	
Impôts	23 920
RÉSULTAT COMPTABLE AVANT IMPÔTS ET VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION (A)	114 084
Taux d'imposition de droit commun français (B)	34,43%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	(39 279)
Effet de la variation des impôts différés non constatés	
Effet des différences permanentes	9 509
Impôts à taux réduit et activités exonérées	67
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	0
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	(3 278)
Effet des changements de taux d'imposition	
Autres éléments	9 061
CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔTS COMPTABILISÉE	(23 920)
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT RAPPORTÉE AU RÉSULTAT TAXABLE)	21%

NOTES

10.2 Impôts différés

Principes comptables

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou

une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Plus-values latentes sur OPCVM	0	0
GIE Fiscaux	0	0
Provisions pour passifs sociaux	10 680	10 146
Provisions pour activité d'épargne-logement	5 741	5 970
Dépréciation non déductible au titre du risque de crédit	25 253	28 609
Autres provisions non déductibles	3 755	4 419
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	0	0
Autres sources de différences temporelles	(22 948)	(11 537)
Impôts différés liés aux décalages temporels	22 481	37 607
Impôts différés liés à l'activation des pertes fiscales reportables	0	0
Impôts différés sur retraitements et éliminations de consolidation	0	0
Impôts différés non constatés par prudence	0	0
IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS	22 481	37 607
Comptabilisés		
A l'actif du bilan	22 481	40 784
Au passif du bilan	0	3 177

NOTES

NOTE III AUTRES INFORMATIONS

III.1 Informations sur les opérations de location de financement et location simple

Principes comptables

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

Contrats de location-financement

Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location ayant en substance pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Il s'analyse comme une acquisition d'immobilisation par le locataire financée par un crédit accordé par le bailleur.

La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option sera levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ; et
- les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur peut résilier le contrat de location et si les pertes subies par le bailleur relatives à la résiliation sont à la charge du preneur;
- les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du

preneur ; et

- le preneur a la faculté de poursuivre la location pour une deuxième période moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À l'activation du contrat, la créance de location-financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Conformément à la norme IAS 17, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat (calcul d'un nouveau plan d'amortissement) et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations sur les opérations de location-financement sont déterminées conformément à IFRS 9 selon la même méthode que celle décrite pour les actifs financiers au coût amorti (note 4.1.10) et sont comptabilisées en Coût du risque de crédit.

Les revenus des contrats de location-financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Les revenus du contrat de location-financement sont reconnus en résultat par le biais du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentée de la valeur résiduelle non garantie ;
- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux c'est-à-dire les coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Dans les comptes du locataire, les contrats de crédit-bail et de location avec option d'achat se traduisent par l'acquisition d'une immobilisation financée par emprunt.

NOTES

Contrats de location simple

Un contrat qui n'est pas qualifié de location financement est classé par défaut en contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

III.1.1 Opérations de location en tant que bailleur

(en milliers d'euros)	31/12/18				01/01/18			
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
Location financement								
Investissement brut	178 521	855 307	343 692	1 377 520	232 326	567 672	60 104	860 102
Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir	168 033	839 157	341 176	1 348 366	221 578	551 352	57 672	830 601
Produits financiers non acquis	10 404	16 150	2 516	29 070	10 748	16 320	2 433	29 501
Location simple								
Paiements minimaux à recevoir au titre des contrats non résiliables	2 595	5 190	0	7 785	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/18			01/01/18		
	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total
Location financement						
Valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur	0	17 612	17 612	0	17 312	17 312

Loyers conditionnels de la période constatés en produits

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Location financement	0	0
Location simple	0	0

III.1.2 Opérations de location en tant que preneur

Immobilisations par catégorie

(en milliers d'euros)	31/12/18			01/01/18		
	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total
Location financement						
Valeur nette comptable	0	0	0			0

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

Paiements minimaux futurs

Preneur (en milliers d'euros)	31/12/18				01/01/18			
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
Location simple								
Paiements minimaux futurs à payer au titre des contrats non résiliables	5 461	10 922	0	16 383	-7 591	-21 635	-8 954	-38 180
Paiements minimaux futurs à recevoir au titre des contrats de sous location non résiliables				0				0

Montants comptabilisés en résultat net

(en milliers d'euros)	31/12/18	01/01/18
Location simple		
Paiements minimaux	-9 656	-10 305
Loyers conditionnels inclus dans les charges de la période	0	
Produits des sous location	0	

III.2 Transactions avec les parties liées

Transactions avec les sociétés consolidées

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Dans ces conditions, figurent dans les transactions avec les parties liées les opérations réciproques avec :

- l'organe central BPCE ;
- les co-entreprises qui sont mises en équivalence ;
- les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées) ;
- les autres parties liées correspondent aux entités contrôlées par les Banques Populaires prises dans leur ensemble (tel que BPCE Achats) et les centres informatiques (tels que I-BP).

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

(en milliers d'euros)	31/12/18		01/01/18	
	BPCE	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	BPCE	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable
Crédits	1 939 965		1 028 255	
Autres actifs financiers	842 820	35 826	801 330	14 296
Autres actifs	18 354		17 731	
TOTAL DES ACTIFS AVEC LES ENTITÉS LIÉES	2 801 139	35 826	1 847 316	14 296
Dettes	5 047 587		3 440 828	
Autres passifs financiers				
Autres passifs	0		2 047	
TOTAL DES PASSIFS ENVERS LES ENTITÉS LIÉES	5 047 587	0	3 442 875	0
Intérêts, produits et charges assimilés	165		-1 714	1
Commissions	-610		25	
Résultat net sur opérations financières	18 543	1 026	18 863	218
Produits nets des autres activités				
TOTAL DU PNB RÉALISÉ AVEC LES ENTITÉS LIÉES	18 098	1 026	17 174	219
Engagements donnés	211 935		60 856	
Engagements reçus				
Engagements sur instruments financiers à terme				
TOTAL DES ENGAGEMENTS AVEC LES ENTITÉS LIÉES	211 935	0	60 856	0

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 12 - Périmètre de consolidation.

III.3 Intérêts dans les entités structurées non consolidées

III.3.1 Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées

Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans

lesquelles le Groupe Banque Populaire Grand Ouest détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur/structureur/arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;
- ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non

NOTES

significatif pour le groupe Banque Populaire Grand Ouest.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe Banque Populaire Grand Ouest à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créances, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Gestion d'actifs

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou Asset Management) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les hedge funds etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

Titrisation

Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation

du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou « commercial paper »).

Financements (d'actifs) structurés

Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédiés appelés en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

Autres activités

Il s'agit d'un ensemble regroupant le restant des activités.

3.2 Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées

Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités

NOTES

structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour

apprécier l'exposition maximale au risque de perte.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

Au 31 décembre 2018

	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	4 583	0	0
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	4 583	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	1 020	0	19 187
Actifs financiers au coût amorti	0	0	0	0
Placements des activités d'assurance	0	0	0	0
Actifs divers	0	0	0	0
Total actif	0	5 603	0	19 187
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0
Total passif	0	0	0	0
Engagements de financement donnés	0	0	0	0
Engagements de garantie donnés	0	0	0	0
Garantie reçues	0	0	0	0
Notionnel des dérivés	0	0	0	0
Exposition maximale au risque de perte	0	5 603	0	19 187
Taille des entités structurées	0	0	0	976 891

NOTES

Au 1^{er} janvier 2018

	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Instruments dérivés de transaction				
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique				
Instruments financiers classés en juste valeur sur option				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			4 219	4 715
Actifs financiers au coût amorti				
Placements des activités d'assurance				
Actifs divers				
Total actif			4 219	4 715
Passifs financiers à la juste valeur par résultat				
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance				
Provisions				
Total passif				
Engagements de financement donnés				
Engagements de garantie donnés				
Garantie reçues				
Notionnel des dérivés				
Exposition maximale au risque de perte				
Taille des entités structurées			2 613	877 551

NOTES

III.3 Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le groupe Banque Populaire Grand Ouest n'est pas sponsor d'entités structurées.

III.4 Honoraires des commissaires aux comptes

	BPGO	
	Exercice 2018	Exercice 2017
<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant (HTR)	Montant (HTR)
Audit		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	562	476
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaires aux comptes (exclusivement RSE)	17	20
TOTAL	579	496

NOTE 12 DÉTAIL DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

12.1 Opération de titrisation

Principes comptables

La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société ad hoc qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10 et rappelés en 3.2.1.

Opération de titrisation interne au Groupe BPCE

En 2018, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 29 octobre 2018.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers (47 397 milliers d'euros) à BPCE Home Loans FCT 2018 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (42 100 milliers d'euros). Cette opération, malgré un placement sur le marché, n'est pas déconsolidante puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles. Ils conservent ainsi le contrôle au sens d'IFRS 10.

NOTES

Elle prolonge les opérations BPCE Master Home Loans et BPCE Home Loans FCT 2017_5, toujours en vie, basée sur une cession de prêts immobiliers et complète ainsi le dispositif de refinancement du Groupe BPCE.

12.2 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018

Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit « CRR »), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter du 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentielle. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 millions d'euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier, le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées. Selon le principe de la significativité ascendante, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le

Les participations suivantes ont été exclues du périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif :

Etablissements	Activité	Nationalité	% contrôle	% intérêt
SA Grand Ouest Gestion d'Actifs	société de gestion SCPI	F	99,99	99,99
SAS Ouest Croissance Gestion	société de gestion SCR	F	69,85	69,85
SAS GOPI	société holding immobilière	F	100	100
SARL Espace transaction conseil	société de conseil	F	100	100
SCI Vigneau	société civile immobilière	F	100	100
SAS Proximea	société de conseil	F	100	100
EURL Grand Ouest Plus	holding	F	100	100

pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.

Le périmètre de consolidation intègre les entités suivantes :

Entités consolidantes :

- La Banque Populaire Grand Ouest,
- Les Sociétés de Caution Mutuelle (SOCAMI Ouest, SOCAMI Atlantique, SOCAMA Ouest, SOCAMA Atlantique),

La méthode retenue est la méthode par intégration globale sans intérêts minoritaires.

Filiales :

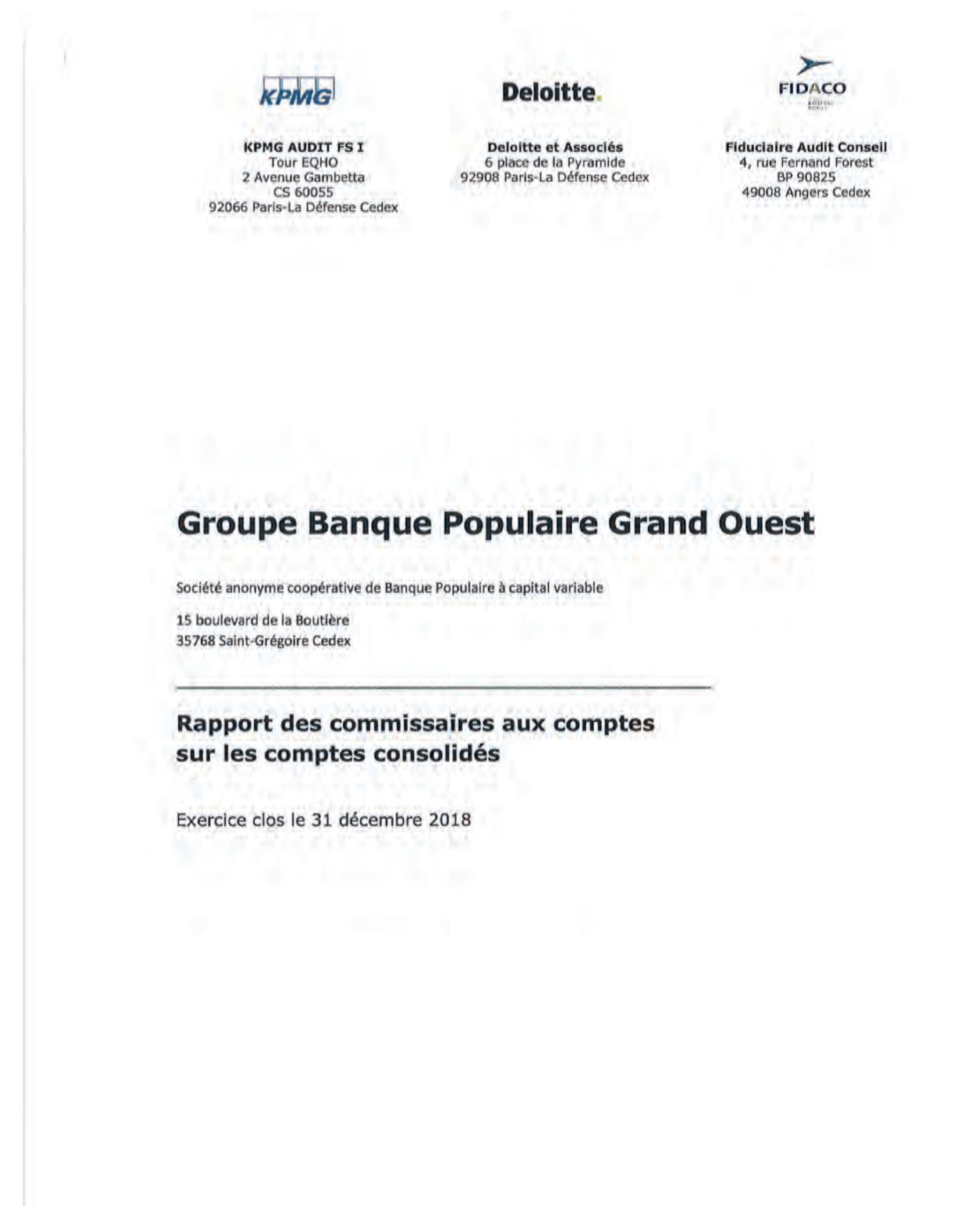
- La SCI Polaris Siège Banque Populaire Grand Ouest Saint-Grégoire détenue à 100% par la Banque Populaire Grand Ouest (méthode intégration globale).
- La SA Ouest Croissance, société de capital risque, détenue à 60% par la Banque Populaire Grand Ouest (méthode mise en équivalence en 2017, méthode intégration globale en 2018).

Entités structurées :

- Quote-part ou "silo" FCT « BPCE Master Home Loans », FCT « BPCE Master Home Loans Demut »
- Quote-part ou "silo" FCT « BPCE Consumer Loans », FCT « BPCE Master Consumer Loans Demut »

NOTES

3.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS.





KPMG AUDIT FS I
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex



Deloitte et Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex



Fiduciaire Audit Conseil
4, rue Fernand Forest
BP 90825
49008 Angers Cedex

Groupe Banque Populaire Grand Ouest

15 boulevard de la Boutière
35768 Saint-Grégoire Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale des sociétaires

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du Groupe Banque Populaire Grand Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les changements de méthode comptable relatifs à la première application des normes IFRS 9 sur les instruments financiers et IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, exposés dans la partie 5.1.6 ainsi que dans la note 2.2 en partie 5.1.7 de l'annexe des comptes consolidés.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.



Incidence de la 1^{ère} application d'IFRS 9 dans les comptes consolidés

Risque identifié	Notre réponse
<p>L'application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » à partir du 1^{er} janvier 2018 a introduit des modifications significatives dans les règles de classement et d'évaluation ainsi que de dépréciation des actifs financiers, se traduisant par des impacts financiers et opérationnels.</p> <p>Classement et évaluation</p> <p>Selon la norme IFRS 9, la classification d'un actif financier résulte du modèle de gestion (modèle de collecte, modèle de vente, modèle mixte) et des caractéristiques des flux contractuels basiques. En fonction du modèle de gestion retenu et des caractéristiques de ses flux, ainsi que de sa nature (instruments de dettes ou de capitaux propres), l'actif financier est évalué soit au coût amorti, soit à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat. Au regard de ces critères, les instruments financiers en stock au 1^{er} janvier 2018 ont fait l'objet d'une analyse afin de les classer et de les évaluer selon les modalités prévues par cette nouvelle norme.</p> <p>Provision pour pertes de crédit attendues (statuts 1 et 2)</p> <p>En complément des modalités de dépréciations au titre du risque de crédit avéré (statut 3), les nouvelles règles de dépréciation des pertes attendues imposent la constitution de provisions estimées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> Statut 1 matérialisant une perte attendue à 1 an à partir de la comptabilisation initiale d'un actif financier ; Statut 2 matérialisant une perte attendue à maturité, en cas de dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale <p>L'estimation de ces pertes de crédit attendues requiert l'exercice de jugement notamment pour définir :</p> <ul style="list-style-type: none"> certaines paramètres de calcul des pertes de crédit attendues à savoir notamment la probabilité de défaut et le taux de perte en cas de défaut. Ces modèles sont déterminés sur la base de modèles développés en interne tenant compte des spécificités sectorielles ; les critères de dégradation du risque de crédit ; les modalités de prise en compte des projections macro-économiques à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure de pertes attendues. <p>Ces éléments de paramétrages sont intégrés à différents modèles développés par le groupe BPCE pour chaque typologie de portefeuille de crédits afin de déterminer le montant des pertes de crédits attendues que le groupe Banque Populaire Grand Ouest comptabilise dans ses comptes consolidés.</p> <p>Compte tenu du périmètre de cette norme, de la complexité de sa mise en œuvre et de l'importance des estimations comptables du volet « dépréciation », nous avons considéré que la première application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 constituait un point clé de notre audit de l'exercice 2018.</p> <p><i>Les incidences de la première application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 sont détaillées dans la section « 5.1.6. Première application d'IFRS 9 » de l'annexe ; les options retenues sont décrites en note 2.2 et les principes comptables en note 2.5.1.</i></p> <p><i>L'impact de la première application de la norme IFRS 9 sur les capitaux propres d'ouverture lié à la mise en place du nouveau modèle de dépréciation est de - 87 039 milliers d'euros avant impôts.</i></p>	<p>Classement et évaluation</p> <p>S'agissant des impacts de première application, nos principaux travaux ont consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> la prise de connaissance critique de la validation des analyses réalisées par les auditeurs du groupe BPCE pour déterminer la classification des actifs financiers, l'obtention et la revue de la documentation relative aux modèles de gestion et la vérification du respect de ceux-ci, la vérification sur base d'échantillons de contrats, de la qualité des analyses effectuées et conduisant au classement des contrats dans les nouvelles catégories prévues par la norme. <p>Nous avons également pris connaissance et apprécié le dispositif de contrôle interne mis en œuvre pour documenter les analyses et la conformité des modèles de gestion avec les dispositions de la norme.</p> <p>Provision pour pertes de crédit attendues (statuts 1 et 2)</p> <p>Nos travaux ont consisté principalement en une prise de connaissance critique des conclusions des travaux réalisés par les auditeurs de la consolidation du groupe BPCE, qui avec leurs experts et spécialistes, ont procédé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> la revue de la segmentation des portefeuilles de crédits et la cartographie des modèles de calcul des dépréciations par périmètre ; la réalisation d'une analyse de conformité des méthodes de calcul et modalités de calibrage avec les dispositions de la norme IFRS 9, notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> les critères de dégradation significative du risque de crédit (variation de la notation et de la probabilité de défaut depuis la comptabilisation initiale, ...) les calculs de pertes attendues (revue des modèles, du calibrage des PD, LGD, de la prise en compte des garanties, des hypothèses de données prospectives (forward looking), des modalités d'actualisation au TIE, des modalités de backtesting, ...) la réalisation de contre calculs avec leurs propres outils ; la réalisation de contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles embarqués au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9. <p>Enfin, nos travaux de contrôles ont également porté sur la revue des chiffrages d'impact, du processus de consolidation des données et de l'information financière au titre de la première application au 1^{er} janvier 2018.</p>



Risque de crédit : dépréciation des prêts et créances dans les comptes consolidés (statuts 1, 2 et 3)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le groupe Banque Populaire Grand Ouest est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, le groupe Banque Populaire Grand Ouest constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques attendus (encours en statuts 1 et 2) ou avérés (encours en statut 3) de pertes.</p> <p>Les dépréciations pour pertes attendues (statuts 1 et 2) sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par le groupe BPCE, intégrant différents paramètres (la probabilité de défaut, le taux de perte en cas de défaut, informations prospectives...), complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales ou d'événements spécifiques.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts, dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours en statuts 1 et 2 que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en statut 3.</p> <p>En particulier dans le contexte de la première année d'application d'IFRS 9, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2018.</p> <p><i>Les expositions aux risques de crédit et de contrepartie représentent plus de 92% du total bilan du groupe Banque Populaire Grand Ouest au 31 décembre 2018 (77% pour les seuls prêts et créances).</i></p> <p><i>Les encours bruts de prêts et créances à la clientèle s'élevaient à 22 444 592 milliers d'euros. Le stock des dépréciations sur les encours de crédits et assimilés s'élève à 549 683 milliers d'euros dont 42 483 milliers d'euros au titre du statut 1, 68 362 milliers d'euros au titre du statut 2 et 442 742 milliers d'euros au titre du statut 3. Le coût du risque sur l'exercice 2018 s'élève à 47 225 milliers d'euros. Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 5.5 et 7.1 de l'annexe.</i></p>	<p>Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2</p> <p>Dans la continuité des diligences réalisées dans le cadre de la 1^{ère} application d'IFRS 9, nos travaux ont principalement consisté :</p> <ul style="list-style-type: none"> à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits, en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : <ul style="list-style-type: none"> se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère approprié des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des nouvelles règles IFRS 9, ont apprécié la pertinence de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2018, ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits. <p>Par ailleurs, nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles complémentaires comptabilisées aux bornes du groupe Banque Populaire Grand Ouest.</p> <p>Dépréciation des encours de crédit en statut 3</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p> <p>Nous avons également apprécié la pertinence l'information détaillée en annexe requise par la nouvelle norme IFRS 9 au titre du volet « dépréciation » au 31 décembre 2018.</p>

3 ÉTATS FINANCIERS



Fusion informatique

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au cours de l'exercice 2018, la Banque Populaire Grand Ouest a procédé à la fusion informatique des entités ex-Banque Populaire Atlantique, ex-Banque Populaire de l'Ouest, ex-Crédit Maritime Atlantique et ex-Crédit Maritime Bretagne Normandie.</p> <p>Cette opération s'est déroulée en date du 16 septembre 2018 avec l'appui des collaborateurs et intervenants du Groupe.</p> <p>Nous avons considéré que cette fusion informatique constituait un point clé de l'audit au regard du caractère exceptionnel et non récurrent de cette opération, ainsi que de son importance pour l'élaboration de l'information financière de la Banque Populaire Grand Ouest compte tenu de l'importance des systèmes d'information dans l'environnement bancaire.</p>	<p>Nos travaux d'audit de la fusion informatique se sont appuyés sur l'intervention de nos spécialistes informatiques.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif de contrôle mis en place par la Banque Populaire Grand Ouest afin d'assurer la fiabilité du processus de fusion informatique. Dans ce cadre, des diligences de revue ciblée du projet de fusion informatique ont été réalisées, par entretien et analyse de documents, selon les axes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • organisation du projet ; • paramétrages et développements ; • fusion de données / recettes statiques ; • interfaces / recettes dynamiques ; • habilitations ; • modalité de validation du passage en production sur le nouveau système ; • formation des utilisateurs. <p>Par ailleurs, nous avons également revu les principaux indicateurs opérationnels comptables post-fusion informatique afin de nous assurer de l'absence de dysfonctionnement significatif du nouvel environnement informatique fusionné.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Populaire Grand Ouest par votre assemblée générale du 28 avril 1997 pour le cabinet KPMG, lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1978 pour le cabinet Deloitte et Associés, et du 14 avril 2003 pour le cabinet Fidaco.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG était dans la 22^{ème} année de sa mission sans interruption, le cabinet Deloitte et Associés dans la 40^{ème} année, et le cabinet Fidaco dans la 16^{ème} année.

3 ÉTATS FINANCIERS



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

3 ÉTATS FINANCIERS



Deloitte.



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

3 ÉTATS FINANCIERS



Deloitte.



Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense et Angers, le 26 avril 2019

Les commissaires aux comptes

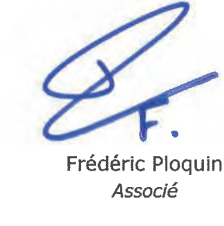
KPMG Audit FS I

Deloitte et Associés

Fidaco
Fiduciaire Audit Conseil

Marie-Christine Jolys
Associée


Charlotte Vandeputte
Associée


Frédéric Ploquin
Associé

3 ÉTATS FINANCIERS

3.4 COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2018

3.4.1 Bilan et hors bilan

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
CAISSES, BANQUES CENTRALES		217 279	211 675
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES	3.3	398 508	369 217
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	3.1	3 936 435	3 189 233
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	3.2	19 252 847	17 808 001
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	3.3	2 070 475	2 113 064
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	3.3	12 492	7 367
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME	3.4	868 423	830 034
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES	3.4	10 050	4 521
OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLES	3.5	652 849	613 312
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.6	538	1 128
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.6	163 202	172 491
AUTRES ACTIFS	3.8	208 084	146 851
COMPTES DE RÉGULARISATION	3.9	117 135	131 558
TOTAL DE L'ACTIF		27 908 316	25 598 452

HORS BILAN (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4,1	2 575 208	2 295 857
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4,1	732 584	786 931
ENGAGEMENTS SUR TITRES		919	965

3 ÉTATS FINANCIERS

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
BANQUES CENTRALES			
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	3.1	7 148 909	5 861 070
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	3.2	17 555 144	16 626 570
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	3.7	353 536	351 681
AUTRES PASSIFS	3.8	116 939	89 361
COMPTES DE RÉGULARISATION	3.9	370 022	344 191
PROVISIONS	3.10	207 742	187 744
DETTES SUBORDONNÉES	3.11	7 325	7 327
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)			
Capital souscrit		1 033 252	1 021 352
Primes d'émission		357 772	357 771
Réserves		453 653	409 816
Ecart de réévaluation		0	
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	
Report à nouveau		48 000	37 610
Résultat de l'exercice (+/-)		52 971	69 179
TOTAL DU PASSIF		27 908 316	25 598 452

HORS BILAN (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		0	166
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		2 195 673	2 145 897
ENGAGEMENTS SUR TITRES		919	965

ÉTATS FINANCIERS

4.2 Compte de résultat

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2018	Exercice 2017
Intérêts et produits assimilés	5.1	506 880	523 782
Intérêts et charges assimilées	5.1	(245 158)	(259 762)
Produits sur opérations de crédit bail et de locations simples	5.2	258 363	247 000
Charges sur opérations de crédit bail et de locations simples	5.2	(269 573)	(241 975)
Revenus des titres à revenu variable	5.3	22 214	34 539
Commissions (produits)	5.4	300 380	291 116
Commissions (charges)	5.4	(52 157)	(59 274)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.5	1 498	1 571
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.6	(290)	(2)
Autres produits d'exploitation bancaire	5.7	14 867	13 573
Autres charges d'exploitation bancaire	5.7	(19 039)	(10 041)
PRODUIT NET BANCAIRE		517 985	540 528
Charges générales d'exploitation	5.8	(382 555)	(425 173)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		(16 845)	(19 955)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		118 584	95 400
Coût du risque	5.9	(79 975)	(36 337)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		38 610	59 063
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.10	(5 679)	21 605
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		32 930	80 668
Résultat exceptionnel	5.11	-38	-69
Impôt sur les bénéfices	5.12	-11 650	-11 420
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		31 729	0
RESULTAT NET		52 971	69 179

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

4.3 Notes annexes aux comptes individuels annuels

NOTE 1 CADRE GÉNÉRAL.....227

1.1 LE GROUPE BPCE.....	227
1.2 MÉCANISME DE GARANTIE.....	227
1.3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS.....	228
1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	228

NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES..... 228

2.1 METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION APPLIQUEES.....	228
2.2 CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES.....	228
2.3 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION.....	228
2.3.1 Opérations en devises.....	228
2.3.2 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle.....	229
2.3.3 Opérations de crédit-bail et de locations simples.....	230
2.3.4 Titres.....	230
2.3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles.....	232
2.3.6 Dettes représentées par un titre.....	233
2.3.7 Dettes subordonnées.....	233
2.3.8 Provisions.....	233
2.3.9 Fonds pour risques bancaires généraux.....	234
2.3.10 Instruments financiers à terme.....	235
2.3.11 Intérêts et assimilés – Commissions.....	236
2.3.12 Revenus des titres.....	236
2.3.13 Impôt sur les bénéfices.....	236
2.3.14 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire.....	236

NOTE 3 INFOMATIONS SUR LE BILAN..... 237

3.1 OPERATIONS INTERBANCAIRES.....	237
3.2 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE.....	238
3.2.1 Opérations avec la clientèle.....	238
3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique.....	239
3.3 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE.....	240
3.3.1 Portefeuille titres.....	240
3.3.2 Evolution des titres d'investissement.....	241
3.3.3 Reclassements d'actifs.....	241
3.4 PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES, AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME.....	242
3.4.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.....	242
3.4.2 Tableau des filiales et participations.....	242
3.5 OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLES.....	243
3.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES.....	243
3.6.1 Immobilisations incorporelles.....	243
3.6.2 Immobilisations corporelles.....	244

NOTES

NOTE 3 INFOMATIONS SUR LE BILAN.....	237
3.7 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE.....	244
3.8 AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS.....	244
3.9 COMPTES DE REGULARISATION.....	245
3.10 PROVISIONS.....	245
3.10.1 Tableau de variations des provisions.....	245
3.10.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie.....	246
3.10.3 Provisions pour engagements sociaux.....	246
3.10.4 Provisions PEL / CEL.....	249
3.11 DETTES SUBORDONNÉES.....	250
3.12 FONDOS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX.....	250
3.13 CAPITAUX PROPRES.....	250
3.14 DURÉE RÉSIDUELLE DES EMPLOIS ET RESSOURCES.....	251
NOTE 4 INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN ET OPÉRATIONS ET ASSIMILÉES.....	252
4.1 ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS.....	252
4.1.1 Engagements de financement.....	252
4.1.2 Engagements de garantie.....	252
4.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan.....	253
4.2 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME.....	254
4.2.1 Instruments financiers et opérations de change à terme.....	254
4.2.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré.....	255
4.2.3 Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme.....	256
4.3 VENTILATION DU BILAN PAR DEVISE.....	256
4.4 OPÉRATIONS EN DEVISES.....	256
NOTE 5 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT.....	257
5.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILÉS.....	257
5.2 PRODUITS ET CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATIONS ASSIMILÉES.....	257
5.3 REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE.....	258
5.4 COMMISSIONS.....	258
5.5 GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION.....	258
5.6 GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS.....	259
5.7 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE.....	259
5.8 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION.....	259
5.9 COUT DU RISQUE.....	260
5.10 GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS.....	261
5.11 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL.....	261
5.12 IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES.....	261
5.12.1 Détail des impôts sur le résultat 2018.....	261
NOTE 6 Autres informations.....	262
6.1 CONSOLIDATION.....	262
6.2 RÉMUNÉRATIONS.....	262
6.3 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	262
6.4 IMPLANTATIONS DANS LES PAYS NON COOPÉRATIFS.....	262

NOTES

NOTE 1 CADRE GÉNÉRAL**1.1 Le Groupe BPCE**

Le Groupe BPCE⁽¹⁾ dont fait partie l'entité Banque Populaire Grand Ouest comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE, dont Natixis, société cotée détenue à 70,7825 % sont organisées autour de trois grands pôles :

- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BPCE International et les activités Assurance de Natixis) ;
- la Banque de Grande Clientèle ;
- et la Gestion d'actifs et de fortune.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds réseau Caisse d'Épargne fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

⁽¹⁾ L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE.

NOTES

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossement.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 Événements significatifs

Impact en résultat du changement d'estimation comptable sur le risque de crédit portant sur les engagements non douteux inscrits au bilan ou au hors bilan.

A compter du 1er janvier 2018, les modalités d'estimation des engagements non douteux présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale sont alignées avec celles de la norme IFRS 9 retenue pour les comptes consolidés. L'impact du changement de modalités de calcul se traduit par une charge de 39 637 milliers d'euros en compte de résultat au poste Coût du risque.

Opérations de titrisation 2018

Au 31 décembre 2018, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 29 octobre 2018.

Cette opération s'est traduite pour la Banque Populaire Grand Ouest par une cession de prêts immobiliers (47 397 milliers d'euros) à BPCE Home Loans FCT 2018 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (42 100 milliers d'euros). Cette opération, malgré un placement sur le marché, n'est pas déconsolidante puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles.

Cette opération prolonge les opérations de titrisation mises en place en 2014 (BPCE Master Home Loans/BPCE Master Home Loans Demut), en 2016 (BPCE Consumer Loans FCT 2016_5) et en 2017 (BPCE Home Loans 2017_5).

1.4 Événements postérieurs à la clôture

Néant

NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Banque Populaire Grand Ouest sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2018.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2018 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *pro rata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en

NOTES

devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.2 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à

taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen 575-2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension

NOTES

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. A compter du 1er janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.3 Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette

catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.4 Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de

NOTES

titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec

l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le

NOTES

contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou

jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1er juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

2.3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de

NOTES

gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades / couverture / étanchéité	20 - 40 ans
Fondations / ossatures	30 - 60 ans
Ravalement	10 - 20 ans
Equipements techniques	10 - 20 ans
Aménagements techniques	10 - 20 ans
Aménagements intérieurs	8 - 15 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

2.3.6 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré.

Une perte latente fait l'objet d'une provision.

2.3.7 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.3.8 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

- Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

NOTES

- Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL.

- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

2.3.9 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés au Fonds Régional de Solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

NOTES

2.3.10 Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

NOTES

2.3.11 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.12 Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier I. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

2.3.13 Impôt sur les bénéfiques

Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La Banque Populaire Grand Ouest a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice.

Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération

des prêts à taux zéro.

2.3.14 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 12 048 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 31 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 10 632 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2017, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2017. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice 2 286 milliers d'euros dont 1 943 milliers d'euros comptabilisés en charge et 343 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15% sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 1 693 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

NOTES

NOTE 3 INFORMATIONS SUR LE BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

3.1 Opérations interbancaires

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires	1 449 162	472 456
Comptes et prêts au jour le jour	0	354 962
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour	0	0
Valeurs non imputées	15 383	5 612
Créances à vue	1 464 545	833 030
Comptes et prêts à terme	2 454 662	2 340 294
Prêts subordonnés et participatifs	425	924
Valeurs et titres reçus en pension à terme	0	0
Créances à terme	2 455 087	2 341 218
Créances rattachées	16 803	14 986
Créances douteuses	0	0
dont créances douteuses compromises	0	0
Dépréciations des créances interbancaires	0	0
dont dépréciation sur créances douteuses compromises	0	0
TOTAL	3 936 435	3 189 233

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 1 439 553 milliers d'euros à vue et 477 931 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A, LDD et LEP représente 1 961 467 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

NOTES

(en milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	15 075	17 634
Comptes et emprunts au jour le jour	59 197	41 565
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	12 332	22 945
Dettes rattachées à vue	0	0
Dettes à vue	86 604	82 144
Comptes et emprunts à terme	7 039 089	5 750 700
Valeurs et titres donnés en pension à terme	14 209	14 209
Dettes rattachées à terme	9 007	14 016
Dettes à terme	7 062 909	5 778 925
TOTAL	7 148 909	5 861 070

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 15 151 milliers d'euros à vue et 5 816 609 milliers d'euros à terme.

3.2 Opérations avec la clientèle

3.2.1 Opérations avec la clientèle

(en milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires débiteurs	471 002	471 554
Créances commerciales	166 298	213 125
Crédits à l'exportation	3 547	4 198
Crédits de trésorerie et de consommation	1 009 633	1 044 771
Crédits à l'équipement	7 480 097	6 795 111
Crédits à l'habitat	9 641 446	8 875 640
Autres crédits à la clientèle	582	643
Valeurs et titres reçus en pension	0	
Prêts subordonnés	160	327
Autres	95 988	39 141
Autres concours à la clientèle	18 231 453	16 759 831
Créances rattachées	34 729	34 020
Créances douteuses	768 920	763 870
Dépréciations des créances sur la clientèle	(419 555)	(434 400)
TOTAL	19 252 847	17 808 001
<i>Dont créances restructurées</i>	78 397	

Les créances sur la clientèle éligible au refinancement de la Banque Centrale du ou des pays où l'établissement est installé, ou au Système européen de Banque Centrale se monte à 568 674 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017
Comptes d'épargne à régime spécial	7 572 701	7 013 666
Livret A	1 226 938	1 111 864
PEL / CEL	2 404 847	2 274 484
Autres comptes d'épargne à régime spécial	3 940 916	3 627 318
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	9 784 427	9 410 939
Dépôts de garantie	19	19
Autres sommes dues	63 455	72 399
Dettes rattachées	134 542	129 548
TOTAL	17 555 144	16 626 570

NOTES

(1) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

(en milliers d'euros)

	31/12/2018			31/12/2017		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	6 519 963		6 519 963	5 975 138		5 975 138
Emprunts auprès de la clientèle financière		0	0			0
Valeurs et titres donnés en pension livrée			0			0
Autres comptes et emprunts		3 264 464	3 264 464		3 435 801	3 435 801
TOTAL	6 519 963	3 264 464	9 784 427	5 975 138	3 435 801	9 410 939

3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

Répartition des encours de crédit par agent économique :

(en milliers d'euros)

	Créances saines	Créances douteuses	Dont créances douteuses compromises		
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	8 409 229	449 304	(245 159)	265 408	(47 047)
Entrepreneurs individuels	1 319 436	87 076	(47 512)	51 436	(9 118)
Particuliers	8 889 845	231 765	(126 461)	136 906	(24 268)
Administrations privées	101 558	775	(423)	458	(81)
Administrations publiques et Sécurité Sociale	87 427	0			
Autres	95 988	0	0	0	0
TOTAL au 31 DÉCEMBRE 2018	18 903 482	768 920	(419 555)	454 208	(326 036)
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2017	17 478 530	763 870	(434 400)	475 233	(335 298)

NOTES

3.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

3.3.1 Portefeuille titres

(en milliers d'euros)	31/12/2018					31/12/2017				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Valeurs brutes	0	280 091	110 629	0	390 720	230 381	136 736			367 117
Créances rattachées		6 083	1 705	0	7 788	1 494	606			2 100
Dépréciations					0					
Effets publics et valeurs assimilées	0	286 174	112 334	0	398 508	231 875	137 342			369 217
Valeurs brutes	0	68 546	1 971 048	0	2 039 594	67 403	2 012 888			2 080 291
Créances rattachées	0	30 852	29	0	30 881	30 949	2 186			33 135
Dépréciations	0	0	0	0	0		(362)			(362)
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	99 398	1 971 077	0	2 070 475	98 352	2 014 712			2 113 064
Montants bruts		16 145		0	16 145	10 643				10 643
Créances rattachées					0					
Dépréciations		(3 652)		0	(3 652)	(3 276)				(3 276)
Actions et autres titres à revenu variable	0	12 493	0	0	12 493	7 367				7 367
TOTAL	0	398 065	2 083 411	0	2 481 476	337 594	2 152 054	0		2 489 648

Le poste « obligations et autres titres à revenu fixe » des titres d'investissement, comprend les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE (voir note 1.3)

Pour les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés s'élève à 385 000 milliers d'euros.

Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

(en milliers d'euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés		229	0	229	229		2	230
Titres non cotés		3 546	299 326	302 872	2 173		297 003	299 176
Titres prêtés		344 862	1 782 350	2 127 212	295 382		1 852 257	2 147 639
Titres empruntés				0				0
Créances douteuses				0				0
Créances rattachées		36 935	1 735	38 670	32 443		2 792	35 235
TOTAL	0	385 572	2 083 411	2 468 983	0	330 227	2 152 054	2 482 280
dont titres subordonnés				0				

NOTES

1 667 611 milliers d'euros d'obligations séniors souscrites dans le cadre des opérations de titrisation ont été prêtées à BPCE SA dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du groupe BPCE (contre 1 715 522 milliers au 31 décembre 2017).

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sur les titres de placement s'élèvent à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 53 850 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 53 004 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 12 028 milliers d'euros au 31 décembre 2018. Au 31 décembre 2017, les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 13 526 milliers d'euros.

Actions et autres titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés		0	0	0				0
Titres non cotés		12 493		12 493		7 367		7 367
Créances rattachées				0				0
TOTAL	0	12 493	0	12 493	0	7 367	0	7 367

Parmi les actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés 4 582 milliers d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2018.

Pour les titres de placement, les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation s'élèvent à 637 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 340 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 1 032 milliers au 31 décembre 2017.

3.3.2 Evolution des titres d'investissement

(en milliers d'euros)	01/01/2018	Achats	Cessions	Remboursements	Conversion	Décotes / surcotes	Transferts de catégorie	Autres variations	31/12/2018
Obligations et autres titres à revenus fixes	2 014 712	5 297	(48 932)	0	0	0	0	0	1 971 077
TOTAL	2 152 054	5 297	(73 940)	0	0	0	0	0	2 083 411

3.3.3 Reclassements d'actifs

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actif.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

3.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

3.4.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

(en milliers d'euros)	01/01/2018	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2018
Participation et autres titres détenus à long terme	830 577	49 660	(5 089)	0	0	875 148
Parts dans les entreprises liées	4 520	5 530	0	0	0	10 050
Valeurs brutes	835 097	55 190	(5 089)	0	0	885 198
Participations et autres titres à long terme	(542)	(6 183)	0	0	0	(6 725)
Parts dans les entreprises liées	0	0	0	0	0	0
Dépréciations	(542)	(6 183)	0	0	0	(6 725)
TOTAL	834 555	49 007	(5 089)	0	0	878 473

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts (10 632 milliers d'euros).

La valeur des titres de l'organe central a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus

des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques jugés raisonnables. Les contraintes prudentielles applicables aux activités concernées ont notamment été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

Au 31 décembre 2018, la valeur nette comptable s'élève à 685 935 milliers d'euros pour les titres BPCE

3.4.2 Tableau des filiales et participations

FILIALES

(en milliers d'euros)

Activité	Capital	Capitaux propres autres que le capital et avant affectation du résultat y compris FRBG	Quote-part du capital détenue (en%)	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat Net du 31/12/2018	Dividendes encaissés par BPGO au cours de l'exercice	Valeur comptable nette des titres dans les bilans de la BGPO	
OUEST CROISSANCE	Sté Capital risque	105 102	69 415	60,00	34 994	31 630	2 385	99 289
GRAND OUEST GESTION D'ACTIFS	Sté de gestion de SCPI	228	4 366	99,99	12 354	1 477	0	217
GRAND OUEST PLUS	Sté de prise de participations	4 227	3 421	100,00	2 433	2 352	0	4 227
POLARIS (1)	Immobilier	5 000	-2 184	100,00	2 595	-426	0	4 999

(1) Avances en compte courant au 31 décembre 2018 : 37 670 milliers d'euros

PRINCIPALES PARTICIPATIONS

Capital	Capitaux propres autres que le capital et avant affectation du résultat y compris FRBG	Quote-part du capital détenue (en%)	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat Net du 31/12/2018	Dividendes encaissés par BPGO au cours de l'exercice	Valeur comptable nette des titres dans les bilans de la BGPO	
BPCE	157 698	16 019 936	4,60	494 388	390 468	18 543	685 935

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

3.5 Opérations de crédit-bail et de locations simples

(en milliers d'euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Immobilier	Mobilier	Location simple	TOTAL	Immobilier	Mobilier	Location simple	TOTAL
Encours clientèle		635 204	17 746	652 950		595 305	16 742	612 047
Biens temporairement non loués		276		276		696		696
Encours douteux		6 243		6 243		7 156	180	7 336
Dépréciation		(6 620)		(6 620)		(6 617)	(150)	(6 767)
Créances rattachées				0				0
TOTAL	0	635 103	17 746	652 849	0	596 540	16 772	613 312

3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

3.6.1 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
Droits au bail et fonds commerciaux	16 724	100	(742)	0	16 082
Logiciels	5 945	152	(44)	0	6 053
Autres		0	0	0	0
Valeurs brutes	22 669	252	(786)	0	22 135
Droits au bail et fonds commerciaux	(15 808)	(372)	478	0	(15 702)
Logiciels	(5 733)	(269)	106	0	(5 896)
Autres		0	0	0	0
Dépréciations	0	0	0	0	0
Amortissements et dépréciations	(21 541)	(641)	584	0	(21 598)
TOTAL VALEURS NETTES	1 128	(389)	(202)	0	538

ÉTATS FINANCIERS

NOTES

3.6.2 Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
Terrains	8 659	0	(36)	0	8 623
Constructions	94 558	118	(653)	0	94 023
Parts de SCI	45 148	339	(1 700)	0	43 787
Autres	267 256	9 208	(6 406)	0	270 058
Immobilisations corporelles d'exploitation	415 621	9 665	(8 795)	0	416 491
Immobilisation hors exploitation	7 780	256	(217)		7 819
Valeurs brutes	423 401	9 921	(9 012)	0	424 310
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	(51 166)	(3 078)	1 569	0	(52 675)
Parts de SCI	0	(9)	0	0	(9)
Autres	(195 304)	(12 938)	4 207	0	(204 035)
Immobilisations corporelles d'exploitation	(246 470)	(16 025)	5 776	0	(256 719)
Immobilisation hors exploitation	(4 440)	(126)	178	0	(4 388)
Amortissements et dépréciations	(250 910)	(16 151)	5 954	0	(261 107)
Total valeurs nettes	172 491	(6 230)	(3 058)	0	163 202

3.7 Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Bons de caisse et bons d'épargne	625	1 393
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	347 905	345 408
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	5 007	4 879
TOTAL	353 536	351 681

3.8 Autres actifs et autres passifs

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	430	(314)		
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	5 631	757	7 100	871
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	////	10 209	////	10 634
Créances et dettes sociales et fiscales	82 355	45 158	77 645	41 315
Dépôts de garantie reçus et versés	768	197	1 383	219
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	118 900	60 933	60 723	36 321
TOTAL	208 084	116 939	146 851	89 361

ÉTATS FINANCIERS

3.9 Comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	257	10	29	69
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	0	0		
Primes et frais d'émission	0	0		
Charges et produits constatés d'avance	21 204	132 887	21 971	153 066
Produits à recevoir/Charges à payer	44 731	89 183	51 345	72 593
Valeurs à l'encaissement	3 841	21	3 113	4 272
Autres	47 102	147 921	55 100	114 191
TOTAL	117 135	370 022	131 558	344 191

3.10 Provisions

3.10.1 Tableau de variations des provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2018
Provisions pour risques de contrepartie	34 039	84 954	(30 252)		0	88 741
Provisions pour engagements sociaux	50 295	27 841	(29 046)	0	0	49 090
Provisions pour PEL/CEL	20 892	12 664	(12 572)	0	0	20 984
Provisions pour litiges	0	0	0	0	0	0
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Portefeuille titres et instruments financiers à terme	20	0	(20)	0		0
Immobilisations financières	399	0	(399)			0
Risques sur opérations de banque	0	0	0	0		0
Provisions pour impôts	7 160	28	(3 446)	0		3 742
Autres	74 938	5 096	(34 848)	0		45 186
Autres provisions pour risques	82 518	5 124	(38 713)	0	0	48 928
Provisions pour restructurations informatiques	0	0	0	0		0
Autres provisions exceptionnelles	0	0	0	0		0
Provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
TOTAL	187 744	130 583	(110 583)	0	0	207 742

NOTES

3.10.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

(en milliers d'euros)	31/12/17	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/18
Dépréciations sur créances sur la clientèle	441 248	110 750	(91 980)	(35 173)		424 845
Dépréciations sur autres créances	1 072	9 097	(502)			9 667
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	442 320	119 847	(92 482)	(35 173)	0	434 512
Provisions sur engagements hors bilan	0					
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	34 039	84 954	(30 252)			88 741
Autres provisions	36 032	51 190	(38 294)			48 928
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	70 071	136 144	(68 546)	0	0	137 669
TOTAL	512 391	255 991	(161 028)	(35 173)	0	572 181

3.10.3 Provisions pour engagements sociaux

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la Banque Populaire Grand Ouest concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Banques Populaires géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CARBP) concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993 ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables.

NOTES

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

(en milliers d'euros)	EXERCICE 2018				Total
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme			
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	
Dette actuarielle	71 444	32 841	12 366		116 651
Juste valeur des actifs du régime	-40 197	-23 635			-63 832
Juste valeur des droits à remboursement					0
Effet du plafonnement d'actifs					0
Ecart actuariels non reconnus gains / (pertes)	-2 276	-1 453			-3 729
Coût des services passés non reconnus					0
Solde net au bilan	28 971	7 753	12 366	0	49 090
Engagements sociaux passifs	28 971	7 753	12 366	0	49 090
Engagements sociaux actifs					0

(en milliers d'euros)	EXERCICE 2017				Total
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme			
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	
Dette actuarielle	76 654	34 330	12 456		123 440
Juste valeur des actifs du régime	-41 385	-22 836			-64 221
Juste valeur des droits à remboursement	0	0			0
Effet du plafonnement d'actifs	0	0			0
Ecart actuariels non reconnus gains / (pertes)	-4 238	-4 687			-8 925
Coût des services passés non reconnus	0	0			0
Solde net au bilan	31 032	6 807	12 456	0	50 295
Engagements sociaux passifs	31 032	6 807	12 456	0	50 295
Engagements sociaux actifs					0

NOTES

Analyse de la charge de l'exercice

(en milliers d'euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		exercice 2018	exercice 2017
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Total	Total
Coût des services rendus		1946	859		2805	2416
Coût des services passés		-189			-189	1361
Coût financier	983	495	140		1618	1444
Produit financier	-543	-312			-855	-706
Ecarts actuariels comptabilisés en résultat		61	-790		-729	83
Autres	-2501	-1055	-299		-3855	-5953
TOTAL DE LA CHARGE DE L'EXERCICE	-2061	946	-90	0	-1205	-1355

Principales hypothèses actuarielles

	EXERCICE 2018	EXERCICE 2017
	CAR-BP	CAR-BP
Taux d'actualisation	1,56%	1,32%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	13,80	14,50

HORS CAR-BP	EXERCICE 2018		EXERCICE 2017	
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme
	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail
Taux d'actualisation	1,67%	1,35%	1,37%	1,04%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%
Taux de croissance des salaires				
Taux d'évolution des coûts médicaux				
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGF05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	15,6	11,4	15,40	11,95

Au 31 décembre 2018, les actifs de couverture du régime de retraite des Banques Populaires sont répartis à hauteur de 46,10 % en obligations, 39,30 % en actions, 0 % en actifs immobiliers et 14,60 % en autres actifs.

Les tables de mortalité utilisées sont :

- TGH05/TGF05 pour les IFC, médailles et autres avantages ainsi que pour CGPCE et CARBP.

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

NOTES

3.10.4 Provisions PEL / CEL

Encours de dépôts collectés

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
En cours collectés au titre des plans d'épargne logement (PEL)		
* ancienneté de moins de 4 ans	338 067	283 818
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 460 111	1 380 694
* ancienneté de plus de 10 ans	382 386	392 371
En cours collectés au titre des plans épargne logement	2 180 564	2 056 883
En cours collectés au titre des comptes épargne logement	224 283	217 601
TOTAL	2 404 847	2 274 484

Encours de crédits octroyés

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
En cours de crédits octroyés		
* au titre des plans épargne logement	1 329	1 919
* au titre des comptes épargne logement	11 923	17 701
TOTAL	13 252	19 620

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement (PEL et CEL)

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Dotations / reprises nettes	31/12/2018
Provisions constituées au titre des PEL			
* ancienneté de moins de 4 ans	4 919	270	5 189
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	7 944	-723	7 221
* ancienneté de plus de 10 ans	6 423	54	6 477
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	19 286	-399	18 887
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	1 984	308	2 292
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-40	22	-18
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-338	160	-178
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	-378	182	-196
TOTAL	20 892	91	20 983

NOTES

3.11 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	7 325	7 327
Dettes rattachées	0	0
TOTAL	7 325	7 327

3.12 Fonds pour risques bancaires généraux

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2018
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	234 780		(31 729)		203 051
TOTAL	234 780	0	(31 729)	0	203 051

Au 31 décembre 2018, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 44 940 milliers d'euros affectés au Fond Réseau Banque Populaire, 18 104 milliers d'euros affectés au Fonds de Garantie Mutuel et 8 570 milliers d'euros affectés au Fonds Régional de Solidarité

3.13 Capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2016	988 675	14 671	690 802	38 667	76 049	1 808 864
Mouvements de l'exercice	32 677	343 100	-280 986	-1 057	-6 870	86 864
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2017	1 021 352	357 771	409 816	37 610	69 179	1 895 728
Autres mouvement		1				1
Affectation résultat 2017			43 837	10 390	-54 227	0
Distribution de dividendes					-14 952	-14 952
Augmentation de capital	11 900					11 900
Résultat de la période					52 971	52 971
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2018	1 033 252	357 772	453 653	48 000	52 971	1 945 648

Le capital social de la Banque Populaire Grand Ouest s'élève à 1 033 252 milliers d'euros et est composé de 73 803 745 parts sociales de nominal 14 euros détenues par les sociétaires.

NOTES

3.14 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(en milliers d'euros)	31/12/2018						TOTAL
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	20 000	291 072	87 436		398 508
Créances sur les établissements de crédit	3 816 734	379	64 531	29 844	23 059	1 888	3 936 435
Opérations avec la clientèle	1 417 629	516 691	1 747 695	7 246 595	8 324 077	160	19 252 847
Obligations et autres titres à revenu fixe	176 600	27	215 573	1 112 902	533 173	32 200	2 070 475
Opérations de crédit-bail et de locations simples	18 872	35 255	152 728	421 526	24 468		652 849
TOTAL DES EMPLOIS	5 429 835	552 352	2 200 527	9 101 939	8 992 213	34 248	26 311 114
Dettes envers les établissements de crédit	625 610	292 932	1 580 419	2 961 988	1 687 960	0	7 148 909
Opérations avec la clientèle	12 915 678	367 258	1 060 875	2 622 467	588 866	0	17 555 144
Dettes représentées par un titre	5 156	53 550	35 227	198 453	61 150	0	353 536
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	7 325	7 325
TOTAL DES RESSOURCES	13 546 444	713 740	2 676 521	5 782 908	2 337 976	7 325	25 064 914

NOTES

NOTE 4 INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES

4.1 Engagements reçus et donnés

4.1.1 Engagements de financement

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit	3 188	5 443
Ouverture de crédits documentaires	42 819	9 654
Autres ouvertures de crédits confirmés	2 529 201	2 255 218
Autres engagements		25 542
En faveur de la clientèle	2 572 020	2 290 414
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	2 575 208	2 295 857
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	0	166
De la clientèle	0	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	0	166

4.1.2 Engagements de garantie

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de garantie donnés		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	668	2 092
Autres garanties	0	0
D'ordre d'établissements de crédit	668	2 092
Cautions immobilières	139 517	138 978
Cautions administratives et fiscales	157 059	149 945
Autres cautions et avals donnés	207 491	293 380
Autres garanties données	227 849	202 536
D'ordre de la clientèle	731 916	784 839
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	732 584	786 931
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	2 195 673	2 145 897
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	2 195 673	2 145 897

NOTES

4.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	3 858 097	0	3 705 411	
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	123 498	0	93 229	
TOTAL	3 981 595	0	3 798 640	0

Au 31 décembre 2018, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 568 674 milliers d'euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 566 287 milliers d'euros au 31 décembre 2017,
- 156 433 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BP Covered Bonds contre 254 268 milliers d'euros au 31 décembre 2017,
- 55 503 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 63 344 milliers d'euros au 31 décembre 2017,
- 274 518 milliers d'euros de créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement de l'habitat contre 306 392 milliers d'euros au 31 décembre 2017,
- 1 756 618 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH contre 1 583 707 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque Populaire Grand Ouest en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Pour tenir compte du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), inclure également toute transaction ou accord qui présente des risques (sortie de ressources potentielle) et avantages significatifs non-inscrits en bilan et hors-bilan (capacité de bénéficier de flux positifs).

Par ailleurs, la Banque Populaire Grand Ouest n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

Dans le cadre de ces opérations de titrisation, la Banque Populaire Grand Ouest effectue le recouvrement des sommes dues sur les crédits cédés pour le compte du FCT. Afin de sanctuariser les encaissements reçus de la clientèle et qui appartiennent juridiquement au FCT, il a été mis en place un « compte d'affectation spécial (CAS) », figurant parmi les comptes ordinaires de la Banque Populaire Grand Ouest. Ce compte reçoit les sommes recouvrées dans l'attente de leur reversement au FCT. Au 31 décembre 2018, le montant de cet actif grevé au bénéfice du FCT figure dans les « Autres valeurs affectées en garantie » et s'élève à 25 172 milliers d'euros (contre 13 624 milliers d'euros au 31 décembre 2017).

NOTES

4.2 Opérations sur instruments financiers à terme

4.2.1 Instruments financiers et opérations de change à terme

(en milliers d'euros)	31/12/2018			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes				
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Contrats de taux d'intérêt			0	
Contrats de change			0	
Autres contrats			0	
Opérations de gré à gré	5 042 849	0	5 042 849	(20 844)
Accords de taux futurs (FRA)			0	
Swaps de taux d'intérêt	4 792 427	0	4 792 427	(20 844)
Swaps financiers de devises	0	0	0	0
Autres contrats à terme	250 422	0	250 422	0
TOTAL OPÉRATIONS FERMES	5 042 849	0	5 042 849	(20 844)
Opérations conditionnelles				
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Options de taux d'intérêt			0	
Options de change			0	
Autres options			0	
Opérations de gré à gré	797 600	0	797 600	334
Options de taux d'intérêt	361 507	0	361 507	334
Options de change	436 093		436 093	
Autres options			0	
TOTAL OPÉRATIONS CONDITIONNELLES	797 600	0	797 600	334
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET DE CHANGE À TERME	5 840 449	0	5 840 449	(20 509)

NOTES

(en milliers d'euros)	31/12/2017			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes	0	0	0	0
Opérations sur marchés organisés			0	
Contrats de taux d'intérêt			0	
Contrats de change			0	
Autres contrats			0	
Opérations de gré à gré	5 405 107	0	5 405 107	(15 070)
Accords de taux futurs (FRA)			0	
Swaps de taux d'intérêt	4 800 662	0	4 800 662	(15 070)
Swaps financiers de devises				
Autres contrats à terme	604 445		604 445	
TOTAL OPÉRATIONS FERMES	5 405 107	0	5 405 107	(15 070)
Opérations conditionnelles	0	0	0	0
Opérations sur marchés organisés			0	
Options de taux d'intérêt			0	
Options de change			0	
Autres options	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	532 342		532 342	586
Options de taux d'intérêt	396 106		396 106	586
Options de change	136 236		136 236	
Autres options	0	0	0	0
TOTAL OPÉRATIONS CONDITIONNELLES	532 342	0	532 342	586
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET DE CHANGE À TERME	5 937 449	0	5 937 449	(14 484)

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Banque Populaire grand Ouest sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des

swaps de taux et FRA pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de devises.

4.2.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré

(en milliers d'euros)	31/12/2018					31/12/2017				
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Accords de taux futurs (FRA)					0					0
Swaps de taux d'intérêt	2 701 059	2 091 368	0		4 792 427	2 840 782	1 959 880	0		4 800 662
Swaps financiers de devises		0			0		0			0
Autres contrats à terme de taux d'intérêt					0	7 429				7 429
Opérations fermes	2 701 059	2 091 368	0	0	4 792 427	2 848 211	1 959 880	0	0	4 808 091
Options de taux d'intérêt	87 882	273 625			361 507	87 803	308 303			396 106
Opérations conditionnelles	87 882	273 625	0	0	361 507	87 803	308 303	0	0	396 106
TOTAL	2 788 941	2 364 993	0	0	5 153 934	2 936 014	2 268 183	0	0	5 204 197

NOTES

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

(en milliers d'euros)	31/12/2018				TOTAL
	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	
Juste valeur	3 263	(23 772)	0	0	(20 509)

4.2.3 Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

(en milliers d'euros)	31/12/2018			TOTAL
	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Opérations sur marchés organisés				0
Opérations de gré à gré	346 084	2 340 844	2 105 499	4 792 427
Opérations fermes	346 084	2 340 844	2 105 499	4 792 427
Opérations sur marchés organisés	0	0		0
Opérations de gré à gré	21 503	101 915	238 088	361 506
Opérations conditionnelles	21 503	101 915	238 088	361 506
TOTAL	367 587	2 442 759	2 343 587	5 153 933

4.3 Ventilation du bilan par devise

Données non significatives

4.4 Opérations en devises

Données non significatives

NOTES

NOTE 5 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	52 765	(42 369)	10 396	56 642	(47 017)	9 625
Opérations avec la clientèle	380 234	(150 514)	229 720	393 538	(161 278)	232 260
Obligations et autres titres à revenu fixe	60 140	(25 013)	35 127	62 556	(26 586)	35 970
Dettes subordonnées	15		15	60	0	60
Autres	13 726	(27 262)	(13 536)	10 986	(24 881)	(13 895)
TOTAL	506 880	(245 158)	261 722	523 782	(259 762)	264 020

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La dotation de la provision épargne logement s'élève à 91 milliers d'euros pour l'exercice 2018, contre 1 396 milliers d'euros pour l'exercice 2017.

5.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de crédit-bail et location financière						
Loyers	239 202		239 202	226 946		226 946
Résultats de cession	8 242	(16 394)	(8 152)	7 853	(15 889)	(8 036)
Dépréciation	866	(1 338)	(472)	1 057	(991)	66
Amortissement		(242 781)	(242 781)		(216 215)	(216 215)
Autres produits et charges	1 253	(274)	979	1 107	(196)	911
	249 563	(260 787)	(11 224)	236 963	(233 291)	3 672
Opérations de location simple						
Loyers	7 257		7 257	8 127		8 127
Résultats de cession	1 533	(351)	1 182	1 898	(657)	1 241
Dépréciation			0			0
Amortissement		(8 432)	(8 432)		(8 022)	(8 022)
Autres produits et charges	10	(3)	7	12	(5)	7
	8 800	(8 786)	14	10 037	(8 684)	1 353
Total	258 363	(269 573)	(11 210)	247 000	(241 975)	5 025

NOTES

5.3 Revenus des titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Actions et autres titres à revenu variable	0	4
Participations et autres titres détenus à long terme	22 214	31 934
Parts dans les entreprises liées	0	2 601
TOTAL	22 214	34 539

5.4 Commissions

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	6 509	(273)	6 236	6 739	(1 291)	5 448
Opérations avec la clientèle	90 209	(775)	89 434	126 647	(6 616)	120 031
Opérations sur titres	21 256	(3 275)	17 981	15 195		15 195
Moyens de paiement	63 654	(39 039)	24 615	75 366	(44 337)	31 029
Opérations de change	494	0	494	510		510
Engagements hors bilan	17 620	(5 457)	12 163	9 784	(2 507)	7 277
Prestations de services financiers	31 822	(3 338)	28 484	54 647	(4 523)	50 124
Activités de conseil	2 329	0	2 329	2 228		2 228
Vente de produits d'assurance vie	23 390	0	23 390			
Vente de produits d'assurance autres	43 097	0	43 097			0
TOTAL	300 380	(52 157)	248 223	291 116	(59 274)	231 842

5.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Titres de transaction	0	
Opérations de change	1 498	1 571
Instruments financiers à terme	0	
TOTAL	1 498	1 571

NOTES

5.6 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations						
Dotations	(296)	0	(296)	(70)		(70)
Reprises	6	0	6	58		58
Résultat de cession	0	0	0	10		10
Autres éléments	0	0	0			
TOTAL	(290)	0	(290)	(2)	0	(2)

5.7 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	2 512	(5 587)	(3 075)	1 230	(1 700)	(470)
Refacturations de charges et produits bancaires	0	0	0	1 923		1 923
Activités immobilières	487	0	487	911	(18)	893
Prestations de services informatiques	0	0	0			0
Autres activités diverses	0	0	0	2 271		2 271
Autres produits et charges accessoires	11 868	(13 452)	(1 584)	7 238	(8 323)	(1 085)
TOTAL	14 867	(19 039)	(4 172)	13 573	(10 041)	3 532

5.8 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Salaires et traitements	(137 657)	(132 175)
Charges de retraite et assimilées	(14 520)	(38 162)
Autres charges sociales	(44 090)	(29 833)
Intéressement des salariés	(9 730)	(7 780)
Participation des salariés	(3 706)	(4 848)
Impôts et taxes liés aux rémunérations	(17 387)	(15 439)
Total des frais de personnel	(227 090)	(228 237)
Impôts et taxes	(13 167)	(11 166)
Autres charges générales d'exploitation	(146 032)	(190 881)
Charges refacturées	3 734	5 111
Total des autres charges d'exploitation	(155 465)	(196 936)
TOTAL	(382 555)	(425 173)

NOTES

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 1 091 cadres et 2 254 non cadres, soit un total de 3 345 salariés.

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Il s'élève à 3 912 milliers d'euros pour l'année 2018. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie « Informations sociales, environnementales et sociétales » du rapport annuel.

5.9 Coût du risque

(en milliers d'euros)	Exercice 2018				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs					
Interbancaires		0	0		0
Clientèle	(148 815)	120 536	(5 558)	1 693	(32 144)
Titres et débiteurs divers					0
Provisions					
Engagements hors bilan	0	0	0	0	0
Clientèle	(78 084)	30 253	0		(47 831)
Autres			0		0
TOTAL	(226 899)	150 789	(5 558)	1 693	(79 975)

(en milliers d'euros)	Exercice 2017				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs					
Interbancaires					0
Clientèle	(610 416)	569 651	(7 135)	3 365	(44 535)
Titres et débiteurs divers					0
Provisions					
Engagements hors bilan	(2 781)	10 554			7 773
Clientèle	(1 561)	1 986			425
Autres					0
TOTAL	(614 758)	582 191	(7 135)	3 365	(36 337)

NOTES

5.10 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	Exercice 2018			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations				
Dotations	(6 407)			(6 407)
Reprises	224	272		496
Résultat de cession	405	0	(173)	232
TOTAL	(5 778)	272	(173)	(5 679)

(en milliers d'euros)	Exercice 2017			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	769	272	0	1 041
Dotations	(661)			(661)
Reprises	1 430	272		1 702
Résultat de cession	23 920	(10)	(3 346)	20 564
TOTAL	24 689	262	(3 346)	21 605

5.11 Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017
Produit exceptionnels	2	
Charges exceptionnelles	(40)	(69)
Résultat exceptionnel	(38)	-69

5.12 Impôt sur les bénéfices

5.12.1 Détail des impôts sur le résultat 2018

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	Exercice 2018	
Bases imposables aux taux de	33,33 %	15 %
Au titre du résultat courant	41 031	385
Au titre du résultat exceptionnel		
Imputation des déficits	0	0
Bases imposables	41 031	385
Impôt correspondant	13 676	58
Réduction d'impôt, contribution sociale, crédit d'impôt	(505)	
Impôt comptabilisé	13 171	58
Variation des impôts différés sur PTZ	(53)	
Régularisation IS	1 893	
Provisions pour impôts	(3 418)	
TOTAL	11 593	58

NOTES

NOTE 6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 1er du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, la Banque Populaire Grand Ouest établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

6.2 Rémunérations

Les avantages à court terme versés aux dirigeants de la Banque Populaire Grand Ouest s'élevaient à 2 762 milliers d'euros au titre de 2018 (contre 3 186 milliers d'euros au titre de 2017).

Ils comprennent les rémunérations, les indemnités au temps passé et avantages versés aux mandataires sociaux, Administrateurs et membres du Comité de Direction Générale et du Comité d'Exécutif.

6.3 Honoraires des commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	Montant (HTR)	Montant (HTR)
Audit		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	528	476
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes (exclusivement RSE)	18	20
TOTAL	546	496

6.4 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-1 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.


Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a


considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 août 2013 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.


Au 31 décembre 2018, la Banque Populaire Grand Ouest n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.



KPMG AUDIT FS I
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex



Deloitte et Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex






Fiduciaire Audit Conseil
4, rue Fernand Forest
BP 90825
49008 Angers Cedex

Banque Populaire Grand Ouest
Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable

15 boulevard de la Boutière
35768 Saint-Grégoire Cedex

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018

		
KPMG AUDIT FS I Tour EQHO 2 Avenue Gambetta CS 60055 92066 Paris-La Défense Cedex	Deloitte et Associés 6 place de la Pyramide 92908 Paris-La Défense Cedex	Fiduciaire Audit Conseil 4, rue Fernand Forest BP 90825 49008 Angers Cedex

Banque Populaire Grand Ouest
Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable

15 boulevard de la Boutière
35768 Saint-Grégoire Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale des sociétaires

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Populaire Grand Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion




Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Banque Populaire Grand Ouest
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

2

		
-------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Banque Populaire Grand Ouest
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

3



Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Banque Populaire Grand Ouest constitue des provisions et dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers, qui portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de votre banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre d'un changement d'estimation des provisions collectives antérieurement comptabilisées, votre Banque a décidé d'enregistrer, dans ses comptes individuels, des dépréciations pour pertes de crédit identifiées sur les encours présentant une détérioration significative du risque de crédit. Ces dépréciations sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux de perte en cas de défaut, informations prospectives), complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions indultes constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituait un point clé de l'audit pour l'exercice 2018.</p> <p><i>Les expositions aux risques de crédit et de contrepartie des prêts et créances sur la clientèle représentent près de 69% du total bilan de l'établissement au 31 décembre 2018. Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 420 M€, pour un encours brut global de 19 672M€ au 31 décembre 2018. Le stock de provisions pour risque de contrepartie s'élève à 88,7M€. Le coût du risque sur l'exercice 2018 s'élève à 80 M€ (contre 36 M€ sur l'exercice 2017). Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer aux notes 1.3, 2.3.2, 3.2, 3.10.2 et 5.9</i></p>	<p>Dépréciations sur encours non douteux</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits, - apprécier les travaux des auditeurs du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : <ul style="list-style-type: none"> • se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations • ont apprécié la pertinence des paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2018 • ont effectué des calculs indépendants sur les principaux portefeuilles de crédits. <p>Par ailleurs, nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans votre Banque.</p> <p>Dépréciation sur encours de crédit douteux et douteux compromis</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle. Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p>



Fusion Informatique

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au cours de l'exercice 2018, la Banque Populaire Grand Ouest a procédé à la fusion informatique des entités ex-Banque Populaire Atlantique, ex-Banque Populaire de l'Ouest, ex-Crédit Maritime Atlantique et ex-Crédit Maritime Bretagne Normandie.</p> <p>Cette opération s'est déroulée en date du 16 septembre 2018 avec l'appui des collaborateurs et intervenants du Groupe.</p> <p>Nous avons considéré que cette fusion informatique constituait un point clé de l'audit au regard du caractère exceptionnel et non récurrent de cette opération, ainsi que de son importance pour l'élaboration de l'information financière de la Banque Populaire Grand Ouest compte tenu de l'importance des systèmes d'information dans l'environnement bancaire.</p>	<p>Nos travaux d'audit de la fusion informatique se sont appuyés sur l'intervention de nos spécialistes informatiques.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif de contrôle mis en place par la Banque Populaire Grand Ouest afin d'assurer la fiabilité du processus de fusion informatique. Dans ce cadre, des diligences de revue ciblée du projet de fusion informatique ont été réalisées, par entretien et analyse de documents, selon les axes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - organisation du projet ; - paramétrages et développements ; - fusion de données / recettes statiques ; - interfaces / recettes dynamiques ; - habilitations ; - modalité de validation du passage en production sur le nouveau système ; - formation des utilisateurs. <p>Par ailleurs, nous avons également revu les principaux indicateurs opérationnels comptables post-fusion informatique afin de nous assurer de l'absence de dysfonctionnement significatif du nouvel environnement informatique fusionné.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

- Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Banque considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.



Deloitte



Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Populaire Grand Ouest par votre assemblée générale du 28 avril 1997 pour le cabinet KPMG, lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1978 pour le cabinet Deloitte et Associés, et du 14 avril 2003 pour le cabinet Fidaco.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG était dans la 22^{ème} année de sa mission sans interruption, le cabinet Deloitte et Associés dans la 40^{ème} année, et le cabinet Fidaco dans la 16^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Deloitte



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent, les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

3 ÉTATS FINANCIERS



Deloitte.



Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense et Angers, le 26 avril 2019

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit FS I

Deloitte et Associés

Fidaco
Fiduciaire Audit Conseil

Marie-Christine Jolys
Associée


Charlotte Vandeputte
Associée


Frédéric Ploquin
Associé

3 ÉTATS FINANCIERS



Deloitte.



KPMG AUDIT FS I
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex

Deloitte et Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Fiduciaire Audit Conseil
4, rue Fernand Forest
BP 90825
49008 Angers Cedex

Banque Populaire Grand Ouest

Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable

15 boulevard de la Boutière
35768 Saint-Grégoire Cedex

**Rapport spécial des commissaires aux comptes
sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2018

3 ÉTATS FINANCIERS



KPMG AUDIT FS I
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex



Deloitte et Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex



Fiduciaire Audit Conseil
4, rue Fernand Forest
BP 90825
49008 Angers Cedex

Banque Populaire Grand Ouest

Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable

15 boulevard de la Boutière
35768 Saint-Grégoire Cedex

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale des sociétaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que des motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

3 ÉTATS FINANCIERS



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

❖ CONVENTION AVEC LA SOCAMA ATLANTIQUE

• Personnes concernées

Banque Populaire Grand Ouest, représentée par Madame Vergnaud au sein du conseil d'administration de SOCAMA Atlantique.

• Nature et objet

Votre société a octroyé à la SOCAMA Atlantique une subvention d'équilibre d'un montant de 2 100 milliers d'euros.

Cette convention avait été autorisée préalablement par votre Conseil d'administration lors de son conseil en date du 16 décembre 2014.

• Modalités

L'octroi de cette subvention est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

• Motifs justifiant de son intérêt pour la société

La subvention d'équilibre a été validée afin de couvrir les compléments de provisions et passages en pertes réalisés par SOCAMA sur l'exercice 2015 d'un total de 2 096 milliers d'euros.

Paris-La Défense et Angers, le 26 avril 2019

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit FS I

Marie-Christine Joly
Associée

Deloitte et Associés

Charlotte Vandeputte
Associée

Fidaco
Fiduciaire Audit Conseil

Fédéric Ploquin
Associé



BANQUE POPULAIRE
GRAND OUEST 

la réussite est en vous

www.banquepopulaire.fr

  [#LaBonneRencontre](https://twitter.com/LaBonneRencontre)